

«Si les victimes sont devenus des bourreaux,
c'est qu'on ne les pas reconnus comme des victimes.»

Lieu commun «gauchiste»

Présentation

Ce numéro est divisé en deux parties : la première présente des textes écrits par différents auteurs iraniens, français et anglais entre 2001 et 2015, avant les massacres du 13 novembre. Ces articles offrent plusieurs interprétations de l'islamisme mais aussi des enjeux géopolitiques après l'effondrement des démocraties populaires et de l'URSS et après les attentats du 11 septembre 2001. Ils questionnent aussi des notions comme celles de «terrorisme», d'«impérialisme» ou de «proto-Etat» et s'interrogent sur le **retour** de la religion ou le **recours** à la religion dans le monde actuel par certaines forces politiques.

Ils contiennent plusieurs articles écrits par les trotskystes de l'AWL¹, groupe qui n'a pas abandonné la défense de l'athéisme ni celle de la séparation des Eglises et de l'Etat, ne soutient pas les mouvements «anti-impérialistes» réactionnaires comme le Hamas et le Hezbollah et n'a aucune tendresse pour l'islamisme, qu'il soit «modéré» ou «radical».

En dehors des questions théoriques et géopolitiques, il nous a semblé intéressant de reproduire plusieurs textes de ce groupe dans la mesure où les questions concrètes qu'il se pose correspondent aussi à des problèmes auxquels les militants français feraient bien de réfléchir...

Nous présentons ensuite des textes du groupe-revue *Temps critiques*. Nous les avons placés à part, dans un ordre chronologique comme les précédents, parce qu'ils développent une démarche assez éloignée du marxisme classique qui inspire de nombreux auteurs dans ce numéro.

La seconde partie reproduit des textes écrits après les massacres du 13

¹ A plusieurs reprises, j'ai exprimé mes désaccords avec ce groupe notamment sur l'interdiction du hijab dans les écoles (soutenue par la majorité des militants de cette organisation) ou la vision très schématique de l'islam que certains d'entre eux propagent (cf. le bref article à ce sujet dans ce numéro page 161). Je ne partage pas davantage leur soutien critique à Jeremy Corbin, le nouveau dirigeant du Parti travailliste, leur léninisme et leur trotskysme *soft* ou leur analyse de l'anarchisme (cf. «Cinq petites choses que les trotskystes devraient savoir sur les jeunes anarchistes d'aujourd'hui», *NPNF* n° 50-51, juin 2015). Mais ces camarades ne forment pas un groupe monolithique ; ils acceptent le débat interne comme dans les colonnes de leur journal ou dans leurs réunions publiques et ne refusent pas qu'on leur porte la contradiction, vertu assez rare dans l'extrême gauche.

novembre à Paris 2015. Elle inclut aussi un long échange de mails avec Patsy, dont nous avons publié un recueil de textes¹ en 2010 et qui tient à la fois un blog² et une chronique sur une webradio³ (Alternantes).

Ce numéro reproduit les textes de groupes, de revues ou de collectifs d'extrême gauche ou anarchistes. Certains avancent des pistes intéressantes, d'autres pratiquent sans aucun complexe la langue de bois et la logomachie radicale-abstraite.

Conformément à l'orientation «pluraliste» de cette revue depuis 2002, chacun devra faire un effort pour se forger sa propre opinion à partir des arguments, des analyses subtiles ou des discours automatiques⁴ présentés dans ce numéro, car les auteurs sont loin d'aller tous dans le même sens !!!

Les massacres jihadistes du 13 novembre 2015 et l'état d'urgence absurde et liberticide décrété par le gouvernement socialiste (soutenu par les députés du PCF rassemblés dans le groupe parlementaire du Front de gauche), ainsi que les mesures crapuleuses qu'il envisage de prendre, ou qu'il a déjà prises, se combinent pour essayer de renforcer notre sidération, notre passivité, et nous empêcher de réfléchir.

Puisse ce numéro aider les lectrices et lecteurs à ne pas sombrer dans le pessimisme, le cynisme, ou le repli sur soi. Dans ce type de périodes, nous avons encore plus besoin que d'habitude de nous rencontrer et de débattre pour y voir plus clair.

Y.C., 15/12/2015

¹ *Le monde comme il va. Anthologie 1999-2010. Analyses, coups de gueule et méchancetés radiophoniques*, Editions *Ni patrie ni frontières*, 2010.

² «Le monde comme il va», <http://patsy.blog.free.fr/>

³ «Nouvelle donne, vieilles rengaines», <http://www.alternantesfm.net/emissions/nouvelle-donne-vieilles-rengaines>

⁴ Sur ce sujet, on pourra lire notamment «A propos des discours automatiques contre la guerre et l'impérialisme. Certitudes et questions» (février 2003) parus dans le n° 3 de *Ni patrie ni frontières* ; et dans le n° 48-49 d'avril 2015: «Après les 17 exécutions jihadistes des 7/8/9 janvier 2015, dix points de clivage et sources d'interrogation». Tous deux disponibles sur mondialisme.org ou qui peuvent être commandés avec les numéros correspondants de la revue.

Première partie

Cette première partie présente un certain nombre d'analyses qui ouvrent des pistes pour comprendre à la fois la situation internationale depuis le 11 septembre 2001 (voire depuis la chute de l'URSS) et la signification de la montée de l'islam politique, dont l'Etat islamique n'est que l'une des nombreuses et diverses ramifications.

Ces textes défendent des positions parfois opposées, notamment sur la pertinence de concepts comme ceux d'impérialisme, de terrorisme, voire même d'Etat, sur la nature de l'islamisme, sur le rôle de la religion, etc., d'où l'intérêt de les rassembler dans un même numéro pour que ces articles dialoguent entre eux et suscitent débats et réflexions.

Il est évident que les textes les plus anciens ne pouvaient prévoir l'évolution du jihadisme, notamment le passage de mouvements centrés principalement sur la lutte au sein du Moyen-Orient à des mouvements s'appuyant sur des «terroristes maison», spécialité bien française d'ailleurs. Comme le souligne Farid Khosrokhavar dans *Radicalisation* (CNRS Editions 2015), le monde a connu au moins plusieurs générations de terroristes depuis trente ans:

- ceux qui ont «fait l'Afghanistan» dans les années 1980 ;
- ceux qui ont tenté de prendre le pouvoir en Algérie dans les années 90 ;
- ceux qui se battent en Irak depuis 2003 ;
- ceux qui se battent en Syrie depuis 2010.

Plus le temps passe, plus la proportion de jihadistes nés en Occident, musulmans de culture ou convertis, augmente, surtout en Europe. Plus aussi on rencontre parmi eux une variété d'origines sociales. Les djihadistes sont loin d'être tous de jeunes prolétaires, délinquants et radicalisés en prison : on trouve parmi eux de plus en plus de jeunes issus de ce que les sociologues appellent «les classes moyennes» : c'est-à-dire pas des smicards, des chômeurs ou des personnes touchant le RMI ou le RSA. Plus les jihadistes occidentaux (qui en Afghanistan, dans les années 80, ne se battaient que très rarement et étaient cantonnés à des tâches subalternes par les talibans) prennent part aux combats en Syrie et en Irak, plus évidemment leur retour en Europe risque de (leur) poser des problèmes : difficulté à se réadapter à la vie civile s'ils le souhaitent ; soupçons policiers voire soupçons de la population à leur égard ; et éventuellement volonté de continuer sur le sol européen le combat engagé au Proche-Orient.

Les textes inclus dans ce numéro donnent quelques clés pour comprendre non seulement les motivations des partisans de l'islam politique au Moyen-Orient mais aussi en Europe, même si un énorme travail de réflexion reste à faire, au-delà des discours convenus et pseudo-«marxistes» ou anarchistes...

Y.C.

Colin Foster

Treize questions sur le terrorisme, l'intégrisme et l'anti-impérialisme

Ce texte a été publié en 2001 dans *Workers Liberty*, publication de l'Alliance for Workers Liberty, au moment de l'intervention américano-britannique en Afghanistan. (NPNF)

1. Comment peut-on affronter le problème du terrorisme et de l'intégrisme¹ ?

Tout d'abord en ne soutenant pas le gouvernement américain. Pendant soixante ans, les Américains ont été les associés et les alliés du régime fondamentaliste saoudien. Ils ont aidé l'Etat pakistanais et l'Arabie saoudite à financer les talibans dans les années 1990. Ils ont fréquemment appuyé des mouvements fondamentalistes afin de contrer des organisations nationalistes laïques. Ils essaient de renouer des relations avec le régime intégriste en Iran, et avec ses alliés afghans de l'Alliance du Nord.

Avant comme après le 11 septembre, notre réponse au terrorisme fondamentaliste est la suivante : nous sommes solidaires avec le mouvement ouvrier, les révolutionnaires et les démocrates dans ces pays. Les révolutionnaires qui prônent courageusement la laïcité dans les pays musulmans doivent à la fois se défendre physiquement contre les intégristes et organiser l'action de la classe ouvrière sur les problèmes sociaux exploités par les intégristes. Ce n'est pas une solution rapide, mais il n'en existe pas d'autre. (...)

2. En dénonçant le fondamentalisme, ne renforcez-vous pas les préjugés antimusulmans ?

Il serait préférable d'utiliser un autre mot que le terme «fondamentalisme» si l'on en trouvait un. Les talibans, le groupe de Ben Laden ou l'élite dirigeante saoudienne ne rassemblent pas des individus

¹ J'ai choisi de traduire indifféremment *fundamentalism* par fondamentalisme ou intégrisme. (NdT).

particulièrement dévots, ce sont surtout des individus ultraréactionnaires. Pour eux, le «jihad» n'a aucune signification spirituelle, il s'agit littéralement d'une «guerre sainte» pour repousser ou détruire les «infidèles».

Nous dénonçons la politique jihadiste-fondamentaliste tout en nous opposant à toute diabolisation des musulmans, ou de la population asiatique en général, en Grande-Bretagne. Cette attitude n'est pas contradictoire car les principales victimes des intégristes se trouvent dans les pays musulmans et sont elles-mêmes, le plus souvent, musulmanes.

3. D'où vient le fondamentalisme jihadiste ?

Le noyau militant de ces mouvements est généralement constitué de petits-bourgeois déçus, vivant dans les villes ; ils se radicalisent à cause du chaos provoqué par le développement capitaliste dans leur pays. Ce sont par exemple des diplômés universitaires qui n'arrivent pas à trouver un travail qui leur convienne. Ils s'allient avec des membres des couches sociales réactionnaires (mollahs, propriétaires fonciers, commerçants) dont l'existence est menacée par le capitalisme actuel, et mobilisent une partie des sans-réserves, inorganisés et désorientés, en leur faisant miroiter la possibilité de revenir à un passé imaginaire qui aurait connu l'ordre et la prospérité.

L'intégrisme est le produit des frustrations et du chaos provoqués par le développement capitaliste, et non d'un problème créé spécialement par l'«Occident». En effet, des relations capitalistes existent au cœur de la plupart des sociétés musulmanes depuis très longtemps.

La plupart des gens pensent souvent que le capitalisme a été imposé de l'extérieur, par l'Occident. Ils se trompent tout autant que les populistes américains qui, au XIX^e siècle, prétendaient que le capitalisme avait été imposé à leur pays par l'Angleterre.

Le fondamentalisme n'est pas un produit automatique du développement capitaliste. Il s'affirme en combattant d'autres tendances inhérentes à ce développement. Le plus souvent, l'intégrisme a acquis un certain poids en luttant contre le nationalisme laïque qui a accompli certaines réformes dans les pays musulmans : indépendance politique, nationalisation des principaux moyens de production ou contrôle des ressources nationales par des capitalistes autochtones, début d'industrialisation, timide réforme agraire. Mais ce mouvement nationaliste a maintenant épuisé ses possibilités et se trouve dans une impasse. L'intégrisme s'oppose aussi aux idéaux démocratiques, au socialisme et au mouvement ouvrier, qui ont jusqu'ici été faiblement implantés dans ces pays, en partie parce que beaucoup de prétendus socialistes (au sein des Partis communistes ou assimilés) ont adopté une politique suiviste par rapport aux nationalistes laïques.

Si l'on veut trouver un équivalent européen au fondamentalisme, on peut se référer à l'anticapitalisme réactionnaire du début du XIX^e siècle que

Marx a analysé dans le *Manifeste communiste*, «ce socialisme féodal où se mêlaient jérémiades et libelles, échos du passé et grondements sourds de l'avenir». Ou bien on peut le comparer au fascisme. L'intégrisme constitue un mélange hybride de ces deux tendances.

4. Devons-nous soutenir le gouvernement britannique lorsqu'il veut introduire une loi contre la haine antireligieuse ?

En Grande-Bretagne, nous défendons sans réserve les communautés asiatiques musulmanes contre toute persécution ou tentative de criminalisation, sous prétexte que leurs ressortissants seraient musulmans ou «en auraient le type». L'immense majorité des musulmans ne sont pas des terroristes intégristes et n'ont aucune responsabilité dans les atrocités du 11 septembre.

Les syndicats locaux et les sections du Parti travailliste doivent s'engager à défendre physiquement les mosquées et la communauté musulmane contre toute menace.

Prêcher la haine des musulmans devrait être interdit, tout comme prêcher la haine raciale. Mais critiquer violemment l'islam, le christianisme, ou n'importe quelle autre religion, est un droit démocratique. Nous devons absolument nous opposer à toute mesure qui s'inspirerait des vieilles lois contre le blasphème.

Nous sommes des marxistes, et donc des athées. Nous combattons toutes les religions parce que celles-ci voudraient que les gens conduisent leur vie en suivant la volonté d'un Dieu imaginaire plutôt qu'en se préoccupant des besoins des hommes. Nous sommes totalement opposés à l'influence de la religion sur les lois ou l'enseignement. Mais nous défendons aussi la liberté religieuse. Nous nous opposons aux musulmans qui veulent liquider physiquement les «infidèles», mais nous n'avons aucun grief contre la majorité des musulmans qui veulent simplement exercer leur droit à avoir des convictions religieuses. (...)

5. A côté de la menace représentée par l'impérialisme américain, le terrorisme et le fondamentalisme ne constituent tout de même qu'un danger mineur. Bien sûr, nous ne sommes pas d'accord avec les intégristes, mais ne devons-nous pas être solidaires d'eux contre les Etats-Unis ?

Adopter cette position revient à dire que, lorsque deux forces réactionnaires se combattent, nous devrions être solidaires de la plus faible des deux. Pourquoi ? Si toutes les deux sont réactionnaires, nous lutterons contre les deux. Certes, l'intégrisme est une force relativement faible aujourd'hui, mais nous ne voulons certainement pas qu'il se renforce demain. Sur tous les plans, social, politique, historique et humain, les intégristes sont aussi et même plus réactionnaires que George Bush.

Lorsque nous soutenons les mouvements de libération nationale des petites nations contre les grandes puissances, tout en les critiquant (par exemple lorsque nous avons soutenu les sandinistes contre les contras

nicaraguayens épaulés par les États-Unis), ce n'est pas parce que ces mouvements étaient aussi réactionnaires que l'impérialisme mais plus faibles que lui. Nous soutenons les mouvements nationalistes, tout en critiquant leurs idées, parce qu'ils sont susceptibles de déclencher une dynamique démocratique, libératrice. Et nous voulons que cette dynamique démocratique, libératrice, se renforce et vainque l'opresseur.

Le fondamentalisme n'a aucun contenu démocratique ni libérateur. Bien sûr, les intégristes, à l'échelle mondiale, sont plus faibles que la classe dirigeante américaine. Mais ils ne représentent pas une menace secondaire en Iran, en Algérie ou au Pakistan. Ils n'ont pas été une menace insignifiante à Manhattan, le 11 septembre 2001. Ils ne seront peut-être pas une menace négligeable à Londres, si la guerre se poursuit. On ne peut dire à des gens attaqués par les intégristes, à Téhéran, Karachi, Alger ou New York, qu'ils ont affaire à un problème mineur par rapport au déroulement de la grande histoire du monde. (...)

6. L'anti-américanisme ne constitue-t-il pas une réponse légitime et progressiste aux crimes du gouvernement américain ?

«L'ennemi principal est dans notre pays», comme l'a dit le révolutionnaire allemand Karl Liebknecht (...). Mais centrer toute notre politique sur la seule dénonciation des États-Unis, ce n'est pas vraiment suivre cette maxime. La classe dirigeante américaine se trouve aux États-Unis, pas dans «notre pays», ici en Grande-Bretagne. Nous combattons le gouvernement américain, mais nous sommes fermement aux côtés du peuple américain, en particulier de la classe ouvrière américaine, contre les terroristes-intégristes.

Le gouvernement américain est responsable d'une longue série de crimes : bombardements du Cambodge, financement et aide à la Contra nicaraguayenne, etc. Si cette liste est plus longue que celle d'autres gouvernements capitalistes, ce n'est pas parce que les Américains seraient pires que les autres, mais simplement parce qu'il s'agit d'un Etat plus important.

Les citoyens américains, dont on peut dire qu'ils sont sans doute moins xénophobes et plus cosmopolites que les peuples des autres grandes puissances capitalistes, ont réussi, grâce à leurs protestations, à forcer leur propre gouvernement à admettre qu'il avait perdu le conflit du Vietnam, au cours de la dernière grande guerre impérialiste-coloniale – chose que les Britanniques n'ont jamais réussi lors d'aucune guerre impérialiste menée par leur propre Etat.

Les sentiments anti-américains en Grande-Bretagne peuvent se cacher sous des oripeaux démocratiques et internationalistes, mais souvent il ne s'agit que de la grogne de petits exploités contre des plus gros. Cette attitude reflète l'amertume des nostalgiques de l'ancien Empire britannique qui dominait le monde autrefois, et cette rancœur vise les nouveaux dirigeants américains du monde. Ou bien (chez les gens de gauche ou

d'extrême gauche) elle reprend les arguments du camp stalinien contre les Etats-Unis durant la guerre froide. Nous n'avons rien à voir avec ces idéologies-là.

7. Notre priorité n'est-elle pas l'anti-impérialisme ?

Qu'est-ce que l'impérialisme ? Au début du XX^e siècle, à l'époque où Lénine a écrit son fameux pamphlet, ce terme décrivait un système mondial régi par la concurrence entre des empires coloniaux pour des territoires ou des sphères d'influence, et dominé par quelques grandes puissances. Lénine pensait que ce système ne dépendait pas de la politique temporaire de quelques gouvernements, mais qu'il était organiquement lié à l'évolution des grandes économies capitalistes de l'époque. Il était lié à la domination des banques et des grosses sociétés, elles-mêmes étroitement imbriquées avec les machines gouvernementales de leurs pays. Les grandes entreprises s'appuyaient sur ces appareils d'États nationaux pour garantir leurs marchés et leurs sources de matières premières.

Aujourd'hui, la gauche et l'extrême gauche utilisent fréquemment le mot «impérialisme» pour désigner en fait la phase actuelle du «capitalisme avancé». Ce nouveau sens ajoute une dimension morale à la condamnation du capitalisme mais il crée une confusion fatale.

Au temps de l'impérialisme «classique», «stade suprême» du capitalisme, à l'époque des vieux empires coloniaux, les révolutionnaires luttèrent pour la libération politique des petites nations conquises par les grandes. Si l'impérialisme colonial réapparaissait aujourd'hui, si, par exemple, les gouvernements américain et britannique voulaient conquérir l'Afghanistan et le soumettre à un régime colonial traditionnel, les révolutionnaires devraient être prêts à soutenir toute force anticoloniale, y compris les talibans. Nous les soutiendrions¹ dans la mesure où ils

¹ Colin Foster (militant de l'AWL) reprend ici une position que défendit Trotsky à deux reprises, en soutenant l'empereur Hailé Sélassié contre les troupes de Mussolini, lorsqu'elles envahirent l'Éthiopie, et en soutenant Tchang-Kai-Chek contre l'invasion japonaise. Dans les deux cas, on perçoit bien la motivation qui inspire ce «soutien critique» ; on voit l'intérêt, pour des révolutionnaires italiens ou japonais, de se désolidariser clairement de leur propre impérialisme en souhaitant sa défaite ; mais on voit mal comment cette politique aurait pu être mise en œuvre, sur le terrain des opérations, par des Chinois ou des Éthiopiens. Il me semble qu'en Chine comme en Éthiopie des révolutionnaires auraient eu à se défendre physiquement et militairement autant contre les troupes impérialistes étrangères que contre les nationalistes locaux – à moins qu'ils n'aient fait de l'«entrisme» chez les nationalistes... politique que Trotsky lui-même condamnait lorsque les partis staliniens la pratiquaient. (NdT).

résisteraient à la conquête coloniale, tout en travaillant de notre côté à renverser ce mouvement nationaliste et à le remplacer.

Mais, sous le coup des grandes luttes de libération nationale, les vieux empires coloniaux ont décliné après 1945. Depuis 1975, ou depuis 1989-1991 si l'on inclut l'empire russe, ces vieux empires ont presque disparu. L'impérialisme actuel se caractérise surtout par la domination du monde à travers les grandes entreprises et les banques, grâce aux forces du marché, il ne se caractérise pas par l'existence d'empires coloniaux.

Contre l'impérialisme colonial, la libération nationale figurait au programme démocratique radical des révolutionnaires. Mais proposer aujourd'hui la «libération nationale» contre «l'impérialisme du libre échange» actuel est absurde. Cela conduit une partie de la gauche et de l'extrême gauche à soutenir (et à s'allier avec) tous les opposants de cet «impérialisme» (le capitalisme du marché mondial), y compris les jihadistes-intégristes et autres réactionnaires. Comme si nous pouvions adopter de nouveau aujourd'hui l'attitude qu'il fallait avoir avec les mouvements qui ont conquis la liberté pour les colonies de la Grande-Bretagne, de la France, du Portugal et d'autres puissances coloniales.

Contre l'«impérialisme du Fonds monétaire international», il n'existe qu'une seule solution : la lutte de la classe ouvrière et la révolution socialiste. Certes, un mouvement de «libération nationale» qui aujourd'hui n'affronte aucun régime colonial ou semi-colonial peut prétendre qu'il combat l'impérialisme, mais il ne s'agit que d'un discours creux, «anti-impérialiste», ou anti-américain, cocktail confus qui joue sur les frustrations, le ressentiment et la jalousie nationalistes.

Ce type de mouvement s'oppose aujourd'hui au développement nécessaire du mouvement ouvrier en appelant les membres de toutes les classes à s'unir contre un ennemi extérieur – ennemi qu'en plus ils ne peuvent pas renverser. En effet, les dirigeants capitalistes de ces mouvements «anti-impérialistes» partagent les mêmes valeurs que ceux qu'ils prétendent combattre. Il s'agit seulement de mouvements populistes nationalistes.

Une telle politique a empêché l'apparition d'une politique indépendante de la classe ouvrière en Amérique latine, même dans des pays très avancés comme l'Argentine. Et les mouvements jihadistes-intégristes prônent un rejet radical de l'essentiel du monde moderne.

Le seul noyau «rationnel» de cet «anti-impérialisme» populiste est la prétention à créer une économie indépendante du marché mondial. Mais on a déjà tenté de mettre en œuvre un tel programme – en Argentine pendant les années 1940 et 1970, en Irlande entre 1932 et 1958, et dans beaucoup d'autres pays – et cela n'a mené qu'à une impasse sur tous les plans : économique, social et politique.

Lorsque nous utilisons le terme d'«impérialisme» pour stigmatiser la phase actuelle du capitalisme avancé, qui représenterait donc une forme

particulièrement néfaste du capitalisme, notre «anti-impérialisme» s'oppose en fait au progrès économique, pas au capitalisme. Cela conduit à une sorte de front populaire international avec tous les réactionnaires du deuxième et du troisième mondes. L'attitude complaisante qu'adoptent certains révolutionnaires britanniques vis-à-vis des jihadistes-intégristes le montre bien.

Nous dénonçons la guerre américano-britannique parce que les États de ces deux pays, leurs bureaucraties capitalistes et militaires, prétendent combattre l'intégrisme en lâchant des missiles Cruise à plusieurs milliers de mètres d'altitude, plutôt qu'en construisant sur le terrain une opposition démocratique au régime des talibans. Mais l'«impérialisme» n'intervient guère dans cette affaire. Il ne s'agit pas, pour les États-Unis, de créer une nouvelle colonie, ni d'imposer les règles du libre échange ou un plan du FMI pour payer la dette. Notre «anti-impérialisme» n'est pas fondé sur un principe négatif, mais sur un programme positif : celui de la démocratie, de l'internationalisme et du socialisme.

8. Lénine n'a-t-il pas déclaré que la lutte contre l'impérialisme devait primer sur toutes les autres ?

Non, même à son époque, à un moment où «l'impérialisme» désignait principalement le système établi par les grands empires coloniaux, il a écrit: *«L'impérialisme est tout autant notre ennemi mortel que le capitalisme. Aucun marxiste ne doit pourtant oublier que le capitalisme est plus progressif que le féodalisme, et l'impérialisme plus progressif que le capitalisme pré-monopoliste. Par conséquent, nous ne sommes pas obligés de soutenir toutes les luttes contre l'impérialisme. Nous ne soutenons pas le combat des classes réactionnaires contre l'impérialisme.»* («Une caricature du marxisme à propos de l'économisme impérialiste»).

Il polémiquait avec certains camarades qui voulaient abandonner le mot d'ordre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes tout en restant «anti-impérialistes». Lénine leur répondait qu'un «anti-impérialisme» séparé du programme positif du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était «une phrase creuse, une récrimination absurde».

9. Ne devrions-nous pas toujours soutenir un pays pauvre contre un pays plus riche ?

(...) Nous soutenons les petites nations contre les grandes, lorsque l'autodétermination d'une petite nation est menacée. Mais soutenir les pays pauvres contre les pays riches quand le droit à l'indépendance nationale n'est pas en jeu ne résoudra pas le problème de la pauvreté. La seule force qui puisse mettre fin à la misère est la classe ouvrière, en créant un monde fondé sur la solidarité plutôt que sur le profit.

10. Lénine a dit que nous devrions soutenir la violence des opprimés contre celle des oppresseurs. Ne devrions-nous pas soutenir la violence contre les États-Unis ?

Nous soutenons le droit des opprimés à utiliser la violence dans leur

lutte contre l'oppression. Mais la violence de groupes réactionnaires contre le peuple, violence mise en œuvre par des gens qui peuvent être ensuite victimes de la répression, ne relève pas du même registre. Le droit des pays pauvres à se défendre n'inclut pas le droit de financer ou de soutenir ceux qui ont organisé l'attentat du 11 septembre. De plus, en quoi le milliardaire Oussama ben Laden est-il un «opprimé» ?

11. Le fondamentalisme terroriste n'est-il pas un mouvement anti-impérialiste ?

Le fondamentalisme n'est pas né en Arabie saoudite, en Iran, en Afghanistan, en Egypte ou en Algérie dans le cadre d'un mouvement contre la domination américaine. Bien au contraire. En Arabie saoudite et en Afghanistan les intégristes ont été soutenus par le gouvernement américain.

L'intégrisme n'est «anti-impérialiste» que lorsqu'il critique le monde des «infidèles». Les intégristes condamnent parfois le profit excessif, la brutalité des forces du marché et l'arrogance américaine, parce qu'ils caractérisent, selon eux, le monde des «infidèles», mais ils condamnent aussi le marxisme, la démocratie, les libertés individuelles et la laïcité qui font partie de ce même univers «infidèle».

En pratique, les régimes intégristes, en Iran ou en Arabie saoudite, ne font rien pour transformer le système capitaliste fondé sur le profit. Ils s'opposent violemment aux droits des femmes, à la liberté sexuelle, aux libertés individuelles, à la démocratie, à la laïcité et au marxisme.

Cet anticapitalisme-là est un mouvement réactionnaire, «fascisant», qui s'oppose au capitalisme non pas au nom d'un système meilleur, mais d'un système pire. Nous n'avons aucun point commun avec ces gens-là. On n'arrivera à construire un monde meilleur qu'en exploitant les contradictions au sein du capitalisme – en particulier, les contradictions entre la classe ouvrière et la démocratie, d'un côté, le pouvoir et les privilèges capitalistes de l'autre – pas en essayant de se dégager du capitalisme en prétendant revenir à un passé imaginaire et idéalisé.

Dans certains pays (Tchéchénie, Bosnie, Kosovo, Palestine), les idées intégristes se sont fortement implantées parmi les militants qui luttent pour la libération nationale. L'argent iranien et saoudien a joué un grand rôle dans ces conversions. L'influence des idées fondamentalistes sur les mouvements de libération nationale a toujours été néfaste, en transformant leur nationalisme en chauvinisme. Cela ne démontre pas plus la nature progressiste de l'intégrisme que le soutien des dirigeants nationalistes palestiniens aux nazis, dans les années 1940, ne prouvait que le nazisme comportait le moindre élément positif. (...)

12. Ben Laden n'a-t-il pas raison de dénoncer le soutien des Etats-Unis à Israël ?

Les Etats-Unis soutiennent Israël tout en prétendant pousser cet Etat à conclure des compromis avec les États arabes et les Palestiniens. Nous critiquons cette politique. Mais la position de Ben Laden n'est pas celle-là :

il dénonce les Etats-Unis parce que ceux-ci n'accepteront pas la destruction d'Israël. Son programme de destruction de la nation juive-israélienne est encore pire que celui des Etats-Unis. Ce que Ben Laden veut, c'est qu'un groupe de puissances relativement important, les États arabes, imposent leur volonté à une petite nation, les Juifs d'Israël. Ces Etats ne défendent absolument pas la liberté des petites nations. Leur position n'a rien d'anti-impérialiste. (...)

13. Pourquoi dénoncez-vous tellement l'intégrisme terroriste ? Les mass media s'en chargent déjà. Notre travail, en tant que révolutionnaires, est de construire un mouvement antiguerre. Tout argument qui contribue à construire ce mouvement nous sert. Tout argument qui aide le gouvernement américain à diaboliser les talibans nous dessert.

Les révolutionnaires ne sont pas des avocats : ils ne recherchent pas désespérément n'importe quel argument pour justifier leur cause, ils sont partisans de dire la vérité, toute la vérité. Comme l'a dit Trotski, le premier devoir d'un révolutionnaire *« c'est de faire face à la réalité... de dire la vérité aux masses, aussi amère soit-elle »*.

Si les révolutionnaires ignorent les faits présentés par les médias sur les talibans ou essayent d'excuser leurs crimes, ils affaiblissent la valeur de leurs arguments contre la guerre aux yeux des gens qui réfléchissent un peu. Beaucoup de révolutionnaires ont cette attitude en Grande-Bretagne et nous devons expliquer pourquoi nous pensons qu'ils se trompent.

Prenons l'exemple du dernier numéro de *Socialist Worker* (l'hebdomadaire du SWP, principal groupe d'extrême gauche britannique, *NdT*) du 6 octobre 2001. Les partisans de la guerre et de l'intervention américano-britannique en Afghanistan dénoncent la façon dont les talibans persécutent les femmes. Ils ont raison de protester contre la persécution des femmes, mais tort de soutenir l'intervention américano-britannique. *Socialist Worker* répond à cette critique en reprenant à son compte une excuse mensongère des talibans : ceux-ci infligeraient cent coups de fouet aux femmes qui refusent de sortir voilées pour mieux les protéger !

«La façon dont les talibans traitent les femmes reflète à la fois le sous-développement des villages dont les talibans sont originaires et les traumatismes dus aux années de guerre. Comme n'importe quel groupe de guérilleros, ils étaient composés d'hommes qui avaient passé des années dans des unités combattantes. Les talibans craignaient que leurs soldats ne se comportent comme certains groupes de moudjahidine s'étaient comportés en pénétrant dans les villes. Durant la guerre, les femmes avaient été très souvent maltraitées et violées. Ils pensaient qu'en les obligeant à rester chez elles ils pouvaient mieux les protéger.»

En fait, les talibans n'existaient, en tant que formation, que depuis quelques mois, et se trouvaient en exil au Pakistan, plutôt que dans des villages afghans ; ils ne se s'étaient pas battus longtemps lorsqu'ils ont pris

Kandahar en novembre 1994, ont imposé la burqa, ont interdit aux femmes de travailler et ont fermé toutes les écoles de filles.

Au cours de l'histoire de l'humanité, les oppresseurs des femmes ont toujours prétendu qu'ils agissaient pour leur bien. Mais il a fallu attendre la fin du XX^e siècle pour que l'on voie des révolutionnaires assez inconscients et effrontés pour servir d'avocats à des organisations comme les talibans.

Colin Foster

Le monde après le 11 septembre (*Extraits*¹)

I. La guerre des terroristes

Deux camps réactionnaires

Les horribles crimes contre l'humanité commis par des terroristes le 11 septembre 2001, et le massacre de milliers de personnes innocentes aux Etats-Unis ont fait entrer la planète dans une des périodes les plus sombres et les plus sanglantes de l'histoire contemporaine. Ce que l'administration américaine appelle une «guerre internationale contre le terrorisme» n'est rien d'autre que le point de départ d'une nouvelle phase, plus destructrice encore, de la guerre internationale entre deux camps terroristes. Aux pôles opposés de ce conflit sanglant se trouvent les deux principaux acteurs internationaux du terrorisme, qui ont marqué, de façon sanglante, les vies de deux générations.

D'un côté, la plus gigantesque machinerie internationale du terrorisme d'Etat, de l'intimidation et du chantage. Ce camp comprend le gouvernement américain et son élite dirigeante, la seule force qui ait jamais employé l'arme nucléaire contre un peuple, réduisant en cendres, en quelques secondes, des centaines de milliers de personnes innocentes à Hiroshima et Nagasaki. Un Etat qui a bombardé le Vietnam, des années durant, à l'aide d'armes chimiques, tuant des millions de personnes, rasant et dévastant leur pays. Ce camp comprend aussi l'OTAN et la coalition des gouvernements occidentaux qui, de l'Irak à la Yougoslavie, ont détruit des maisons, des écoles et des hôpitaux et ont pris en otage des millions d'enfants en rationnant la nourriture et les médicaments. Ce camp inclut la bourgeoisie et l'Etat israéliens : ceux-ci occupent, emprisonnent, tuent et déposèdent [les Palestiniens] ; ils bombardent les camps de réfugiés et tirent sur des enfants de dix ans qui se réfugient, effrayés, dans les bras de leurs pères et aux portes des écoles. D'Hiroshima au Vietnam en passant par la Grenade et l'Irak, des champs de cadavres en Indonésie et au Chili aux abattoirs de la Palestine, l'expérience professionnelle de ce pôle international du terrorisme d'Etat et de l'intimidation impérialiste est une évidence irréfutable aux yeux du monde entier.

De l'autre côté, se trouvent le terrorisme islamique et l'islam politique réactionnaire et méprisable. Ces forces – créées et nourries par les Etats-

¹ En raison de nombreuses répétitions, nous avons opéré quelques coupes indiquées par [...], en respectant bien sûr la pensée de l'auteur (*NdT*).

Unis et l'Occident eux-mêmes durant la guerre froide, afin d'organiser un mouvement réactionnaire autochtone contre la gauche dans les sociétés moyen-orientales – se sont désormais transformées en un pôle actif du **terrorisme international et un nouveau concurrent dans les luttes pour le pouvoir entre les bourgeoisies du Moyen-Orient.**

L'histoire meurtrière de l'islam politique, de l'Iran à l'Afghanistan en passant par le Pakistan, l'Algérie et la Palestine, inclut une longue liste de génocides et de crimes effroyables. Des massacres d'Etat à ceux commandités par les Etats en Iran et en Afghanistan, en passant par les crimes quotidiens des escadrons islamiques de la terreur en Israël, en Algérie, ainsi qu'au cœur de l'Europe et des Etats-Unis, de la suppression sanglante des opposants politiques et intellectuels à l'imposition réactionnaire et inhumaine des lois islamiques contre les individus, en particulier contre les femmes, des décapitations et des mutilations islamiques, à la pose de bombes et aux meurtres de dizaines de personnes dans des autobus, des cafés et des discothèques – tel est le palmarès professionnel de ces groupes réactionnaires.

Aujourd'hui, ce conflit fait des centaines de milliers de victimes ; demain, probablement des millions d'autres victimes en Afghanistan, et, après-demain, dans n'importe quel autre coin du monde. Nous devons résister à tout cela.

Propagande de guerre

Parallèlement à ces alliances militaires, nous assistons à des alliances idéologiques, en matière de propagande, dans les deux camps. Percer et abattre ce mur de propagande et extirper la vérité des décombres de l'hypocrisie et de la duperie qui risquent d'engloutir le monde, telle est la première condition pour organiser une force indépendante contre la guerre mondiale des terroristes et en faveur de la liberté. La bannière idéologique des extrémistes dans les deux camps est parfaitement visible et reconnaissable de loin. La complexité du monde actuel ne permet plus à ces opinions grossières d'avoir un impact sur les opinions. Brandir la bannière de l'Occident ou le drapeau américain, invoquer le chauvinisme et le racisme, ou le «choc des civilisations», tous ces épouvantails immondes ne peuvent influencer qu'une petite partie des sociétés occidentales. Les gouvernements et les médias occidentaux savent que ces opinions et ces considérations grossières et primitives ne peuvent offrir un cadre idéologique de propagande adéquat pour le conflit qu'ils ont engagé.

Dans le camp opposé, aussi, l'idée de la croisade islamique (du Jihad), de massacres indiscriminés, que ce soit pour rendre hommage à Dieu et à la religion, pour «libérer Al-Qods (Jérusalem) et les terres islamiques des griffes des vampires sionistes et de l'impérialisme international», tout ce galimatias ne peut séduire que les extrémistes et les militants de l'islam politique. Ces discours ne mobiliseront pas les masses dans les sociétés moyen-orientales contemporaines. La guerre de propagande et la bataille

idéologique qui dominant le conflit militaire sanglant imminent ne peuvent être fondées sur ces positions extrémistes, sectaires et grossières. Ce ne sont pas ces idées primitives mais des raisonnements et des justifications beaucoup plus sophistiqués (dont on observe déjà la popularité croissante) qui risquent un jour d'amener les masses, en Occident comme au Moyen-Orient, à accepter cette guerre et à s'aligner sur les positions de l'un ou de l'autre des deux camps réactionnaires hostiles. Du côté occidental, en dépit des gesticulations du cow-boy Bush, on affirme que l'«humanité civilisée» est confrontée au fléau du terrorisme. Les Etats-Unis sont censés incarner les chefs de ce regroupement civilisé. L'objectif officiel est de neutraliser le terrorisme et de traduire en justice ses hommes de main. Le but semble beaucoup plus simple à atteindre que l'invasion de l'Irak et le bombardement de Belgrade.

Qui peut blâmer la politique militaire du gouvernement américain quand 6 000¹ de «ses compatriotes» ont été tués avec une telle brutalité ? Quoi de plus évident que l'action militaire des Etats-Unis pour écraser ce terrorisme et protéger «ses concitoyens», et même les peuples du monde, contre d'autres crimes imminents de ce type ?

Cette fois, pour être accepté au sein du club de l'humanité «civilisée», les postulants ne sont pas sélectionnés sur la base de leurs caractéristiques ethniques, raciales ou religieuses. Quels que soient leur couleur de peau, leurs traits physiques, leur religion ou leurs origines sociales, ils doivent uniquement déclarer qu'ils soutiennent les Etats-Unis. Cette fois, la propagande de guerre n'est pas fondée sur une idéologie raciale, ethnique, religieuse ou même politique. L'objectif n'est pas de laisser ouverts les robinets du pétrole, de défendre la démocratie naissante en Arabie saoudite et de rendre le Koweït à ses cheikhs. Si les militaires américains remettent leur armure pour réitérer ce qu'ils ont fait d'innombrables fois, c'est apparemment aujourd'hui pour le droit à la vie, le droit de voyager, le droit des personnes de ne pas mourir à cause d'une bombe qui serait posée dans leurs lieux d'habitation ou dans l'espace public.

Les crimes du 11 septembre ont offert un cadre idéologique d'une efficacité inédite, en matière de propagande, pour justifier les interventions militaires des Etats-Unis et de l'OTAN aux quatre coins du globe. A l'heure actuelle, détacher les masses occidentales de la politique militariste des élites politiques de ces pays exige des efforts d'explication herculéens. Cet équilibre idéologique pourrait changer rapidement si de nouveaux développements intervenaient, mais en ce moment, l'idée de la prétendue «guerre du monde civilisé contre le terrorisme» permet aux politiciens

¹ Le nombre des victimes des attentats du 11 septembre 2001 est estimé aujourd'hui à 2 823 personnes et non à 6 000 (*NdT*).

occidentaux et aux médias de s'assurer le contrôle total de l'opinion publique occidentale.

Dans le pôle opposé aussi, un cadre idéologique sophistiqué et relativement efficace se met en place pour prendre la défense de l'islam politique et du terrorisme islamique. Peu de gens osent défendre la mise à mort de milliers de personnes aux Etats-Unis [le 11 septembre 2001]. Même les dirigeants bestiaux iraniens et afghans ont finalement dû tempérer leurs paroles. Dans sa propagande, ce pôle ne brandira pas ouvertement le drapeau de l'islam politique et du terrorisme islamique. Dans la guerre entre les différents pôles terroristes, le pôle islamique emploiera une formule efficace, mais ancienne, pour justifier le terrorisme islamique, une formule qui a nourri l'«anti-impérialisme» petit-bourgeois dans le tiers monde, en particulier au Moyen-Orient.

Il y a sept ans, à la suite d'une vague de meurtres islamiques en Israël, en Egypte et en Algérie, nous avons clairement démasqué et condamné cette défense réactionnaire du terrorisme dans un édit de notre revue *L'Internationale*.

Il n'est pas inutile de citer ce court article ici : *«Une vague de meurtres islamiques a déferlé sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Les victimes sont des gens parfaitement ordinaires. En Egypte et en Algérie, [les terroristes] décapitent et tirent sur des ressortissants étrangers, que ce soit des ouvriers, des touristes ou des retraités. Ils placent des bombes aux portes des écoles et tuent des écoliers. Ils abattent les jeunes filles qui refusent les mariages forcés. À Tel Aviv, ils assassinent les piétons – enfants, jeunes et vieux – dans les rues et les autobus. Et, d'Israël à l'Algérie, devant une humanité sidérée, ils prétendent adopter une posture héroïque et affirment que “la lutte armée” continuera.*

«A une certaine époque, la gauche traditionnelle “anti-impérialiste” n'admirait peut-être pas la violence aveugle et le terrorisme sans limite des mouvements anti-occidentaux du tiers monde, mais en tout cas elle les tolérait. À son avis, l'injustice endurée par des nations démunies et les opprimés justifiait ce terrorisme, parce qu'il était une réaction légitime. Le terrorisme des groupes palestiniens, des organisations islamiques et de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) – dont les cibles étaient de plus en plus des civils sans défense et tués par surprise – illustre bien ce terrorisme “permissible” jusqu'à une période récente. Un terrorisme qui semblait répondre à des injustices passées et présentes ; un terrorisme, qui apparaissait comme une réaction face aux politiques inhumaines et brutales menées par des puissances et des gouvernements oppressifs. Il est intéressant de noter que, progressivement, le gouvernement israélien a commencé lui aussi à employer exactement le même raisonnement et la même excuse pour justifier ses violences ; c'est en faisant référence au génocide indescriptible effectué par les nazis et les groupes antisémites dans plusieurs pays contre les Juifs, que ce gouvernement a justifié

l'oppression brutale du peuple déshérité de Palestine et les massacres quotidiens de la jeunesse palestinienne.

«Nous, communistes, rejetons totalement et condamnons ce type de raisonnement et le terrorisme aveugle qui l'accompagne au Moyen-Orient – qu'il soit pratiqué par les organisations arabes et palestiniennes ou par l'Etat d'Israël. La répression et les crimes commis par le gouvernement extrémiste de droite en Israël contre les Palestiniens ne peuvent être ni justifiés ni légitimés par les calamités effroyables qu'ont subies les Juifs au XX^e siècle. De même, le terrorisme des organisations islamiques, ou non islamiques, ne peut se servir des souffrances du peuple palestinien pour justifier ses propres actes. L'Etat bourgeois et ses différentes factions exploitent et profitent des malheurs des populations démunies. La condamnation et la suppression de ce terrorisme par la classe ouvrière, en particulier dans les pays de la région, est une condition essentielle pour placer les ouvriers à la tête des luttes sociales et pour en finir avec les malheurs multiséculaires des habitants du Moyen-Orient.

«Il semble que la nouvelle vague de meurtres islamiques, en particulier en Afrique du Nord, ne s'embarrasse même plus de telles justifications politiques. Un turban et un pistolet suffisent pour commencer ce Jihad ignoble contre l'humanité. Le gangstérisme islamique prend sa source dans le régime régnant en Iran. Et ce sera en Iran qu'il sera brisé.» (Mansoor Hekmat, L'Internationale, en farsi, novembre 1994, <http://www.wpiran.org>.)

Avec l'intensification de ce conflit et en particulier avec l'attaque imminente¹ des Etats-Unis et de l'OTAN contre l'Afghanistan, les groupes islamiques peuvent reprendre leurs discours «anti-impérialistes» et justifier leurs actions terroristes en faisant référence aux actes criminels et oppressifs d'Israël et des Etats-Unis. Cette idéologie peut de nouveau influencer des individus et des partis politiques au Moyen-Orient et également certains secteurs de la gauche radicale et intellectuelle en Occident. Dans cette lutte de pouvoir, les gangsters islamiques et la réaction islamique, plutôt que de recourir à leurs slogans religieux usés et ouvertement inhumains, préféreront puiser dans le répertoire «anti-impérialiste» des militants religieux-nationalistes et petits-bourgeois.

Aucun mouvement populaire ne peut réussir contre la guerre des terroristes sans démasquer et briser le cadre idéologique de cette propagande guerrière hypocrite des deux côtés de ce conflit réactionnaire. Quel est l'enjeu de ce conflit ? Des deux côtés, il s'agit d'une lutte pour le pouvoir. Le terrorisme est une des dimensions de ce conflit, mais ce conflit et la guerre imminente ne sont pas provoqués par le terrorisme. Chacun sait que l'entrée des Etats-Unis en Afghanistan et même l'arrestation de Ben

¹ Rappelons que ce texte a été écrit en octobre 2001 (NdT).

Laden n'empêcheront pas la campagne terroriste des groupes islamiques contre l'Occident, et n'amélioreront pas la sécurité des Européens et des Américains du Nord. Au contraire, cela augmentera le danger. Si les Etats-Unis et le mouvement islamique sont engagés dans une confrontation directe à propos de la question palestinienne, le conflit qui les oppose ne concerne pas réellement la résolution de cette question. La politique avouée des Etats-Unis, celle d'une «guerre massive, soutenue et complète» aggravera certainement les deux problèmes – la question palestinienne et le terrorisme islamique.

De plus, une guerre civile pourrait éclater au Pakistan, ce qui aurait des conséquences régionales et internationales graves, et cette politique militaire américaine risque d'entraîner des crises gouvernementales profondes dans des pays du Moyen-Orient jusqu'ici stables. Tous les protagonistes en sont parfaitement conscients. Néanmoins, les Etats-Unis cherchent surtout à consolider et étendre leur hégémonie et leur domination politique et militaire sur le monde, comme la seule superpuissance. Leur politique ne vise ni à résoudre la question palestinienne ni à combattre le terrorisme islamique. Elle a pour but principal de consolider et d'étendre la position internationale des Etats-Unis, dans le contexte des pressions et des occasions créées par les crimes du 11 septembre. Pour les islamistes également, c'est une lutte de pouvoir. Ni la douleur du peuple palestinien ni les injustices historiques de l'Occident envers l'Orient ne sont la source de ce terrorisme.

Le mouvement islamique tente de renverser un rapport de force qui lui est défavorable et finalement d'augmenter sa position dans les structures de pouvoir bourgeoises au Moyen-Orient. Le terrorisme et l'hostilité aveugle contre tout ce qui est occidental, ou occidentalisé, est leur principal capital politique dans des sociétés et parmi des gens qui considèrent, avec raison, que les Etats-Unis et Israël sont les principaux responsables de leur dénuement et de leur absence de droits. La paix au Moyen-Orient, la formation d'une Palestine indépendante, la fin des discriminations contre les Palestiniens, annonceront la fin du mouvement islamique au Moyen-Orient. Le terrorisme est l'outil principal du mouvement islamique pour approfondir davantage les divisions nationales, ethniques et religieuses au Moyen-Orient et entretenir les conflits que ces divisions peuvent provoquer afin de s'en servir comme capital politique et comme source de puissance. En dépit des pressions militaires exercées par les Etats-Unis, les islamistes feront bon accueil à cette confrontation. Pour que nous arrivions à former un mouvement populaire indépendant hostile à cette confrontation mondiale, mortelle, sans précédent, entre les pôles militaires et les pôles terroristes, il nous faut analyser et expliquer la réalité de ces tendances et de ces événements.

La propagande et les raisonnements favorables à la guerre que diffusent les belligérants doivent être décortiqués. Les événements du 11 septembre

et la politique poursuivie par les Etats-Unis ont des conséquences régionales et internationales importantes. Ils changeront profondément la configuration politique et idéologique du monde. La situation politique en Iran sera aussi intensément influencée par ces événements. Nous devons aborder les questions principales posées par ces nouveaux développements et exposer les principes fondamentaux d'une politique communiste.

II. Où est le «monde civilisé»?

La barbarie n'est pas inévitable

La guerre des terroristes peut marquer le commencement d'une des périodes les plus sanglantes de l'histoire contemporaine. Déjà, des centaines de millions de personnes se recroquevillent sur elles-mêmes pour se protéger. Mais cette perspective n'est pas inévitable. Les acteurs ne se limitent pas aux deux adversaires dans ce conflit. Il existe une troisième force, un géant en sommeil qui peut retourner la situation. Si ce géant se réveille, cette période marquera peut être le commencement de changements positifs et la réalisation d'idéaux auxquels l'humanité a renoncé durant les dernières décennies du XX^e siècle. Bush, Blair, Khamenei, les Etats-Unis, l'OTAN et l'islam politique ignorent qu'il existe une humanité civilisée, un monde civilisé, qui peuvent se mettre debout et se défendre contre la guerre des deux pôles terroristes.

En dépit de l'obscurité et de la terreur qu'ils essaient d'instiller en nous, le XXI^e siècle ne doit pas être celui de la barbarie capitaliste. Nous vivons des jours décisifs. Les médias ne reflètent pas la véritable configuration intellectuelle et idéologique du monde. Ils donnent leur propre version, la version dominante, celle de la classe au pouvoir, qui leur convient. Le militarisme, le terrorisme, le racisme, l'ethnicisme, le fanatisme religieux et le culte du profit sont à la Une des médias, mais ils ne tiennent pas une place indéracinable dans la tête de la majorité des êtres humains. Même une connaissance superficielle de l'état du monde permet de constater que beaucoup de gens sont plus à gauche, plus altruistes, plus désireux de paix, plus égalitaires, plus libres et plus attachés à la liberté que les gouvernements et les médias. Les individus placés des deux côtés de ce conflit effroyable ne tiennent nullement à danser sur l'air préféré des leaders de la bourgeoisie.

Les tueurs professionnels de l'administration américaine ont immédiatement compris qu'en dépit de ces crimes terroristes affreux, en dépit de la mort en direct, instantanée, de milliers de civils, en dépit de la peine et de la fureur qui s'emparent de tout individu éprouvant un minimum d'empathie pour les victimes, pourtant, cette société occidentale horrifiée, toutes ces personnes quotidiennement soumises à un lavage de cerveau, qui sont de l'aube au crépuscule «éduquées» par l'idéologie raciste et xénophobe dominante, eh bien ces gens appellent à «une réponse

mesurée, juste, équitable et prudente». Les habitants du Moyen-Orient, que certains nous présentent comme d'ardents musulmans et comme les membres d'une «civilisation islamique» – que cette vision provienne des esprits malades des religieux gouvernant l'Iran et l'Afghanistan, des cheikhs du mouvement islamique, ou des journalistes officiant dans les studios luxueux de CNN et de la BBC –, tous pleurent avec le peuple américain et condamnent les massacres du 11 septembre.

Il n'y a pas besoin d'être un génie pour comprendre que la majorité des peuples du Moyen-Orient méprisent l'islam politique. D'innombrables Européens et Américains en ont assez des injustices d'Israël et sympathisent avec le peuple déshérité de Palestine. La majorité des Occidentaux veulent mettre fin aux sanctions économiques contre l'Irak, et peuvent s'identifier aux parents irakiens désespérés dont les enfants meurent parce qu'ils manquent de médicaments pour les soigner. Partout dans le monde, les personnes décentes et honorables ne sont ni d'un côté ni de l'autre dans cette guerre entre Bush et Ben Laden, ces vieux amis devenus rivaux. Cette humanité civilisée a été réduite au silence grâce à la propagande, au lavage des cerveaux et à l'intimidation pratiquées en Occident comme au Moyen-Orient, mais elle n'a pas vraiment accepté ces discours ignobles.

Cette force massive peut se lever et, pour le futur de l'humanité, elle doit aller de l'avant. Et ici se trouve toute la difficulté : comment rassembler cette force massive ? Dans la guerre entre les deux pôles terroristes, les lignes de bataille sont tracées, les camps définis, des ressources et des forces mobilisées pour une vaste confrontation militaire, politique et diplomatique. En dépit de toutes les ambiguïtés, le cadre intellectuel et politique de cette guerre, pour les dirigeants des deux camps, est clair. Dans notre camp, cependant, dans le camp de l'humanité, qui doit affronter cette perspective terrifiante, tout est ambigu. Assurément, la résistance contre la guerre des deux pôles terroristes se développe maintenant dans plusieurs pays.

Mais de même que les islamistes et les Etats-Unis ont besoin d'une stratégie et d'une théorie claires, de perspectives unitaires et réalistes, de même le mouvement populaire doit disposer d'une bannière intellectuelle et politique et d'une série de principes stratégiques pratiques. Les divers mouvements politiques, en particulier la gauche, tâcheront de guider et de mener cette résistance. Mais quelles sont les perspectives de cette «gauche»?

Dans la première partie de cet article, j'ai écrit que, à côté des positions avancées par les faucons des deux pôles – militariste américain et fasciste islamique –, il existe aussi des arguments plus sophistiqués, raffinés et «respectables» pour défendre les intérêts de chaque protagoniste. Aux côtés des partisans du militarisme américain, on trouve leurs alliés, ceux qui prétendent mener la guerre du «monde civilisé contre le terrorisme». Aux

côtés des meurtriers qui appartiennent aux mouvements islamiques, certains justifient le terrorisme islamique et invoquent les arguments «anti-impérialistes» des tiers-mondistes et des nationalistes religieux durant les années 70. Mais aucune de ces analyses n'aura une influence sérieuse sur le mouvement de résistance populaire face aux deux pôles du terrorisme. Les partis et les groupes du centre-droit en Occident, d'une part, et ce qu'il reste de la gauche traditionnelle étudiante et intellectuelle des décennies précédentes à l'Est et à l'Ouest, d'autre part, seront les principaux clients de ces formulations astucieuses dans la guerre de propagande.

Ce qui pourrait politiquement et conceptuellement entraver le mouvement potentiellement puissant des progressistes dans le monde, c'est, à mon avis, la perspective pacifiste et futillement libérale, et ses efforts pour que le mouvement se limite à empêcher une attaque des Etats-Unis contre l'Afghanistan ou à rétablir le statu quo antérieur au 11 septembre.

Le massacre du 11 septembre n'était pas un acte isolé commis par des individus psychotiques coupés de la société ; pas plus que l'action militaire imminente que projettent de mener les Etats-Unis. Avant le 11 septembre, le monde n'était pas en équilibre, il cheminait plutôt sur une route de plus en plus dangereuse. Il nous faut aborder et éclairer les problèmes économiques, sociaux et politiques importants qui se trouvent derrière ces événements et ont poussé le monde dans cette direction. Les attentats du 11 Septembre représentent la manière dont l'islam politique aborde ces questions. De même, dans l'autre camp, pour affronter ces contradictions sous-jacentes, les dirigeants capitalistes américains et européens ont poussé les talibans au pouvoir, détruit Bagdad, affamé le peuple irakien, opprimé le peuple palestinien, bombardé Belgrade, et mènent désormais la «longue guerre contre le terrorisme». Les événements d'aujourd'hui marquent une étape dans une évolution dynamique. Le mouvement populaire contre cette réalité changeante ne peut se contenter de réclamer le calme et de crier «Bas les pattes d'Afghanistan!» Appeler à la paix et au maintien du statu quo est non seulement peu réaliste, voire utopique, mais aussi injuste, anti-progressiste et inutile.

Le mouvement de résistance populaire contre la guerre des deux pôles terroristes ne peut s'organiser qu'autour de solutions positives aux problèmes politiques et économiques vitaux de notre époque, et autour d'une position active – pas pour maintenir le statu quo mais plutôt pour changer le rapport de force.

Nous avons notre propre ordre du jour ainsi que des solutions indépendantes pour tous les problèmes actuels : les rapports Nord-Sud, la Palestine, l'Irak, l'islam politique, l'Afghanistan et l'Iran, le militarisme américain et l'hégémonie de l'OTAN dans le nouvel ordre mondial, le racisme et l'Europe forteresse, etc. Ces questions doivent former l'ordre du jour et la bannière du mouvement de résistance populaire contre la guerre des deux pôles terroristes. C'est ce qui nous différencie des militants de la

paix, des pacifistes, qui ne voient pas les divisions, les contradictions et l'instabilité du monde avant le 11 septembre, ou qui y sont indifférents. Si nous avons une stratégie pour changer le monde avant ces attentats et que nos positions de principe n'ont pas changé, alors nous devons poursuivre la même stratégie dans la nouvelle situation.

Nous ne souhaitons pas abandonner l'Afghanistan entre les mains du gang meurtrier des talibans. Nous ne voulons pas vivre sous la domination d'Américains à la gâchette facile. Nous ne tolérons pas l'influence de l'islam politique et des gouvernements islamiques au Moyen-Orient. Nous n'avons pas l'intention d'accepter que les Palestiniens soient privés d'Etat et que leur oppression journalière se poursuive. Nous rejetons le terrorisme, qu'il soit islamique et suicidaire, ou bien pratiqué par des militaires en uniforme, dotés de moyens high tech. Nous n'acceptons pas que la moitié de l'humanité vive dans la misère. Nous ne voulons pas que l'Europe soit entourée de forteresses et de casernes. Nous ne succomberons pas au racisme et à l'ethnicisme.

Ni les crimes du 11 septembre ni les performances imminentes de l'OTAN dans l'Hindou Kouch ne doivent transformer un mouvement actif pour changer le monde en une masse informe de gens dénués d'esprit critique et sans autre objectif que de réclamer la paix, la tranquillité et le retour au bon vieux temps d'avant le 11 septembre. Les mouvements «humanitaires» et «pacifistes» n'offrent pas la bonne réponse à la situation d'aujourd'hui.

Mais l'influence de ces mouvements, en particulier dans les sociétés occidentales, est extrêmement répandue, car beaucoup de gens croient spontanément en la non-violence, en l'humanisme et en la prudence. Ces personnes condamnent l'intervention américaine en Afghanistan, mais se dérobent à leurs responsabilités de combattre le régime des talibans. Elles condamnent le racisme et l'incitation à la violence contre les musulmans, mais ne voient pas de raisons de faire pression sur les Etats-Unis et Israël pour défendre le peuple palestinien. Elles souhaitent que [le ministre britannique des Affaires étrangères] Jack Straw réussisse, à la suite de son voyage en Iran, à apprivoiser et apaiser ce pôle du terrorisme islamique, bien que cette politique renforce la domination féroce de ce régime sur le peuple iranien.

Ces gens défendent les droits civiques des musulmans dans les pays européens, mais, afin d'empêcher les «tensions», ils se refusent à critiquer le voile islamique et à dénoncer la façon dont les femmes sont privées de leurs droits dans l'Islam et les communautés musulmanes en Occident. Ils appellent tout le monde à se désengager de ces combats et souhaitent revenir à la situation antérieure au 11 septembre. Si ce mouvement arrive à dominer les esprits et à influencer les actions des personnes mécontentes de la situation actuelle du monde, alors l'humanité civilisée laissera les

terroristes occidentaux et moyen-orientaux maîtres du jeu.

Notre avenir repose sur la définition d'une politique active, progressiste et défendant la liberté, que s'approprieront les peuples. C'est le devoir des communistes. Des nouveaux communistes. Des communistes selon Marx. Telle est notre tâche.

Dans la troisième partie, j'exposerai les principes fondamentaux d'une politique active contre la guerre des deux pôles terroristes.

Mais je dois d'abord évoquer brièvement le problème actuel le plus urgent, c'est-à-dire l'attaque imminente des Etats-Unis contre l'Afghanistan. [...]

Les Etats-Unis et le gouvernement britannique [...] semblent penser qu'il est plus facile de leurrer les peuples avec un scénario écrit pour Hollywood ou les aventures de James Bond. Selon ce script, un millionnaire isolé ou un bandit fou sévissant dans un pays lointain – Saddam, Milosevic, Ben Laden, etc. – prévoit de détruire la civilisation et donc on expédie contre lui et sa bande les héros américains qui vont sauver le monde. Mais leurs propres analyses montrent que l'islam politique et le terrorisme islamique n'ont pas de quartier général central, de commandement unifié et d'organisation hiérarchisée ; nous avons affaire à un mouvement international composé d'agences gouvernementales et de cercles d'hommes de pouvoir, d'organisations diverses, de réseaux et de groupes, qui entretiennent des relations officielles et officieuses, et forment un mouvement clandestin dont les membres jouissent d'un degré étendu d'initiative au niveau local. Pour l'Occident, la conquête de l'Afghanistan constitue le début d'une campagne militaire et politique plus large. [...]

Jusqu'ici, l'intensification de la bataille entre les partisans de la laïcité et les islamistes au Pakistan, la renaissance des partisans de Khatami¹, et la reprise et l'escalade du combat entre les différentes factions des dirigeants iraniens, est une indication que la bataille entre l'Occident et l'islam politique pourrait servir de détonateur à des changements sérieux de l'équilibre des forces entre les factions bourgeoises au Moyen-Orient, et ce au désavantage des islamistes. Que doit on dire au sujet de l'attaque que projettent de mener les Etats-Unis contre l'Afghanistan ? [...]

Réclamer le renversement des talibans est une exigence humaine et progressiste. S'il est légitime et juste de s'opposer au militarisme américain ce n'est nullement afin de laisser l'Afghanistan entre les mains des talibans.

¹ Né en 1943, Khatami, censé être l'un des descendants du prophète Mahomet, étudie la philosophie, la religion et les sciences de l'éducation, toutes disciplines qui lui serviront par la suite pour sa carrière politique. Opposé au Shah, il est nommé ministre de la Culture et de l'Orient islamique de 1982 à 1992, avant d'être élu deux fois président de l'Iran de 1997 à 2005 (*NdT*).

[...]. Le peuple d'Afghanistan attend leur chute depuis des années [...]. Quelle notre position de principe ? Soutenir (et combattre pour) le renversement des talibans et, avec les Afghans et l'opposition progressiste d'Afghanistan, imposer l'établissement d'un gouvernement élu par les citoyens de ce pays. Cette orientation doit être imposée à l'Occident, aux Etats-Unis et aux Nations unies. Nous devons condamner toute attaque des forces américaines et de leurs alliés contre des civils en Afghanistan, comme toute destruction de villes, de villages et d'infrastructures. [...]

Mais le renversement des talibans par les armées étrangères n'est pas en soi condamnable. Les talibans ne représentent pas un gouvernement légitime en Afghanistan. Ils doivent être renversés. Ce qui compte pour nous, c'est la nature du gouvernement qui doit le remplacer, et la garantie que le peuple afghan aura le droit et de l'opportunité de choisir le système politique qu'il souhaite dans son pays.

III. La fin de l'islam politique

En dehors des deux pôles réactionnaires en opposition d'aujourd'hui – le militarisme américain et les gouvernements occidentaux, d'un côté, et le camp de l'islam politique et des groupes islamo-terroristes de l'autre –, la majorité des humanistes et des partisans de la paix éprouvent de l'appréhension et de l'inquiétude, voire du désespoir. Ils sont anxieux car ils voient la situation se détériorer – l'escalade folle de la lutte entre les deux pôles terroristes ; les massacres et la fuite de centaines de milliers d'Afghans innocents ; la menace d'attaques chimiques et biologiques en Occident ; la crise politique au Pakistan ; la fabrication de bombes atomiques miniatures susceptibles de tomber entre les mains d'aventuriers politiques, de fanatiques religieux et de criminels internationaux ; la «nouvelle guerre des Etats-Unis» et les risques d'une nouvelle phase de massacres à grande échelle dont seuls les Etats-Unis ont été et sont capables. Les slogans et les protestations de toutes les personnes honnêtes dans le monde se sont principalement concentrés sur le maintien du statu quo [...]. Tous ces hommes et ces femmes n'ont aucun espoir dans un avenir meilleur. Au mieux, ils réclament le calme. Ils souhaitent éviter les bombes, la guerre et la violence. En dépit de l'image naïve et trompeuse que propagent quotidiennement les monstres (l'islam politique et militarisme américain) qui ont déclenché cette guerre, les gens connaissent leur nature brutale et haineuse. [...].

Au sein des forces qui s'opposent à la guerre (y compris les groupuscules européens qui, avant le 11 septembre, avaient pour unique objectif la «révolution mondiale»), la ligne dominante est de réclamer le calme, d'essayer de stopper la tendance actuelle et de retourner à la situation antérieure au 11 septembre. Le pacifisme est la tendance dominante dans le mouvement de résistance à la guerre. Et cette politique

extrêmement nocive non seulement n'empêchera pas les prochains désastres et leurs conséquences, mais garantit en fait qu'ils auront lieu. La politique pacifiste se concentre sur les aspects militaires et armés de la confrontation et sur la violence physique qui s'ensuit, cette politique est réellement nuisible parce qu'elle paralyse politiquement les gens.

Pour empêcher cette compétition entre les deux pôles terroristes et cette vague d'explosions, de destructions et de meurtres de masse, qu'ils nous préparent, il n'existe qu'une solution : l'irruption des peuples d'Europe, des Etats-Unis, du Moyen-Orient et du prétendu tiers monde sur la scène politique à partir d'un programme dynamique et positif. [...]

Derrière la propagande officielle : terrorisme et islam politique

Même dans l'armée américaine, personne ne croit que les massacres du 11 septembre sont uniquement l'œuvre d'un groupe fanatique dirigé par un certain Osama Ben Laden, vivant en Afghanistan, individu qui détesterait les Etats-Unis, la «démocratie» et le «mode de vie» américain. Les médias occidentaux insistent sur le fait que ces attentats n'ont pas été commis par de «vrais musulmans» et qu'ils ne découlent pas «des enseignements du Coran». Les journalistes prennent soin de ne jamais mentionner Israël et les Palestiniens. Ils affirment qu'établir un lien entre cette question et ces attaques terroristes signifierait concéder que ces attentats ont été instrumentalisés pour attirer l'attention de l'Occident sur le problème palestinien. En conséquence, au lieu d'évoquer l'islam politique et Israël, ils nous invitent à nous intéresser à Ben Laden et à l'Afghanistan. La guerre des Etats-Unis contre les talibans est un événement important, qui aura des conséquences durables pour la région et le monde. [...].

Le terrorisme islamique est l'un des piliers principaux de la stratégie de l'islam politique, mouvement réactionnaire régional, et maintenant international, nourri par l'injustice historique de l'Occident et d'Israël envers les Arabes et spécifiquement le peuple palestinien. L'absence d'Etat pour les Palestiniens, et l'oppression des Palestiniens par Israël et ses alliés occidentaux nourrissent la haine pour l'Occident et les Etats-Unis au Moyen-Orient. De plus, la question palestinienne, et le soutien inconditionnel des Etats-Unis et de l'Occident apporté à Israël contre les Arabes, pendant et après la guerre froide, ont créé un énorme fossé économique, culturel et psychologique entre les peuples du Moyen-Orient et d'Occident. [...] Toute politique progressiste et populaire doit être fondée sur les objectifs suivants :

1. **Le problème historique que représente la question palestinienne doit être résolu.** Le peuple palestinien doit pouvoir disposer de son propre Etat indépendant. Nous devons forcer les gouvernements occidentaux et les Etats-Unis à mettre fin à leur soutien unilatéral à Israël dont les dirigeants doivent être sommés d'accepter la paix et l'indépendance palestinienne. [...]

2. L'Occident doit cesser de soutenir les gouvernements islamiques et réactionnaires, et les divers partis islamiques au Moyen-Orient. Sans le soutien occidental, le régime islamique d'Iran ne serait pas parvenu au pouvoir ou en tout cas ne serait pas resté au pouvoir. Sans appui occidental, les cheikhs de l'Arabie saoudite et des différents Emirats ne maintiendraient pas leur domination brutale et réactionnaire et leur système d'esclavage. Sans l'appui occidental, non seulement les talibans mais également les groupes de moudjahidine musulmans qui les ont précédés n'auraient pas pu provoquer une immense tragédie humaine en Afghanistan. Si le soutien militaire, diplomatique et politique occidental aux mouvements islamiques prenait fin, les peuples de la région renverseraient rapidement ces gouvernements. Tout mouvement progressiste et populaire qui se dresse contre le terrorisme doit exiger le renversement des gouvernements islamiques et empêcher les magouilles entre les gouvernements occidentaux, les Etats-Unis et ces régimes réactionnaires.

3. Les sanctions économiques contre le peuple irakien doivent être levées. Les souffrances du peuple irakien se joignent à celle du peuple palestinien pour les habitants de la région. C'est une preuve vivante du terrorisme occidental et américain au Moyen-Orient. Les sanctions économiques ont aidé le gouvernement irakien réactionnaire à rester au pouvoir, et ont poussé le peuple à abandonner la lutte politique car les gens doivent se préoccuper tous les jours de trouver les moyens de survivre. Tous les progressistes opposés au terrorisme islamique doivent exiger la fin des sanctions économiques contre l'Irak.

4. Nous devons activement défendre la laïcité dans les pays «musulmans», et dans les communautés dites «musulmanes» au sein des pays occidentaux. L'idée néfaste du relativisme culturel (qui laisse chacun prisonnier de sa «propre culture») et le refus systématique et théorisé de défendre les droits des individus, en particulier des femmes, ainsi que les droits civiques et humains dans ces pays et ces communautés, ont laissé les mains libres à l'islam politique pour intimider les gens et endoctriner la jeunesse. Les droits humains et civiques universels doivent être la norme et tout compromis avec la religion et les règles religieuses réactionnaires au détriment des droits de l'homme doit être condamné.

Le terrorisme islamique est une réalité. Le terrorisme n'est pas l'œuvre des musulmans, mais c'est la politique officielle du mouvement islamique. [...] C'est un mouvement faible et frêle. Il ne jouit pas d'un appui moral et politique sérieux dans les principaux pays de la région. Il est déconnecté des réalités sociales de la région [...].

Points abordés dans la prochaine partie

La guerre des Etats-Unis dans la région, qui a commencé en Afghanistan n'est pas une guerre contre le terrorisme [...].

La position pacifiste ne comprend pas ce nouveau conflit entre l'Occident et l'islam politique. Elle n'identifie pas son importance pour les peuples du Moyen-Orient, victimes de ce mouvement réactionnaire, et pour de futurs développements politiques. Les pacifistes n'assument pas leur responsabilité face à cette réalité [...].

En raison des dimensions internationales et historiques de cette confrontation, les caractéristiques idéologiques et psychologiques des populations actuelles, en particulier en Occident, sont très différentes de celles qui prévalaient durant la seconde guerre du Golfe [1990-1991] et pendant l'agression contre la Yougoslavie [1999]. Si les peuples se mobilisent massivement et participent aux combats politiques, le militarisme des Etats-Unis sortira politiquement affaibli de ce conflit. Avec l'intervention active des forces progressistes, le conflit actuel, qui est lui-même lié au nouvel ordre mondial après la chute de l'Union soviétique, ce conflit pourra se transformer en une critique de masse contre cette notion même d'ordre mondial et conduire à réexaminer le statut de superpuissance des Etats-Unis et leurs opérations continues d'intimidation militaire contre le monde. Du point de vue de la liberté et de l'égalité, c'est une discussion beaucoup plus importante que l'avenir de l'islam politique.

IV. Après l'Afghanistan

Guerre ou terrorisme aérien ?

Il n'y a pas de guerre en Afghanistan. La guerre exige logiquement au moins deux adversaires sur le terrain. En ce moment, les Etats-Unis bombardent l'Afghanistan. Grâce à cette nouvelle tactique de l'unique superpuissance du monde et de son shérif international autoproclamé, la terreur et l'intimidation sur une échelle de masse ont formellement remplacé la guerre.

Après leur intervention au Vietnam, les dirigeants des Etats-Unis ont décidé que les Américains ne devaient plus voir de soldats retourner au pays dans des sacs mortuaires après avoir combattu dans des contrées lointaines. Les malheureux civils afghans doivent désormais subir les conséquences létales des théories concoctées par les Dr. Folamour du Conseil de sécurité nationale et du département d'Etat des Etats-Unis, puisque leur pays est considéré comme le bastion du plus virulent ennemi des Etats-Unis et du nouveau chef de l'«Empire du mal».

Les pertes que les militaires américains éviteront avec cette nouvelle stratégie seront multipliées par cent du côté de la population civile innocente qui tente de vivre dans ce pays pauvre et marginal. Un jour, ce sont les Irakiens qui touchent le jackpot ; un autre, la Yougoslavie, la Libye ou l'Afghanistan. Volant à très haute altitude, les avions, soutenus par des vaisseaux de guerre et des sous-marins repliés dans des océans lointains, lancent des dizaines de milliers de tonnes de bombes et de missiles sur les

habitants des villes. Les Etats-Unis proclament fièrement qu'ils renverront ces pays «à l'âge de pierre», mais ils insistent sur le fait que les bombes américaines «intelligentes» et morales sont programmées pour frapper seulement les coupables.

Le but de ces bombardements est d'intimider toute la société ; de régner par la peur – peur de la mort et de l'exil forcé, crainte de la destruction totale d'une économie et de la société civile; au point où la société est paralysée et la résistance devient impossible [...].

Personne ne peut condamner une déclaration de guerre contre les talibans – même si elle est le fait des Etats-Unis et de l'Occident. Les talibans doivent disparaître et ne peuvent être éliminés que par la force et l'action militaire. Nous préférons que l'Occident et les talibans entretiennent des relations hostiles plutôt que des relations amicales comme cela a été le cas jusqu'ici [...].

Mais il existe une différence entre la guerre et la terreur. Les actions des Etats-Unis et du Royaume Uni en Afghanistan sont du terrorisme. [...] Le terrorisme aérien est plus sûr, plus spectaculaire, plus commode pour une superpuissance qui veut enseigner à tous les révoltés du monde les vertus de l'obéissance. Nous devons nous opposer à ces méthodes inhumaines.

Des talibans à l'islam politique [...]

Si l'Afghanistan a été choisi comme le premier théâtre de «vengeance» pour les Etats-Unis suite aux atrocités du 11 septembre, c'est pour deux raisons fondamentales. Premièrement, même si les Etats-Unis concèdent que le terrorisme islamique et la haine anti-occidentale qu'il alimente constituent un problème politique qui doit être résolu par une solution politique, ils considèrent que cette réponse politique ne suffit pas après une attaque aussi importante que celle du 11 septembre. Le militarisme fait partie intégrante de l'idéologie officielle américaine, et constitue l'une des bases de son identité comme superpuissance.

Ainsi, pour le gouvernement des Etats-Unis, une attaque contre ce pays ne peut être uniquement contrée par une simple riposte contre ses responsables. Pour les Etats-Unis, seule une réponse militaire peut «venger» le 11 septembre, indépendamment des racines et des causes de l'islam politique et du terrorisme islamique. Cette action militaire doit être énorme ; symboliser toute la «colère et la puissance» des Etats-Unis et montrer sa cruauté. Une action militaire gigantesque, cependant, exige un très grand théâtre d'opérations. La guerre a besoin d'un champ de bataille. L'Afghanistan n'a pas été choisi parce que Ben Laden s'y trouvait, bien au contraire, Ben Laden a été choisi parce qu'il opère en Afghanistan. Beaucoup de Ben Laden, de chefs du terrorisme islamique, vivent ouvertement ou clandestinement en Iran, en Grande-Bretagne, en France, en Egypte, au Pakistan, au Liban, en Palestine, en Tchétchénie et en Bosnie.

L'idée que le terrorisme islamique posséderait une structure pyramidale et une hiérarchie définie dirigée par Ben Laden est ridicule. Qui croit une seconde que [l'ayatollah iranien] Khamenei accepterait d'obéir aux ordres de Ben Laden ? La clef est l'Afghanistan, une terre qui peut être la scène d'une action militaire gigantesque. L'Afghanistan est le seul théâtre possible pour exercer la «vengeance des Etats-Unis» à l'échelle massive et effrayante promise par l'administration américaine. Aujourd'hui, il n'existe aucune cible militaire aussi commode pour les Américains que ce pays. Et même là-bas, les chefs occidentaux se plaignent qu'ils ne puissent bombarder de grands bâtiments et de grands ponts.

Deuxièmement, comme nous l'avons déjà dit, derrière ce conflit avec les talibans et Ben Laden, il faut voir le véritable enjeu : **l'équilibre des forces entre les Etats-Unis et l'Occident, d'un côté, et, de l'autre, l'islam politique.** La «longue guerre contre le terrorisme» n'est qu'un nom de code pour une confrontation avec l'islam politique. Du point de vue des Etats-Unis, cette lutte pour le pouvoir devra tôt ou tard définir les caractéristiques plus durables d'un nouvel ordre mondial. L'islam politique, sous-produit de la guerre froide, a émergé comme un nouveau concurrent bourgeois désireux d'accéder au pouvoir, ou d'acquérir du pouvoir, dans les pays du Moyen-Orient et les communautés «islamiques» au sein des sociétés occidentales. Cette force exerce le pouvoir, ou s'accroît politiquement de manière significative dans certaines régions du monde, par exemple dans des pays significatifs comme l'Iran et le Pakistan.

C'est un acteur important dans le combat en cours pour l'avenir de la Palestine et d'Israël. Dans les anciennes Républiques soviétiques, il sème le désordre dans des régions situées à proximité d'arsenaux nucléaires sensibles. En Occident, grâce à l'argent de l'Arabie saoudite, aux subventions publiques locales et à l'idéologie néfaste du relativisme culturel, l'islam politique recrute dans la jeunesse de quartiers travaillés par la religion musulmane. Pour les Occidentaux, cet islam politique n'est plus du tout l'outil et la marionnette qui les ont bien servis [...]. Désormais, cette créature est plus ambitieuse. Elle a sa propre stratégie, elle n'est plus sous la tutelle occidentale. Et, du point de vue des Etats-Unis, l'islam politique a franchi la ligne rouge avec le 11 septembre. Une attaque terroriste de cette envergure au cœur de l'Amérique a déclenché une inévitable lutte de pouvoir [...]. Les Etats-Unis ont entamé une lutte contre les Etats islamiques, les partis islamiques et l'islam politique dans son intégralité.

Les talibans sont le symbole le plus faible, le plus vulnérable de l'islam politique au Moyen-Orient, et par conséquent l'ennemi le plus approprié dans le cadre d'une lutte de pouvoir globale. La victoire des Etats-Unis en Afghanistan n'affectera pas, militairement et pratiquement, les bases de l'islam politique. Les Américains le savent.

Les centres principaux de sa puissance résident en Iran, en Arabie saoudite et dans des organisations islamiques en Egypte, au Liban et en

Palestine [...]. L'Afghanistan est le seul endroit [...] où une action militaire dramatique et spectaculaire peut se dérouler sans provoquer le chaos. Nous avons affaire à un conflit politique [...]

Après l'Afghanistan, la confrontation sera essentiellement politique, même si les deux adversaires choisiront de temps en temps de mener des actions spécifiques, militaires et terroristes. Les Etats-Unis ne désirent pas éliminer totalement l'islam politique. [...]

L'Occident n'a nullement l'intention d'attaquer l'Iran et de procéder à une campagne de bombardements contre ce pays. Même s'ils ont dressé une liste des pays terroristes, les Etats-Unis ne les attaqueront pas l'un après l'autre : une telle idée est absurde. L'objectif des Etats-Unis, dans cette confrontation, n'est ni d'éliminer l'islam politique, ni de renverser les gouvernements islamiques, mais plutôt d'imposer leur propre hégémonie politique pour redéfinir les règles du jeu. Le mouvement islamique doit comprendre quelles sont ses frontières et ses limites, limiter son champ d'opération au Moyen-Orient, se tenir à sa propre place et reconnaître la position particulière des Etats-Unis. Non seulement les gouvernements islamiques peuvent demeurer au pouvoir, mais le terrorisme pourra continuer ses opérations à condition que ses victimes soient les communistes et la gauche en Iran, en Afghanistan, au Pakistan et en Turquie. Mais, par contre, une attaque sur le sol américain est inadmissible. Les Etats-Unis veulent inculquer cette leçon et imposer cet équilibre au Moyen-Orient.

Nous avons donc affaire à une lutte de pouvoir et pas du tout à une confrontation au sujet de l'Islam, du libéralisme, de la démocratie occidentale, de la liberté, de la civilisation, de la sécurité ou du terrorisme. Il s'agit d'une bataille entre la superpuissance américaine et un mouvement politique régional jouissant d'un réseau international qui conteste son pouvoir au Moyen-Orient. La lutte concerne la délimitation de sphères d'influence et l'hégémonie politique.

L'Occident ne prévoit pas d'établir des démocraties au Moyen-Orient. Les Etats-Unis, le Pakistan, l'Iran et bien d'autres forces réactionnaires dans la région cherchent uniquement à imposer un nouveau régime despotique et arriéré au peuple afghan. L'Iran, l'Arabie saoudite, le Pakistan et les Emirats du Golfe, les régimes les plus réactionnaires au monde aujourd'hui, sont ouvertement ou tacitement du côté de l'Occident dans ce conflit. Même si les gouvernements islamiques tombent, l'Occident soutiendra les partis locaux et régionaux droitiers et réactionnaires, les juntas militaires et les Etats policiers.

Les Etats-Unis ne font pas l'Histoire. [...]

La politique et les actions des Etats-Unis modifieront inévitablement le cadre politique actuel au Moyen-Orient, mais d'autres forces détermineront les relations alternatives qui se dessineront. Assurément, la confrontation entre l'Occident et l'islam politique affaiblira le mouvement, les partis et

les régimes islamiques. Mais cette confrontation ne se déroule pas sur une scène vide.

Au Moyen-Orient, comme en Occident, s'affrontent des mouvements sociaux qui existaient avant le conflit, des bourgeoisies occidentales et un islam politique, forces qui ont façonné toutes les sociétés. Le conflit entre l'Occident et l'islam politique, en dépit de son importance, n'est pas le moteur et la force motrice de l'histoire ; il est lui-même placé en son sein et est défini par celle-ci. Le conflit autour du nouvel ordre mondial inclut des acteurs plus importants.

Les classes sociales et leurs organisations politiques, en Occident comme au Moyen-Orient, se font face et défendent des positions opposées sur l'avenir politique, économique et culturel du monde. Ce sont ces forces qui détermineront le cours final des événements, indépendamment des conceptions et des revendications actuelles des hommes d'État Occidentaux et des chefs de l'islam politique.

En ce qui concerne le Moyen-Orient, même si l'Occident vise uniquement à infliger une défaite marginale à l'islam politique et à définir un nouveau cadre pour la coexistence avec cette force réactionnaire, les mouvements laïques, socialistes et progressistes dans la région continueront à progresser dans ces nouvelles conditions [...]. Si la résolution de la question palestinienne est la condition préalable pour saper les facteurs politiques, intellectuels et culturels qui encouragent la croissance de l'islam politique, la défaite de la République islamique en Iran est une condition préalable pour écraser l'islam politique en tant que mouvement aspirant au pouvoir politique au Moyen-Orient. Privé de la République islamique d'Iran, l'islam politique deviendra une force opposition marginale et stérile au Moyen-Orient.

Mansoor Hekmat

[Cet article a été publié en persan dans la revue *International Weekly*, en quatre parties, entre le 12 octobre et le 26 novembre 2001, traduit du persan à l'anglais par Maryam Namazie et Fariborz Pooya, puis traduit de l'anglais au français par Nicolas Dessaux.]

Clive Bradley

D'où vient l'islam politique ?

Cet article d'un militant de l'Alliance for Workers Liberty (AWL) a été publié en anglais dans *Workers Liberty* n° 2/2 en 2002.

«L'axe central de la politique mondiale à l'avenir risque d'être (...) le conflit entre "l'Occident et le reste du monde" et les réponses des civilisations non occidentales aux valeurs et aux pouvoirs occidentaux».

Tel est le diagnostic que lança l'éminent intellectuel américain Samuel P. Huntington, dans un article qui fit beaucoup de bruit en 1993, puis plus tard, dans un livre, intitulé *Le choc des civilisations*. Cette théorie a été si influente que, lorsque les Etats-Unis et ses alliés bombardèrent l'Afghanistan, ils prirent soin de prendre leurs distances avec Huntington, par crainte de perdre des alliés dans la région, principalement l'Arabie saoudite et le Pakistan, pays dont ils craignent qu'ils soient vulnérables face à la révolte islamiste. Bush et Blair ont préféré définir leur guerre comme celle de la «civilisation» contre le terrorisme. La «civilisation» (et pas seulement la «civilisation occidentale») inclut désormais les dirigeants de l'Arabie saoudite, la dictature militaire au Pakistan, les bouchers russes de Tchétchénie, etc. Le «terrorisme» est un concept à géométrie variable selon les besoins de la cause.

En effet, les signes de la révolte qu'ils redoutent sont bien là. La riche famille qui exerce un règne corrompu et répressif sur l'Arabie saoudite craint les islamistes depuis la révolution iranienne de 1979. L'Egypte a également peur d'être extrêmement vulnérable. En Algérie, le FIS (Front islamique du salut) aurait dû gagner les élections en 1992, si un coup d'Etat militaire n'avait pas plongé le pays dans la guerre civile.

Les gouvernements occidentaux sont obsédés par le «fondamentalisme islamique», en particulier depuis la fin de la guerre froide ; ils craignent que les régimes autoritaires qu'ils soutiennent au Moyen-Orient tombent dans «l'Islam» ; et, depuis le 11 Septembre, ils sont terrifiés parce que le «fondamentalisme» a frappé au cœur de l'Amérique. Mais la gauche occidentale a tendance à prendre la position inversée au sujet de l'islamisme, c'est-à-dire à le présenter comme une expression légitime de l'anti-impérialisme et qu'il faudrait donc soutenir. Parce que les islamistes crient «Mort à l'Amérique», reprennent à leur compte des griefs régionaux et populaires contre Israël, et généralement dénoncent «l'impérialisme», de nombreux militants de gauche les ont identifiés comme partiellement ou fondamentalement progressistes. Beaucoup de ceux qui aujourd'hui trouvent que Oussama ben Laden joue un rôle progressif dénonçaient le rôle réactionnaire de l'intégrisme, lorsque les troupes russes réduisaient les

villages afghans à des décombres ; mais ensuite ils se sont rendu compte que l'intégrisme faisait partie du camp impérialiste.

Ni la théorie du « choc des civilisations » ni l'« anti-impérialisme » ne saisissent la complexité et la nature de l'islamisme moderne.

Des termes tels que « l'islamisme » ou « l'islam politique » peuvent être trompeurs, car ils encouragent les lecteurs pressés à oublier la différence radicale entre la politique islamiste et le sentiment religieux islamique général. Il existe des tendances politiques qui sont largement « islamiques » mais ne sont pas « fondamentalistes » pour autant. D'ailleurs, le terme « fondamentalisme » peut lui aussi être trompeur. Les fondamentalistes chrétiens croient en la vérité littérale de la Bible. La vérité littérale du Coran est acceptée par tous les musulmans religieux. Mais le « fondamentalisme islamique » moderne est essentiellement un courant politique, pas un courant religieux. Il ne se signale pas par une dévotion particulière, ou par la dévotion envers le Coran, mais il inclut des mouvements politiques qui veulent remodeler les sociétés selon un modèle d'un « Etat islamique » qui aurait existé il y a quelque 1 200 ans. Depuis des siècles, il existe des mouvements de « réveil » religieux qui prétendent revenir aux sources de l'islam, qui tentent de purger la vie des communautés musulmanes d'accrétions non islamiques et de leur redonner une forme plus authentiquement islamique. Mais l'islamisme moderne se distingue parce qu'il tente de maîtriser les contradictions de sociétés qui sont déjà partiellement sécularisées, partiellement industrialisées, partiellement cosmopolites. Il veut pour cela revenir à un passé imaginaire et cherche à utiliser plus ou moins la puissance des machines militaires et étatiques modernes.

L'islamisme moderne est né dans les villes, pas dans les campagnes plus traditionnelles. Ses militants de base sont issus de la classe moyenne instruite (ce sont souvent de jeunes hommes, des diplômés universitaires frustrés) ; ils ne proviennent pas des secteurs de la population les plus éloignés de la culture scientifique et « occidentale ». Mais l'islamisme n'est pas non plus une émanation ou une excroissance des luttes de libération nationale contre l'impérialisme. À l'époque où les pays majoritairement musulmans luttaient pour se libérer de la domination coloniale ou semi-coloniale, ce sont des politiques plus profanes qui dominaient. Elles faisaient appel à « la nation » ; les islamistes ne le font pas. Dans les zones où les luttes de libération nationale sont encore fortes, parmi les Palestiniens par exemple, l'islamisme a plus de mal à acquérir de l'influence.

Bien que certains courants islamistes aient été aidés, au départ, par les Etats-Unis ou par des gouvernements pro-américains qui les considéraient comme un outil plus sûr pour canaliser les protestations que la gauche laïque, l'islamisme n'est pas une simple création occidentale. Il possède ses propres racines. Si certains courants islamistes se sont renforcés en luttant contre des régimes pro-américains, l'islamisme n'est pas non plus une

simple réaction réflexe, l'expression «spontanée» d'un «désespoir et d'une rage» contre l'impérialisme américain.

Les islamistes peuvent être violemment opposés à l'émancipation des femmes, à la laïcité, et à la société de consommation qu'incarnent pour eux les Etats-Unis ; mais ils ne sont pas hostiles au capitalisme, au profit, aux inégalités, et ne refusent pas de traiter avec le FMI. La principale cible de leur colère n'est pas tant les lointains Etats-Unis que les gouvernements qui se disent musulmans et les habitants de leurs propres sociétés. Ils cherchent à remplacer les gouvernements – et à soumettre les peuples – en installant un régime plus réactionnaire, plus répressif, et plus «islamique».

Dans les pays où l'influence de l'islamisme a augmenté, le développement capitaliste a ravagé les anciennes relations sociales, mais il n'a pas créé de nouvelles relations stables. La société précapitaliste a été largement éliminée. D'énormes fortunes ont été bâties, en particulier dans l'industrie pétrolière. Les universités, les téléviseurs, les radios, les lecteurs de cassettes, les voitures, les bureaucraties, les aéroports, les gratte-ciel se sont répandus partout ; simultanément, un grand nombre de personnes se sont été rejetées aux marges de la société, et une énorme classe de «nouveaux petits-bourgeois» a été fascinée, puis frustrée, par un développement économique déséquilibré et chaotique. Les vieilles classes exploiteuses – les commerçants du bazar, les dignitaires religieux, parfois les propriétaires terriens – demeurent, mais elles sont bousculées et aigries par ces changements sociaux. Alors que, dans les pays capitalistes avancés, la majorité de la population appartient à la classe ouvrière au sens large, dans ces sociétés, la classe ouvrière ne représente encore qu'une minorité, et beaucoup de sous-prolétaires et de semi-prolétaires marginalisés ainsi que de petits bourgeois démunis. Telles sont les conditions sociales dans lesquelles l'islamisme apparaît comme un mouvement distinctif, combinant

- certaines des caractéristiques de l'«anticapitalisme réactionnaire» que Marx décrit dans le *Manifeste du Parti communiste* – qui correspondent à la réaction d'éléments relativement aisés face aux perturbations provoquées par les débuts du développement industriel capitaliste ;
- avec quelques-unes des caractéristiques du fascisme.

1. Le contexte historique

Mahomet, auteur du Coran et fondateur de l'Islam, est mort il y a près de 1 400 ans. Assez rapidement après sa mort, ses disciples, à partir de leur base dans ce qui est maintenant l'Arabie saoudite, ont commencé à conquérir de vastes étendues du Moyen-Orient. Les empires islamiques, qui contrôlaient des territoires d'étendue variable, mais imposants, de l'Inde jusqu'à l'Atlantique, et du sud de l'Europe jusqu'à l'Afrique subsaharienne, ont été de grandes puissances jusqu'au XX^e siècle.

Pendant une grande partie de ce temps, le monde musulman a été plus avancé et plus sophistiqué que l'Europe chrétienne. Alors que l'Europe

vivait dans les ténèbres, les scientifiques arabes musulmans ont inventé l'algèbre (mot arabe) et importé en Occident l'utilisation du zéro et les systèmes de nombre décimal inventés par les Indiens hindous. La culture islamique dans son ensemble, y compris la littérature, par exemple, était beaucoup plus développée. «L'Occident» – l'Europe – envoya des hordes barbares qui envahirent périodiquement les terres musulmanes, semant l'intolérance et les massacres.

Mais le féodalisme européen s'est révélé être un système plus dynamique que les empires islamiques, systèmes tributaires, fondés sur le pouvoir d'Etat. L'Europe de l'Ouest devint capitaliste. La Grande-Bretagne s'empara de l'Inde ; les Pays-Bas conquièrent l'Indonésie. Vers le milieu du XIX^e siècle, la dernière grande puissance islamique, l'Empire ottoman dont le centre se trouvait à Constantinople (Istanbul), était une épave stagnante, en pleine décomposition. A partir des années 1830, les dirigeants du Caire et de Constantinople essayèrent de moderniser leur société, d'introduire une semi-laïcité, pour repousser la domination de l'Europe en imitant certaines de ses réalisations.

Après la Première Guerre mondiale toute cette structure s'écroula. Près de 1 300 années d'empire islamique s'interrompirent brusquement, de façon violente. La France et la Grande-Bretagne se partagèrent la plupart des territoires arabes restants de l'Empire ottoman. A Constantinople, les nationalistes prirent le pouvoir et créèrent un nouvel Etat, turc, et agressivement laïque. Sans résistance significative, ils abolirent le califat, ce régime qui avait été à la tête de la hiérarchie politico-religieuse du monde islamique.

Le nationalisme laïque allait plus ou moins dominer la politique du monde islamique pendant les cinquante ou soixante prochaines années. Ce nationalisme laïque était lié à des tendances «islamiques modernistes», écoles de pensée qui voulaient faire revivre l'Islam mais aussi l'harmoniser avec le monde moderne. Saad Zaghloul (fondateur, après la Première Guerre mondiale, du Wafd égyptien, ce mouvement nationaliste bourgeois modernisateur, qui dirigea un soulèvement populaire en 1919 et domina la période de l'entre-deux-guerres) avait suivi les cours de deux des plus importants penseurs favorables à un «réveil» de l'islam, Jamal al-Din al-Afghani et Mohammed Abduh. D'autres intellectuels, notamment l'écrivain Taha Hussein, appartenaient aussi à la tradition du «réveil» islamique, mais étaient franchement laïques.

L'industrie du pétrole au Moyen-Orient fut créée en Iran et en Irak peu avant la Première Guerre mondiale, et se développa considérablement après les années 1930. Au début, c'était une industrie enclavée, gérée par des sociétés étrangères (surtout britanniques ou américaines) sous l'œil complaisant des gouvernements locaux dociles. Peu à peu, les classes possédantes locales sont devenues moins timides. Les «capitulations», accords qui depuis le Moyen Age avaient permis aux commerçants et aux

hommes d'affaires étrangers d'échapper aux lois et taxes locales, furent supprimées entre 1923 et 1937.

Après la Deuxième Guerre mondiale, une vague de mouvements populaires à travers le Moyen-Orient amena des gouvernements nationalistes radicaux et laïques au pouvoir. Le «socialisme arabe» fut proclamé en Egypte sous Gamal Abdel Nasser, dont le gouvernement militaire imposa une réforme agraire et la nationalisation du canal de Suez (contrôlé par les Britanniques et les Français), résista à la désastreuse invasion anglo-franco-israélienne, puis introduisit progressivement des nationalisations de plus en plus étendues, et s'aligna avec l'URSS. Nasser était un héros populaire dans toute la région, il fut copié dans différents Etats (Syrie, Libye, Soudan). En Algérie, une guerre d'indépendance massive et sanglante contre la France porta des nationalistes radicaux au pouvoir en 1962; en termes de participation réelle des masses, ce fut la plus profonde des révolutions bourgeoises de cette période.

En Irak, un mouvement nationaliste populaire prit le pouvoir en 1958 et renversa Qassim, et ce mouvement put compter à un degré significatif sur le soutien de la classe ouvrière car le puissant mouvement syndical était dominé par le Parti communiste. Ce régime fut renversé de manière sanglante; après quelques années de turbulences, l'aile droite du parti Baas prit le pouvoir, et elle le détient toujours. Le régime de Saddam Hussein navigua entre des politiques «anti-impérialistes» et pro-occidentales mais réprima toujours sauvagement les mouvements d'opposition et les minorités nationales comme les Kurdes.

En Iran (pays principalement non arabe et dont la nationalité majoritaire est perse), un régime nassérien s'imposa sous Mossadegh, qui nationalisa la compagnie pétrolière britannique, mais il fut renversé, avec l'aide de la CIA et des Britanniques, et remplacé par le Shah. Pro-occidental d'une façon extravagante, le Shah mena une politique similaire à celle des nationalistes radicaux sur de nombreux plans, par exemple dans le domaine de la réforme agraire,. Il fut renversé en 1979 par un énorme mouvement révolutionnaire, que les islamistes, sous la direction de Khomeini, finirent par dominer.

Durant la première partie du XX^e siècle, le capital étranger dominait partout: mais en 1960, la majeure partie de l'activité économique dans la région, à l'exception notable du pétrole, était passée entre les mains des gouvernements ou des bourgeoisies autochtones. Les deux décennies suivantes connurent une puissante vague d'étatisation. En dehors de l'agriculture et du logement, le secteur privé national fut réduit à la portion congrue en Egypte, en Syrie, en Irak, au Soudan, en Algérie, en Libye, au Yémen du Sud et en Iran, et sévèrement réduit dans d'autres pays. La prise de contrôle de l'industrie du pétrole depuis 1973 a complété ce processus. Puis, à partir du milieu des années 1970, les gouvernements ont entamé un mouvement inverse vers la privatisation et, souvent, encouragé les capitaux

étrangers à venir investir ; cependant, la propriété locale reste dominante, et la propriété de l'Etat local importante.

L'Islam a joué un rôle dans l'idéologie de tous ces mouvements, à des degrés divers: Kadhafi en Libye (dont le *Livre vert* évoque la couleur symbolique de l'Islam) a été considéré par certains comme un fondamentaliste islamique pendant les premières années. Le FLN en Algérie a mobilisé les symboles culturels de l'Islam dans le cadre de son projet de construction de la nation et de l'Etat, et comme facteur unissant Arabes et Berbères. L'Egypte nassérienne elle-même se considérait comme le centre de trois mondes : arabe, africain et islamique. Le successeur de Nasser, Anouar el-Sadate, a beaucoup utilisé sa piété personnelle (son front portait la marque caractéristique qui résulte de la prière régulière). Cela n'empêcha finalement pas les islamistes de le tuer. Mais la composante islamique dans le nationalisme d'après-guerre joua les seconds violons par rapport à la laïcité. Même le Pakistan, créé spécifiquement comme un État musulman après la partition de l'Inde en 1947, n'est pas un «Etat islamique» dans tous les sens que les islamistes modernes lui reconnaissent. En Tunisie, le plus laïque des États séculiers-nationalistes, le président Bourguiba interdit le hijab et interrompit le jeûne du Ramadan à la télévision. La religion fut déclarée une affaire privée.

Le nationalisme laïque remporta des victoires impressionnantes, en particulier dans la concrétisation de l'indépendance, mais ne réussit pas à réaliser l'unité arabe. Dans les années 1970, il épuisa ses dernières cartouches. Il avait atteint à peu près tout ce qu'il pouvait réaliser, et n'apporta guère de soulagement aux frustrations et aux graves problèmes sociaux des masses. Il se trouva confronté aux limites du marché capitaliste mondial, limites qu'aucun discours militant nationaliste ne pouvait faire bouger. Ses succès paraissaient désormais bien misérables et pâlots par rapport au glorieux passé islamique.

Les Etats arabes furent humiliés par Israël au cours de la guerre des Six Jours en juin 1967. Durant les années 1970, l'Egypte se rapprocha des Etats-Unis à la fois sur les plans diplomatique et économique, et ouvrit le pays aux investissements étrangers; elle négocia également un traité de paix avec Israël (après une autre guerre, en 1973, pendant laquelle les Etats arabes se débrouillèrent beaucoup mieux). D'autres Etats radicaux lui emboîtèrent le pas en adoptant la même politique économique, mais ils ne modifièrent pas leur position vis-à-vis d'Israël. La nouvelle politique économique – que Sadate appela l'«*infitah*», l'ouverture – mina les bases du soutien populaire à ces régimes. En 1977, des grèves et des émeutes éclatèrent quand Sadate essaya de supprimer les subventions accordées aux produits alimentaires de base; à cette occasion, il fut vaincu, mais au cours de la prochaine décennie les subventions furent très largement diminuées de toute façon. La promesse de l'Etat de garantir des emplois aux diplômés se révéla fort coûteuse. Bientôt les ex-étudiants au chômage constituèrent

un important bassin de mécontentement. Le gouvernement de Hosni Moubarak, qui succéda à Sadate, devint de plus en plus répressif, en particulier envers les islamistes, alors que la résistance grandissait.

Ailleurs dans le monde arabe, un processus différent se déroulait. Dans les Etats arabes riches en pétrole, les monarchies féodales/tribales, avec l'aide des puissances coloniales, se transformèrent en classes capitalistes. En 1973, en quadruplant le prix du pétrole, les cheikhs devinrent immensément riches dans les territoires qu'ils contrôlaient. Ces classes dirigeantes imposèrent des codes islamiques stricts en même temps qu'émergeaient des inégalités flagrantes à la suite de l'accroissement de la richesse pétrolière. Dans l'Etat le plus grand et le plus puissant, l'Arabie saoudite, l'idéologie d'une secte islamique tribale et puritaine, le wahhabisme, était la religion officielle du gouvernement.

Tous les régimes, qu'ils soient pro-occidentaux ou se prétendent nationalistes et alliés à l'URSS (jusqu'à 1989-1991), étaient des Etats autoritaires, souvent d'origine militaire, parfois brutalement répressifs. À la fin des années 1970, de vastes secteurs de leurs populations considéraient qu'ils n'avaient tenu aucune de leurs promesses, qu'ils leur avaient menti, avaient perturbé leurs certitudes traditionnelles, répandu la corruption, et manquaient d'ambition. En partie à cause de la faiblesse sociale relative de la classe ouvrière proprement dite, mais surtout parce que la gauche, principalement stalinienne, avait courtisé les nationalistes laïques, la gauche avait peu d'attrait pour ces masses désabusées. Les mouvements islamistes crurent de plus en plus, aussi bien sur la scène politique officielle que dans ses marges radicales.

2. Les mouvements islamistes

Les groupes islamistes modernes veulent instaurer un Etat islamique, un gouvernement qui se fonde sur la loi islamique, la charia, système créé environ deux siècles après la mort de Mahomet, puis maintenu, avec des degrés fluctuants d'érosion, jusqu'au XX^e siècle. Si l'on considère la violence de ses punitions (amputations, coups de fouet, lapidation, peine de mort) la charia reflète naturellement les normes, les valeurs et le niveau de développement de son temps, c'est-à-dire il y a 1 200 ans. Certaines de ses dispositions s'inspirent des normes sociales de la société clanique de l'Arabie, constamment en guerre à l'époque de Mahomet ; d'autres (notamment le port du voile, la ségrégation des sexes et la subordination des femmes) proviennent des coutumes traditionnelles et de l'extrême subordination des femmes dans les territoires conquis par les armées musulmanes ; et enfin d'autres dispositions proviennent de la nécessité de rationaliser le fait que, au fur et à mesure que les empires islamiques se consolidaient, les musulmans en sont venus à constituer de grandes sociétés divisées en classes, au lieu de demeurer l'élite militaire très soudée qu'ils étaient au moment de leurs premières conquêtes. Pour les islamistes,

cependant, cette période a l'éclat d'une époque révolue durant laquelle régnaient l'harmonie et l'ordre.

L'islam, comme le judaïsme et contrairement au christianisme, est une religion qui a formulé un droit musulman [sans distinguer véritablement entre droit public et droit privé, *NdT*] plutôt qu'une théologie très abstraite, une éthique privée ou des formes de mysticisme. Traditionnellement, l'interprétation de ce droit était le travail des *oulémas*, les savants musulmans, l'équivalent approximatif dans l'Islam du clergé chrétien. Khomeini en Iran, comme nous le verrons, était une exception, mais la plupart des théoriciens islamistes modernes n'ont pas été des *clercs* ; ce sont des «protestants» islamiques qui défendent le texte originel (ou leur compréhension de celui-ci) contre les interprétations trop savantes ou trop souples.

Les islamistes font référence – du moins en apparence – à l'Oumma, à la vaste communauté islamique, plutôt qu'à «la nation» (que ce soit la nation arabe ou une nation définie de façon plus restrictive). Les islamistes plus militants et modernes d'entre eux veulent à la fois faire revivre, purger, radicaliser l'Oumma, et l'étendre.

a) L'Égypte

C'est en Égypte que la première organisation islamiste – l'Association des Frères musulmans – a été fondée par Hassan al-Banna en 1928. Sans doute, au début, les Frères musulmans étaient-ils plus proches d'un mouvement traditionnel favorable au «réveil» islamique que de l'islamisme moderne, mais en tout cas leur histoire a directement alimenté et continué à nourrir ce qui est devenu l'islamisme moderne.

À l'époque, l'Égypte était un protectorat britannique gouverné par un roi impopulaire. Le mouvement nationaliste (principalement le *Wafd*) était actif, mais n'avait pas réussi à changer la situation ; ce mouvement totalement bourgeois faisait peu d'efforts pour mobiliser ses soutiens populaires autour des questions sociales. Les Frères musulmans commencèrent comme un mouvement conservateur partisan des réformes sociales qui voulait encourager les Égyptiens – et plus tard les musulmans d'autres pays – à redécouvrir leur patrimoine islamique et à se comporter comme des croyants zélés. Sa base, comme celle des groupes islamistes qui apparurent plus tard, se trouvait parmi la classe moyenne urbaine, les «*effendis*¹».

Peu à peu, l'organisation d'al-Banna prit plus ouvertement une orientation politique. En 1936-1939, durant les révoltes arabes contre les colons juifs et les dirigeants britanniques en Palestine, ils envoyèrent des combattants. Ils contribuèrent à faire de la question de la Palestine, même à

¹ Mot d'origine turque désignant les «gens de loi, les fonctionnaires civils, les savants, les lettrés» (*NdT*).

ce stade précoce, un problème «arabe» ou régional. Dans le même temps, les Frères commencèrent à organiser des actions armées, de type terroriste.

Ils entretenaient une relation difficile avec les partis nationalistes, mais, à la fin des années 1940, lorsque al-Banna fut assassiné, ils avaient conquis une base considérable.

En 1952, les Officiers libres renversèrent le roi et chassèrent les Britanniques. Certains d'entre eux avaient des liens avec les Frères musulmans. Durant une brève période, les Frères musulmans soutinrent le nouveau gouvernement, et même y prirent part. Mais ils étaient hostiles à la réforme agraire, qui brisa le pouvoir des propriétaires terriens, et très vite, de nombreux Frères musulmans furent persécutés et arrêtés. Lorsque le régime devint plus radical, et commença à défendre l'idée d'un «socialisme arabe» [autrement dit, l'extension des nationalisations], les Frères musulmans s'opposèrent à cette hérésie athée. Ils durent faire face à une intense répression, tout comme d'autres forces d'opposition comme le Parti communiste. Au milieu des années 60, ils furent accusés de vouloir attenter à la vie de Nasser, et des milliers d'entre eux furent jetés en prison.

Parmi les personnes arrêtées, et exécutées avec d'autres dirigeants du mouvement en 1966, il y eut Sayyid Qutb, sans doute le véritable fondateur intellectuel de l'islamisme militant moderne, au moins dans les pays où le sunnisme (version «protestante» de l'islam) domine plutôt que le chiisme (version catholique de cette religion) surtout concentré en Iran.

Qutb développa ses idées après que le ministère égyptien de l'Éducation, pour lequel il travaillait, l'eut envoyé aux États-Unis de 1948 à 1951 afin d'étudier les méthodes américaines d'éducation. Lorsqu'il revint en Égypte, il éprouvait une haine inextinguible contre l'Occident et toutes ses réalisations. Qutb ne rejetait pas l'Occident parce qu'il aurait été un conservateur soucieux de préserver et protéger les traditions de sa culture contre les empiètements étrangers, mais plutôt parce qu'il était une sorte de musulman «né de nouveau» (*born again*) qui, après avoir adopté ou absorbé beaucoup d'influences modernes, tenait à les rejeter spectaculairement dans sa quête d'une identité personnelle et d'une authenticité culturelle.

Après son arrestation, Qutb écrivit son célèbre ouvrage *Jalons sur la route de l'islam* (appelé aussi *Signes de piste*¹), qui est la première déclaration claire des objectifs et de la vision du monde des sectes que nous appelons aujourd'hui islamistes, et une lecture obligatoire pour les cadres de ces groupes. Selon Qutb, le régime égyptien est lié au problème des «infidèles». Selon lui, la société est divisée entre le Parti de Dieu et le Parti de Satan. Le mouvement islamiste est entouré d'un marécage où règnent

¹ Constitué, en fait, pour moitié, de quatre chapitres tirés d'un ouvrage antérieur beaucoup plus long sur le Coran (*NdT*).

l'ignorance et le paganisme (*jahiliyya*, terme utilisé pour décrire l'Arabie avant la venue de Mahomet). La création d'un gouvernement islamique est non seulement une solution alternative culturellement préférable, mais un impératif divin. Pour y arriver, il n'y a qu'une méthode, le jihad, ou guerre sainte. (Pour certains musulmans, le jihad signifie un effort spirituel sur soi-même, mais pour les groupes islamistes, ce mot signifie de plus en plus, littéralement, la guerre¹.) Il est difficile de savoir si Qutb lui-même aurait approuvé sans réserve les groupes actuels qui prétendent défendre et continuer son héritage; mais il est évident qu'il a énoncé les principaux thèmes de l'islamisme militant moderne.

Dans les années 1970, lorsque Sadate abandonna la politique nassérienne favorable au capitalisme d'État, les Frères musulmans resurgirent de leur éclipse mais furent rapidement frappés par la répression. Sadate se montra d'abord amical envers eux. Il avait rompu avec l'URSS; sa nouvelle politique économique était impopulaire, et ouvrir un espace politique sur sa gauche était dangereux pour lui (tant à l'intérieur du régime qu'à l'extérieur). Les Frères musulmans représentaient un contrepoids utile. De plus, Sadate se mit à flirter nettement avec l'islam en le présentant comme une source de légitimité alors que l'idéologie nassérienne était mise sur la touche : il tint à faire savoir qu'il était très pieux et introduisit des lois islamiques – attisant ainsi l'antagonisme communautaire entre les musulmans et l'importante minorité chrétienne d'Égypte.

Les Frères musulmans étaient toujours officiellement hors la loi, mais ils se développèrent pendant les années 1970. Et d'autres schismes firent leur apparition. L'Organisation de libération islamique tenta d'organiser un coup d'État en 1974, en s'emparant de l'Académie technique militaire au Caire. Cette organisation entretenait des liens avec d'autres groupes islamistes à l'étranger. En janvier 1973, elle avait publié un *Manifeste* qui

¹ De fait la signification de ce mot est double et même triple depuis le départ. La question de la contextualisation du Coran et des hadiths (propos prêtés à Mahomet et aux disciples qui l'ont connu de son vivant) est ici centrale : si l'on considère que la situation du monde actuel est, ou devrait être, exactement la même que celle des VI^e et VII^e siècles, il n'y a aucune raison de séparer djihad intérieur ou «grand jihad» (effort sur soi), et les deux formes de «petit jihad» que sont le «djihad défensif» (réponse à une attaque d'un autre pays ou des partisans d'une autre religion) et le «djihad offensif» (conquête de terres non «musulmanes»). C'est l'opération à laquelle se livrent les jihado-terroristes (Daech, al-Qaïda, etc.) et qui gêne considérablement les partisans les plus radicaux de l'islam politique, type Hezbollah, Hamas and Co, mais aussi les plus modérés qui ne veulent entreprendre aucune réforme théologique profonde de leur religion tant ils craignent d'apparaître comme des traîtres et des «apostats» (*NdT*).

affirmait, par exemple: *«La libération est un moyen, pas une fin (...). Lorsque nous nous battons pour la libération de la Palestine, nous ne combattons pas (...) parce que nous voudrions récupérer notre patrie, mais pour glorifier la parole de Dieu (...). Nous combattons pour transformer chaque Dar al-Kufr [lieu où règne la mécréance] en Dar al-Islam, que ses habitants soient musulmans comme au Pakistan, ou infidèles comme en Inde.»*

Un groupe plus connu, Takfir wa Hijra (en gros, Expiation et Exil – le terme de *hijra* se référant au moment où Mahomet dut quitter la Mecque pour Médine), assassina un enseignant à la prestigieuse université-mosquée d'al-Azhar, au Caire, un homme qui était également le ministre chargé des fondations religieuses. Lorsque Sadate signa un traité de paix avec Israël en 1978, à Camp David, il signa effectivement son propre arrêt de mort. Le groupe militant al-Jihad, qui avait formé des cellules dans l'armée, envoya Khaled Islambouli, en 1981, pour abattre Sadate alors que celui-ci regardait défiler ses troupes lors d'une cérémonie commémorant l'anniversaire de la guerre de 1973.

Il s'ensuivit une période de grands bouleversements. Dans la ville d'Assiout où ils étaient bien implantés, les islamistes tentèrent d'organiser un soulèvement qui fut écrasé. Le nouveau régime de Hosni Moubarak arrêta, emprisonna et tortura des milliers d'islamistes ou d'islamistes présumés – tradition qui s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui.

Chukri Mustapha, ingénieur agronome considéré comme l'«émir», ou le dirigeant, de Takfir wa Hijra, expose ainsi son idéologie: *«Que Dieu soit loué. Il préparera le terrain pour les justes en provoquant une guerre entre les deux grandes puissances, la Russie et l'Amérique (...). Cette guerre est inévitable, ils se détruiront mutuellement. Dieu aura ainsi préparé le terrain pour l'Etat islamique (...) Après [cette guerre] les forces de la nation musulmane seront à peu près égales à celles de ses ennemis. C'est alors que le vrai jihad commencera.»*

Alors que des groupes islamistes militants comme la Gama'at Islamiyya commençaient à croître, les Frères musulmans cherchèrent à intégrer la vie politique officielle. À la fin des années 70, ils déclarèrent officiellement qu'ils abandonnaient toute activité terroriste. À la fin des années 80, bien qu'ils ne pussent se présenter aux élections, ils formèrent des pactes électoraux, d'abord avec le Wafd, puis avec le soi-disant Parti socialiste du travail (obtenant 17% des voix en 1987).

Plus important encore, ils créèrent un réseau d'écoles, de cliniques, et même de banques, selon un schéma typique des mouvements islamistes, et effectuèrent d'énormes percées dans les associations professionnelles, principalement des ingénieurs, des médecins, et, à la fin des années 90, des avocats, ils remportèrent la majorité dans l'Association du barreau. En d'autres termes, les Frères musulmans acquirent de profondes racines sociales, avec des cadres dans la classe moyenne urbaine et le soutien des

pauvres inorganisés.

Dans les organisations étudiantes, aussi, l'influence des islamistes militants et modérés grandit. Aujourd'hui, les Frères musulmans représentent l'opposition la mieux organisée et la plus importante face au gouvernement Moubarak. Pour tenter de réduire leur influence, en plus de la répression, l'État essaya d'étendre son contrôle sur les mosquées; mais il y en avait simplement trop pour ce contrôle soit efficace.

S'ils ont adopté désormais une attitude modérée et légaliste, il ne faut pas croire que les Frères musulmans représentent une force secondaire dans la vie politique égyptienne. Lorsque l'universitaire musulman Nasr Abu Zaid affirma que le Coran pouvait être lu et interprété différemment selon le contexte historique et les époques, les Frères musulmans le déclarèrent apostat, le chassèrent de l'université, et essayèrent, en recourant aux tribunaux, de forcer sa femme à demander le divorce. Le couple finit par se réfugier en Scandinavie.

Le poids des Frères musulmans modérés, «réformistes», fournit le contexte idéologique pour les courants plus radicaux. Ceux-ci se sont multipliés et se sont montrés de plus en plus violents. Dans les années 1990, des groupes se sont mis à tuer des touristes, à commencer par plusieurs Israéliens dans le Sinaï, puis des touristes près des pyramides. En 1997, ils lancèrent une attaque contre l'ancien temple d'Hatchepsout à Louxor, tuant 68 touristes et trois Égyptiens. D'autres meurtres furent organisés contre des chrétiens coptes; le prix Nobel de littérature Naguib Mahfouz fut poignardé [en 1994 par des membres d'al Gamaa al-Islamiya] et le journaliste laïque Farag Fuda assassiné en 1992.

Talaat Fouad Qassim, du groupe islamiste égyptien Gamaa al-Islamiyya, a justifié l'assassinat des touristes en ces termes: «*Le [tourisme] (...) est un moyen de propager la prostitution et le sida grâce aux touristes juives, et il est la source de toutes sortes de dépravations, mais aussi un moyen de recueillir des informations sur le mouvement islamique. Pour toutes ces raisons, nous croyons que le tourisme est une abomination qui doit être détruite. Et c'est l'une de nos stratégies pour détruire ce gouvernement*».

En effet, ces attaques ont paralysé l'industrie du tourisme de l'Égypte, l'une de ses principales sources de revenus et de devises. Le groupe de Qassim, comme le Jihad islamique, entretient des liens étroits en Afghanistan; Ayman Al-Zawahiri d'al-Jihad est l'«adjoint» de Ben Laden, même si certains pensent qu'il en serait la figure dominante. Al-Jihad semble être le plus important des groupes militants, et a gagné une certaine influence dans les zones de bidonvilles et de taudis grâce à des groupes d'étude, en distribuant des brochures et des cassettes audio islamiques, en remplaçant les services sociaux, et ainsi de suite.

Une trêve fut déclarée entre les islamistes et le gouvernement Moubarak en 1997. Plusieurs milliers de prisonniers furent libérés, bien que environ

12 000 islamistes soient restés en prison. Après le 11 Septembre 2001, cependant, une nouvelle vague de répression commença.

Les forces laïques, ou laïcisantes, et démocratiques existent en Egypte: les islamistes sont probablement encore une minorité, il y a des partis politiques de gauche et de centre-gauche, et d'éminents intellectuels qui s'opposent aux islamistes. D'autre part, lorsque 52 homosexuels furent arrêtés sur une péniche du Nil l'année dernière – la première fois, à ma connaissance, que l'Etat s'attaquait sérieusement aux homosexuels –, des groupes égyptiens militant pour les droits de l'homme refusèrent de prendre leur défense, probablement par peur des réactions de l'opinion publique influencée par les islamistes.

b) *L'Iran*

La révolution iranienne constitua la première grande victoire des mouvements islamistes. Je ne peux aborder ici ce point en détail. Mais l'Iran a façonné et influencé la croissance des groupes islamistes, parfois directement puisque la «République islamique» a formé et financé certains d'entre eux.

Sous le Shah, l'Iran avait connu de profonds bouleversements sociaux. Téhéran, la capitale, par exemple, s'était considérablement développée (malgré de nombreux chantiers inachevés). A la campagne, une réforme agraire radicale avait été lancée, et l'État menait une industrialisation rapide. Les effectifs de la classe ouvrière et de la «nouvelle petite-bourgeoisie» augmentèrent rapidement; les anciennes classes sociales, que ce soit à la campagne ou dans le bazar (les marchés), furent soumises à une forte pression fiscale, tout comme les mosquées. Etat le plus riche, le plus développé et le plus lourdement armé dans la région, l'Iran était considéré par les États-Unis comme leur plus proche allié, avec Israël. Mais le régime du Shah s'avéra être beaucoup plus précaire que les experts de la CIA, par exemple, ne le croyaient. Il existait une forte opposition à la prétendue «révolution blanche» lancée par le Shah dans les années 1960, lorsque l'ayatollah Khomeini apparut comme un opposant au régime, fut obligé de s'exiler en Irak, et plus tard à Paris. Ses discours enregistrés sur cassettes commencèrent à devenir très populaires.

Le mouvement qui, à la fin de 1978, contestait le régime, incluait différents acteurs sociaux aux objectifs incompatibles. D'un côté, il y avait les citadins pauvres et la classe ouvrière industrielle, en particulier dans l'industrie du pétrole (qui jouait un rôle essentiel) mais pas seulement. La grève générale fut l'une des forces qui réussirent à renverser le Shah.

Il existait aussi une imposante gauche organisée, bien que principalement sous la forme d'organisations de guérilla – les deux plus importantes étant les Fedayyin du peuple, ouvertement marxistes (influencés notamment par le guévarisme), et les Moudjahidine du peuple, une organisation musulmane radicale. Le parti pro-russe Toudeh joua

également un rôle, mais il se révéla vite être l'un des PC les plus à droite et les plus pusillanimes.

Il y avait aussi les riches marchands du bazar, des fractions des classes traditionnelles ruinées par la «Révolution blanche», et les mosquées. Ces forces sociales distinctes, qui défendaient des objectifs et des intérêts différents, se rassemblèrent temporairement pour un seul but : chasser le Shah qu'elles haïssaient ; mais presque immédiatement le mouvement se fractura, donnant lieu à une quasi guerre civile. Avec la grève générale, les manifestations de masse atteignirent une échelle rarement atteinte même dans les mouvements révolutionnaires: des millions de personnes descendirent dans les rues, paralysant la capacité de l'armée à les réprimer, et arrivant même à la diviser. Les organisations de guérilla la combattirent avec un certain succès.

Pendant une courte période, la classe ouvrière occupa le centre de la scène, créant des organisations indépendantes sur les lieux de travail, les shuras, qui auraient pu se transformer en «soviets» ; elles virèrent les gestionnaires, prirent des mesures de plus en plus radicales dans les usines. Les chances qu'une révolution ouvrière se produise étaient très réelles. La gauche était forte et confiante.

Pourtant, les shuras furent rapidement cooptées par le mouvement de Khomeini; le régime se retourna immédiatement contre la gauche – et contre les femmes et les minorités nationales – et il déclencha un violent mouvement de masse urbain contre eux. Les sièges des organisations de gauche furent saccagés; puis le fief de la gauche, l'université de Téhéran, fut attaqué par une organisation islamiste fascisante, le HizbAllah. Les Pasdaran, les «Gardiens de la Révolution», attaquèrent des manifestations de chômeurs. Des «lois islamiques» furent introduites, les femmes obligées de porter le voile, des homosexuels et des «prostituées» exécutés ; le régime de Khomeini instaura un régime de terreur.

L'«impérialisme» fut présenté comme l'ennemi principal, et la gauche dénoncée comme un agent de «l'impérialisme»; l'ambassade américaine fut occupée ce qui permit au régime d'afficher une ferveur anti-impérialiste démagogique. Ensuite, lorsque l'Irak envahit une zone de territoire contestée en septembre 1980, les deux pays se lancèrent dans une guerre terrible qui dura huit ans.

Comment Khomeini et le clergé réussirent-ils à dominer cette révolution, et à écraser son potentiel révolutionnaire ? Les mosquées avaient représenté un espace indépendant pendant le règne du Shah, épargné par la répression, permettant aux mollahs d'émerger comme une direction pour une fraction des masses. Les symboles religieux devinrent de puissants moyens de mobilisation (par exemple dans le calendrier choisi pour les manifestations). Khomeini lui-même, à partir de l'étranger, se fit connaître comme un adversaire inflexible du Shah; au début de 1979, il en vint à «incarner» la révolution.

D'autres courants de pensée islamistes s'étaient également fait connaître durant la décennie précédant la révolution, surtout celui d'Ali Shariati. Pour cet intellectuel laïque, la lutte contre le Shah devait permettre de se réapproprier un patrimoine culturel autochtone. Ses idées étaient très éloignées de celles de Khomeini, il prônait une sorte de populisme islamiste aux accents socialistes, et était fortement influencé par la pensée de Frantz Fanon. À leur tour les Moudjahidine du peuple furent influencés par Shariati. D'autres clercs plus modérés s'allièrent à Khomeini (certains formèrent plusieurs gouvernements successifs en se soumettant à ses consignes et à celles de son conseil d'experts avant d'être démis de leurs fonctions ou d'en démissionner). Shariati ne peut être tenu pour responsable de l'avènement de la République islamique. Par contre il est certainement responsable de l'essor d'un islamisme modéré, voire même éclairé et laïque, islamisme dont la diffusion a créé un climat favorable à la variante profondément réactionnaire qui a fini par gagner le leadership.

L'islamisme de Khomeini sut séduire un certain nombre de groupes sociaux et de classes sociales : le bazar, qui entretenait des liens historiques avec les mosquées ; les pauvres et les sans réserves; des fractions de l'intelligentsia; et des fractions de la classe moyenne auxquelles il offrit «l'ordre». *«Le clergé s'opposait à l'Etat sur une base réactionnaire car il s'opposait à la moindre réforme sociale. Même sa lutte contre [le Shah était fondée] uniquement sur une opposition intransigeante contre toute modification qui diminuerait ou saperait ses propres prérogatives et son pouvoir traditionnels.»*

Contrairement à Qutb et à d'autres idéologues sunnites, Khomeini proposait non seulement de créer un Etat islamique, mais un gouvernement dirigé par une hiérarchie de dignitaires musulmans. En fin de compte, la République islamique était un mélange hybride entre ce modèle de théocratie et un parlement aux pouvoirs tronqués, mais avec un clergé qui contrôle le tout fermement. Ce ne fut jamais un Etat tout à fait totalitaire, et l'opposition survécut, en particulier dans la classe ouvrière dont le militantisme économique se poursuivit durant les deux décennies suivantes, et plus récemment chez les étudiants. Mais la gauche organisée fut écrasée ou condamnée à l'exil.

Cette gauche ne comprit jamais à quel adversaire elle avait affaire. Dès le départ, dans l'ensemble, elle soutint Khomeini et accepta son «anti-impérialisme» comme un élément positif. Certains, comme le Toudeh, et ce que l'on appela la Majorité Fedayyin, continuèrent à le soutenir alors qu'il réprimait la gauche, jusqu'à ce que le régime se retourne contre eux. Les moudjahidin finirent par prendre les armes contre Khomeini; mais il était beaucoup trop tard – et, comme la gauche laïque, les moudjahidin étaient coupés de la classe ouvrière. En effet, la gauche dans son ensemble était peu implantée chez les travailleurs, et était incapable de peser dans la lutte pour les shuras, par exemple.

Mais la gauche ne commit pas simplement l'erreur tragique de soutenir des gouvernements ou de sous-estimer leur nature réactionnaire. Elle ne comprit pas non plus la nature de ce qui se passait au sein des masses, notamment qu'une fraction du peuple allait être utilisée comme un bélier brutal du régime contre elle. Pour ce qui concerne la gauche organisée, la révolution iranienne n'a été perdue ni dans les manuels révolutionnaires ni dans les discours, mais dans la rue.

Il existait une composante chiite distincte du courant islamiste-khomeyniste en Iran. Les chiites sont une secte qui a divergé de l'islam traditionnel sunnite très tôt dans l'histoire de cette religion ; ils sont influents en Iran et dans plusieurs pays (Irak, Syrie, Liban, Afghanistan) et constituent de fortes minorités dans la péninsule arabique et les pays du Golfe. Les islamistes sunnites idéalisent, comme un âge d'or, les siècles qui ont immédiatement suivi la mort de Mahomet ; par contre, les chiites rejettent la légitimité des premiers califes, qu'ils considèrent comme des usurpateurs. Les musulmans chiites accordent davantage de poids à l'autorité temporelle des oulémas qui sont leurs contemporains (les «mollahs» en persan), comme Khomeini. Les mollahs ont toujours occupé une place centrale dans la politique iranienne. Ils étaient au cœur à la fois des protestations autour du tabac¹ de 1891 à 1892, et du mouvement constitutionnaliste de 1906.

¹ Il s'agit de la première manifestation politique et «anti-impérialiste» du clergé iranien. Voici le petit résumé historique qu'en fait Lutte ouvrière : *«En 1891, le shah concéda à des Anglais le monopole de l'achat et de la vente du tabac, alors que c'était une source importante de revenus locaux. Les chefs religieux se portèrent alors à la tête de toutes les forces d'opposition en déclenchant une campagne de boycottage du tabac qui eut un tel succès dans toute la population que le shah dut renoncer à son projet. L'affaire de la concession du tabac ouvrit l'ère des luttes d'inspiration nationaliste en Iran. A cette occasion, l'élite cultivée constata que les leaders religieux avaient une capacité considérable de mobilisation des masses. Dès lors, ce fut, semble-t-il, une tactique consciente de sa part de garder pour soi ses opinions éclairées, son scepticisme religieux, voire un franc athéisme, tout en manifestant dans les interventions publiques le soin de ne pas déplaire aux ulémas et de se référer elle aussi à l'Islam pour légitimer ses critiques du régime. La bourgeoisie persane n'était pas une bourgeoisie puissante et conquérante. Ses idéologues n'étaient pas non plus des novateurs hardis, capables de heurter de front l'obscurantisme religieux au nom d'idéaux de progrès. Au contraire, ils capitulèrent dès le début devant la religion et ses défenseurs.»* (Extrait de la brochure «Iran : de la dictature du Chah à celle de Khomeiny, la révolution escamotée» Cercle Léon Trotsky d'octobre 1987.)

«La révolution iranienne [fut] une conséquence directe de la position occupée par les dirigeants religieux (...) depuis le XVIII^e siècle (...). En plus d'agir comme collecteurs d'impôts (...) les mujtahids et les mollahs avaient (...) droit à une commission de 10% sur les propriétés du Waqf administrées par eux. Certaines d'entre elles (...) constituaient des propriétés très importantes.»

Le gouvernement iranien commença à soutenir des groupes chiites à l'étranger, par exemple au Liban. Qu'ils soient chiites ou pas, cependant, d'autres islamistes considèrent l'Iran comme un exemple et une source d'inspiration. L'allié le plus puissant des États-Unis dans la région était tombé, et avait été remplacé par une République islamique. Cet événement choqua et terrifia l'Occident, et témoigna de la force de l'islam non seulement comme une force politique, mais comme une force révolutionnaire. Presque immédiatement, des groupes islamistes inspirés par l'exemple iranien passèrent à l'action, notamment en Arabie saoudite, en 1979, durant le pèlerinage de La Mecque. Dans le monde musulman et en Occident, le «fondamentalisme islamique» devint non seulement un danger possible ou une promesse souterraine, mais une force vitale.

Plus de vingt ans plus tard, la situation en Iran incite à un certain optimisme. Il est possible que la chute de l'islamisme pourrait commencer par le pays qui a vu son ascension spectaculaire, avec un renversement populaire de la République islamique. Un président plus modéré, Khatami, a été élu en 1997. Son élection n'a pas beaucoup changé la situation, mais il a signalé un changement de climat politique dans la population. Une grande partie du mouvement de masse islamiste s'est calmé et transformé en une machine de gouvernement, aussi corrompue et opportuniste que n'importe quel régime stigmatisé autrefois par Khomeini comme représentant l'«Islam américain», et largement méprisé par les jeunes des villes. En 2000, une révolte étudiante a éclaté contre la répression et la censure. La classe ouvrière reste militante. Et s'il y a un pays où des militants islamistes ont peu de chances de prendre le pouvoir, c'est bien celui où ils s'en sont emparés en déclenchant une répression féroce depuis deux décennies.

c) L'Afghanistan

À bien des égards les talibans et les islamistes afghans sont différents des autres ; ils sont le produit d'une société plus arriérée, de l'occupation russe, des interventions financières et militaires des États-Unis, du Pakistan et de l'Arabie saoudite. Tous ces facteurs ont contribué à créer les islamistes les plus violemment réactionnaires de tous – à la fois parmi les Afghans eux-mêmes, mais aussi parmi les forces non afghanes qui ont utilisé le pays comme base, les prétendus «Arabes afghans» comme Oussama ben Laden.

Dix-huit ans de guerre entre 1978 et 1996 ont fait de l'Afghanistan une véritable école de cadres pour l'islamisme. Environ cent mille jeunes hommes originaires de tout le monde musulman sont venus combattre pour

l'islam en Afghanistan. Ils ont été formés et se sont endurcis sur les plans militaire et idéologique. Beaucoup ont ensuite voyagé dans le monde musulman, en Bosnie, en Algérie, ou sont retournés dans leur pays d'origine, et sont devenus des prophètes armés du message islamiste.

d) *L'Algérie*

Dans le merveilleux film de Gillo Pontecorvo, *La Bataille d'Alger*, une femme musulmane enfle des vêtements occidentaux et se maquille pour la première fois afin de se rendre dans le quartier français de la ville et de poser une bombe dans un café à la mode. Plus tard, nous voyons les conséquences terribles de l'explosion. Le film dramatise un événement réel, qui à l'époque, en 1956, sembla être une atrocité terroriste qui allait marquer son époque, causant trois morts et des dizaines de mutilés. La guerre d'indépendance algérienne fut un conflit acharné et sanglant dans laquelle peut-être un million de personnes sont mortes avant que les autorités coloniales françaises ne décident finalement de retirer leurs troupes, en 1962. La guerre avait duré huit ans; la domination coloniale plus d'un siècle.

Un nouveau gouvernement fut formé par le Front de libération nationale (FLN), la plus importante des forces nationalistes. Comme d'autres mouvements, il adopta rapidement une orientation favorable au capitalisme d'État, d'abord radicalement sous Ben Bella, qui fut renversé par Houari Boumediène en 1965. Il fut remplacé par Chadli Bendjedid, qui détint le pouvoir jusqu'au coup d'État de 1992. La révolution algérienne fut plus profonde et radicale que des mouvements similaires dans d'autres pays monde arabe, mais adopta une attitude plus hésitante par rapport à la laïcité, en partie parce que les mosquées jouèrent un rôle dans la lutte contre les Français. Selon la Charte nationale: «*Le peuple algérien est un peuple musulman (...). L'islam est la religion d'Etat.*»

Le FLN a formé un Etat dirigé par un parti unique. Cet Etat est musulman, mais pas islamique dans le sens islamiste moderne. Il nationalisa les écoles et les institutions religieuses. Bien que les promesses faites, durant la lutte nationaliste, pour favoriser l'émancipation des femmes n'aient pas été honorées, elles ne furent pas totalement désavouées non plus, du moins pour l'élite. Parmi les femmes qui avaient posé ces bombes en 1956, l'une devint la directrice de l'Ecole Nationale d'Administration de l'Algérie, et l'autre représenta en Algérie la marque de cosmétiques Max Factor.

Un mouvement islamiste commença à émerger dans les années 60 et 70, bien qu'il eut une tonalité relativement modérée et réformiste; il était influencé par les Frères musulmans. Comme le mécontentement populaire grandissait, le gouvernement Bendjedid commença à faire des concessions, en promettant la libéralisation et la démocratie. En 1989, imitant les ex-staliniens en Europe de l'Est, il mit fin au monopole du FLN sur le pouvoir, et envisagea la création d'un système multipartite. Mais ce qui surgit sur la

scène politique, ce ne furent pas des partis d'opposition bourgeois dociles sur le modèle de l'Europe de l'Est. Les islamistes, regroupés dans le Front islamique du salut (le FIS), une coalition de groupes dirigés par un islamiste modéré, Cheikh Ali Abassi Madani, devinrent de loin la plus grande force de l'opposition.

Les islamistes avaient recruté leurs premiers militants de base chez les hommes jeunes, instruits, des villes et de la classe moyenne, et, comme dans d'autres pays, ils avaient construit leur implantation en faisant du travail social dans les quartiers, parmi les pauvres et la classe moyenne, et en se servant des mosquées. Ils avaient pris le contrôle de mosquées d'importance «mineure» dans les zones périphériques. Les Algériens mécontents contre le FLN, mais pas nécessairement convaincus des idées islamistes, se rallièrent au FIS qui leur semblait incarner l'opposition la plus efficace.

Des tensions se manifestaient au sein du FIS entre Madani – un francophone modéré – et Ali Belhadj, un militant arabo-islamique, originaire de Tunisie. Publiquement, le FIS affirmait parfois son attachement au système multipartite, aux institutions démocratiques et aux droits des minorités. Mais il faut se souvenir que Khomeini, jusqu'à la dernière minute avant sa victoire, avait lui aussi prétendu qu'il voulait restaurer la Constitution libérale de l'Iran adoptée en 1906. De nombreux Algériens avaient peur de la croissance du FIS. Un grand nombre parlaient encore le français comme première langue; d'autres étaient Berbères, et pas Arabes; et les islamistes étaient farouchement arabisants. Le mouvement féministe, qui n'était pas insignifiant en Algérie, était inquiet. Et de nombreux Algériens entretenaient des liens étroits avec la communauté arabe en France, ils étaient «occidentalisés» et souvent relativement laïques, et parfois s'intéressaient au rap et à la musique raï, que les islamistes condamnaient.

Contrairement à d'autres régimes qui avaient introduit une certaine libéralisation politique, le gouvernement algérien permit aux islamistes de participer aux élections. Le programme du FIS était relativement modéré; en matière économique, il était même carrément libéral. Mais les tensions sous la surface allaient exploser au cours des années suivantes. En 1990, lors des élections municipales et régionales, le FIS remporta la victoire. Cette année-là, 65% des électeurs votèrent, et le FIS conquist 55% des conseils municipaux et les deux tiers des assemblées régionales. Horrifiés et choqués, les dirigeants du FLN eurent de mauvais résultats. Dans toutes les grandes villes, le FIS remporta une écrasante majorité des voix.

Les élections législatives arrivèrent, elles devaient se dérouler en deux tours. Le premier tour eut lieu en décembre 1991, et ce furent les premières élections parlementaires multipartites depuis l'indépendance. Le FLN avait magouillé au maximum pour découper les circonscriptions à son avantage, mais cela se traduisit tout de même par une défaite écrasante pour le parti

qui avait chassé les Français. Le FLN arriva en troisième position, avec seulement 16 sièges sur 231. Le FIS remporta 188 sièges, avec presque la moitié du total des voix. La deuxième force, le Front des Forces Socialistes, eut 26 sièges. L'armée décida d'intervenir avant le second tour des élections, que le FIS était sûr de remporter. Le coup d'Etat eut lieu au début de 1992; l'armée déclara l'état de siège, annula les élections, interdit le FIS et arrêta ses dirigeants. Plus de dix mille islamistes furent placés dans un camp de concentration; leurs mosquées et leurs services sociaux furent fermés. Et le pays sombra rapidement dans la guerre civile.

La guerre civile allait provoquer près de 70 000 morts. Ce fut une guerre, surtout, entre les islamistes et l'armée, les deux côtés commettant de terribles atrocités. Mais de nombreux civils, militants de gauche, radicaux laïques, intellectuels, syndicalistes et d'autres personnes furent pris entre deux feux et identifiés par les islamistes comme leurs ennemis. Le Groupe islamique armé (GIA) fut responsable des pires atrocités; mais la branche armée non officielle du FIS lui-même, l'Armée islamique du salut, l'AIS, mena des attaques similaires.

Le Front des forces socialistes était condamné à subir à la fois la répression étatique et les attaques du GIA. Beaucoup de ses partisans furent victimes des islamistes. À l'apogée de la violence islamiste, des femmes qui ne portaient pas le hijab furent abattues à des arrêts de bus. Des hommes et des femmes furent empêchés de voyager dans le même compartiment de train. L'artiste de raï Cheb Hasni, fut assassiné en 1994 ; des milliers de personnes manifestèrent pour protester contre ce meurtre dans la ville d'Oran. Un grand nombre de militants de gauche, de féministes et d'autres tendances fuirent le pays, principalement vers la France.

Ce n'est qu'à la fin des années 90 que les meurtres cessèrent. De nouvelles élections eurent lieu et, si le FIS resta interdit, d'autres partis islamistes, à l'image plus modérée, obtinrent de bons résultats.

Comme ailleurs, la répression étatique en Algérie a eu pour effet de mettre au jour les éléments et les aspects les plus réactionnaires des islamistes. L'armée a tenté d'«éradiquer» les «intégristes» et a revendiqué bruyamment cet objectif auprès des gouvernements occidentaux. Mais elle n'a pas remporté son pari, et ne pouvait pas réussir. La gauche a été placée dans une position très difficile, se retrouvant à la fois vulnérable face aux forces de l'Etat et aux islamistes. Certes, des divisions sont apparues entre les islamistes. Leurs dirigeants ont parfois condamné les actions les plus extrêmes de leurs branches militaires. Et il est clair que le gouvernement FLN, ainsi que l'armée, portent une énorme responsabilité dans la guerre civile. Mais les islamistes ont montré leur vraie nature dans la façon dont ils ont mené la guerre. Comme en Iran, ils se sont simultanément et violemment opposés à la fois au gouvernement et aux véritables forces de progrès.

e) *La Palestine*

Les mouvements nationalistes palestiniens n'ont vraiment émergé qu'après la guerre de 1967. L'Organisation de libération de la Palestine fut prise en main par ces mouvements nationalistes, dont le plus important était le Fatah de Yasser Arafat, et elle entreprit la lutte armée contre Israël. Elle imposa la question palestinienne sur la scène internationale, mais ne trouva pas les forces nécessaires pour vaincre Israël. Après la guerre de 1973, l'OLP, dont l'objectif était de créer un «Etat démocratique et laïque pour les musulmans, les chrétiens et les juifs» dans toute la Palestine, décida de chercher à trouver une solution diplomatique, même si un «front du refus» s'opposa à cette démarche. Ecrasés en Jordanie lors du «Septembre noir» de 1970, les guérilleros de l'OLP se retirèrent au Liban, qui bientôt sombra dans une guerre civile dévastatrice – en partie, mais en aucun cas totalement, liée à leur présence. L'invasion israélienne du Liban en 1982 provoqua entre 20 et 30 000 morts et conduisit la direction de l'OLP à quitter le pays. Puis la première Intifada dans les territoires occupés obligea finalement Israël à s'asseoir à la table des négociations. Un traité de paix totalement insuffisant fut signé en 1993, mais les négociations échouèrent en 2000. Au moment où nous écrivons cet article [2002], l'avenir de la «paix» est très incertain.

Lorsqu'il émergea comme une force distincte, le nationalisme palestinien apparut plus laïque que tous les autres mouvements nationalistes arabes en dehors de la Tunisie. Il existe une minorité chrétienne significative chez les Arabes palestiniens, et certains de leurs penseurs et de leurs leaders importants viennent de ces milieux. «L'Etat démocratique et laïque» dans toute la Palestine était certes une expression codée signifiant la destruction d'Israël, mais le fait que l'OLP ait choisi cette expression, et pas une autre, témoignait de leurs intentions non islamistes. Dans les territoires occupés, en particulier en Cisjordanie, le Parti communiste avait un poids considérable, et contrôlait un certain nombre de municipalités depuis les années 1970. L'OLP incluait des courants de gauche qui se prétendaient marxistes (même si, en réalité, ils étaient ultra-nationalistes). En partie à cause de la dispersion des Palestiniens et de leur niveau anormalement élevé d'éducation (non islamique), l'influence de sources intellectuelles extérieures donc occidentales fut toujours forte.

Jusqu'à l'Intifada de la fin 1987, les nationalistes laïques n'avaient jamais considéré les islamistes comme un problème ou une menace sérieuse. Il existait un mouvement islamiste à Gaza, mais il était peu implanté en Cisjordanie, région plus sophistiquée et moins pauvre. Parmi les étudiants, par exemple à l'université de Bir Zeit, les islamistes représentaient une force négligeable.

Aujourd'hui, tout cela a changé. Les islamistes ont acquis une influence croissante, même en Cisjordanie et chez les étudiants. Comme l'Autorité palestinienne mise en place après Oslo s'est révélée corrompue et

répressive, et a échoué à obtenir une indépendance significative, la gauche a fortement diminué, et les islamistes ont grandi.

Le Hamas, Mouvement de résistance islamique, est le plus grand groupe islamiste. Il a émergé de la section des Frères musulmans égyptiens à Gaza, en premier lieu en se concentrant sur des questions purement sociales et en employant les méthodes traditionnelles des islamistes : ils créaient des œuvres de bienfaisance, des écoles ; ils promouvaient des comportements personnels «plus islamiques», etc. Pour cette raison, ils étaient considérés favorablement, et soutenus, par Israël comme une organisation alternative à l'OLP. Après le début de la première Intifada en 1987/1988, le Hamas prit un tour plus politique. Mais l'un de ses premiers projets en «opposition à Israël» fut de lancer une campagne très efficace visant à forcer les femmes palestiniennes à porter le hijab – une campagne accompagnée de sanctions immédiates : les femmes qui n'étaient pas voilées dans la rue recevaient des pierres. Finalement, la direction palestinienne condamna cette campagne, même si elle fit quelques concessions au Hamas en expliquant que porter une tenue modeste était un devoir patriotique. Tout au long de la première Intifada, le Hamas resta à l'écart de la lutte, choisissant ses propres jours de mobilisation pour des actions spécifiques et se concentrant sur les questions islamiques plutôt que nationales ou politiques.

Lors de la deuxième Intifada en 2000, le Hamas ne s'engagea pas dans des combats armés avec les troupes israéliennes; ils laissèrent cette tâche aux milices nationalistes, principalement celles du Fatah. La contribution du Hamas fut de lancer des attaques suicides au sein d'Israël. Plus récemment, ils semblent avoir décidé d'organiser des raids de commandos, à commencer par une attaque sur une colonie juive à Gaza.

La direction palestinienne a, de fait, créé cet espace pour eux. L'Autorité palestinienne d'Arafat compte plus de membres des forces de sécurité qu'il n'y a d'enseignants sur son territoire; et un aspect important de l'accord négocié en 1993 était que Arafat devait prendre le relais des opérations de police israéliennes pour contrôler les territoires arabes, ce que l'Etat hébreu était de moins en moins capable de faire. Une grande partie de la répression de l'Autorité palestinienne vise les islamistes. En plus de son caractère répressif, et de son incapacité à parvenir à un règlement juste avec Israël, l'Autorité palestinienne est notoirement corrompue: vivant au milieu d'une grande pauvreté qui ne fait que s'aggraver, les responsables affichent la richesse qu'ils ont acquise grâce à la corruption; leur association avec l'Autorité palestinienne a terni le prestige des anciens nationalistes.

Le Hamas, qui était au départ un mouvement social profondément conservateur, est devenu une organisation agressivement chauvine dont l'unique objectif est de détruire toute possibilité de paix entre Israéliens et Palestiniens. Le fait que l'opinion publique israélienne soutienne aujourd'hui massivement Ariel Sharon, le dirigeant le plus belliciste de l'histoire de son pays, est en grande partie le résultat des attentats suicides

du Hamas (et de l'incapacité de nombreux Israéliens de comprendre les frustrations des Palestiniens). De toute évidence, les actions du Hamas lui ont fait gagner un large soutien parmi les Palestiniens, qui sont pauvres et désespérés, et dont les combats se terminent toujours par des défaites. Mais cela ne change rien au caractère réactionnaire de ses actions.

La croissance du Hamas repose, bien sûr, sur un puissant sentiment nationaliste non islamiste. Mais le Mouvement de résistance islamique a redéfini la question nationale en termes religieux. Si l'OLP réclamait autrefois la création d'un État laïque, le Hamas veut aujourd'hui un État islamique, dans lequel il n'y aura pas de place, de fait, pour les Juifs ou même les Arabes chrétiens. «Les Juifs» empiètent sur une terre qui n'est ni palestinienne, ni même arabe, mais musulmane. Le Hamas reçoit le soutien financier du régime saoudien, qui voit lui aussi la question en ces termes. Il semble probable que les images de manifestations palestiniennes brandissant des pancartes et des drapeaux du Hamas exagèrent sa véritable force. Pourtant, elles témoignent, sans aucun doute, de la croissance d'une organisation qui commence à éclipser le Fatah.

f) *Autres cas*

Cet article ne peut évoquer de façon détaillée tous les pays où les islamistes sont puissants. Au Soudan, un coup d'État militaire soutenu par les Frères musulmans soudanais a pris le pouvoir en 1989. En apparence, ils sont devenus plus modérés mais, en pratique, ils ont eu une attitude aussi répressive et réactionnaire qu'ailleurs. Le Soudan a connu un puissant mouvement de grèves ouvrières à la fin des années 1980, et le gouvernement de Khartoum a tenté de mettre fin à la guerre avec les forces non arabes, souvent chrétiennes dans le sud du pays. C'est pour résoudre ces deux questions que l'armée est intervenue. Le gouvernement «islamique» a réprimé brutalement les rebelles du sud et la famine s'est développée dans ces régions.

Au Liban, les musulmans, qu'ils soient sunnites et (surtout) chiïtes, étaient effectivement des citoyens de seconde classe au sein d'un système sectaire, «confessionnel» mis en place après la Seconde Guerre mondiale. Comme ce système a commencé à se décomposer, et qu'une guerre civile a éclaté au milieu des années 70, les musulmans chiïtes formèrent un «mouvement des sans réserves» et leur propre parti, Amal (Espoir). Mais la guerre civile commença bientôt à détruire le pays, en raison notamment des interventions israéliennes et syriennes, de l'action des diverses milices, etc. De nouveaux groupes islamistes radicaux, principalement le Hezbollah (Parti de Dieu) apparurent et furent soutenus financièrement par l'Iran qui envoya également des conseillers militaires. Ce sont ces groupes qui attaquèrent des Marines américains, enlevèrent des otages occidentaux, et finalement chassèrent l'armée israélienne du sud. Amal est resté plus modéré et laïque; son chef est un avocat bourgeois qui vit aux États-Unis.

En Syrie il y eut, à partir de la fin des années 70, un conflit croissant entre les islamistes – surtout les Frères musulmans – et le gouvernement du Baas. Cela aboutit à un soulèvement, en 1982, dans la ville de Hama, qui fut brutalement réprimé ; les estimations les plus faibles suggèrent que plus de 10 000 personnes furent tuées.

Sous Bourguiba, la Tunisie était l'un des Etats arabes les plus laïques, et celui qui avait également l'un des mouvements ouvriers les plus forts. En 1978, se déroula une puissante grève générale, mais les islamistes, dirigés par Rachid Ghannouchi, n'y participèrent pas. Plus tard, ils reconnurent leur erreur, et commencèrent à jouer un rôle plus actif dans les luttes sociales et politiques. Bien qu'il soit influencé par les Frères musulmans, le Mouvement de la Tendance islamique de Ghannouchi, devenu le Parti de la Renaissance (Ennahda), a développé une identité plus «tunisienne». Encore une fois, la répression de l'État a «radicalisé» les islamistes tunisiens.

Les gouvernements de la Turquie ont été agressivement laïques depuis que Atatürk a modernisé l'État dans les années suivant la Première Guerre mondiale. Ils ont parfois été élus et parfois le produit de coups d'Etat, mais ils se montrèrent toujours répressifs, par exemple envers la minorité kurde. L'existence même d'un peuple kurde fut niée et, dans les premiers jours du régime post-ottoman, un génocide frappa les Arméniens de Turquie. Dans les années 1980, le Parti (islamiste) de la prospérité, le Refah, dirigé par Necmettin Erbakan apparut (il abritait en son sein des éléments modérés et d'autres plus militants). En 1995, ce parti remporta 21% des voix et 150 sièges au parlement, ce qui en fit le plus grand parti du pays. Le Refah forma une coalition avec Erbakan comme Premier ministre. Erbakan se montra très pragmatique: il ne demanda pas à ce que la Turquie sorte de l'OTAN, mais ne sollicita pas non plus l'aide du Fonds monétaire international ; il proclama son amitié avec les États-Unis et l'Europe, et décrivit le Refah comme le «garant de la règle laïque». Il honora également les accords de la Turquie avec Israël. Les forces laïques, qu'elles viennent de la gauche ou de l'intérieur de l'Etat, s'opposèrent au Refah. En 1997, Erbakan fut contraint de démissionner, et en 1998, son parti fut interdit; il se reforma sous le nom de Parti de la Vertu¹.

3. Pourquoi l'islamisme?

La nature du développement capitaliste dans la région elle-même explique en partie l'émergence de l'islamisme. Une énorme classe moyenne éduquée ou semi-éduquée a été créée. On lui a promis qu'elle goûterait aux fruits du développement, mais n'en a pas vu la couleur. La

¹ Qui devint ensuite le Parti de la Félicité ; ce sont des scissionnistes du Refah, dont Erdogan, qui fondèrent en 2001 l'AKP, Parti de la Justice et du Développement, au pouvoir depuis 2002, *NdT*.

classe ouvrière est relativement faible. Il reste une vaste classe de paysans paupérisés (pas tout à fait des paysans, mais des petits agriculteurs). La croissance démographique et les migrations de la campagne ont produit des villes surpeuplées dans lesquelles vivent un grand nombre de pauvres et de marginaux. Certaines formes précapitalistes de l'organisation sociale ont survécu, telles que la famille et la mosquée. Et au fur et à mesure que la crise économique s'est renforcée, que les systèmes de protection sociale mis en place par les régimes capitalistes d'Etat, tels que l'Egypte, se sont désintégrés, ces anciennes structures sociales se sont révélées vitales pour des millions de personnes.

Les régimes nationalistes ont été vécus comme des régimes bureaucratiques, autoritaires et répressifs. Le vocabulaire «socialiste» de beaucoup d'entre eux signifie que, dans certains pays, au moins, la population a vécu sous une forme bénigne du stalinisme: le socialisme est identifié avec un passé discrédité, qui a échoué. Il existe maintenant une énorme crise de la culture bourgeoise: les Etats autoritaires, désormais principalement pro-occidentaux, et qui, autrefois, comme l'Egypte, étaient culturellement dynamiques, stagnent. Durant la dernière année, seulement 300 livres ont été publiés en Egypte – contre plus de 4 000 en Israël, par exemple.

La gauche elle-même s'est largement identifiée au projet capitaliste d'Etat. C'est vrai à la fois de la gauche nationaliste et des partis communistes traditionnels: l'Egypte s'est dissoute pour rejoindre l'Union arabe socialiste de Nasser dans les années 1960. Les critiques de gauche des gouvernements autoritaires ont souvent mis l'accent davantage sur la politique économique que sur les questions de démocratie et, encore moins, sur les droits des travailleurs. Et bien sûr, avec l'effondrement de l'URSS, les gauches staliniennes et nationalistes ont été à la dérive et en situation de crise.

Culturellement, les islamistes font appel à un sentiment d'une gloire passée; il est pertinent de souligner que les passés islamiques et arabes sont marqués par des empires. La puissance de l'Occident est considérée comme une source d'«humiliation». Cette idéologie séduit en particulier les jeunes hommes instruits qui ont tendance à former la base militante des groupes islamistes. Il y a trois ou quatre décennies, dans l'ensemble, ils se seraient sans doute tournés vers les mouvements nationalistes, qui défendaient des stratégies laïques. Mais ces anciens nationalismes bourgeois, que ce soit sous leur forme antérieure, ou sous la forme de la «révolution arabe» des années 1950 et 60, attiraient surtout, dans une large mesure, les classes urbaines, occidentalisées. Il existait un fossé considérable entre les cultures de ces classes et la masse de la population. Lorsque les révolutions nationalistes ont épuisé leurs forces, et que la désillusion s'est installée, une partie de la petite-bourgeoisie déçue a commencé à se tourner vers des références culturelles et politiques plus «autochtones»; dans une certaine

mesure le désir de se lier aux masses démunies par l'intermédiaire de l'Islam était l'expression d'une sorte de culpabilité masochiste de la part de ces jeunes hommes fascinés par l'Occident qui se sentaient coupés de «leur propre peuple». Et ces points de référence, culturels et religieux, étaient restés intacts, et même avaient résisté, tout au long de la période nationaliste laïque. Inversement, la laïcité des nationalismes nassérien et autres avait des racines plus faibles dans la culture populaire qu'il le semblait parfois.

Les révolutions nationalistes arabes ont provoqué une sorte de «dé-cosmopolitisation» des sociétés arabes: les bourgeoisie juive, arménienne et grecque en Egypte ont été les premières cibles de l'orientation capitaliste d'Etat dans les années 1950 ; Alexandrie, par exemple, ville «multiculturelle» dans laquelle on parlait couramment jusqu'à une douzaine de langues, a été «arabisée» dans les années 1960, ce qui a diminué le poids social des communautés non musulmanes; en effet, de larges fractions de la bourgeoisie n'avaient jamais été musulmanes. Cela a provoqué un rétrécissement de la vie politique, une perte de la diversité pluraliste. Même s'il existe une forte minorité chrétienne copte en Egypte, comptant peut-être douze millions de personnes, le personnel du régime de Nasser était presque entièrement musulman. Les coptes avaient souvent été considérés comme des adversaires de l'indépendance et les partisans des Britanniques, sous le règne desquels certains d'entre eux avaient prospéré. Sous Nasser, ils furent victimes de discrimination, mais pas de persécutions, mais cela changea quand Sadate se mit à flirter avec l'islamisme. L'exclusion des coptes des centres de pouvoir, à l'apogée de la période nationaliste laïque, eut donc des conséquences.

Dans d'autres pays, les nationalistes issus de milieux chrétiens ont joué un rôle important, et même central – même si leur relation avec l'héritage islamique des sociétés dans lesquelles ils vivaient était très problématique pour eux. Michel Aflaq, le fondateur du parti Baas (dont des factions sont encore au pouvoir en Syrie et en Irak), était un chrétien lié à l'Eglise orthodoxe grecque, mais il écrivit en 1943: *«L'Europe a autant peur de l'islam aujourd'hui que dans le passé. Elle sait maintenant que la force de l'Islam (qui autrefois exprimait celle des Arabes) renaît et est apparue sous une forme nouvelle: dans le nationalisme arabe.»*

Bernard Lewis, peut-être le plus grand orientaliste contemporain, fait valoir que la principale «valeur occidentale» que les intellectuels nationalistes arabes chrétiens ont réussi à transmettre à une large culture populaire est l'antisémitisme européen, qui est désormais un élément de base de l'islamisme moderne à un point inconnu dans les idéologies islamiques passées.

Il ne faut pas croire que la croissance de l'islamisme a été ou est automatique ou inévitable. Les mouvements islamistes sont désunis et fragmentés, et, de par leur nature même, susceptibles de le rester: l'Etat

islamique idéal pour un musulman peut très bien être considéré comme une hérésie impie par un autre. L'énergie que les islamistes ont dépensée au sujet de l'habillement et de la suppression de divertissements jugés immoraux a limité leur capacité à construire un soutien de masse. Non seulement les islamistes n'offrent aucune solution aux problèmes sociaux et économiques de la population, mais ils n'arrivent même pas à faire semblant d'offrir des solutions autres que la proposition générale et abstraite de revenir à un passé imaginaire harmonieux. Il est probable que la plupart des musulmans restent méfiants ou hostiles envers les islamistes.

En dehors de l'Algérie, ils n'ont pas été capables de gagner des élections. Quand ils sont au pouvoir, les islamistes deviennent – comme des millions de gens ont pu le constater – aussi corrompus, inefficaces, et même plus répressifs, que les régimes qu'ils remplacent.

Il existe des solutions alternatives. A certains moments de l'histoire de la région, la classe ouvrière a montré sa force. J'ai déjà évoqué le cas de l'Iran et c'est loin d'être le seul exemple, mais c'est le plus impressionnant.

Les grèves ouvrières étaient une caractéristique de la vie égyptienne¹ avant le coup d'Etat de 1952. En effet, l'une des premières actions du régime fut d'exécuter les meneurs des grèves. Plus tard, aussi, les travailleurs ont joué un rôle: en 1977, des émeutes combinées à une grève générale contraignirent Sadate à rétablir les subventions sur les produits alimentaires de base. Grévistes et citoyens pauvres s'unirent pour chanter «O héros de la traversée², où est notre petit déjeuner?»

En Irak, la révolution de 1958 fut suivie par une période de militantisme intense de la classe ouvrière, et le soutien apporté au régime par le mouvement syndical était une source de sa force. Sa défaite fut marquée par l'instauration de la dictature de Saddam Hussein qui est au pouvoir depuis 1968. Le mouvement ouvrier continue à exister en Algérie. La Tunisie est souvent considérée comme le pays ayant le mouvement ouvrier le plus puissant et le mieux organisé en Afrique du Nord. Enfin, c'est en

¹ Pour une analyse plus récente des luttes de classe en Egypte on pourra lire la brochure de Mouvement communiste reproduite dans *NPNF* n° 40-41 de mai 2012 : «ÉGYPTE : Compromis historique sur une tentative de changement démocratique» et disponible en ligne (*NdT*).

² Le mot «traversée» fait allusion à l'action menée par l'aviation et l'artillerie égyptiennes, dans le cadre de l'opération Badr. Les troupes égyptiennes surprisent Tsahal en avançant de quinze kilomètres dans la péninsule du Sinaï en octobre 1973 et détruisirent la ligne Bar Lev, cette chaîne de fortifications et de tranchées construites par Israël le long du canal de Suez après la guerre des Six Jours, ligne de défense réputée jusque-là imprenable (*NdT*).

partie pour écraser l'action des syndicats que l'armée soudanaise a pris le pouvoir en 1989.

Il faut néanmoins reconnaître que le Moyen-Orient, ou du moins le monde arabe, n'a jamais vu la classe ouvrière agir à une échelle comparable à celle de l'Amérique du Sud, de l'Afrique du Sud, ou de l'Asie du Sud [Inde, Pakistan, etc.] et du Sud-Est. Cette absence de mouvements ouvriers militants a façonné l'opposition politique lorsque les régimes bourgeois sont entrés en crise. Si la victoire des islamistes partisans de Khomeini a influencé la croissance ultérieure de l'islamisme, cela a été aussi le cas de la défaite de la classe ouvrière durant la révolution iranienne. Les défaites ont un coût. La majorité de la population dans la région a moins de vingt-cinq ans : ces jeunes ont grandi dans un monde façonné par les résultats de la révolution iranienne.

4. Les socialistes et l'islamisme

Certains militants de gauche établissent une distinction entre les islamistes «anti-impérialistes» et ceux qui s'accommodent de l'impérialisme et des régimes locaux. Ils sous-entendent que les islamistes «anti-impérialistes» seraient préférables. Qu'entend-on par «anti-impérialisme», et cette notion nous permet-elle d'élaborer une réponse socialiste ?

Dans le cas des groupes islamistes, plus ils sont «anti-impérialistes», pires ils sont : plus anti-démocratiques, plus violents envers leurs opposants laïques, féministes et progressistes, plus chauvins envers les étrangers, plus répressifs s'ils accèdent au pouvoir. S'il ne s'accompagne pas d'un programme positif, démocratique et anticapitaliste, l'«anti-impérialisme» est une force réactionnaire, démagogique.

Les islamistes s'adressent à un large éventail de classes sociales, même si leurs membres et leurs cadres ont tendance à venir de la classe moyenne urbaine éduquée. Ils sont le produit d'évolutions sociales et politiques modernes, et incarnent donc, en un sens, des mouvements modernes. Bien que l'islamisme séduise parfois les membres des vieilles classes sociales, et jouisse de leur soutien (qu'il s'agisse du bazar, de certaines fractions de la hiérarchie des mosquées, de la famille royale saoudienne, des propriétaires terriens et des chefs tribaux dans le cas de l'Afghanistan), on ne peut réduire ce courant à une simple plaie purulente de la société précapitaliste. Il est le produit, du moins globalement, du capitalisme.

Idéologiquement, bien que parfois les islamistes s'intéressent aux questions politiques «modernes», leurs réponses sont passéistes – ils idéalisent les débuts du califat, glorifient le passé islamique, éprouvent du ressentiment contre un développement économique qui ne peut être inversé. Beaucoup de militants islamistes se reconnaissent dans la tradition salafiste. Cette école de pensée a été fondée par Mohammed Abduh, l'un des premiers à vouloir moderniser et renouveler l'islam. Il préconise, par

exemple, l'attribution de droits aux femmes. Mais l'importance qu'il accorde aux *salafi*¹ – les premiers disciples du Prophète – s'est traduite, du moins au sein des mouvements islamistes modernes, par la formulation d'un point de vue profondément réactionnaire.

La politique et l'idéologie ont leur propre poids. A gauche on a tendance à réduire de façon mécaniste les islamistes à des «petit-bourgeois», et donc à les présenter tout simplement comme une variante du nationalisme petit-bourgeois classique. Cette position est tout à fait fautive. On a vu dans l'histoire d'autres mouvements qui cherchaient à retrouver un passé idéalisé en employant une violence extrême – les Khmers rouges par exemple. Mais le «discours» des islamistes est tout à fait différent de celui de la plupart des mouvements nationalistes, en tout cas de tous ceux qui ont eu un potentiel progressiste, favorable à la libération de l'humanité.

Dans la mesure où ils sont violents et réactionnaires, et en particulier parce qu'ils peuvent mobiliser un mouvement de masse qui, comme en Iran, s'attaquera à la gauche et écrasera le mouvement ouvrier, il y a de fortes similitudes entre les islamistes et le fascisme. Ils ne sont pas identiques au fascisme, mais suffisamment proches pour qu'on les considère comme «fascisants». L'importance de cette analyse était claire en Iran: la gauche et les islamistes s'affrontaient violemment ; la tâche de la gauche iranienne n'était pas simplement d'intervenir dans un mouvement de masse confus et d'en remporter la direction. Le même problème se pose aujourd'hui en Algérie. Souvent, la question centrale est d'organiser l'auto-défense quotidienne contre l'islamisme.

Certains islamistes sont plus modérés, et se préoccupent davantage de «réformes sociales» que d'actions politiques violentes. Les Frères musulmans en Egypte ont pris cette direction. Bien sûr, de tels mouvements peuvent évoluer de façon soudaine dans l'autre sens, comme le montre l'histoire des Frères musulmans au Soudan. En Algérie, l'engagement d'une grande partie du FIS à respecter la démocratie a pris fin dès que la victoire électorale leur a été refusée par l'armée. Les mouvements fascistes européens, aujourd'hui, prétendent souvent centrer leurs efforts sur l'action parlementaire, plutôt que de se battre dans les rues et de brûler vivants les immigrés dans des centres d'hébergement; nous ne devons donc pas être

¹ En fait le terme *salafi* (du mot *salaf*, les «pieux prédécesseurs») est une expression très ambiguë, tout comme «salafistes» d'ailleurs, même pour des musulmans ! En effet les *salafi* sont en principe ceux qui suivent les enseignements des *salaf*. Or qui sont vraiment les *salaf*? Suivant les écoles et les théologiens, ce mot désigne uniquement les Compagnons du prophète, soit les Compagnons et leurs élèves, soit enfin les Compagnons, leurs élèves et les élèves de ceux-ci (donc pas plus tard que deux siècles après la mort de Mahomet), *NdT*.

dupes ni perdre la mémoire.

Même lorsqu'ils défendent des positions modérées et réformistes, les groupes islamistes restent fondamentalement des mouvements conservateurs, de droite, conformistes sur le plan social, en particulier pour les femmes et les «apostats», et ils représentent une menace pour les minorités religieuses et autres. Les islamistes réformistes sont moins farouchement réactionnaires que leurs homologues les plus militants, mais on ne peut absolument pas les considérer comme progressistes.

La gauche ne peut, en aucun cas, soutenir la répression militaire bureaucratique lorsqu'elle s'abat sur les islamistes – comme cela fut le cas en Algérie dans les années 1990, en Egypte dans les années 1960 ou depuis les années 1980. Même si la répression contribue à faire reculer un peu les islamistes durant un certain temps, elle affaiblit simultanément la gauche, et souvent elle permet aux islamistes de réapparaître, quelques années plus tard, de façon plus militante, plus implacable, et d'être plus largement soutenus qu'auparavant. Le seul pays où la répression semble avoir «marché¹» c'est l'Irak – où l'Etat est encore plus répressif que partout ailleurs dans la région, et où il est structuré de façon quasi totalitaire.

Les islamistes doivent être vaincus «par en bas». Le problème pour la gauche est qu'elle n'a pas su s'implanter dans les quartiers où les islamistes, réformistes ou militants, ont construit des bases solides. Même – et surtout – dans les associations d'étudiants et de professions libérales où les nationalistes laïques se croyaient inexpugnables, ils ont été débordés par les islamistes. Il existe certes des organisations énergiques dans la région qui tentent de faire du travail sur le terrain – des groupes de défense des droits humains, des organisations de femmes, des syndicats, etc. Mais beaucoup d'entre elles ne défendent, volontairement, aucune idéologie, et par conséquent ne peuvent tout simplement pas rivaliser avec la vision globale du monde propagée par les islamistes. Les pauvres, la classe ouvrière et les classes moyennes veulent des réponses politiques – la croissance de l'islamisme le montre bien. Donc, si la gauche veut concurrencer les islamistes, elle a besoin d'être politiquement claire.

En Afrique du Sud, dans les années 1970, des militants de gauche, y compris de nombreux étudiants, ont joué un rôle essentiel dans le démarrage et la construction de syndicats indépendants. Au milieu des années 80, ils étaient devenus des organisations souvent fortes, militantes, et bien organisées, et possédaient un sens solide de leur propre indépendance par rapport au mouvement nationaliste dominant, l'ANC et ses organisations annexes. Mais lorsque le mouvement de masse grandit

¹ Rappelons que ce texte a été écrit en 2002... Aujourd'hui, c'est plutôt le pronostic précédent de l'auteur qui convient parfaitement, hélas, pour décrire la situation de l'Irak (*NdT*).

durant les années 80, les outils politiques limités des syndicats se révélèrent insuffisants pour résister à la puissance des nationalistes bourgeois et des staliniens; le mouvement syndical fut largement coopté par l'ANC. Ce genre de cooptation est encore plus probable dans les pays à majorité musulmane où les islamistes sont solidement implantés dans les quartiers populaires.

Le militantisme syndical et le militantisme local dans les quartiers populaires ne peuvent, à eux seuls, vaincre les islamistes. La politique, et les idées socialistes solidement fondées sur des principes démocratiques et égalitaires, ne sont pas une option supplémentaire dans la construction d'un mouvement véritablement progressiste ; tant qu'aucun cadre alternatif pour discuter politique ne se développe – un cadre qui soit opposé à l'islamisme et au vieux nationalisme – les islamistes sont susceptibles de dominer les mouvements sociaux. Mais cela ne veut pas dire que le syndicalisme et le militantisme local ne sont pas importants. Les islamistes prétendent offrir un système moral cohérent et c'est une de leurs forces ; leur critique de l'Occident est une critique morale (par exemple, lorsqu'ils affirment que les femmes occidentales ne sont pas respectées, que les femmes musulmanes ont davantage de dignité, etc.). Le syndicalisme propose un système moral alternatif – fondé sur le concept de solidarité qui est différent de la conception islamiste ; une vision alternative, celle d'une communauté fondée sur la classe. Il propose également des modèles de démocratie ouvrière authentique.

Le processus de croissance organisationnel prendra du temps et coûtera des efforts. Mais c'est la tâche essentielle aujourd'hui pour les socialistes; les fantasmes insurrectionnels constituent un obstacle. Certains «anti-impérialistes» croient pouvoir privilégier la dimension «révolutionnaire» de l'islamisme, et ils imaginent sans doute que la région connaîtra ainsi une sorte de transformation révolutionnaire. Ils ignorent la vraie question pour les socialistes : comment construire un puissant mouvement ouvrier.

L'Etat et les partis bourgeois libéraux ne sont pas des alliés dans la lutte pour construire ce mouvement. Mais certains individus laïques et libéraux, certains intellectuels le sont certainement, ou peuvent l'être. La tâche stratégique pour les socialistes dans les pays musulmans est d'ouvrir un espace politique pour que les travailleurs s'organisent et que les questions démocratiques viennent au premier plan sans perdre l'indépendance politique ou subordonner la lutte à un schéma du type «D'abord on lutte pour la démocratie bourgeoise, ensuite on se battra pour le socialisme».

Pour que le mouvement ouvrier et socialiste renaisse dans le monde musulman, il est essentiel de remettre en question les interprétations douteuses de notions comme celles de «l'impérialisme» et du «sionisme» ; il faut contester l'idée que le «néo-colonialisme» occidental serait le seul responsable de tous les maux sociaux, ou qu'Israël opprime tous les musulmans, ou tous les Arabes, et pas uniquement les Palestiniens. Un des

éléments qui entretiennent la fureur populaire contre Israël, même si ce n'est pas le seul, c'est que le fait que les régimes arabes réactionnaires ont utilisé cette question de façon démagogique depuis cinquante ans. Un anti-impérialisme démocratique, dont le but sera de construire l'unité internationale des travailleurs, reconnaîtra les droits des Juifs israéliens, et s'opposera avec véhémence à la diabolisation antisémite des Juifs propagée par les islamistes.

La création d'un véritable anti-impérialisme démocratique, et de mouvements ouvriers puissants, est une tâche urgente. Sans une telle solution alternative, l'avenir immédiat dans le monde musulman nous semble plutôt sombre: soit des régimes autoritaires, corrompus et répressifs vont se maintenir au pouvoir (avec peut-être quelques réformettes sous l'aiguillon des Etats-Unis), soit la réaction islamique, potentiellement violente et fascisante, va s'emparer de nombreux des pays. Le renversement de Hosni Moubarak, par exemple, par une «révolution islamique» dirigée par al-Jihad ne serait pas un coup porté contre l'impérialisme, mais contre la démocratie et le progrès, aussi horrible soit le régime qu'il remplacerait. La chute de la dictature pakistanaise aux mains des amis des talibans – et leur accès à des armes nucléaires – serait une effroyable tragédie.

Il y a de l'espoir. La classe ouvrière de l'Iran, de l'Algérie, de la Tunisie, et potentiellement d'autres pays comme l'Egypte et l'Irak, ainsi que du Pakistan et de l'Inde, et d'autres pays plus à l'est, est la clé de cet espoir. En effet, en Indonésie, pays qui abrite la plus grande population musulmane dans le monde, mais où jusqu'à présent le mouvement islamiste militant est faible, dispose d'un mouvement ouvrier indépendant qui commence à remuer, et incarne probablement la plus grande source d'espoir.

Notre tâche est de construire la solidarité avec ces mouvements ouvriers, et avec les forces qui travaillent dans cette direction.

Clive Bradley

Qu'est-ce que la Muslim Association of Britain ?

En Grande-Bretagne, comme en France, en Belgique ou en Hollande il existe des associations musulmanes ayant des ambitions politico-religieuses plus ou moins claires et plus ou moins avouées. Le cas de la MAB (Muslim Association of Britain) est intéressant parce qu'il s'agit d'un petit groupe implanté dans la communauté arabe, et donc minoritaire par rapport à la masse des musulmans britanniques ou vivant en Grande-Bretagne, d'origine pakistanaise. Or c'est justement ce petit groupe que le SWP a choisi d'associer au mouvement antiguerre sous prétexte qu'il pourrait amener beaucoup de musulmans aux manif. On retrouve là un peu le même problème, toutes proportions gardées, que l'intégration de l'UOIF dans le Conseil des institutions musulmanes représentatives de France. Dans un cas, des trotskystes, dans l'autre un ministre de l'Intérieur, choisissent de donner une certaine respectabilité à des groupes politiques (ou religieux, mais pour un islamiste la différence n'existe pas) qui camouflent leur projet véritable pour acquérir une certaine surface médiatique. Et dans un cas comme dans l'autre il s'agit de groupes liés aux Frères musulmans, organisation anti-ouvrière qui sévit un peu partout au Proche et au Moyen-Orient. En Belgique, c'est le Parti du Travail de Belgique (groupe mao-stalinien) qui fait la courte échelle à la Ligue Arabe Européenne. Comme si les musulmans (au sens le plus large, civilisationnel) ne pouvaient être représentés que par des religieux et, de surcroît, par les religieux les plus réactionnaires.... (Y.C.)

P.S. L'article suivant est extrait du journal de l'Alliance for Workers Liberty, *Solidarity* et a été publié dans notre revue en 2004, mais il n'a pas perdu une ride, hélas !

La manifestation organisée par la coalition Stop the War contre la guerre en Irak, le 28 septembre 2002, a été soutenue, entre autres, par la Muslim Association of Britain (MAB). La direction de la coalition Stop the War (dont le *Socialist Workers Party*) a déployé tous ses efforts pour présenter la MAB comme une organisation représentant tous les musulmans de Grande-Bretagne, affirmation fort éloignée de la vérité.

En fait, la MAB est une organisation politique qui a un objectif très spécifique – un objectif réactionnaire, auquel les mouvements étudiant, ouvrier et anti-guerre devraient s’opposer vigoureusement.

Ce que dit la MAB elle-même

Selon le journal *Inspire*, diffusé lors de la manifestation du 28 septembre 2002, dans un article intitulé «Les racines historiques et les fondements» de la MAB, son existence est explicitement liée à la tradition du fondamentalisme islamique des Frères musulmans, dont le but déclaré est «*l’application extensive de l’Islam comme mode de vie afin qu’il ne soit plus cantonné à un rôle seulement religieux*». Lors de la réunion du 11 janvier 2003, un orateur de la MAB a déclaré que son organisation était fière d’être affiliée aux Frères musulmans.

En clair, la MAB ne cache pas qu’elle fait partie d’un courant politique qui vise à établir un Etat régi par la loi islamique, dont les décisions sont prises par une petite élite religieuse et dont la population est soumise à des lois draconiennes fondées sur un texte vieux de 1 300 ans (le Coran) et des traditions réinventées remontant à plus de mille ans. Pour comprendre ce que cela signifie, il suffit de lire un article d’*Inspire* sur «L’islam et les droits de l’homme». Ce texte affirme que celui qui renie l’islam (l’apostat) commet soit «*un crime religieux punissable de mort*» soit, au moins, «*un acte de mutinerie ou de trahison*» qui doit être puni en tant que tel. Les slogans de la MAB, facilement accessibles sur son site Internet, donnent également une idée de sa politique. Prenons par exemple le mot d’ordre : «*Les sionistes hors de Palestine !*»

Etant donné que la vaste majorité des citoyens juifs d’Israël se considèrent comme sionistes, ce slogan ne peut que traduire l’hostilité à la présence même des Juifs en Palestine (position différente de l’opposition à l’occupation israélienne de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de Gaza, ou de la condamnation de la façon discriminatoire dont Israël traite ses citoyens arabes).

Que sont les Frères musulmans ?

Les Frères musulmans, avec lesquels la MAB entretient des liens politiques étroits, sont l’organisation islamiste fondamentaliste la plus importante en Egypte, au Soudan et dans de nombreuses autres parties du monde musulman. Dans les pays où les Frères musulmans ont acquis une influence de masse, ils ont joué un rôle profondément réactionnaire, hostile à la démocratie, au mouvement ouvrier, à la laïcité et aux droits des femmes.

Quelques exemples.

En Egypte, les Frères musulmans ont décrété que l’universitaire musulman Nasr Abu Zaid était un apostat après qu’il eut déclaré que le Coran avait été interprété de différentes façons, dans des contextes historiques différents. Ils essayèrent d’obliger sa femme à divorcer, et le couple dut finalement s’enfuir en Scandinavie.

Au Soudan, un coup d'Etat militaire soutenu par les Frères musulmans a pris le pouvoir en 1989, écrasant les puissantes grèves ouvrières qui avaient paralysé le pays à la fin des années 80, et bloquant ainsi la possibilité d'un traité de paix avec le Sud majoritairement chrétien.

En Palestine, le Hamas était au départ la section de Gaza des Frères musulmans. Et d'ailleurs le site web des Frères musulmans pakistanais (Jamaat-e-Islami) inclut le Hamas dans la liste de ses liens.

En Algérie les Frères musulmans font partie du Front islamique du salut, l'alliance de groupes islamistes qui gagna les élections de 1991. L'armée les ayant empêchés de prendre le pouvoir, il en résulta une guerre civile au cours de laquelle les intégristes massacrèrent des milliers de militants de gauche, d'intellectuels partisans de la laïcité, de féministes et de syndicalistes.

La MAB et la communauté musulmane

La MAB elle-même admet ne compter que douze sections en Grande-Bretagne et reconnaît que ses militants sont surtout Arabes, c'est-à-dire qu'ils appartiennent à une petite minorité de la communauté musulmane britannique. Cependant la MAB dispose de suffisamment d'argent pour imprimer des publications extrêmement luxueuses et mener toute une série d'activités – ce qui amène à s'interroger sur la provenance de son argent. La MAB ne représente pas et ne peut pas représenter toute la communauté musulmane. Elle est farouchement hostile aux groupes musulmans qui sont en désaccord avec elle, par exemple Al-Fatiha, la LGB musulmane. La question fondamentale est la suivante : pourquoi les mouvements étudiant, ouvrier et antiguerre devraient-ils faire connaître un courant politique de droite et l'aider à s'implanter chez les musulmans ? En s'alliant avec la MAB, la coalition Stop the War risque de faire croire qu'elle s'intéresse davantage aux musulmans conservateurs et fondamentalistes qu'aux musulmans de gauche ou partisans de la laïcité (ou qu'aux ex-musulmans qui ne croient plus en Dieu).

Critiquer la MAB n'est pas faire preuve d'islamophobie ni être antimusulman ; beaucoup de musulmans, si ce n'est la plupart d'entre eux, sont fermement opposés au fondamentalisme, et les ouvriers, les femmes et les gens de gauche musulmans sont bien sûr les premières victimes des fondamentalistes lorsque ceux-ci prennent le pouvoir. Ce n'est pas une coïncidence si les mouvements socialiste, féministe et ouvrier dans les pays musulmans sont ceux qui s'opposent le plus violemment au fondamentalisme, puisqu'ils se battent pour sauver leur peau. Le Labour Party du Pakistan, par exemple, considère que le fondamentalisme est un «nouveau fascisme» et que Jamaat-e-Islami représente l'une des plus graves menaces auxquelles doit faire face le mouvement ouvrier au Pakistan.

N'est-ce pas faire preuve d'islamophobie que de supposer que tous les musulmans soutiennent la politique des fondamentalistes ?

La MAB et le mouvement antiguerre

Non seulement l'alliance de la coalition Stop the War avec la MAB risque d'éloigner les musulmans de gauche et ceux partisans de la laïcité, mais elle peut avoir le même effet sur les Juifs, les féministes et bien d'autres gens de gauche. Lors de la manifestation du 28 septembre 2002, il y avait beaucoup moins de groupes musulmans anti-fondamentalistes et de groupes de juifs de gauche que lors de la manifestation contre les bombardements de l'Afghanistan en 2001. Les ressources financières considérables de la MAB lui permettent de mobiliser un nombre significatif de gens ; mais, en supposant même qu'une position clairement anti-fondamentaliste repousse plus de personnes qu'elle n'en attire, le nombre n'est pas tout. Nous croyons que la coalition Stop the War devrait avancer des slogans démocratiques, internationalistes, en faveur de la laïcité, et s'enraciner fermement dans les mouvements ouvrier et étudiant – et, à l'intérieur de ce cadre général, tenter de mobiliser le plus possible de sympathisants.

La politique de la MAB

Les défenseurs de la MAB affirment souvent que cette organisation a condamné les atrocités du 11 septembre et s'est dissociée des activités des groupes islamistes les plus radicaux. Certes, le service d'ordre de la MAB a tenté de contenir des groupes comme Al-Muhajiroun lors de la manifestation du 28 septembre ; et il est vrai que sa politique n'est pas aussi extrémiste que celle d'al-Qaïda. Cependant, cela ne veut pas dire grand-chose. Prenons une analogie : des groupes comme le Front national français ou le FPO autrichien ne sont pas fascistes, au sens où l'étaient les nazis allemands ; il est pourtant indubitable qu'ils font partie du même milieu politique. La MAB se situe à l'extrémité modérée, réformiste, de l'éventail du fondamentalisme islamique, mais fait partie du même spectre politique.

Accepter ces politiciens réactionnaires au sein du mouvement antiguerre, c'est prendre le risque de l'affaiblir et de le marginaliser.

Vickim

Clive Bradley :

Quelques ouvrages sur les aspects complexes de l'islamisme

21 juillet 2005

Des journalistes du *Guardian* au *Socialist Workers Party*, la «gauche libérale»¹ a tendance à considérer que l'islam politique moderne incarnerait une réponse automatique des opprimés et des sans réserves du «monde musulman» face à «l'impérialisme», à «l'Occident», et aux inégalités qui règnent à l'échelle internationale. Cette vision simpliste ne correspond pas aux résultats des études détaillées de l'islamisme publiées au cours des dernières années.

Tariq Ali est l'un des défenseurs les plus francs de cette opinion qui fait consensus au sein de la «gauche libérale». Selon lui, la «Résistance» irakienne dominée par les islamistes doit être considérée comme un mouvement de libération nationale. Néanmoins, son livre (*Le Choc des intégrismes : Croisades, jihad et modernité*, traduit par Sylvette Gleize, Textuel, 2002) brosse un tableau assez sombre de l'histoire de l'islam politique depuis les Frères musulmans en Egypte jusqu'à l'Indonésie et au Pakistan, pays natal de Tariq Ali. Le cadre politique de l'auteur est celui d'un populiste nationaliste – par exemple, dans son récit de la révolution iranienne, il s'intéresse beaucoup plus aux mouvements de guérilla qu'à la classe ouvrière – mais la plupart des détails historiques qu'il donne dans son ouvrage sont précieux.

Mais la meilleure vue d'ensemble de l'islamisme depuis ses origines, des années 1970 à la fin des années 90, est sans doute *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme* de Gilles Kepel (Gallimard, 2000, nouvelle édition Folio, 2003).

L'argument central de Kepel est que l'islamisme militant est sur le déclin, après avoir échoué à remporter des victoires significatives depuis

¹ Je n'ai malheureusement pas trouvé d'équivalent français, mais *liberal left* ne désigne pas du tout les courants de la gauche favorables au «néolibéralisme». C'est une gauche tiersmondiste et altermondialiste, genre *Monde diplomatique* ! Et aussi une gauche «kitsch» ou «invertébrée» (sans principes politiques solides) pour reprendre le vocabulaire polémique de l'AWL (*NdT*).

que l'URSS a dû quitter l'Afghanistan – il a été battu, en particulier, en Algérie et en Egypte, et n'a pas réussi à transformer la Bosnie ou le Kosovo en une nouvelle terre de jihad. A première vue, cette analyse a été remise en cause par les événements depuis le 11 Septembre 2001. Mais les tendances sous-jacentes qu'il identifie me semblent toujours valables. Dans son livre suivant, *Fitna, guerre au cœur de l'islam* (Gallimard, 2004) Kepel actualise ses analyses en examinant l'émergence des néo-conservateurs, l'échec de la stratégie américaine de «nation building¹» en Irak, et le contexte des discussions autour du voile en France. (...).

En raison de l'attention considérable qu'il accorde aux faits et de la fiabilité de ses jugements, je vous recommande de lire en priorité les livres de Kepel.

Al-Qaïda : La véritable histoire de l'islam radical (traduit par L. Bury, La Découverte, 2005) de Jason Burke, journaliste à l'*Observer*, est également riche en détails et retrace l'évolution du plus extrémiste des groupes islamistes. Burke a passé du temps avec des «moudjahidines» en Afghanistan et au Pakistan; son livre est plus journalistique que celui de Kepel. Le principal argument de Burke est que «al-Qaïda» n'est pas un seul groupe. Il existe un petit organisme central autour de Ben Laden; ensuite on trouve un réseau plus large de militants islamistes sunnites influencés par Ben Laden; et enfin il y a des milieux beaucoup plus vastes qui éprouvent de la sympathie pour cette philosophie islamiste profondément conservatrice. En mélangeant les trois cibles, la «guerre contre le terrorisme» crée des problèmes plutôt que de les résoudre.

Le livre de Malise Ruthven, *A Fury for God* (Granta, 2002), décrit très bien le parcours des individus impliqués dans les attaques du 11 septembre 2001 et leur contexte idéologique. L'auteur examine en particulier les mouvements islamistes radicaux qui se sont développés en Egypte dans les années 1970, en s'inspirant du théoricien des Frères musulmans Sayid Qutb, exécuté par Nasser en 1966.

C'est l'un de ces groupes qui assassina le président égyptien Anouar el-Sadate en 1981; ce milieu a continué à fournir des militants qui ont joué un

¹ Plutôt que de «construction d'une nation», il s'agit plutôt d'un projet qui prétend (re)construire un Etat démocratique, en s'appuyant sur l'intervention militaire d'une ou de plusieurs puissances étrangères dans un pays donné. Objectifs officiels : 1) renverser un dictateur mal vu de la communauté internationale ou mettre fin à une guerre civile qui gêne les intérêts économiques ou géopolitiques des grandes puissances ; 2) rétablir l'ordre (quitte à semer le désordre) ; 3) s'appuyer sur la société civile locale (voire la créer ex nihilo !!!) 4) développer l'économie pour amener la prospérité... En bref, une imposture idéologique et un désastre pour les populations concernées (*NdT*).

rôle clé dans le jihad en Afghanistan dans les années 1980, y compris Ayman al-Zawahiri, le «bras droit» d'Oussama ben Laden – en fait, le principal théoricien d'al-Qaïda. La façon dont Ruthven analyse les idées de Qutb est subtile ; il avait développé la même analyse en la plaçant au sein d'un cadre historique plus large dans un ouvrage antérieur *Islam in the World* (Penguin, 1984).

Dans le livre de Paul Berman *Les habits neufs de la terreur* (Hachette Littérature, 2004), on trouve également une très bonne analyse de Qutb, dont l'influence sur la génération actuelle des militants islamistes ne doit pas être surestimée pour autant. Cet ouvrage est un plaidoyer en faveur des récentes guerres en Afghanistan et en Irak dans une perspective de... «gauche». Mais son analyse de Qutb tient quand même la route. Il souligne, à juste titre, que, pour comprendre comment l'islamisme a réussi à croître, et à recruter des jeunes hommes instruits, en particulier, dans le monde musulman – de jeunes hommes qui, une génération plus tôt, auraient pu rejoindre les partis communistes ou les mouvements de guérilla radicaux, nationalistes et laïques – il faut prendre les islamistes au sérieux, comme un courant intellectuel. Les groupes de militants salafistes-jihadistes, en Egypte, en Algérie et ailleurs, et maintenant dans une certaine mesure au moins en Irak, n'ont pas réussi à recruter par hasard: ils sont impliqués dans une opération politique sophistiquée.

Une étude un peu plus ancienne (1992) reste extrêmement utile : *L'échec de l'islam politique* (réédité en Points Seuil, 2015 avec une postface inédite), d'Olivier Roy. Comme Kepel, Roy considère que le projet islamiste est en train de reculer. Il introduit une distinction intéressante entre les islamistes qui rejettent simplement la modernité, et ceux qui, en fait, l'acceptent. En Irak aujourd'hui, par exemple, un groupe comme le Parti Dawa – créé dans les années 1950 – est intrinsèquement «moderniste», structuré comme un parti politique, doté d'un programme visant à la construction d'un Etat national (quoique avec une constitution islamique...). Il s'agit d'une formation très différente, par exemple, des talibans en Afghanistan, qui était profondément passéiste à tous égards. Roy examine l'interaction complexe entre ces différents types de mouvements.

(Incidentement, la meilleure description des mouvements islamistes en Irak est certainement *The Shi'ite Movement in Iraq* de Faleh A Jabar, éditions Saqi 2003. Cet ouvrage offre une source inestimable d'informations sur les partis politiques chiites actuellement actifs en Irak – Dawa, CSRII, etc – mais aussi sur la hiérarchie cléricale autour de l'ayatollah Sistani).

On pourra aussi lire une étude intéressante – et brève – qui expose un point de vue néo-conservateur : *The Islamic Paradox: Shiite Clerics, Sunni Fundamentalists, and the Coming of Arab Democracy* (AEI Press 2004). Son auteur, Reuel Marc Gerecht, collabore au *Weekly Standard* de William

Kristol. Selon lui, les pressions démocratiques exercées sur les élites musulmanes elles-mêmes sont telles que la démocratie de style occidental fleurira dans le Moyen-Orient à relativement court terme. C'est pourquoi, d'après lui, il serait contre-productif de soutenir des «modérés». Son analyse est fort peu convaincante, et son optimisme ne correspond pas du tout aux événements récents.

Ce qui ressort de tous ces livres est l'image d'un mouvement complexe – ou plutôt de mouvements complexes – qui défendent des idées et des programmes politiques spécifiques – pour un Etat islamique, pour le retour à un «âge d'or» s'inspirant de l'exemple de Mahomet, etc. Ce sont des mouvements qui ont cru, décliné, et repris de nouvelles forces en concurrence avec les autres: ils ne représentent pas une simple réaction réflexe contre «l'impérialisme», «l'Occident», la mondialisation ou d'autres pressions externes.

Certains sont plus réactionnaires que d'autres: les groupes les plus violents, dogmatiques sur le plan religieux et anti-occidentaux, comme al-Qaïda, sont les plus réactionnaires. Mais chacun d'entre eux doit être combattu. Mieux les connaître peut nous aider à construire la solidarité nécessaire avec les mouvements ouvriers, démocratiques, laïques, féministes et socialistes qui incarnent le véritable espoir pour l'avenir du «monde musulman».

Clive Bradley

Ardeshir Mehrdad
et Yasmine Mather
**Les rapports de classe
de l'islam politique
avec le Capital
et avec les classes sociales**

[Cet article a été traduit et publié dans le n° 37, en novembre 2006, de la revue *Carré rouge*, aujourd'hui disparue (son site existe toujours). Originellement, la version anglaise, un peu plus longue que sa traduction française par *Carré rouge*, était parue dans le n° 36/35 de la revue *Critique* en juin 2005.]

Les trois dernières décennies ont vu une croissance incessante des mouvements islamiques. L'islam politique est devenu aujourd'hui une réalité incontournable sur la scène mondiale. Les événements du 11 septembre 2001 et ceux qui se sont déroulés depuis n'ont fait que renforcer son importance. Du Moyen-Orient à l'Afrique du Nord et à l'Asie du Sud, il est devenu, au travers de ses différentes manifestations, un protagoniste de tout premier plan, qui doit être analysé à la fois politiquement et théoriquement. La nature contradictoire de l'islam politique implique que ces analyses doivent s'en saisir non seulement par rapport aux intérêts du capital, mais aussi en relation avec le défi qu'il constitue pour les idées socialistes.

Dans de nombreux pays, les mouvements de l'islam politique brandissent leur drapeau en se déclarant «quêteurs de justice», et ils dirigent leur propagande vers les secteurs les plus pauvres et les plus déshérités de la société. Ils se présentent ainsi en rivaux des forces du socialisme et de la gauche. Si l'on veut formuler une stratégie pour relever ce défi, il est nécessaire de comprendre en profondeur l'arrière-plan et les raisons de ces développements. Le présent article entend avancer un certain nombre de thèses préliminaires, fondées sur une esquisse nécessairement limitée et générale des caractéristiques et des particularités des mouvements islamiques.

Dans le contexte des ravages occasionnés par les guerres d'Irak et d'Afghanistan, l'islam politique gagne des positions, et ceux qui l'appuient le peignent comme l'idéologie des pauvres et des dépossédés. Ils

promettent une «vie meilleure» pour les «deshérités», «moins d'inégalités», et «la fin de la corruption» au travers des règles de la «charia» (l'État religieux, confessionnel). Cependant, en Iran, quelque vingt-six ans après avoir accédé au pouvoir avec des promesses du même acabit, le gouvernement islamique est devenu synonyme de cupidité et de corruption. Les clercs immensément riches et leurs familles, leurs proches ont pris la place de la «Cour royale corrompue» et de son entourage. Les pauvres sont sans cesse plus pauvres et les riches plus riches. (La fortune de l'Ayatollah Rafsandjani, le précédent président du régime islamique, qui pourrait bien redevenir son président, est classée comme la 43^e du monde par le magazine *Forbes*.)

QUELQUES TRAITS GENERAUX ESSENTIELS UN PHÉNOMÈNE CONTEMPORAIN

Le «mouvement islamique révolutionnaire» est un phénomène contemporain. Quelle qu'ait pu être l'influence indirecte ou mineure des mouvements islamiques anciens sur lui, il est lié par un cordon ombilical à la forme de capitalisme mondial qui s'est développée pendant les trente dernières années. Les racines sociales des «mouvements politiques islamiques» résident, pour l'essentiel, dans le déracinement de ceux qui, pour un ensemble de raisons, ont été les victimes du chemin emprunté par le développement socio-économique ; et auxquels les nouvelles structures n'ont rien apporté d'autre que la faillite et la ruine. Quelles que soient les variations de sa fabrication sociale dans différentes circonstances, le mouvement panislamique dans les pays plus ou moins développés de la périphérie (avec bien peu d'exceptions) a recruté dans quatre couches principales.

- La première est celle des déracinés et des défavorisés urbains. Ils appartiennent à cette masse de gens qui n'entretiennent pas de relation stable avec le système de production et de distribution capitaliste périphérique en expansion. Ce peuple présenté comme «sacré» a en commun son origine paysanne, le fait d'avoir trouvé «refuge» dans la poussière et la boue des environs des villes comme Le Caire, Alger et Téhéran. Ils sont dépourvus d'avenir, sans espoir, dégradés et sans identité ni droits. Dans les sociétés islamiques, les indigents urbains forment la couche la plus disposée à brandir la bannière des islamistes. Ils sont la base sociale principale du «mouvement politique islamique». Ils en constituent aussi la puissance explosive.

- La seconde est constituée par ces couches moyennes appartenant aux structures précapitalistes. Ces gens ont été ruinés ou marginalisés par l'expansion des structures capitalistes, et leur destin est de lutter de toutes leurs forces pour éviter tout simplement de sombrer dans une pauvreté pire encore. Ils sont importants par l'aide qu'ils apportent dans l'organisation

des mouvements islamiques, et en soudant ensemble leurs soutiens socialement disparates.

- La troisième couche comprend des segments de la bourgeoisie marchande et industrielle qui ont été laissés à l'écart des cercles du pouvoir. Ils se trouvent plongés dans une compétition inégale avec une bourgeoisie privilégiée, du seul fait qu'elle est proche de l'État (ou qu'elle lui est liée), dont la logique a été d'orchestrer le développement à partir du haut. Dans les sociétés périphériques où l'État bourgeois, plutôt que d'être le produit du développement capitaliste, a imposé la croissance du capitalisme par en haut, et où la relation entre pouvoir et capital a été à ce point bouleversée qu'il est plus sûr de se fier au pouvoir pour gagner de l'argent que d'utiliser la richesse pour s'ouvrir les portes du pouvoir, ces couches de la bourgeoisie exclues du pouvoir peuvent être sûres d'être d'éternelles perdantes. Ce sort place les marchands et les manufacturiers dans le même camp que les misérables. Ces gens non seulement remplissent les coffres du mouvement islamique, mais ils peuvent également, pour une période donnée, aider à accroître l'attrait qu'exerce le panislamisme sur les plus pauvres, assoiffés de justice, en mettant en place la charité, les prêts sans intérêts ou autres schémas.

- La quatrième couche est celle des intellectuels dont le standing social a décliné, qui ont tout perdu, complètement ou jusqu'à un certain point, pendant que se formaient les nouvelles structures politiques et civiles. Ces intellectuels voient d'évanouir leur influence et leurs privilèges. Ils sont de plus en plus isolés. Qu'ils soient ou non en costumes religieux, qu'ils soient jeunes ou vieux, que leur retour soit objectivement ou non une réponse à un besoin structurel, ils utiliseront le mouvement religieux pour rétablir leur place dans la société. Ils fournissent les cadres dirigeants du mouvement, ceux qui bouclent le bagage idéologique et couvrent la stratégie politique pour le «mouvement islamique».

CONTRE LES LUMIERES

Le mouvement panislamiste, dans la rébellion que le capitalisme sans espoir a engendrée, repose sur le rejet des Lumières. Les idéologues de cette rébellion doivent devenir hostiles à tout avenir, tourner le dos à la réalité et chercher refuge dans des mythes. Cet obscurantisme, ironie de l'histoire, amène les pauvres déracinés sous le même abri que les riches d'aujourd'hui. C'est un Islam fondé sur la résurgence d'un ensemble extrêmement vaste d'histoires et de mythes ; des idées qui promettent la fin de la misère pour tous ceux qui ont été mis au rebut. Il insiste sur le fait qu'il n'y a pas de solution alternative à un mouvement qui échappe au sens commun et à toute forme de libre-pensée. Il traite en ennemis tous ceux qui préfèrent la pensée scientifique et qui remettent en question les prétendues «certitudes» (*tashkik*). Selon ce point de vue, toute tentative d'aller vers les Lumières, que ce soit aujourd'hui ou hier, relève d'un complot diabolique qui doit être combattu quel qu'en soit le prix.

CONTRE LES REGROUPEMENTS FONDÉS SUR LES CLASSES

Le mouvement panislamique est un chaudron dans lequel toutes les délimitations de classe doivent se fondre. Le mélange hétérogène (multi-classe) du camp islamique dicte une politique qui consiste à nier la guerre de classe, ou au minimum à la marginaliser et à la faire disparaître des préoccupations immédiates. Un bloc social de ce type, qui nie tout caractère de classe, fondé sur une unité culturelle religieuse, n'a pas d'autre choix que de surmonter les antagonismes de classe en son sein entre ceux qui crient famine et ceux qui ont le ventre bien rempli. De loin en loin, «la guerre entre pauvreté et richesse» devient une arme entre les mains du mouvement pour intimider les compagnons de voyage marchands lorsqu'ils deviennent un peu trop remuants, ou pour les contraindre à relâcher un peu les cordons de la bourse. Mais en général, la charia reste fermement du côté de l'«unité» et ceux qui «rompent» cette unité (*monafegh*) sont encore pires que ceux qui ne «croient» pas (*moshrek*). Il manifeste une hostilité sans compromis vis-à-vis du communisme et de toute autre croyance politique qui définirait la société selon ses frontières de classe et qui percevrait les confrontations de classes comme inévitables.

PAS DE FRONTIERES NATIONALES

À chaque niveau du nouveau «mouvement islamique» se dressent ceux qui ne se considèrent pas seulement comme aliénés au sein de leurs frontières nationales, mais aussi de ceux qui ont (pensent-ils) découvert la source de leur destitution et de leur banqueroute au-delà de ces frontières. Dès l'origine, ces mouvements se sont donc tournés vers l'extérieur. L'ennemi étranger est donc considéré comme la cause première de tout ce qui est diabolique ; en créant les mécanismes de privation et de misère, cela garantit que tous les musulmans souffrent partout également d'injustice.

De la même manière, «l'islam politique» ne peut se confiner dans des frontières nationales. Aspirer à quelque chose qui serait moins qu'un pouvoir islamique mondial, fondé sur une volonté islamique mondiale, ce serait reconnaître une défaite complète. Telle est la logique qui préside au refus d'accorder la moindre légitimité à tous les systèmes civils et séculiers qui sont à la base des Etats-nations. C'est le contexte qui explique la contradiction intrinsèque qu'il y a, à la fois, à s'opposer à l'impérialisme et à «l'arrogance» mondiale, mais aussi au nationalisme. Le mouvement islamiste peut ici ou là apporter son soutien à des tendances revendiquant l'indépendance, ou même à des tendances isolationnistes. Mais il est significatif que, dans son rejet des nationalismes, il oppose la nation à l'Oumma (la communauté islamique).

ANTIDÉMOCRATIQUE

Le mouvement panislamique, quelle que soit la manière dont ses différents éléments interprètent «l'islam politique», s'oppose à la démocratie sous toutes ses formes. Les croyances du mouvement, le masquage des classes et la direction historique convergent pour rejeter la

souveraineté populaire et le droit des peuples à décider de leur propre destinée par un vote majoritaire. Il est contraint de situer le droit à la souveraineté hors de portée des gens ordinaires, considérant que c'est son autorité globale qui doit résoudre les contradictions internes et externes du mouvement. La loi divine, où tous les droits appartiennent à Dieu, c'est le seul monde dans lequel il n'y a pas de tensions ni de désaccords. Et seul le divin peut accorder tel ou tel droit sur terre à des gens choisis, que les islamistes en question portent ou non des vêtements ecclésiastiques.

Qui est investi de ce don divin ? C'est une affaire que doivent régler entre eux ceux qui ont été «choisis». Le droit du peuple à voter sur la base d'«une personne une voix» peut, au mieux, n'être accepté qu'une fois. Cela se pose lors de la décision initiale : pour ou contre la république islamique. Ensuite, la seule fonction politique du peuple est d'exprimer son allégeance (*beia'a*) aux élus (*nokhbegan*).

La démocratie est un mécanisme institutionnel permettant d'établir une base légale pour gouverner. L'islam, lui, ne reconnaît que des personnages particuliers : un gouverneur, un *vali* ou un calife. Il ne reconnaît pas des institutions gouvernementales. Pourtant, dans la pratique, il peut institutionnaliser le droit de prendre des décisions à une petite coterie de *nokhbegan* et d'autorités religieuses (*mujtahed*), c'est-à-dire ceux qui ont la capacité et le «savoir» permettant d'interpréter la loi divine dans chaque circonstance. La reconnaissance de ceux qui détiennent cette capacité est dans les mains de ceux qui ont prouvé leur «savoir» auparavant. C'est ainsi que la question du «qui décide ?» se mord la queue.

LA NÉGATION DES DROITS DU CITOYEN

Même si l'on oublie un instant la question du pouvoir politique et du gouvernement, le mouvement panislamiste ne peut accepter aucun droit pour ses citoyens. Et même si nous laissons de côté le fait que la charia islamique considère que les femmes sont la moitié des hommes (destin considéré comme entièrement compatible avec la «justice»), les femmes feront à peine mieux dans l'utopie que le mouvement islamique défend. Le caractère sanctifié de la famille est fondamental pour la reconstruction de ce «paradis perdu», et les valeurs qui le cimentent exigent une définition sans ambiguïté de la femme : elle est d'abord une épouse, puis elle est une mère. En dehors du cadre islamique s'ouvre le monde de la corruption. Peu importe à quel point l'islam politique attaque verbalement les droits de l'Homme et le miracle de la féminité, il ne peut en tout cas pas reconnaître des valeurs qui dépassent les frontières dans ce monde-là. Parfois, telle ou telle religion peut être mieux traitée pour des objectifs politiques, de telle manière que ses fidèles se verront conférer un statut équivalent à celui des musulmans.

Mais pour l'essentiel, les non-musulmans sont des citoyens de seconde zone, ou pire encore. Ceux qui appartiennent aux religions proscrites, comme les Baha'i, sont condamnés à se repentir ou à mourir. Si

aujourd'hui l'apartheid religieux est mis au rencart, demain, la conscience d'un Islam puissant et dominant ne marchera pas sans que les non-musulmans trouvent leur position «juste». Si les non-musulmans sont aujourd'hui exemptés du paiement de l'impôt religieux (*jezzieh*), ils verront bien vite que cela s'ajoutera à leurs dettes futures. En somme, la souveraineté du peuple est un concept étranger au mouvement panislamique, qui, de manière plus inquiétante, cherche activement à la détruire tout simplement.

JIHAD ET TERRORISME

Le panislamisme est un «jihad». Le déraciné qui décide qu'une «roue qui ne tourne pas dans le sens de ses besoins ne devrait jamais tourner», et qui ne voit pas de raison de dénoncer la misère d'aujourd'hui si cela ne mène pas à l'utopie de demain, peut n'avoir d'autre recours que l'épée. Aucun environnement ouvert et libre, aucun système démocratique ne peut garantir les objectifs qu'il se fixe. Même si le panislamisme peut, dans certaines circonstances, accéder au pouvoir par des moyens légaux, le terrain sur lequel il entre est une arène guerrière et c'est un devoir quotidien que d'appuyer sur la gâchette. Le recours au terrorisme sous toutes ses formes ; l'organisation semi-militaire de cette partie de la base sociale qui peut être mobilisée ; la création d'institutions militaires professionnelles ; les tentatives pour infiltrer et pour recruter dans les forces armées des pays islamiques : ce sont autant d'actions qui ne peuvent être arrêtées ni même différées dans le temps. Le Jihad est la route qui mènera le panislamisme à la Terre promise.

La crise économique endémique et l'affaiblissement régulier des gouvernements accroissent l'intervention du capital globalisé dans les affaires internes des pays islamiques. Ce processus a atteint un point où les ministres de l'Économie et des Finances de nombre de pays islamiques deviennent des opérateurs impuissants pour les centres où se prennent les décisions du capital globalisé. Ils contraignent la vie socio-économique de leurs pays à des restructurations majeures et fauteuses de crises. Ils président à des politiques qui provoquent un chômage massif et le désespoir des populations. Une inflation chronique vient périodiquement ravager de maigres réserves. Une crise du logement aiguë enflamme les batailles incessantes entre les gardiens des villes et les vagues incessantes de migrants. Et les mesures de santé inexistantes transforment les hôpitaux en morgues. Les exigences sauvages du FMI et les limitations de crédits imposées par la Banque mondiale contraignent les gouvernements de la périphérie à se retourner contre leurs propres peuples.

Le peu qui reste des largesses de l'État, sous la forme de subsides, s'est asséché. Des millions en ont été déchus, laissés sans protection face à la misère, à la famine et à la maladie. Ce sont les gens qui ont porté sur leurs épaules les panislamismes égyptien, tunisien, marocain et algérien. Les savants de l'Islam feraient mieux de fouiller les archives du FMI et de ses

réseaux financiers plutôt que de chercher les traces anciennes de l'islam politique : ils économiseraient l'argent de leurs institutions (officielles ou non officielles). Ils y trouveraient les directives qui éclairent la cause des plaintes de leurs peuples.

LA CRISE DE L'HÉGÉMONIE POLITIQUE

La crise du centre vers la périphérie du capitalisme est la condition première des désordres et des soulèvements des masses dans les sociétés islamiques. Mais la crise générale ne peut par elle-même diriger organiquement la révolte dans un sens particulier, que ce soit vers le panislamisme ou, qui sait, vers le progrès et le socialisme. Sans un certain ensemble de circonstances dans la sphère politique et idéologique, et dans l'arène du conflit de classe et des relations sociales, le panislamisme n'aurait pas été capable de se développer en mouvement de masse important. Une pleine compréhension nécessiterait une discussion complète de la manière particulière dont se forment les structures politico-idéologiques dans les sociétés périphériques. Cela va au-delà du propos de notre article, mais il est tout de même utile de rappeler certaines choses.

Tout d'abord, bien que dans la majorité des sociétés dont nous parlons le mode de production capitaliste domine, la bourgeoisie ne s'y est pas pleinement développée comme classe hégémonique. L'immaturité de la bourgeoisie dans ces formations sociales est facile à voir dans sa personnalité politique et idéologique anémique. Pour cette raison, l'idéologie dominante, dont le premier prérequis est d'avoir obtenu le consentement volontaire des masses à l'ordre existant, ne contient au mieux que quelques éléments de pensée bourgeoise. Elle est faite d'un mélange de nationalisme, de dogme religieux, d'éléments d'idées petites-bourgeoises, de valeurs patriarcales et tribales, en même temps que de certains aspects de libéralisme. [...]

Mais à l'opposé, la classe ouvrière est sans force, non seulement du fait de sa jeunesse relative et de son immaturité politique, mais aussi parce qu'il lui manque une base idéologique efficace. Le «marxisme-léninisme» empaqueté dans les «académies des sciences» des pays du bloc «socialiste», conjugué à diverses théories de la voie «non capitaliste au socialisme», n'ont en rien aidé la classe ouvrière à s'unir. Bien au contraire. Ces théories ont rationalisé l'émiettement du mouvement politique et syndical en petits regroupements, et l'effondrement d'autres sections de travailleurs dans la passivité ou dans la reddition ouverte. Dans certains pays, les partis communistes ou ouvriers sont allés jusqu'à se liquider eux-mêmes et à s'intégrer aux partis dirigeants (en Égypte, par exemple).

Dans d'autres, il y a eu un processus inexorable de distanciation entre la masse des travailleurs et les organisations politiques fondées sur eux. Pour compléter le tableau, il y a eu une répression policière systématique. Tout cela réuni explique pourquoi, à une époque où les conditions pour le développement d'un pôle de classe opposé à la bourgeoisie étaient à leur

zénith, la classe des travailleurs est restée plus faible et sans recours que jamais. Cet équilibre catastrophique entre les deux pôles de classe principaux dans la société a moins entraîné une paralysie politique que créé un vide, à la fois de la représentation politique et de la légitimité. Dans des situations de ce type, la voix qui vient des minarets devient de plus en plus audible. Un amalgame bariolé de couches sociales est attiré par l'invitation au jihad, puisant apparemment son idéologie dans de vieux contes et légendes, mais surgissant en vérité des ruines, du chaos et du gâchis actuels.

LES FACTEURS QUI ONT FACILITÉ LA PERCÉE

- Pour commencer, il y a la présence d'un «establishment» religieux officiel avec un réseau de mosquées et d'écoles ; une abondance de cadres payés ; des racines fortes, dans une certaine mesure indépendantes de l'État ; la capacité à être en contact direct quotidien avec le peuple ; et enfin certaines immunités légales et politiques, et nombre de privilèges sociaux et légaux. Quel que soit le contrôle exercé sur cet establishment religieux, il demeure l'arsenal idéologique principal et l'arrière-plan politique durable du panislamisme.

- En second lieu, il faut mesurer le rôle de l'attitude des responsables politiques vis-à-vis de la religion. Dans la plupart des pays islamiques, en dépit de la séparation progressive de l'État et des structures religieuses, et des hauts et des bas dans leurs relations, une certaine forme d'alliance effective a toujours été maintenue. Son premier objectif a été de combattre la gauche et le mouvement ouvrier. Dans les moments où les mouvements ouvriers et démocratiques ont tendu à se rejoindre, menaçant les systèmes despotiques et autoritaires, l'appareil religieux a joint ses forces à l'armée et à la police pour mener la répression. En retour, de temps en temps, l'État a agi pour élargir le réseau des écoles religieuses et des mosquées ; pour faciliter l'établissement d'entreprises et d'environnements favorables à des sociétés islamiques ; et pour promouvoir l'influence politique de l'establishment religieux par le biais d'organisations culturelles, culturelles et charitables.

Dans les conditions d'un État avec parti unique, il y a eu finalement tolérance vis-à-vis de l'activité (pratiquement comparable à celle d'un parti) des fractions religieuses dans le parti dominant et dans le gouvernement. Sans analyse sérieuse du rôle de l'État dans les sociétés islamiques, et sans prendre en compte les relations entre religion et État, il est impossible de comprendre comment les sociétés islamiques sont restées sans défense face à l'obscurantisme religieux grandissant et aux mouvements politiques réactionnaires.

- Le troisième facteur a été la politique impérialiste pendant la Guerre Froide. Pendant cette période, l'une des armes les plus importantes des puissances impérialistes contre les mouvements de libération (et les mouvements pour la liberté et le socialisme) dans les pays islamiques a été la religion. L'impérialisme a utilisé l'arme religieuse (au travers de groupes,

de partis ou d'hommes d'influence) pour provoquer des scissions dans le mouvement ouvrier, saboter les mouvements progressistes et nationalistes, et même déstabiliser les gouvernements anti-impérialistes ou ceux qui étaient les alliés de l'Union soviétique. On peut en dresser une liste incomplète.

Premièrement, l'aide donnée aux Frères musulmans contre le régime de Nasser et contre le parti Baas en Syrie. Ensuite, le soutien au Amal islamique au Liban comme contrepoids à l'OLP et aux leaders et partis progressistes dans ce pays. Troisièmement, le renforcement de la Fadaiyan-e Islam, et de mollahs comme l'Ayatollah Kashani, en opposition au gouvernement du Dr Mossadegh et au parti Toudeh (communiste) en Iran. Quatrièmement, le massacre d'un demi-million de communistes en Indonésie. Cinquièmement, la mobilisation de partis et d'organisations semi-militaires en Afghanistan et la fourniture d'un soutien matériel illimité à leurs efforts pour renverser le gouvernement marxiste. [...]

Le soutien a pu prendre diverses formes, qui ont joué un rôle important dans la Guerre Froide et accru l'influence religieuse de l'Islam dans les sociétés musulmanes. Nous en apprécions aujourd'hui les graves conséquences.

- Le quatrième point est l'effet des crises politiques régionales sur le développement d'ensemble du mouvement panislamiste. L'impasse des relations arabo-israéliennes en général, incluant les questions de la Palestine ; l'occupation de territoires libanais, syriens et jordaniens ; et la persistance d'une mobilisation militaire et de confrontations militaires sporadiques a aidé le mouvement panislamique. Rien ne nuit davantage à la mise en place d'un nationalisme arabe laïque que l'humiliation des gouvernements arabes par Israël. [...]

- Cinquième facteur, la révolution iranienne de 1979. L'arrivée au pouvoir du premier gouvernement islamique, plaçant le panislamisme au centre de son programme politique et idéologique, a joué un rôle fondamental dans la propagation de l'«islam politique». Le gouvernement iranien n'aurait en aucun cas pu se contenter, même momentanément, d'une influence seulement indirecte sur les mouvements islamistes. Dès le début, il a fait tout ce qu'il a pu pour les influencer directement et s'assurer de leur direction. Tous les mouvements islamiques ont été soutenus financièrement, d'un point de vue logistique, mais aussi par le biais d'un entraînement militaire. Plusieurs groupes et organisations ont été remaniés.

Là où cela a été nécessaire, le régime iranien a fait appel à des factions radicales au sein des organisations islamiques pour provoquer des ruptures. Il s'est engagé lui-même dans une organisation extensive de cellules terroristes ou de type jihadiste, et s'est engagé dans une bataille pour donner forme à une internationale islamique. Enfin, il a mené une guerre longue de huit années avec l'Irak, qui avant tout consistait à «exporter la révolution» par des moyens militaires. La République islamique d'Iran

n'est plus seule aujourd'hui à «exporter le mouvement panislamique». D'autres États, comme l'Arabie saoudite et le Pakistan, font activement des offres pour s'emparer du leadership du mouvement islamiste, pour en influencer l'orientation et pour répandre des illusions religieuses et des superstitions.

- Sixièmement, nous devons nous intéresser aux effets de l'effondrement de l'Union soviétique et, tout spécialement, de l'annonce du «nouvel ordre mondial» de Bush, dont les effets après-coup, au moins dans un avenir prévisible, nourrissent le radicalisme aveugle et «l'anti-impérialisme» militant, les islamistes préférant le terme «*estekbar*» (que l'on peut traduire par «arrogance») au mot «impérialisme». [...]

En détruisant les crèches et les hôpitaux en Irak, les avions étasuniens et alliés ont enrôlé de nouveaux millions d'opprimés derrière les Omar Abdel Rahman et les Ali Belhadj de ce monde. Les porte-parole du monde impérialiste peuvent clamer leur innocence lorsqu'ils dénoncent les dangers du «fondamentalisme islamique» et mettent en garde contre le «fanatisme» qui menace la sécurité et la stabilité de la civilisation mondiale. Ils savent mieux que quiconque que le système capitaliste global a lui-même créé les conditions du fondamentalisme et du fanatisme islamiques. [...]

IMPACT DE L'ISLAM RADICAL SUR LA SOCIÉTÉ

De l'économie à la politique, de la science à la culture, partout où passe le panislamisme, il laisse une traînée de conflits, de contradictions et de crises. Il a pour effet de mettre à mal le potentiel d'action de classe pour la démocratie et pour le progrès culturel, à un moment où les sociétés sont de plus en plus polarisées et ceux d'en bas de plus en plus spoliés, au moment où elles doivent faire face à de graves problèmes psycho-sociaux. Ses effets désastreux sur la vie sociale varient en étendue et en profondeur à différents stades de son développement, et peuvent même parfois paraître contradictoires avec ses propres intérêts, mais on retrouve toujours un motif reconnaissable dans son développement.

L'ISLAM POLITIQUE DANS L'OPPOSITION

L'islam politique divise la société civile à tous les niveaux, tout en laissant intactes les structures de l'État. Chaque catégorie d'organisation de classe, d'institution, de parti politique, de syndicat ou d'association subit la division, selon des lignes de confrontation de type religieux. Les syndicats ouvriers et paysans islamiques, ainsi que leurs associations se dressent face à leurs équivalents non islamiques. Rien n'échappe à cette division, pas même les organisations bourgeoises. Fracturées en catégories islamique et non islamique, les gens se jettent des regards haineux de part et d'autre d'une division idéologique qui entraîne des transformations majeures dans les regroupements de classe. Des blocs nouveaux, qui, fondamentalement, ne sont pas des blocs de classe, se forment. Les syndicats, là où ils existent se rangent aux côtés du capital, «islamique» ou «laïque», sous le parapluie de l'«Islam» ou de la «laïcité». Parallèlement, une forme embryonnaire de

bonapartisme émerge, préparant une forme alternative d'État. Toute potentialité d'action de classe progressive est systématiquement rognée.

DANS L'OPPOSITION, ÉROSION DE LA DÉMOCRATIE

Toutes les structures et les institutions démocratiques sont elles aussi divisées. On voit la création d'associations musulmanes de médecins, d'ingénieurs, de juristes, d'enseignants, d'étudiants ou de femmes, distinctes des regroupements non islamiques. Les médecins musulmans ne peuvent plus défendre les besoins de leur profession aux côtés des médecins non musulmans. Pire : leur mission de combattre l'athéisme et le blasphème prend le pas sur toute autre mission. [...]

Le mouvement panislamique dresse une partie de la société contre l'autre. La division apparaît même dans certaines industries dans les pays appartenant au cœur du capitalisme. L'effet inévitable et tragique est de créer des alliances artificielles partout dans la société, sur la base du sexe, de la religion ou de l'ethnie. La femme est dressée contre la femme, le professeur contre le professeur, le travailleur contre le travailleur. Lorsque des femmes musulmanes s'organisent séparément des autres femmes, non seulement elles affaiblissent le mouvement des femmes dans leur combat pour des droits démocratiques, mais elles mettent en péril la capacité de ce mouvement à conserver des acquis antérieurs. Nous assistons à ce spectacle tragique de femmes qui perdent volontairement leurs droits en consentant à leur propre esclavage. Tout cela constitue un défi au mouvement démocratique, et c'est le défi le plus important qui lui est lancé. Au fur et à mesure que ce potentiel s'érode, un espace est créé, où les graines d'un futur despotisme religieux sont plantées.

De manière paradoxale, plus les masses occupent la scène, plus grand est le pouvoir des dirigeants. Il y a vraiment une relation inversée entre représentation et mobilisation des masses. La direction de ces mouvements se nourrit de l'activité des masses. Ses pouvoirs deviennent de plus en plus concentrés et insaisissables en relation directe avec leur capacité à porter les masses sur la scène politique. Le rôle joué par les masses, dans ces circonstances, ne traduit pas le fait qu'elles exercent leur volonté politique, mais plutôt qu'elles en sont dépouillées. Là où les masses sont réduites à l'Oumma (à la famille des croyants) de l'imam ; là où, dans la forme idéale, elles sont les disciples des autorités religieuses (*marja'a*), plus elles font sentir leur présence dans l'arène politique, plus grande est l'autorité des leaders, des imams et du clergé. S'évanouit le rôle de l'individu avec ses droits démocratiques dans une société, et avec lui l'État. La base démocratique de la société est affaiblie. Les racines d'un futur despotisme religieux sont plantées et les fondations d'une structure politique ultracentralisée et centrée sur un leader sont creusées.

DANS L'OPPOSITION, LA DÉGÉNÉRESCENCE CULTURELLE

Dans une société qui donne naissance à un mouvement islamique radical, ce sont les éléments constitutifs de la culture qui en pâtissent en

premier. La sphère culturelle se désintègre en de nombreux noyaux toujours plus petits, en conflit les uns avec les autres, que rien n'unit plus que la croyance en l'absolu. Ce processus calamiteux ferme effectivement la route à tout progrès culturel. La pensée scientifique, les sciences expérimentales, la philosophie aussi bien que les valeurs qui en émanent sont isolées par des structures culturelles absolutistes. La quête de l'absolu, le combat pour annexer le savoir à un monopole idéologique intégré et dominant, devient l'éthique sociale dominante. On assiste de même à un retour vers le paternalisme le plus extrême, vers la superstition et le machisme, approfondissant les racines des idées qui créeront au bout du compte, puis garantiront, les structures ultra-conservatrices, absolutistes et despotiques de l'État islamique [...].

Le potentiel intellectuel de la société est progressivement réduit. La pensée, dans toutes ses manifestations, est asservie à la croyance et à l'éthique islamique. Les questionnements sceptiques, si essentiels à la pensée scientifique et philosophique, sont rejetés comme des armes diaboliques. Que ces pressions sur la pensée indépendante se combinent aux attaques quotidiennes contre le modernisme et tout ce qui est nouveau, et les éléments d'une vie intellectuelle rigide et stérile sont en place. À la place, nous avons une situation qui engendre la servitude intellectuelle, la démagogie et l'obscurantisme ; et dans laquelle le despotisme religieux peut se développer.

DANS L'OPPOSITION, LES MUTATIONS DE LA PSYCHOLOGIE SOCIALE

De manière plus insidieuse encore, le potentiel psychologique de la société est empoisonné, et avec des effets désastreux. Un mélange corrosif d'absolutisme et de culte du pouvoir, juxtaposé au fait de placer la croyance monopolisée au centre du système de valeurs sociales d'une société polarisée mène à un culte de la violence. Le processus idéologique engourdit les sens, créant un penchant à accepter une mentalité militariste, policière. Cela peut s'exprimer dans l'exhortation à la violence du jihad (la guerre sainte) ; ou sous la forme de la *amre be ma'aruf* (le devoir de punir ceux qui n'observent pas les lois islamiques) ; sous la forme du culte des martyrs et du «sang» (en témoigne la fontaine crachant du sang dans le «cimetière des martyrs» de Téhéran) ; mais aussi les mutilations que l'on s'inflige lors des commémorations des saints et des martyrs. Tout cela, et bien d'autres choses, crée une atmosphère dans laquelle les actes de violence et le fait de verser le sang deviennent des normes sociales. [...]

Une culture a été créée, fondée sur la haine d'êtres humains «autres». La méfiance, la peur, la tension imprègnent chaque cellule de la société. Main dans la main avec cela se répand la culture de l'espionnage et des plongées indiscretes dans la vie d'autrui, à la maison, au travail, à l'école et au collège. Une partie de la société consacre une partie considérable de son temps et de son énergie à rapporter les «mauvaises actions» de l'autre. La

corruption des relations familiales, humaines, professionnelles et autres ne peut être sous-estimée. Il est assez ironique qu'une religion qui s'acharne à faire de la famille le pilier de la société déchire la famille en permettant à l'un de ses membres d'interférer, quand ce n'est pas d'espionner l'autre partie. Une culture se bâtit ainsi sur la déloyauté, sur la trahison. D'autres effets négatifs s'y ajoutent. La religion accroît le pouvoir du mâle, du *khan* et du *mollah* ; elle pousse à une acceptation sans question de la sagesse reçue ; elle encourage un populisme brut ; elle promeut la réduction de concepts difficiles à des absurdités simplistes ; et elle prépare un terrain fertile pour l'apparition d'une religiosité et d'une croyance dans le surnaturel. À terme, cela donne la méfiance sociale et crée les bases d'institutions à venir à la fois militaro-policières et idéologiquement répressives.

L'ISLAM POLITIQUE AU POUVOIR : LA SPHERE POLITIQUE

Lorsque le panislamisme conquiert le pouvoir et crée un État dans lequel la religion prend les rênes, son effet sur la société en devient infiniment plus important encore et a des effets à long terme. Certains de ces effets survivront sans aucun doute après que les régimes islamiques seront retournés à l'oubli dont ils ont surgi. Comme nous l'avons vu, les racines de ce qui devient l'État islamique sont plantées bien avant que l'islam politique n'arrive au pouvoir.

Des changements majeurs sont déjà venus polariser la société, ses ordonnancements politiques, sa vie culturelle et intellectuelle, sa psychologie sociale et son système d'éthique sociale. Les valeurs idéologiques et politiques qui ont obstinément survécu pendant des siècles sont maintenant remises en service. Ce que nous voyons est, en effet, une tendance irrésistible à l'abolition de tout ce que représente l'État moderne, à mesure que son indicateur majeur, sa superstructure séculière (la séparation de la politique et de l'idéologie, en particulier de l'idéologie religieuse) sont mis à mal. La loi de la charia remplace la loi laïque. Un système juridique fondé sur le vote parlementaire, la rationalité et les besoins humains contemporains est remplacé par des besoins présentés comme sacrés et éternels.

Un processus est lancé pour transformer les structures générales du pouvoir politique, donnant aux institutions idéologiques des positions clés dans l'exercice de ce pouvoir. De mécanisme pouvant contrôler les tensions socio-économiques d'un pays, l'État se mue en cause de ces tensions et de ces crises sociales. La contradiction entre un État religieux-idéologique et sa base laïque, matérielle, rationnelle, crée une situation de crise permanente. Un despotisme religieux s'établit, dans lequel le pouvoir islamique dominant crée un nouveau système légal, où le droit de gouverner à chaque niveau (législatif et judiciaire) est dévolu au divin, exercé seulement au nom de Dieu par certaines parties du clergé. L'égalité formelle des citoyens face à la loi, chère à l'État moderne, est abolie. Elle

est remplacée par un système légal où le «gouvernement des ayatollahs dirigeants» se tient, et comme une autorité, au-dessus des masses.

L'ISLAM POLITIQUE AU POUVOIR : UNE STRUCTURE ÉTATIQUE SANS CESSER PLUS IMPORTANTE ET PLUS INTERVENTIONNISTE

On peut en examiner trois aspects principaux.

- Ce qui se passe en fait, c'est que la société civile est plus ou moins abolie. Une partie est absorbée par l'État, tandis que le reste disparaît. Sous-tendant ce processus, il y a le déni de l'indépendance de l'espace privé par rapport à la sphère publique. Le gouvernement islamique ne reconnaît aucune limite. Aucun aspect de la vie n'est considéré comme privé et comme échappant au contrôle de la loi divine, ou à celui des représentants de Dieu. Cette conception totalisante sous-tend le besoin de mettre à mort le concept même de société civile.

Le secteur reconstitué acceptant l'idéologie dominante est incorporé organiquement à l'État. Les secteurs qui persistent dans leur existence séculière sont annulés. Des civils sont mobilisés dans des bandes facilement mobilisées pour attaquer des librairies ou des groupes dissidents, la «mobilisation des dépossédés» (*basij mostaz'afin*) pouvant inclure des millions d'individus. Des sociétés islamiques sont créées et des shuras (des comités) islamiques de travailleurs, par exemple, d'artisans, de commerçants se créent autour des mosquées, les Hosseiniehs, les institutions de la Prière du Vendredi, etc. Tout cela permet à l'État islamique de lancer ses tentacules dans chaque foyer. Peu d'associations professionnelles, de groupes culturels ou politiques y échappent. [...]

À terme, même les institutions qui sont dans une certaine mesure indépendantes des partis, comme les syndicats, sont abolies, ou au moins transformées en appendices de l'appareil de police ou de sécurité, ou de l'encadrement du bureau ou de l'entreprise. Les vestiges de la société civile, en somme, sont soit militarisés soit embrigadés religieusement comme auxiliaires de l'État dans son travail de contrôle policier ou idéologique. Ce processus conduit à un gonflement de la bureaucratie de l'État ; à une réduction de la productivité ; à un obstructionnisme ; à la multiplication des centres de pouvoir et des institutions parallèles ; et à la corruption, la subornation et le népotisme. La bureaucratie croît numériquement, mais son pouvoir, paradoxalement, s'érode. Plus le pouvoir de l'État est grand, plus l'État devient «privé». Non seulement l'État moderne est aboli, mais l'État qui le remplace devient le représentant, non des intérêts généraux du capital, mais plutôt des intérêts particuliers de capitaux spécifiques.

- Le second phénomène est le processus de dépolitisation des masses qui se fait derrière son apparente politisation. Le panislamisme au pouvoir maintient l'ensemble de la société dans un état de mobilisation permanente. Une partie de la société impose un contrôle d'État, l'autre partie s'y opposant par tous les moyens possibles. La société est divisée en deux

camps opposés : le religieux et le séculier. Mais paradoxalement, cette politisation permanente a tendance à créer son opposé, dans ce sens que l'épuisement devient de la dépolitisation. Une fois que la dépolitisation se répand sur les deux camps de la société, avec une formation de classe et une base politique atomisées, l'espoir à terme de changements et de progrès vers la démocratie est sérieusement affaibli. L'avenir de ces sociétés est vraiment sombre.

- Le troisième point concerne l'inégalité des citoyens devant la loi. L'égalité des citoyens forme la base légale de l'État moderne. Cela aussi est nié dans les sociétés islamiques où l'interférence de l'idéologie crée plusieurs strates légales dans la société. Il y a par exemple des lois sur l'héritage différentes pour les femmes et pour les hommes ; pour les musulmans et pour les non-musulmans . L'Islam radical crée des citoyens égaux lorsqu'il s'agit d'obéir aux lois, pas quand il s'agit de les changer. L'homme ne peut rejeter des lois qui ont été ordonnées par Dieu (et telles qu'elles ont été interprétées par les religieux).

L'ISLAM POLITIQUE AU POUVOIR : L'ÉCONOMIE

Peut-être plus que dans tous les autres domaines, l'arrivée au pouvoir d'un mouvement panislamiste porte les sociétés qu'il gouverne à entrer en conflit avec leurs propres infrastructures matérielles. Si le rôle principal de l'État devrait être partout, y compris dans les pays islamiques, de garantir «les conditions externes de production», l'État islamique nourrit une crise économique multidimensionnelle et permanente. En particulier, l'État islamique idéologique ne peut pas utiliser pleinement les différents leviers grâce auxquels, dans le cadre du capitalisme, la plupart des États régulent l'économie : le droit, la monnaie et la force. L'idéologie affaiblit d'abord l'utilisation du droit, l'un des instruments interventionnistes les plus puissants dans les mains de l'État. Les éléments rationnels et objectifs du droit sont obscurcis par des considérations idéologiques et politiques. [...]

L'idéologie limite et obstrue également le jeu des lois du capitalisme, y compris sa loi fondamentale, celle de la valeur. L'égalité d'un bien dans l'échange est éclipsée par son inégalité dans le domaine idéologique : la loi de la valeur est contrainte ou rendue conditionnelle. Un certain libéralisme va de pair avec cette limitation. La propriété est valide aussi longtemps qu'un impôt religieux est payé, et qu'elle a été obtenue par des moyens «légitimes» (*mashrou'*). Un élément idéologique entre ainsi à la fois dans la propriété et dans l'échange de propriétés. Un bien utilisé à des fins non islamiques (par exemple, pour distiller) ou pour lequel un impôt religieux n'a pas été acquitté est illégitime et ne peut être échangé. Le commerce est lui aussi affecté par l'idéologie (certains biens de consommation, comme l'alcool, la littérature ou les films «immoraux», des vidéos, certains articles vestimentaires, etc. ne peuvent être vendus ni achetés). La monnaie est un levier vital pour l'intervention de l'État dans l'économie.

Pour cela, elle doit être soumise aux besoins de la production et de la

circulation. L'État religieux, au contraire, utilise la monnaie pour répondre à ses besoins politiques et idéologiques. Le volume de monnaie en circulation est autorisé à croître à un taux incontrôlé, selon des considérations purement politiques. La masse monétaire n'est plus un élément de stabilisation dans l'économie, mais devient une source d'anarchie. De très importantes quantités de monnaie s'accumulent dans les mains de très peu de particuliers, face auxquels l'État se trouve confronté, viciant son contrôle et déterminant même ses actions. Comme dans le cas de la loi, la monnaie est utilisée pour compenser les contradictions entre l'État idéologique et sa base matérielle économique. Ce faisant, il déstabilise l'économie au lieu de la stabiliser.

En ce qui concerne l'usage de la force, son utilisation comme outil purement répressif est plus évidente dans la sphère économique que dans toute autre. La force n'est pas déployée comme elle l'est dans un État capitaliste «normal» pour supprimer les conflits et les contradictions entre les divers secteurs de l'économie, ou pour colmater les fissures de manière que les conditions de la reproduction du capital soient optimisées. Elle est utilisée au contraire pour étouffer les conflits et les contradictions entre l'économie comme un tout et le pouvoir politique dirigeant.

L'usage de la force, qu'elle soit matérielle ou idéologique, c'est-à-dire qu'elle prenne la forme de l'expropriation, de la suspension légale, des contraventions, des emprisonnements, etc., ou de la dénonciation, du haut de la chaire, d'une activité comme diabolique et non islamique, a une conséquence : elle crée une forte insécurité dans le domaine de l'économie. Il en résulte la création d'un réseau complexe de structures non économiques, entrelacées à une structure de capital parasitaire qui n'a pas de comptes à rendre. Un périmètre défensif puissant est alors construit autour de cette alliance, la protégeant à la fois contre la coercition idéologique-matérielle de l'État et contre le jeu du marché. Cette puissante structure de type mafieux a, à l'une de ses extrémités, le «bazar» et les mosquées et, à l'autre, les forces armées et les tribunaux religieux. Tel est le sort inévitable des sociétés qui ont la malchance de vivre sous un régime panislamique. [...]

Le capital, tant domestique qu'étranger, y est peu motivé pour investir dans des projets sur le long terme. L'investissement domestique est découragé par la chute du taux d'accumulation capitaliste. L'un des facteurs qui aboutissent à cela est le développement d'un État interventionniste, totalitaire et très dépensier. Un lourd fardeau pèse sur le produit intérieur brut et sur les activités sources de valeur ajoutée, qui gêne les possibilités d'accumulation capitaliste en rapport avec les besoins de développement. L'impact sur le secteur de l'État est décisif et désastreux. L'impact sur le secteur privé est moindre, mais il demeure considérable, le poussant pour l'essentiel à éviter l'investissement dans les industries productives. Il est touché par l'insécurité, omniprésente. À l'inverse et en

partie en conséquence, le capital est attiré vers des transactions ayant un retour rapide sur investissement, qui peuvent inclure les domaines les moins opaques. Le secteur privé, poussé à la fois par la recherche la plus efficace de profits et par des considérations non économiques, tend à éviter les investissements productifs, en faveur d'un jeu sur le marché des actions, sur la thésaurisation ou la spéculation, achetant et vendant, dans l'immobilier et les transactions foncières, etc. Des secteurs de l'économie qui, du fait de leur faible rentabilité ou d'un développement limité, dépendent des investissements de l'État et le paient cher. Des inégalités croissantes et des déséquilibres sont provoqués par une économie qui souffre déjà du développement irrégulier d'une économie capitaliste périphérique. Les investissements étrangers sont encore moins susceptibles que les investissements nationaux d'y remédier [...].

La productivité de la main-d'œuvre, dans le cadre du capitalisme, est inextricablement liée aux niveaux de qualification, à l'éducation, à la recherche, etc. Un environnement laïque, scientifique et expérimental encourage son développement qui, en retour, sert à renouveler cet environnement. Mais le gouvernement islamique écrase cela par le biais de la pression qu'il fait peser sur la vie séculier (y compris les écoles, les universités, les centres scientifiques et de recherche).

Le régime oppose science et croyance (*maktab*). Il interfère sans cesse avec la vie séculière, et il force même nombre de ceux qui ont déjà une qualification à fuir le pays ou à abandonner toute activité économique productive. L'État islamique, non seulement ne parvient pas à recréer une force de travail qualitativement avancée, mais il déqualifie la force de travail existante, entravant la capacité de l'économie à se développer. Ce contexte n'attire pas non plus des travailleurs étrangers d'un calibre suffisant, qui doivent de plus s'adapter aux limitations des échanges étrangers. Dans l'Islam, réglementer le travail au travers d'un code du travail n'est pas une fonction de l'État. Le cadre légal habituellement conçu pour procurer une force de travail qui ne soit pas indûment épuisée est donc absent. [...]

Dans les pays où un code du travail a été édicté, comme en Iran en 1992, il l'a été sous la très forte pression des travailleurs, et après de grandes tergiversations. La science et la technologie sont des ingrédients essentiels du développement économique, mais, dans l'Islam radical, cela aussi succombe au contrôle idéologique, en particulier à l'université et au niveau de l'enseignement technique. Le retour à un amalgame entre religion et État empêche l'épanouissement de la science. Le potentiel de développement technologique domestique est au mieux confiné à des secteurs très sélectionnés. La technologie étrangère est elle aussi largement inaccessible pour des raisons de politique ou de commerce extérieur.

En outre, l'absence d'une technique domestique assise sur des compétences locales limite les bénéfices potentiels de la technologie importée. Le résultat est qu'une autre clé du développement économique est déniée à la société [...].

Au total, l'islamisme au pouvoir crée les conditions pour que les sociétés islamiques se noient dans un océan de misère et d'indigence.

L'ISLAM POLITIQUE AU POUVOIR : LA CULTURE, LA PSYCHOLOGIE SOCIALE ET L'ATOMISATION SOCIALE

Dans la sphère de la psychologie sociale, les éléments de l'islamisme radical qui, avant de conquérir le pouvoir, ont déjà commencé à transformer le système des valeurs, les structures intellectuelles et les dimensions culturelles de la société, vont s'épanouir. Les deux camps culturellement opposés se définissent chacun comme la négation de l'autre. [...] Celui qui n'est pas un croyant fervent dans l'Islam radical est un païen et un diabolique. À l'inverse, tout musulman est un assassin, un oppresseur, un comploteur, etc. Tandis qu'un camp voit dans la moindre mèche de cheveux montrée par une femme une preuve de prostitution, l'autre dénonce toute tentative de définir une morale dans la vie privée et sexuelle comme un acte de fanatisme et comme une manifestation réactionnaire. En pratique, tout cela prend la forme d'un étrange tourbillon de fausse prétention à la religiosité, d'hypocrisie institutionnalisée, de nihilisme et d'immoralité, chacun tirant de son côté. Une autre manifestation de cette transformation culturelle tragique est la manière dont elle finit par acquérir une fonction policière. La culture de l'Islam radical, en devenant la culture officielle, est intégrée dans les structures politiques de l'État. La culture non islamiste franchit les bornes de l'interdit et devient «anti-culture», «ennemi culturel», «danger culturel» et «corruption culturelle». Elle est reléguée sans plus de cérémonie dans le domaine de l'interdit. [...]

Plus la culture officielle prend forme rapidement, plus elle est dotée d'outils répressifs. Plus grande est l'absorption des structures idéologiques dans l'État, plus grand est son contrôle sur la vie culturelle. Plus l'éducation fait partie de la religion dominante, plus rapidement les journaux d'information deviennent des écoles d'endoctrinement, manquant totalement de pluralisme. Bref, la vie séculière finit par passer de plus en plus sous contrôle idéologique et subit une pression croissante. L'inverse est également vrai. L'opposition sociale, les réactions de mécontentement, la critique prennent la forme d'«attaques culturelles» et de «confrontation culturelle». La culture est alors entièrement politisée.

L'ISLAM POLITIQUE AU POUVOIR : L'OPPOSITION ATOMISÉE

En l'absence d'une opposition politique dotée de quelque influence, la protestation populaire est explosive (c'est généralement la forme qu'elle prend), ou alors se manifeste sous une forme culturelle individualisée et atomisée. Il se développe une guerre à la fois ouverte et souterraine à

propos des problèmes de la vie quotidienne. Il y a des conflits majeurs dans lesquels, utilisant des armes primitives, les opposants à la culture dominante raillent chacune de ses manifestations, les codes vestimentaires, les festivals nationaux «païens» qui provoquent des bagarres de rue, le dualisme de la vie et de la morale privées et publiques. Grattez la surface de la société islamique radicale et vous serez aussitôt le témoin de son antithèse suintant de chacun de ses aspects. [...]

L'histoire tourne en dérision ces imams qui sont l'expression même du pouvoir absolu et qui sont forcés à mener des batailles humiliantes incessantes avec une «jeunesse» rebelle. Les mollahs qui dirigent tout sont contraints d'admettre que l'assaut culturel mené par l'«ennemi» (lisez : le jeune qui n'a rien connu d'autre que le régime islamique) est le plus grand danger que la «révolution islamique» et eux-mêmes aient eu à affronter.

Mais il y a dans tout cela aussi un signal d'alarme pour les forces progressistes. L'immense recul de la lutte sociale, qui après avoir été consciente et organisée sur des lignes politiques, s'est transformée en une bataille atomisée, individuelle, sans revendication claire de classe et sans réelle conscience politique, épuise le potentiel culturel des sociétés islamiques et les vide de toute énergie politique. La triste réalité est que, même lorsque les gouvernements religieux islamiques sont renversés, l'avenir est sombre.

Quel système socio-politique progressiste et stable peut prendre racine dans une société enfoncée dans le développement inégal, une société polarisée et dépolitisée, où le discours public est populiste et démagogique ? L'indifférence sociale et morale, le négativisme et le nihilisme, l'hypocrisie et les prétentions à la religiosité, tout cela domine. Le paternalisme tient la barre et la relation dominante dans la société ne distingue que deux positions : celui qui suit et celui qui est suivi, le disciple et le *mujtahid* (l'autorité religieuse). Ces sociétés ont sombré dans une mentalité de lumpen, de deviens-riche-à-tout-prix, glorifiant à la fois le fric et la violence, agressive vis-à-vis des puissants et en même temps maniant flagornerie et opportunisme. [...]

LE MALAISE DE LA GAUCHE FACE À L'ISLAMISME

Enfant de notre époque, et produit des effets ravageurs du capitalisme avancé sur les sociétés islamiques de la périphérie, l'Islam radical confronte la gauche à son défi le plus difficile : comment répondre à un mouvement réactionnaire, arriéré, surgissant du désespoir, un mouvement qui détruit les classes, le potentiel culturel et même psycho-social, laissant la société désarmée et mal équipée pour affronter de manière utile sa propre ruine. La réponse donnée concrètement par la gauche n'a pas jusqu'ici été très probante. À la fois dans la région et au niveau global, elle est paralysée par un phénomène qui contrarie toutes ses habitudes de deux manières au moins. Voici un mouvement qui prétend avoir un passé mythique, mais qui est en fait apparu récemment ; un mouvement qui promet à des millions de

gens de les emmener vers un futur fondé sur un passé mythifié. Un mouvement né dans un présent caractérisé par une polarisation croissante de la richesse et de la misère, du développement et de l'arriération, qui condamne des millions d'hommes et de femmes à se contenter des ordures ramassées dans l'arrière-cour du capitalisme avancé.

D'un côté, le mouvement rassemble les plus opprimés de la société, ceux qui protestent pour obtenir leur juste part ; de l'autre, il écrase précisément les structures et les formations sociales qui détiennent le potentiel de promouvoir des changements progressistes.

D'un côté, ce mouvement épouse des slogans anti-impérialistes, et de l'autre, il détruit la classe qui peut effectivement organiser le renversement de la domination impérialiste. Il sauve le mode de production capitaliste des attaques de ceux qui veulent en abattre les remparts, mais dans le même temps, il perturbe l'accumulation capitaliste et provoque la colère du capital globalisé. Il mobilise des masses immenses sur des slogans pour l'«égalité de l'Oumma (de la communauté) islamique» et pour en finir avec la faim, et pourtant sa politique mène la société vers un développement toujours plus inégal, vers la pauvreté et la polarisation sociale. Il en appelle à l'«indépendance», et il sacrifie toutes les libertés politiques. Il en appelle à la «liberté», et il réduit à l'esclavage la moitié de l'humanité, les femmes, sans compter les minorités et tous ceux qui pensent différemment. [...]

Il y a toujours eu deux réactions fondamentales à l'Islam radical : la première a été une politique d'alliance politique, la seconde a été une confrontation, avec l'objectif d'aboutir à sa destruction. Avec la fin de la Guerre Froide, la première réponse s'est estompée. Mais à son apogée, la gauche et la droite obéissaient l'une et l'autre à la doctrine sacrée du «tous unis contre l'ennemi commun». L'Islam radical était à la fois anticapitaliste et anti-communiste, de telle manière qu'il n'a jamais été en peine de trouver des alliés potentiels, que ce soit dans le bloc soviétique avec son «anti-impérialisme» aveugle ; ou du côté des pays impérialistes, avec son anticommunisme virulent. À gauche, on a connu plusieurs attitudes vis-à-vis d'une éventuelle alliance. Ceux qui croyaient dans «la voie non capitaliste au socialisme» par exemple, l'ont considéré comme stratégique et inconditionnelle ; pour les autres, elle était tactique et dépendait à long terme de l'hégémonie prolétarienne au sein de la révolution. Nous avons vu plus haut les mêmes calculs faits par la droite : l'instrumentalisation (directement ou au travers d'États clients) pour fortifier un Islam anti-communiste comme partie composante de sa politique pour contenir le mouvement ouvrier. L'approche de la gauche et de la droite a été identique : tu identifies ton ennemi, l'impérialisme pour les uns, le communisme pour les autres, et tu t'allies avec celui qui le combat. Pour la gauche, il est important de reconnaître, même avec retard, que cette méthode n'a jamais eu beaucoup de rapports avec le marxisme. Il ne s'agissait de rien d'autre que d'un sous-produit des bricolages tordus à la

mode stalinienne, vulgarisés en se référant au mouvement paysan révolutionnaire en Chine.

UNE FOIS LA GUERRE FROIDE TERMINÉE

Lorsque la fin de la Guerre froide a fait disparaître l'un des deux blocs, la droite comme la gauche se sont tournées vers la politique de confrontation. En gros, deux tendances principales peuvent être distinguées dans la manière dont le bloc survivant (le bloc capitaliste) et ses alliés ont affronté l'Islam radical. La première tendance préconise de le liquider idéologiquement ; la seconde fait se succéder les pressions et les menaces et des signes d'apaisements et une aide, avec l'objectif de le contraindre à s'engager sur la voie de la «réforme».

C'est cette dernière qui prédomine dans l'ensemble, avec d'innombrables variantes combinant différentes doses d'accommodement et de répression. La modernisation et la formation de l'État moderne dans les pays comme la Turquie d'Ataturk, l'Iran de Reza Shah, la Tunisie de Bourguiba et la Syrie de l'après Seconde Guerre mondiale, met avant tout en jeu un processus où les institutions sociales et les valeurs doivent être laïcisées ; où le rationalisme remplace le hadith (les actions et les paroles du Prophète et des imams) et où des lois susceptibles d'évoluer remplacent la loi divine, par définition immuable (la charia).

Ceux qui souhaitent réformer l'Islam radical prétendent que le panislamisme est un mouvement culturel, et une réaction à la formation de l'État moderne. Ces États auraient bouleversé les structures sociales trop rapidement, provoquant une réaction aveugle et brutale. Comme les gens qu'il a heurtés n'étaient pas intégrés dans l'État moderne, leur réaction politique contre l'État a pris une forme religieuse. Ceux qui raisonnent ainsi rappellent aux adeptes de la politique de la manière forte que la croyance ne peut être éliminée par la répression. La bonne attitude consiste par conséquent à ralentir le rythme du changement et à introduire un certain nombre de lois en faveur de la religion, tout en conservant le cadre d'ensemble de l'État moderne. Le stratagème consiste à changer le bloc dirigeant de façon à élargir la base sociale du régime. On recherche une alliance avec une partie des religieux. La stabilité politique qui en résulte est censée affaiblir l'attractivité de l'Islam radical et le marginaliser dans le jeu politique. Il faut cependant absolument maintenir les nouveaux alliés islamiques loin des positions clés de pouvoir (l'armée, l'appareil de sécurité, etc.).

Les exemples où des politiques de ce type ont été mises en œuvre nous sont donnés par la Jordanie, le Yémen, le Pakistan et auparavant par l'Égypte. Une variante de cette politique est proposée pour les pays où aucune perspective de coalition gouvernementale n'existe, pas plus que l'espoir d'aboutir à un État laïque viable. Elle consiste à abandonner la recherche de la modernisation et à abandonner aux mains de l'Islam réformiste la tâche de réconcilier l'infrastructure économique capitaliste

avec des aspects de la culture religieuse. L'objectif est de stabiliser la structure politique de la société, tout en évitant les dangers d'une modernisation complète et franche. À la différence de la première, qui tient pour acquis que la rigidité de la charia ne peut être conciliée avec les besoins d'un État moderne, cette seconde attitude considère que religion et capitalisme peuvent être conciliés.

Le débat entre ces deux approches est toujours ouvert. Mais elles ont un noyau commun. Elles comptent sur le réformisme islamique pour garantir les intérêts de l'Occident, dans le premier cas, en tant qu'allié subordonné aux laïques, dans le second par lui-même. La tâche consistant à rendre les structures politiques et économiques du capitalisme compatibles avec la culture autochtone est confiée à l'Islam réformiste dans les deux cas, étant entendu qu'un certain degré de pression extérieure doit être exercé pour amener la pensée religieuse à rechercher une adaptation à la laïcité et à prendre le chemin de la transformation.

MAUVAISES ANALYSES, POLITIQUES FUNESTES

Ces politiques ont toutes les chances d'échouer parce qu'elles ne prennent pas en compte la cause fondamentale de l'Islam radical. Le mouvement n'est pas une réaction contre l'État moderne. Il est le produit des effets de l'État moderne sur les pays de la périphérie dans le cadre de leur insertion tardive dans un capitalisme globalisé. Les réformateurs qui voient dans le mouvement panislamique un phénomène culturel, une réaction à la formation de l'État moderne et à la destruction trop rapide des structures traditionnelles, se situent sur un terrain glissant.

Ils confondent les causes et les effets, et ne peuvent expliquer pourquoi cette «réaction» survient dans les années 1980 dans quelques-uns des pays où l'État moderne a été établi quelque cinquante ans plus tôt. Ils ne parviennent pas non plus à comprendre l'essor tumultueux actuel de l'Islam radical, alors qu'il y a trente ans seulement, le nassérisme a pu l'écraser facilement. Pour nous, l'Islam radical est une réaction aux effets d'une forme particulière de modernisation, et non à la modernisation en elle-même. La différence n'est pas mince et influence profondément les stratégies nécessaires pour surmonter l'obstacle de l'islam politique.

L'idée selon laquelle son essor est simplement une réaction sociale à la sécularisation ignore le fait que pratiquement toutes ces sociétés sont des formations multiculturelles, dans lesquelles le capitalisme existe de manière précaire aux côtés de structures précapitalistes et même tribales. Des fragments assez considérables de la société ne sont absolument pas contre la modernité. Les théories reposant sur l'idée que les pays islamiques sont tout bonnement arriérés ignorent leur réalité culturelle complexe.

En outre, les exemples de l'échec de la politique de conciliation (ou d'accompagnement) abondent. L'apaisement n'a pas diminué le spectre de l'islam radical au Pakistan. L'Arabie saoudite a nourri et aidé à créer le

Hamas et le FIS pour contrer le radicalisme, pour finir par constater que tous deux sont devenus des menaces radicales contre leurs créateurs et soutiens. La stratégie de l'apaisement est condamnée en pratique, tout comme on peut prouver qu'en théorie elle est erronée.

LES POSITIONS DANS LA GAUCHE IRANIENNE

Pour certains secteurs de la gauche iranienne, fidèles à un économisme totalement formaliste et profondément enraciné, et à un étatsisme primaire, tout gouvernement qui développait la propriété d'État à l'intérieur, et qui prenait place à côté du prétendu «bloc socialiste» à l'extérieur était un allié naturel du prolétariat mondial, quel que soit le degré de démocratie qu'il permettait, ou les rapports de production qu'il instaurait. Les nationalisations ont même été érigées en critère de la transformation «socialiste».

Un autre point de vue, dont la mode est plus récente, rejette à juste titre un tel économisme étatique, mais pour le remplacer par un autre point de vue univoque, cette fois fondé sur une interprétation culturelle. La culture et l'idéologie sont considérées comme les principaux éléments constitutifs de l'Islam radical, et sont également la voie de son renversement. Une interprétation de ce type fouille minutieusement le passé pour retrouver dans la culture nationale des éléments religieux non orthodoxes. Le mysticisme islamique semble être un bon candidat, mais certains mouvements préislamiques, comme les Manichéens et les Mazdakites, seraient également intéressants. Des éléments égalitaires et humanistes dans le mysticisme sont mis en avant pour contrer la religion officielle et organisée, et pour lui proposer une solution alternative. À l'inverse, il y a ceux qui déclarent qu'il n'y a rien dans la culture nationale sur lequel on puisse bâtir quoi que ce soit [...].

Dans les deux cas, il s'agit de mouvements intellectuels qui considèrent que la culture est centrale, et qui se fixent pour tâche d'en créer une nouvelle. La seconde tendance se réclame de Heidegger, mais ne lui est pas particulièrement fidèle, puisqu'elle propose de construire une nouvelle culture à partir de zéro, en rejetant toute la culture existante. Cette attitude sépare complètement les intellectuels de la société. Malgré leur prétention à formuler une solution de gauche radicale, ils font écho à la proclamation libérale selon laquelle il n'est pas possible d'atteindre la démocratie, ou d'aller vers le socialisme, dans des sociétés de la périphérie du monde capitaliste, en particulier dans des pays où existe une tradition fondée sur la religion.

LES POSITIONS DANS LA GAUCHE INTERNATIONALE

Il est intéressant de constater que les positions adoptées par la gauche en dehors de l'Iran ont la même tonalité générale. Un certain nombre d'incorrigibles continuent de répéter le point de vue economiciste selon lequel «l'ennemi de mon ennemi est mon ami». [...]

D'autres adoptent une attitude pragmatique, considérant leur alliance avec le panislamisme comme tactique et temporaire. Ils estiment qu'il est important de s'unir contre l'impérialisme dans la conjoncture actuelle, et de gérer les désaccords à venir lorsqu'ils se présenteront. La plupart de ceux qui ont adopté cette politique de l'autruche ne sont malheureusement plus de ce monde aujourd'hui pour apprécier la folie de leurs positions. Ceux qui (en particulier dans le mouvement palestinien) pensent qu'ils pratiquent la même stratégie avec davantage de réussite (et de manière moins fatale pour eux-mêmes) devraient se souvenir que l'ennemi par excellence de l'Islam radical (qui est lui-même une coalition très fragile d'intérêts de classe antagonistes) est toute position politique qui regarde le monde à partir de sa division en classes sociales.

Le troisième point de vue est encore plus pernicieux. Il épouse des théories terriblement racistes en adoptant un vocabulaire apparemment libertaire. Laissons chaque peuple suivre ses propres normes culturelles, dit-il. Mais en rejetant les Droits universels de l'Homme, ce point de vue est, au mieux, une forme vulgaire de populisme et, au pire, tout simplement raciste. Il relègue de larges parties de l'humanité à une exclusion permanente des droits dont jouissent les autres [...].

L'Islam radical est un produit de la profonde crise économique, politique et idéologique contemporaine. [...] Il est donc futile d'imaginer qu'un projet qui n'offre pas une solution fondamentale à la crise politique et économique puisse venir à bout d'un mouvement aussi aveugle et destructeur. Il est également clair que toute solution politique doit être accompagnée d'une renaissance culturelle compatible avec des sentiments, une pensée et un intellect humains. Cela exige rien moins pour la gauche qu'un «grand nettoyage de printemps» idéologique à grande échelle. Les trois plans principaux sur lesquels la gauche doit affronter le mouvement panislamique sont : premièrement, la formulation d'un programme économique indépendant et radical ; deuxièmement le développement d'une plate-forme politique cohérente ; et troisièmement, une révision complète de son propre système de croyances et de ses idées en matière d'organisation. [...]

ESQUISSE D'UNE ALTERNATIVE ÉCONOMIQUE RADICALE AU NÉO-LIBÉRALISME

Là où le capitalisme avancé polarise le monde entre extrême abondance et extrême pauvreté, polarisation qui transcende aujourd'hui les frontières géographiques, on ne peut parler d'un programme économique indépendant qui ne lance pas un défi au néo-libéralisme à tous les niveaux. [...] C'est sur ce terrain que la gauche doit se distinguer des libéraux qui cherchent aussi à s'attirer les faveurs de l'Islam radical. Dans le Sud, cela signifie un certain nombre de choses.

D'abord, des secteurs clés de l'économie doivent être sous contrôle public, ce qui n'est pas nécessairement la même chose que d'être

nationalisés. Cela doit être promu comme la forme qui convient le mieux, celle dans laquelle la force de travail peut être directement impliquée dans la production et y constituer un apport majeur dans la formulation des décisions. En deuxième lieu, les producteurs doivent contrôler les moyens de production, non seulement en termes légaux (sous la forme par exemple d'un article dans la Constitution) mais dans la politique réelle et en termes pratiques.

En troisième lieu, un juste équilibre doit être trouvé entre la planification centralisée (sans laquelle il serait impossible de surmonter les inégalités) et le contrôle décentralisé exercé par les travailleurs.

Quatrièmement, le système de sécurité sociale doit améliorer la qualité de la vie, chose qui ne peut être atteinte sans que la population laborieuse contrôle les dépenses d'État, en particulier tout ce qui concerne l'aide sociale, les subventions et les salaires. Ces politiques, et d'autres du même type, sont essentielles pour la gauche si elle veut s'unir et mobiliser sa base sociale principale, les opprimés. Ce n'est qu'avec un programme radical s'attaquant aux racines de la dépossession des masses, s'affrontant aux contradictions entre centre et périphérie, et cherchant à surmonter le développement inégal, que la gauche peut attirer ses alliés naturels de classe et les éloigner de l'obscurantisme islamique.

LE TRAVAIL IDÉOLOGIQUE QUI ATTEND LA GAUCHE : ALLIANCES ET HÉRITAGE CULTUREL

Comme on l'a vu plus haut, le mouvement islamique remplit un vide créé par la faiblesse idéologique des deux classes sociales principales, la bourgeoisie locale et la jeune classe ouvrière. Mais nous devons aussi constater que la gauche, telle qu'elle existe dans ces pays aujourd'hui, est singulièrement mal équipée pour mener à bien la mise en œuvre du programme brossé à grands traits ci dessus. [...]

Deux aspects de ce problème doivent de manière urgente être repris, le premier concernant les alliances, le second l'héritage culturel de la gauche. Il est temps que la gauche en revienne à une analyse du développement historique fondée sur des critères de classe, trop souvent ignorés dans un passé récent.

Elle doit conditionner toutes ses alliances avec des forces politiques et des organisations aux intérêts de classe véritables de la classe ouvrière qu'elle prétend représenter. Elle s'est trop longtemps livrée aux contorsions les plus incroyables pour justifier son soutien et son alliance avec toute une série de groupes peu recommandables. Un anti-impérialisme grossier, dépourvu d'analyse de classe, nourri de loin en loin des théories complètement discréditées des «voies non capitalistes au socialisme» ont cherché à les justifier. Le soutien apporté à la République islamique (un régime qui a systématiquement et brutalement détruit toutes les organisations et structures ouvrières et démocratiques qui ont émergé d'une révolution anticapitaliste) a pris, à certains endroits, la forme d'un

pragmatisme pur et simple, ou même celle de l'opportunisme ; ailleurs, il s'est agi d'un véritable anti-impérialisme qui se fourvoie. [...]

La gauche d'aujourd'hui et de demain est confrontée à des mouvements, qui souvent surgissent «d'en bas», alimentés par le désespoir et contenant un curieux mélange d'éléments progressistes et réactionnaires. Pour mener à bien un cours de solidarité et d'alliance dans ces marécages, il faut une vision claire de l'avenir de la gauche, fondée sur une claire compréhension de la place des intérêts de la classe ouvrière. L'expérience de la révolution iranienne, et d'autres révolutions majeures du vingtième siècle, montre clairement que toutes les alliances et solidarités doivent être subordonnées à un seul critère : cette politique sert-elle les véritables intérêts de la classe ouvrière ? Sans une réappréciation méthodique de son héritage culturel et intellectuel, la gauche demeurera marginale dans les combats à venir. Le vide idéologique sera rempli par différentes propositions alternatives bourgeoises : ici, libérale, là totalitaire et fasciste. La gauche, des deux côtés de la ligne de partage Nord/Sud, a un long chemin à parcourir. Sinon, les ravages culturels et humains du capitalisme avancé continueront de s'ajouter aux ravages, différents mais tout aussi épouvantables provoqués par des utopies fallacieuses, nées dans les abîmes du désespoir des «damnés de la terre».

Ardeshir Mehrdad et Yasmine Mather

L'islam politique, le fondamentalisme chrétien, le marxisme et la gauche aujourd'hui

(Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un article qui a suscité une très violente polémique au Royaume Uni à cause de quelques lignes au ton très maladroit. Nous avons déjà marqué nos divergences avec l'auteur de ce texte (Sean Matgamma) et sa compréhension assez simpliste des motivations des commandos suicides dans notre compila' n° 2 *Islam, islamisme et islamophobie*, raison pour laquelle nous reproduisons notre bref article sur ce sujet à la suite de ce texte.

Nous pourrions de même critiquer un autre article paru début décembre dans *Solidarity*, signé cette fois d'Eric Lee, et préconisant d'appliquer les analyses développées dans *La psychologie de masse du fascisme* (Payot, 1977) par Wilhelm Reich aux sociétés musulmanes où sévissent les jihado-terroristes actuels et Daech en particulier. Seul problème : Lee oublie tout simplement de nous proposer une «analyse concrète d'une situation concrète», démarche à laquelle s'était au moins livré Wilhelm Reich, quoi qu'on pense de ses recherches et de ses conclusions.

Ceux que ce débat autour des propos contestables de Sean Matgamma intéressent pourront s'y reporter sur le site de l'AWL notamment ici : <http://www.workersliberty.org/2013weekschool>.

Nous avons préféré ne pas traduire ces passages et quelques autres qui nous ont semblé peu utiles pour comprendre la nature de l'islam politique, sujet central de ce numéro de la revue. D'autant plus que l'AWL a publié des textes beaucoup plus clairs et que sa position collective a, me semble-t-il, évolué depuis 2007. Par contre, cet article contient des réflexions pertinentes par rapport aux clichés gauchistes sur les rapports entre «impérialisme» et islamisme, raison pour laquelle nous l'avons traduit. *NPNF.*)

Dans de nombreux pays, la religion et les différends à son sujet, ou les différends exprimés en termes religieux, ont longtemps été au centre de la vie politique – qu'il s'agisse de l'Espagne, du Portugal, de l'Irlande, ou des Etats-Unis ; de l'Iran, de l'Algérie, du Liban ou d'Israël-Palestine. Aujourd'hui, depuis que les terroristes islamistes ont attaqué New York le 11 septembre 2001, la religion ou les préoccupations et les intérêts

exprimés en termes religieux sont au centre de la politique internationale à un degré sans équivalent depuis des centaines d'années.

Contrairement à la thèse de Francis Fukuyama après la chute de l'URSS, nous n'avons pas atteint «la fin de l'histoire». Nous semblons repasser par des étapes de notre histoire qui se sont déroulées il y a fort longtemps.

Pour trouver une période durant laquelle la religion a occupé une place aussi importante qu'aujourd'hui dans la politique internationale, il nous faut revenir aux guerres entre catholiques et protestants en Europe, guerres qui prirent fin avec le traité de Westphalie en 1648, ou aux guerres entre l'Islam et l'Europe chrétienne qui se terminèrent à peu près au même moment, avec l'échec des Turcs musulmans suite au siège de Vienne en 1683.

(...) Il est tentant – et une grande partie de la pseudo-gauche y a succombé – d'analyser la «guerre contre le terrorisme» comme une «machination» concoctée artificiellement pour remplacer l'ancienne guerre froide avec la Russie stalinienne, comme un complot des néo-conservateurs. Ceux-ci auraient été en effet persuadés de la nécessité de fabriquer un «noble mensonge» pour créer un ennemi extérieur servant à cimenter nos sociétés capitalistes atomisées. Cette explication est tentante, mais stupide.

Même si les dirigeants américains se sont emparé des attaques contre New York le 11 septembre 2001 pour mettre en application une stratégie définie bien avant ces attentats – la guerre en Irak, par exemple –, ils n'ont pas pour autant fabriqué de toutes pièces et planifié l'apparition de l'islam politique militant, ou plutôt, l'émergence de l'islam politique comme une force sur la scène politique internationale, capable d'organiser des opérations mortelles à l'extérieur des pays musulmans pour frapper les pays capitalistes avancés, peuplés d'impies et d'infidèles.

«L'Occident» a certes encouragé et favorisé l'islam politique. Israël a favorisé la montée des islamistes politiques qui, au cours des sept dernières années ont lancé des roquettes sur les villes israéliennes ; son intention était de diviser les Palestiniens et d'entraver l'émergence d'une politique rationnelle favorable à la création de deux Etats.

Les Etats-Unis ont contribué à financer et armer les forces islamistes derrière le 11 septembre lorsque certains d'entre eux ont combattu les envahisseurs russes de l'Afghanistan dans les années 1980.

La Russie stalinienne a encouragé et applaudi (comme l'ont fait la gauche et la pseudo-gauche dans des pays comme la Grande-Bretagne) la montée de l'islam politique au pouvoir en Iran en 1979.

En fait, de vieilles stratégies pro-staliniennes continuent à influencer

une grande partie de la gauche kitsch¹ : par exemple, ces militants expliquent la montée de l'islam politique en Afghanistan, non par le fait que les Russes ont essayé d'annexer ce pays comme une colonie traditionnelle, mais parce que les ennemis de la Russie stalinienne, pour leurs propres raisons, ont aidé les Afghans à mener une guerre juste (quoique tragiquement compliquée, puisque un Afghanistan rural-primitif s'affrontait à un Afghanistan urbain et relativement avancé).

Cependant ce ne sont ni les Etats-Unis ni l'URSS qui ont créé l'islam politique, ou ont joué un rôle irremplaçable dans son ascension. Ce courant possède d'autres racines, proprement autochtones.

Dans les pays arabes, en particulier, l'islam politique a profité de l'effondrement du nationalisme arabe pour occuper un espace politique laissé vide. Le nationalisme arabe s'est en partie effondré parce qu'il avait réalisé tout ce qu'il pouvait obtenir – l'indépendance des pays arabes tels que l'Egypte et l'Irak, semi-dépendants de la Grande-Bretagne jusqu'aux années 1950.

Le nationalisme arabe s'est aussi effondré parce qu'il a échoué à atteindre ses deux objectifs politiques centraux, la destruction d'Israël et l'unité panarabe. Le thème de l'«unité de la nation arabe», ardemment soutenu par les nassériens, les baasistes et les partisans de Kadhafi, a pendant un moment permis de fusionner le mysticisme islamique avec des objectifs apparemment rationnels. Ces aspirations ont donné au nationalisme arabe, à son apogée, une tonalité plus religieuse que laïque.

Les divisions géographiques entre les États arabes ont été artificiellement délimitées par les impérialistes britanniques et français après la Première Guerre mondiale, mais, comme dans beaucoup d'autres unités appartenant à d'ex-Etats coloniaux, elles se sont révélées durables. L'existence d'élites locales, et l'absence d'une économie commune interconnectée dans le monde arabe, ont joué un rôle décisif dans l'échec de l'unité arabe. Même lorsqu'une unité interétatique a pu temporairement se réaliser (entre l'Egypte et la Syrie en 1958-1961), elle était largement fictive et n'a pas duré longtemps, même en façade.

Contrairement au nationalisme arabe, l'islam politique exprime l'aspiration quasi mystique à l'unité arabe – et plus largement à l'unité islamique en termes proprement religieux et politico-religieux. L'aspiration à «restaurer le califat» (entité s'inspirant de l'empire islamique turc avant la

¹ La «kitsch Left» (que l'on pourrait traduire aussi par la «gauche de pacotille») est une expression polémique qu'emploie l'AWL pour désigner ceux qu'elle considère comme des «anti-impérialistes réactionnaires». Cf. notamment dans *NPNF* n° 27/28/29 : «La gauche et l'anti-impérialisme réactionnaire : la théorie de l'adaptation» de Colin Barker et «L'islamisme et la nouvelle gauche arabe» de Sacha Ismail (*NdT*).

Première Guerre mondiale et dont faisaient partie les pays arabes orientaux, à l'exception de l'Égypte) fut l'ancêtre et est maintenant l'héritière de ce courant du nationalisme arabe.

Mais, surtout, le nationalisme arabe n'a pas réussi – étant un mouvement bourgeois et petit-bourgeois il ne pouvait qu'échouer – à satisfaire les aspirations des masses à transformer totalement la dure vie des ouvriers et paysans arabes, exploités et humiliés par les classes dirigeantes arabes et les bureaucraties étatiques et militaires.

Pour cela, l'abolition du capitalisme et des vestiges féodaux, et la conquête du pouvoir d'Etat par les ouvriers à la tête des paysans pauvres – un gouvernement des travailleurs – était nécessaire. La rhétorique «anti-impérialiste» et anticoloniale du nationalisme arabe s'opposait à cette idée, en enchaînant les prolétaires et les paysans dans une alliance avec les dirigeants bourgeois et petits-bourgeois.

Lorsque l'indépendance des pays arabes devint une réalité substantielle – en Égypte, après l'échec de l'invasion franco-britannico-israélienne de Suez, en 1956 pour renverser le régime de Nasser ; en Irak, avec la révolution républicaine de 1958, etc. – le nationalisme arabe se réduisit à une démagogie creuse au service d'objectifs qui étaient réactionnaires (la destruction d'Israël) ou irréalisables («l'unité arabe»).

Cette démagogie creuse rencontrait les aspirations confuses des masses populaires qui souhaitaient une transformation radicale de leur vie quotidienne, mais ces partisans enthousiastes ne réussirent ni à traduire ces aspirations en une série de mesures rationnelles indispensables (en premier lieu, le renversement des classes dirigeantes et bureaucraties étatico-militaires arabes), ni évidemment à les satisfaire.

Face à la dégradation sociale des masses arabes et islamiques, l'islam politique apporte une certaine satisfaction immédiate (religieuse voire mystique), même si la solution fondamentale qu'il propose n'est pas d'ordre terrestre mais céleste dans une vie imaginaire après la mort. Il répond ainsi, de façon beaucoup plus efficace, aux aspirations millénaristes sous-jacentes à l'ancien nationalisme arabe. En tout cas, il a vaincu ce courant et s'est construit sur ses ruines.

L'islam politique exprime aussi les déceptions et les frustrations de la masse de la population dans les pays majoritairement musulmans où règne le dénuement et la pauvreté – dans les franges du monde capitaliste prospère (...). Les causes profondes des succès de l'intégrisme islamique ne sont à rechercher ni dans le soutien caché de l'Occident ni dans les manipulations des néo-conservateurs.

(...) Et il nous faut tenir compte de tous les fondamentalismes religieux, pas simplement du fondamentalisme islamique, qui est pour le moment le plus spectaculairement militant. Il existe également un christianisme primitif militant, dont on observe les manifestations les plus importantes aux Etats-Unis.

Il est amusant de constater que les Etats-Unis, censés incarner le principal rempart international contre l'islam politique, soient eux-mêmes affectés par leurs propres fondamentalistes ignorants. Ces chrétiens sont sous l'emprise d'une foi hallucinée, aveugle et dogmatique dans la Bible comme étant la parole littérale de Dieu. Fanatiques, ils croient fermement que leurs sentiments, leurs aspirations et leurs désirs religieux sont des vérités supérieures à la raison et la science modernes. Et ils représentent une force politique affirmée et de plus en plus active aux Etats-Unis. Ce christianisme «fondamentaliste», aussi primitif et antirationnel que l'intégrisme musulman, constitue une force croissante dans ce qui est, sur le plan technologique, la société la plus avancée sur la Terre! Le président des Etats-Unis appartient à ce courant.

Ils tentent d'exprimer un christianisme post-darwinien – alors que cette religion a été totalement défaits, sous ses anciennes formes, par la science moderne. Le christianisme pré-darwinien incorporait une grande partie des connaissances séculières et des pseudo-connaissances sur le système solaire, la Terre, et ses peuples. La religion chrétienne moderne, même dans ses formes les plus sophistiqués, ne peut l'accepter.

Et ce phénomène ne touche pas seulement l'Amérique. Quand un journaliste a demandé au Premier ministre Tony Blair, si lui et le président George W. Bush priaient ensemble, sa question était très sérieuse. Le Premier ministre britannique était un crypto-catholique qui allait à la messe régulièrement (depuis qu'il n'est plus Premier ministre, il a ouvertement rejoint l'Église catholique). Une des ministres du New Labour, Ruth Kelly, appartenait à l'Opus Dei, organisation catholique quasi secrète, née dans l'Espagne cléricofasciste de Franco.

Le gouvernement du New Labour favorise les «écoles confessionnelles», ces écoles organisées sur une base sectaire religieuse!

En Grande-Bretagne aujourd'hui le militantisme de chaque religion sectaire se nourrit du militantisme des autres et les stimule. Lorsque les Sikhs de Birmingham se sont révoltés contre une pièce de théâtre (interprétée par une femme d'origine sikh) qui ne leur plaisait pas, et qu'ils ont réussi à obtenir l'annulation des représentations, les autres religions ont joint leurs voix pour justifier cette mesure. Demain, ils se disputeront féroce, mais aujourd'hui les bigots des différentes religions se tiennent par la main pour combattre les forces de la laïcité et de la raison!

Le cardinal catholique Cormac Murphy-O'Connor se prononce désormais sur les questions politiques, sans le moindre complexe. L'Etat britannique dispose aujourd'hui d'une loi qui élimine une grande partie des distinctions entre les appels à la haine raciste et ethnique à l'encontre des personnes, d'un côté, et, de l'autre, l'expression d'une hostilité envers leurs idées religieuses. Cette loi a été adoptée sous l'influence d'un Premier ministre crypto-catholique pour apaiser l'islam britannique; soucieux de calmer le fanatisme islamique, cette loi fait partie d'une vaste offensive

contre les libertés démocratiques bourgeoises traditionnelles, principalement motivée par la guerre contre le terrorisme islamiste.

Nous risquons de revenir plusieurs décennies en arrière, au temps pas si lointain où, en Grande-Bretagne, on pouvait être poursuivi pour «manque de respect» ou «obscénité» si l'on représentait ou décrivait Jésus-Christ.

Aux Etats-Unis, les fondamentalistes chrétiens ont lancé une nouvelle offensive contre le darwinisme, offensive qui se poursuivra même si la Cour suprême du Maryland les a déboutés.

En Amérique, les racines du renouveau religieux et de la croissance des mouvements religieux sont quelque peu différents de celles de l'islam politique militant. C'est le vide spirituel provoqué par le capitalisme prospère qui attire les gens vers des formes primitives de religion ou les y maintient prisonniers – même si, bien sûr, tous les citoyens américains sont très loin de bénéficier de cette prospérité; un grand nombre de gens là-bas, aussi, sont des mendiants exclus des festins des riches.

«L'homme ne vit pas seulement de pain», dit justement le Christ dans le Nouveau Testament ; et il ajoute «mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu.» Nous aspirons tous à quelque chose de plus élevé que l'état d'«animal civilisé» à laquelle la société commerciale-capitaliste tente de nous assigner – même si, ou surtout lorsque, le capitalisme est incapable de satisfaire son propre idéal consumériste. Il est donc normal que les gens croient en quelque chose d'autre que cet idéal.

Ils aspirent à une sécurité impossible dans une société réglée par le marché et affectée par ces vagues de tsunami endémiques que sont les récessions économiques ; les décisions rationnelles (pour les capitalistes) prises par des multinationales qui déménagent des industries entières d'une extrémité d'un pays à l'autre, ou d'un Etat à un autre, en quête d'une force de travail moins chère ; la menace de la dégradation continue et de la ruine de notre système écologique mondial.

Dans les courants populistes évangéliques américains, il y a toujours eu une dimension de protestation contre le capitalisme, contre le mercantilisme et le pouvoir de l'argent, et contre beaucoup des éléments du monde moderne – comme chez tant de partisans de l'islam politique aujourd'hui.

En même temps, nous assistons au déclin de l'influence des Eglises chrétiennes hiérarchiquement organisées et théologiquement sophistiquées – l'Eglise catholique est discréditée par les scandales sexuels, même dans son plus fort bastion européen, en Irlande – et la croissance des croyances ou demi-croyances de masse en des «superstitions» primitives – les cartes de tarot, les horoscopes, la «sorcellerie», pratiques extérieures à la théologie et aux rituels des Eglises chrétiennes établies – ou en marge de celles-ci. Ces effluves spirituels et intellectuels sont les matières premières, et peut-être les signes précurseurs, de courants religieux organisés et plus agressifs. En Orient comme en Occident, la croissance et l'augmentation de la

centralité de la religion découlent, en très grande partie, du déclin et de l'échec du socialisme comme force de masse (...).

Pourtant, la première conséquence, pour la gauche kitsch, de l'actuel renouveau fétide de la religion a été de dévoiler au grand jour son terrible manque de confiance en soi idéologique et politique et ses faiblesses multiples.

En Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, et dans de nombreux autres pays, la pseudo-gauche s'est effondrée en se prosternant aux pieds de l'islam politique militant. Elles se placent aux côtés des fascistes religieux – même avec Al-Qaïda¹ – contre le mouvement ouvrier irakien !

Sean Matgamma, août 2007

¹ On en trouvera une illustration récente dans un article du 4 décembre 2015 du journaliste Marc Orr sur le site de la Stop the War Coalition, à l'origine des grandes manifestations anti-guerre en 2003 au Royaume Uni : *«Le mouvement jihadiste qui a fini par engendrer Daech est beaucoup plus proche de l'esprit de l'internationalisme et de la solidarité qui animait les Brigades internationales que la campagne de bombardements de Cameron – sauf que le jihad international prend la forme d'une solidarité avec les musulmans opprimés, plutôt qu'avec la classe ouvrière ou la révolution socialiste.»* Sans commentaire ! (NdT)

Sarah Ley

Sur le féminisme islamique

Octobre 2007

Cet article va tenter d'expliquer et de définir ce qu'est le féminisme islamique, en replaçant son émergence dans un contexte politique plus large. Je soulèverai enfin quelques questions qui pourraient nous aider à examiner comment nous, féministes socialistes¹, pourrions réfléchir au féminisme islamique et comment nous situer par rapport à lui.

Tout d'abord il est nécessaire d'opérer une distinction entre les féministes musulmanes – qui sont de culture musulmane ou sont des musulmanes pratiquantes, et se considèrent également féministes – et les féministes islamiques. Toutes peuvent être amenées à critiquer l'islam traditionnel en partant d'une défense des droits des femmes et en cherchant à concilier les deux, mais les féministes musulmanes puisent généralement leurs arguments féministes dans des sources non religieuses, par exemple dans les traditions laïques du féminisme. Par exemple, une organisation comme Ni Putes Ni Soumises, qui regroupe principalement des femmes d'origine nord-africaine désireuses de remettre en cause les attitudes sexistes au sein de leurs propres communautés ethno-religieuses, pourrait fournir un exemple de ce dernier type de groupe.

Les féministes islamiques, par contre, placent leur vision des droits des femmes dans un cadre spécifiquement islamique et considèrent que leur pratique, leur interprétation particulière, de l'Islam constituent une voie essentielle vers leur propre émancipation. Elles estiment que l'islam est porteur de nombreuses valeurs dont elles, en tant que féministes, souhaitent

¹ Présent en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, le «féminisme socialiste» est un courant peu connu en France et qui remonte aux années 1970. En français, il existe au moins un livre qui donne une petite idée de la façon dont ce courant envisage les luttes des femmes, celui de Sheila Rowbotham (*Féminisme et révolution*, Payot, 1972), historienne de gauche dont l'œuvre est – hélas ! – inédite en français, à part cet ouvrage. On trouvera une bibliographie au ton très œcuménique à la rubrique «socialist feminism» sur Wikipedia, mais je ne suis pas sûr qu'elle corresponde à ce que les militantes britanniques de l'AWL appellent le «féminisme socialiste». Leurs positions sont exposées en anglais dans une brochure que l'on peut lire ici : <http://www.workersliberty.org/socialistfeminism>. Pour avoir une vue plus large on pourra se reporter aussi au site <http://www.feministfightback.org.uk/> (NdT).

s'inspirer ; elles pensent aussi que c'est leur religion qui leur donne la force et la vision nécessaires afin de se battre pour leurs droits en tant que femmes.

L'un des principaux domaines d'études et de campagne pour les féministes islamiques et musulmanes dans diverses parties du monde est la question du droit personnel musulman ou du droit de la famille – qui comprend trois domaines principaux – le mariage, le divorce et l'héritage. Les pays majoritairement musulmans qui ont promulgué une certaine forme de droit personnel musulman sont l'Arabie saoudite, l'Afghanistan, le Pakistan, la Libye, le Soudan, le Sénégal, la Tunisie, l'Égypte, l'Indonésie et le Bangladesh.

Certaines féministes islamiques sont radicalement opposées au droit personnel musulman ; d'autres (par exemple, le Conseil canadien des femmes musulmanes) font valoir qu'il est possible de réformer ce droit, grâce à une contribution importante des femmes, et que l'on pourrait en éliminer toute disposition discriminatoire à leur égard.

Que nous soyons d'accord ou pas avec ces critiques du droit personnel musulman, il est important de noter que le Coran et d'autres aspects de la religion islamique (en particulier les éléments auxquels nous sommes les plus opposés comme la condamnation et la répression de l'homosexualité) sont contestés et font l'objet de débats au sein de l'islam lui-même. L'islam ne peut être simplement caractérisé à partir de ses éléments les plus conservateurs, même si ceux-ci occupent actuellement une place de plus en plus importante dans l'actualité.

Le Congrès international pour le féminisme islamique semble constituer une sorte de représentant officiel de ces courants. Il est composé principalement d'universitaires, de théologiennes et de militantes des droits humains musulmanes.

Leur principal objectif a été de lancer une campagne contre ce qu'elles appellent «une version X^e siècle de la charia» qu'elles condamnent puisque celle-ci «justifie les châtiments corporels, la violence domestique et des codes vestimentaires qui restreignent la liberté et imposent des codes de la famille très sexistes».

«Pour les féministes islamiques, cette prétendue “loi islamique” n'est pas la “loi de Dieu”... mais une création humaine codifiée il y a des siècles dans le contexte de sociétés où les femmes étaient considérées comme la propriété des hommes (...). Le féminisme islamique affirme que le véritable islam contient d'importants éléments de libération qui fournissent un cadre pour l'émancipation sociale.»

C'est dans les milieux universitaires, en particulier en Occident, que le féminisme islamique semble le plus visible. Margot Badran enseigne en Amérique du Nord et a joué un rôle de premier plan dans la définition et l'identification du féminisme islamique comme un mouvement important. Elle propose une définition très large : le féminisme islamique serait un

mouvement qui se déroule en dehors des limites du monde universitaire. Mais sa définition brouille également la distinction que j'ai soulignée entre féminismes musulman et islamique.

«Le féminisme islamique est un phénomène mondial. Il n'est pas un produit de l'Orient ou de l'Occident, car il les transcende. Comme je l'ai déjà indiqué, le féminisme islamique est élaboré dans différents endroits à travers le monde par des femmes à l'intérieur de leur propre pays, que celui-ci soit un pays à majorité musulmane, ou qu'il s'agisse de vieilles communautés minoritaires établies... Le féminisme islamique circule avec une fréquence croissante dans le cyberspace, pour ne citer qu'un seul site: maryams.com.»

Badran fait partie de ces féministes islamiques/musulmanes qui cherchent également à souligner que les femmes luttent pour leurs droits dans le monde musulman depuis des siècles. Pour elles, le féminisme n'est une théorie importée d'Occident et les discours féministes religieux et laïques ont toujours interagi.

Enfin, il existe encore une autre sorte de féminisme islamique. Il est le fait de jeunes musulmanes, généralement nées en Occident et qui y ont grandi. Elles rejettent spectaculairement les normes occidentales sexistes de la féminité et considèrent que les valeurs islamiques (que nous jugeons) conservatrices sont en fait libératrices.

J'en citerai un exemple pris dans un article paru sur un blog féministe islamique intitulé «Mon corps m'appartient» (*My body is my own business*, littéralement «Mon corps ne concerne que moi») et tenu par Naheed Mustafa, www.jannah.org/sisters/naheed.html

Naheed est une étudiante canadienne de culture musulmane qui, après une période boulimique durant son adolescence, a choisi de porter le voile intégral. *«Le port du hijab, écrit-elle, m'a libéré de l'attention que je portais constamment à mon physique. Parce que mon apparence n'est plus soumise à l'examen public, ma beauté, ou peut-être mon absence de beauté, a été retirée de la sphère de ce qui peut légitimement être discuté.»*

Après avoir esquissé ce que peut être le féminisme islamique, je souhaiterais m'interroger sur les enjeux et les questions qu'il soulève pour nous, féministes socialistes.

Tout d'abord, je pense que nous pouvons tous convenir que le désir des musulmans réformateurs-libéraux de réinterpréter les croyances islamiques afin de soutenir, plutôt que de nier, les droits des femmes, est un désir très sensé pour ces femmes qui se définissent comme musulmanes.

Il est également important, comme je l'ai déjà mentionné, de reconnaître que ces éléments existent au sein de l'Islam et que nous ne devrions pas caractériser l'Islam comme une religion monolithique conservatrice – pas plus que nous ne caractérisons tous les juifs comme des colons orthodoxes de Cisjordanie.

Nous devons aussi reconnaître que la religion a joué dans le passé et joue encore aujourd'hui un rôle important en motivant des femmes pour entrer dans la sphère politique et revendiquer leurs droits. Et, puisque nous acceptons qu'il existe des types de féminisme très différents, avec lesquels nous ne sommes pas d'accord, nous pouvons aussi reconnaître que, depuis sa création, le féminisme a été influencé par les discours religieux.

Toutefois, je tiens également à souligner certains problèmes théoriques que pose le féminisme islamique. Tout d'abord, la notion de féminisme islamique apparaît plus appropriée et plus significative aux yeux des femmes de culture musulmane ou des femmes vivant des pays majoritairement musulmans, car elle oppose sa propre vision du féminisme aux soi-disant «valeurs occidentales».

Selon Abdenur Prado *«Vous ne pouvez pas appliquer les idées d'une suffragette anglaise du XIX^e siècle à la vie d'une Marocaine du XXI^e siècle.»* Nous pourrions lui rétorquer : existe-t-il des «valeurs occidentales», ou sont-ce des valeurs universelles ?

Dans le même temps, ne faut-il pas reconnaître que le féminisme anglo-américain s'est développé autour de notions conçues par des femmes blanches, souvent membres de la classe moyenne, et que ces notions sont peut-être moins parlantes, par exemple, pour une fille d'immigrés bangladais vivant à Whitechapel ? Mais faudra-t-il développer encore un autre type de «féminisme islamique» pour résoudre ce problème ?

Je me demande également dans quelle mesure il est possible de réinterpréter l'islam selon un point de vue féministe : à un certain point, ne se heurtera-t-on pas à certains principes fondamentaux qui résistent à toute nouvelle réinterprétation ? Pourquoi chercher dans un texte développé par une société patriarcale, il y a des centaines d'années, la justification pour nos droits actuels¹ ?

Mais je voudrais signaler aussi quelques questions pratiques. Tout d'abord, pourquoi des femmes ressentent-elles le besoin de se définir en tant que féministes islamiques aujourd'hui ? Est-ce un phénomène nouveau ? Il y a quelques années, ces femmes ne seraient-elles pas simplement appelé des féministes de culture musulmane ? Cela reflète-t-il une augmentation de la puissance de la religion qui implique un désir pour les féministes de légitimer leurs revendications en les plaçant dans un contexte religieux ? Caractériserions-nous les mouvements de femmes clandestins, dans les pays majoritairement musulmans comme l'Iran, de

¹ Cette question est pour le moins bizarre, ou alors naïve. En effet le Coran n'est pas, aux yeux des féministes musulmanes ou islamiques, un simple «texte» mais la parole de Dieu... D'où effectivement l'impossibilité de trouver un discours féministe dans le Coran, puisque le féminisme est né douze siècles plus tard ! (NdT)

«féminisme islamique» en gardant à l'esprit que probablement la plupart des femmes impliquées se considèrent, dans un certain sens, musulmanes?

En tant que féministes socialistes (dont la plupart sont probablement athées) comment pouvons-nous établir des liens avec des féministes ayant des points de vue politiques très différents des nôtres ? Notre critique de la religion nous aliène-t-elle la sympathie de femmes qui sont à la fois très croyantes et très engagées en faveur des droits des femmes?

Reconnaissons-nous suffisamment les moyens par lesquels, depuis le XIX^e siècle, les critiques féministes dirigées contre la façon dont les femmes sont traitées dans les pays majoritairement musulmans ont été récupérées et utilisées pour justifier des entreprises impérialistes ? Ne sommes-nous pas trop polarisées sur le sort des femmes du Moyen-Orient, parce que nous serions influencées par le discours plus large du féminisme impérialiste occidental?

Enfin, nous pouvons nous demander comment le facteur de classe entre en jeu. Le féminisme islamique concerne-t-il principalement des femmes aisées qui jouissent d'une certaine sécurité financière et leur permet-il de se tailler un espace pour elles-mêmes au sein de l'islam, de la même façon que les féministes libérales en Occident se taillent un espace pour elles-mêmes au sein du capitalisme ? Pouvons-nous nous contenter de faire appel à des femmes en raison de leur appartenance à la classe ouvrière alors que la religion constitue un élément extrêmement important de leur identité – que cela nous plaise ou non ?

Sarah Ley, Extrait de *Women's Fightback* n° 4, Octobre 2007

Charlie Salmon

Comment rompre avec l'islamisme

A propos de *The Islamist* d'Ed Husain (dont le sous-titre est «Pourquoi je suis devenu un intégriste musulman, ce que j'ai vu à l'intérieur de ce mouvement et pourquoi je l'ai quitté»)

«*L'islamiste ne flatte pas les gens, il ne courtise pas les autorités et ne soucie pas des coutumes et des traditions des autres, et ne se préoccupe nullement de savoir si les gens vont l'accepter ou non. Il doit uniquement se préoccuper d'adhérer pleinement à notre idéologie*», Taqiuddin al-Nabhani, fondateur du Hizb ut-Tahrir

«*L'islam est une doctrine et un système révolutionnaires qui renversent les gouvernements. Il cherche à renverser tout l'ordre social universel*», Abdul Ala Mawdudi, fondateur du Jamaat-e-Islami

La publication de *The Islamist* au début de cette année a suscité à la fois des critiques et des éloges. Ce n'est guère surprenant étant donné les attaques lancées contre divers individus et organisations dans cet ouvrage.

Ceux que l'auteur met en cause, par exemple Inayat Bunglawala du Conseil musulman de Grande-Bretagne (Muslim Council of Britain) et des groupes comme le Hizb ut-Tahrir (le Parti de la Libération) ont répondu en affirmant que Husain ne connaissait absolument pas l'islam et ont lancé à leur tour d'autres accusations contre lui. Certains commentateurs de gauche – essentiellement ceux qui confondent l'islamisme avec les croyances de la majorité des musulmans – ont également répondu de façon agressive. Seamus Milne du *Guardian* a accusé l'auteur d'être «un *pin-up boy*¹ au service des néoconservateurs». Dans *The Independent*, Ziauddin Sardar a écrit qu'«*Il faut faire preuve d'une certaine docilité pour tomber sous l'influence d'une secte [comme Hizb ut-Tahrir] et en devenir un permanent rémunéré.*» Pendant ce temps, Husain a reçu le soutien peu enviable de journalistes réactionnaires comme Melanie Phillips qui a informé les lecteurs notoirement «ouverts d'esprit» du *Daily Mail* que Husain était un «musulman courageux».

¹ Ed Husain a depuis fait une belle carrière au service de la Fondation pour la foi (*sic*) de Tony Blair (qui œuvre au «dialogue inter-religieux») et d'un influent think tank américain : le Council on Foreign Relations. Au cours des soixante dernières années, cet organisme a recruté de nombreux hauts fonctionnaires, banquiers, généraux, ministres, etc., dans son conseil d'administration (*NdT*).

Alors, que devons-nous faire de l'ouvrage de cet auteur, de cet homme qui est passé d'une position réactionnaire à une autre ? Pouvons-nous tirer quoi que ce soit de ce livre ?

Commençons par remarquer qu'il est rare que l'islam ordinaire soit l'objet de l'attention de la presse, de la télévision ou des maisons d'édition. Le plus souvent, l'islam et ceux qui le pratiquent sont vus à travers le prisme d'un acte terroriste, d'un groupe extrémiste ou, «au mieux», comme l'incarnation de l'Autre. Ceux qui «parlent au nom des musulmans britanniques», les personnages promus par le gouvernement et une partie de la gauche, sont généralement des «politiciens» qui ne sont pas représentatifs. Ils sont liés à un courant ou à un autre de l'islam politique. Parmi les 900 000 musulmans pakistanais et bangladais qui vivent au Royaume-Uni, combien sympathisent ou soutiennent activement la cause islamiste ? Combien soutiennent les Frères musulmans ou le Jamaat-e-Islami pakistanais ? Si la réponse est «pas beaucoup», comment se fait-il alors que ces groupes réussissent à devenir semi-légitimes et à être reconnus ? Quoi et qui représentent-ils ?

Husain a grandi à Limehouse, dans l'est de Londres, avec un père musulman indien et une mère bangladaise. Il commence son témoignage par une brillante description de ses premiers jours à l'école primaire Sir William Burrough. Pour lui, l'école était «une extension de [sa] maison», une île de «bonne volonté et de gentillesse» dans une mer de haine. Malgré le National Front qui descendait dans dans les rues et le racisme qui infectait toute la société, les enseignants déployaient tous leurs efforts pour protéger et enrichir l'esprit de leurs élèves. Tout cela changea lorsque Husain entra à 11 ans au collège de Stepney Green.

Après que son père se fut passionné pour le soufisme sous l'influence d'un cheikh qu'il appréciait beaucoup, Husain commença à se poser des questions et à réfléchir à la religion et à sa place dans le monde. Comme beaucoup d'adolescents, il cherchait à se fabriquer une identité distincte de celle de sa famille: *«J'ai été attiré par les groupes islamiques parce qu'il n'y avait pas d'autre alternative: soit je m'impliquais dans l'Islam soit je rejoignais un gang. Il n'y avait tout simplement pas d'autres débouchés pour les jeunes musulmans. Cela n'a pas changé. Je ne pense pas qu'il y ait une seule famille dans ce quartier dont au moins un membre n'a pas été influencé par l'islamisme.»*

Au collège de Stepney Green, il rencontra des gens tout prêts à l'«aider». Husain milita avec l'Organisation des jeunes musulmans (Young Muslim Organisation), un groupe satellite du Jamaat-e-Islami. Organisée autour de la mosquée d'East London, l'Organisation des jeunes musulmans s'occupait surtout d'organiser des activités sociales et «éducatives» pour les jeunes garçons issus de milieux musulmans, c'est-à-dire de les endoctriner en puisant dans les écrits d'Abdul Ala Mawdudi. Le fondateur

du Jamaat-e-Islami concevait l'islam comme une doctrine politique, un appel à la révolution.

Le Jamaat-e-Islami rejette la validité de l'islam traditionnel pratiqué par la plupart des musulmans. Il fournit un cadre politique pour comprendre le monde et le sentiment que les choses peuvent et doivent changer. Mais Husain trouva des limites dans leurs enseignements et leurs pratiques. Bien que l'idée d'un «califat», un Etat islamique international uni, fût au centre du projet de l'Organisation des jeunes musulmans, cela se traduisait peu dans leurs activités. Pendant les attaques contre les musulmans de Bosnie durant les années 1990 Husain effectua une tournée dans l'est de Londres pour appeler au jihad. Quand il rencontra les militants de Hizb ut-Tahrir, il trouva un groupe capable de s'organiser sérieusement pour un tel objectif. Alors que l'Organisation des jeunes musulmans et d'autres groupes islamistes parlaient d'«unité», de «révolution islamique», etc., seul Hizb ut-Tahrir lui parut mettre ces idées en application.

«Les jeunes musulmans ne sont pas plus susceptibles de rejoindre Hizb ut-Tahrir que les jeunes chrétiens la secte Moon», a écrit Ziauddin Sardar dans *The Independent*. Sardar est complètement à côté de la plaque et dissimule la véritable nature et la véritable approche organisationnelle d'un groupe comme Hizb ut-Tahrir. Loin d'attendre que des personnes le rejoignent lentement, cette organisation déploie des efforts particuliers pour recruter et organiser.

Husain affirme que Hizb ut-Tahrir emprunte certaines méthodes à l'extrême gauche, en utilisant la notion d'«hégémonie» idéologique et en s'organisant en cellules. Que ce soit vrai ou pas, il n'y a nul besoin de lire Gramsci pour comprendre que rendre vos idées dominantes dans un endroit donné vous aide à recruter et que rassembler des gens dans une même pièce est un bon moyen de les impliquer et de les pousser à rester actifs.

À Newham College, Husain et ses collègues de Hizb ut-Tahrir mirent ces idées en pratique. Pendant qu'il étudiait dans cet établissement, le nombre d'étudiantes portant le niqab monta en flèche, et c'est Hizb ut-Tahrir qui fixait les termes des discussions politiques – même si certains professeurs et étudiants réussissaient à éviter tout contact direct avec ce groupe, ils ne pouvaient ignorer son existence.

Si le califat est une idée fondamentale pour l'islamisme, d'autres questions plus révélatrices étaient au centre de leurs préoccupations. L'antisémitisme et l'homophobie sont le fondement de nombreuses organisations réactionnaires et Hizb ut-Tahrir ne fait pas exception. L'«Etat uni international» qu'envisage ce groupe et d'autres islamistes est fondé sur une «lecture» totalement déformée et biaisée des textes islamiques.

À Newham, l'association de Husain avec Hizb ut-Tahrir prit fin de manière abrupte et sanglante. Un après-midi, assis dans la bibliothèque, il assista au meurtre d'un autre étudiant. Il fut convaincu que les activités de Hizb ut-Tahrir avaient précipité l'assassinat de cet étudiant chrétien noir.

Bien que ce meurtre n'ait pas été directement revendiqué par ce groupe, Husain affirme que le climat politique et religieux très tendu généré par les actions de Hizb ut-Tahrir en fut responsable.

On dit souvent qu'«il est plus facile d'apprendre que de désapprendre» et ce dicton s'applique très bien à Husain. Après avoir rompu avec Hizb ut-Tahrir, il pensa que les derniers vestiges de l'islamisme avaient été éjectés de son esprit. Mais il fut très surpris par sa première réaction face aux attaques terroristes du 11 Septembre 2001.

S'étant de nouveau tourné vers le soufisme de sa famille, et alors qu'il assistait à une réunion de prière, il lança à la cantonade : «Comment allons-nous célébrer cela ?», et sa remarque choqua les autres participants.

Déterminé à lutter de façon positive contre ces idées, Husain décida d'apprendre l'arabe – afin de pouvoir lire le Coran dans sa version originale – et de voyager au Moyen-Orient. Ses expériences en Arabie saoudite le convainquirent de l'hypocrisie des Etats qui se disent islamiques. Ses nombreuses rencontres avec divers groupes éducatifs et religieux musulmans le convainquirent de l'influence massive de l'islamisme et de ses partisans dans de nombreuses organisations musulmanes. Il décrit tout cela en détail dans son livre.

Husain n'est plus un islamiste mais il défend encore des idées stupides puisqu'il soutient le gouvernement Blair. Il est néanmoins capable de se rendre à quel point les quartiers ouvriers de Londres sont laissés à l'abandon. Si son expérience de l'influence et de la diffusion des idées islamistes l'a éloigné de ces positions, il s'imagine que la répression juridique des groupes islamistes résoudra le problème. En tant que soufi, in considère que l'Islam est une religion de paix, mais il trouve des excuses pour la guerre en Irak. C'est ainsi par exemple qu'il écrit une énormité comme : «*Au début de 2003 Saddam Hussein poussa effectivement l'armée américaine à envahir l'Irak en jouant au chat et à la souris avec les inspecteurs des Nations Unies chargés du désarmement.*» Son livre contient de nombreuses affirmations contradictoires et incohérentes comme celles-ci. Mais est-ce tellement surprenant?

Le principal intérêt de *The Islamist* est de décrire comment l'influence, les buts, les objectifs et l'idéologie de l'islamisme se développent. Husain comprend parfaitement – et nous devrions aussi le comprendre – que les multiples groupes qui suivent les enseignements de gens comme Mawdudi ont des projets réactionnaires. Seuls des choix tactiques séparent véritablement l'islamisme «moins agressif» de l'Organisation des jeunes musulmans du proto-jihadisme du Hizb ut-Tahrir.

Si nous devons lutter contre les représentations racistes des musulmans qui sont tellement répandues, nous ne devons pas renoncer à dénoncer la politique et les intentions réactionnaires de l'islamisme. Ceux qui prétendent «parler au nom des musulmans» ne font généralement pas ce travail. Nous devons comprendre les tensions et les antagonismes au sein

de la vaste «communauté musulmane», qui inclut des individus et des groupes très différents, dont les relations avec la religion et les sentiments identitaires ou d'appartenance communautaire sont très variables. Quels que soient ses défauts, Ed Husain brise la compréhension politique dominante de l'islam comme un bloc homogène. Et cela ne peut être qu'une bonne chose.

Charlie Salmon, Octobre 2007

Quelques brèves remarques sur les motivations des commandos-suicides islamiques

Malgré les qualités indéniables de ce texte¹, nous sommes en désaccord avec certains points développés par l'auteur, notamment lorsqu'il mentionne l'existence d'une «civilisation² démocratique-bourgeoise» ou «bourgeoise démocratique». Chacune de ces deux notions («civilisation» et «démocratie bourgeoise») doit être maniée avec des pincettes et définie précisément, ce que l'auteur ne fait pas. Or, dans ce domaine sensible, l'absence de définition est lourde d'ambiguïtés. De plus, leur fusion dans un seul concept risque d'être assimilée à une version light de la «civilisation occidentale» – de bien triste mémoire. L'auteur aurait été plus convaincant en étant plus explicite. En effet, autant la question des droits et libertés démocratiques nous paraît absolument essentielle dans tous les pays de la planète, autant l'enfermer dans une question «civilisationnelle» mène, à notre avis, à une impasse politique et théorique pour des révolutionnaires.

D'autre part, nous ne partageons pas ses jugements à l'emporte-pièce sur la question du suicide en islam (que cette religion condamne clairement) et nous pensons qu'il existe d'autres motivations moins folkloriques que le (trop fameux) harem des vierges qui attendraient les jihadistes au Paradis (cf. notre annexe).

Enfin cela n'a pas grand sens de parler de «l'intégration» des communautés musulmanes en Occident, si l'on ne précise pas exactement ce que l'on entend par là. Est-ce l'assimilation «à la française» (qui avait traditionnellement plutôt tendance à couper les gens de leur culture d'origine quand ce n'est pas à la mépriser au nom de la supériorité

¹ Questions-réponses traduites en français dans le n° 18-19-20 de la revue en 2007 et dans la compil n° 2 de *Ni patrie ni frontières, Islam, islamisme et islamophobie* (2008) sous le titre : «Caricatures de Mahomet : la liberté d'expression n'est pas un point de détail» (2007).

² Mais peut-être aurions-nous dû traduire par «culture», le mot «civilisation» n'ayant pas tout à fait le même sens en anglais et en français.

prétendue de la culture universaliste...française)? est-ce un dépassement idyllique dans quelques siècles de toutes les différences ethniques et religieuses pour parvenir à un monde harmonieux mais uniforme? Mystère.

Pour le reste, c'est-à-dire à nos yeux l'essentiel, cet article nous semble mettre la question de la liberté d'expression au centre du débat et se démarquer de tous les Ponce Pilate gauchistes, libertaires, tiers mondains, islamophiles ou tout simplement «mous du bulbe» de la gauche et de l'extrême gauche – ce que l'auteur appelle les «*invertebrated liberals*» que l'on traduira par la «gauche invertébrée» ou les «libéraux invertébrés», au choix. En cela, ce texte est profondément salutaire, car il rappelle que les révolutionnaires ne sont pas du tout indifférents à la question de la liberté d'expression.

De plus Sean, Matgamma identifie clairement l'islam politique comme un ennemi pour le prolétariat, et non comme un allié, fût-il circonstanciel, ce qui est le BA-BA de toute politique révolutionnaire aujourd'hui.

Annexe sur les motivations des commandos suicides

A notre avis, Sean Matgamma commet au moins trois erreurs importantes d'analyse.

1) L'islam est tout aussi hostile au suicide et aux attentats suicides que le christianisme. D'ailleurs, à ma connaissance, une seule grande religion ne condamne pas catégoriquement le suicide: le bouddhisme, sans pour autant l'approuver.

2) Les attentats ne sont pas considérés par leurs auteurs comme des «suicides» mais à la fois comme des actes de résistance nationale et un «témoignage» (*shahid*) pour défendre les valeurs sacrées musulmanes et la terre d'Islam. Les questions nationales et religieuses sont totalement imbriquées l'une dans l'autre dans l'islam politique, et même dans l'islam tout court. On peut (et on doit) condamner politiquement et moralement de tels actes, car ils ne font pas avancer d'un iota la cause du socialisme, ni même la libération des peuples, mais il faut commencer par ne pas les réduire à la pathologie mentale. La démarche de Sean Matgamma consiste à partir d'une seule explication au terrorisme islamique sans tenir compte des autres explications avancées par ses partisans (je dirais plutôt ses victimes, en l'occurrence, puisqu'ils se tuent eux-mêmes), et en sous-estimant délibérément les dimensions nationales et sociales de ces attentats, même s'il les mentionne une fois, mais en passant.

3) Le thème des vierges qui attendent le guerrier au Paradis est sujet à des interprétations variées, comme tous les mythes religieux. Plusieurs livres et articles ont été consacrés aux *shahid* et *shahida* au Cachemire, en Irak, en Turquie, en Egypte, en Tchétchénie et en Palestine. Il en ressort des motivations diverses mais bien plus altruistes que cette vision orgiaque du Paradis si souvent évoquée par les médias et par Sean Matgamma: en effet, les candidats au «martyre» évoquent l'intervention bénéfique de Dieu

pour leurs proches restés sur terre. Même si une telle vision relève pour nous, athées, de la superstition, il nous faut reconnaître qu'elle est très éloignée des fantasmes partouzards et du thème éculé du harem, qui reviennent depuis des siècles dans la littérature occidentale sur l'islam.

De plus, la bienveillance (irréelle à nos yeux d'athées) d'Allah se double de celle, bien réelle, des organisations terroristes islamiques (et de l'Etat irakien sous Saddam Hussein, sans compter d'autres Etats plus discrets) qui aident les familles de «martyrs», soutien économique non négligeable pour des familles souvent plongées dans la misère.

Enfin, l'explication du «harem de vierges» ne rend absolument pas compte des motivations des femmes qui participent à des attentats suicides et dont la participation est de plus en plus importante. En Palestine, par exemple, elles ont généralement un bon niveau d'études mais aucune perspective d'émancipation sociale ou familiale. Aussi bizarre et absurde que cela puisse paraître à nos yeux d'athées, leur acte a une dimension «égalitaire» (déformée, comme diraient les trotskystes !) face à une religion machiste, puisqu'elles réclament un statut égal à celui des martyrs masculins.

En réduisant (mais heureusement pas toujours) l'islam aux interprétations les plus totalitaires de l'islam politique (il existe un islam politique «constitutionnaliste», par exemple en Turquie), et en assimilant systématiquement et en bloc l'islam politique à un phénomène historiquement daté comme le fascisme, Sean Matgamma opère dans cet article comme ceux qui jugent le marxisme à l'aune des discours et du génocide de Pol-Pot. Cela peut être utile et efficace dans une conversation polémique, mais cela ne fait guère avancer la compréhension d'un phénomène aussi nouveau et politiquement nocif que l'islam politique. Il nous semble que l'auteur, emporté par la défense d'une cause juste, manque singulièrement de nuance dans cet article pourtant fort utile en ces temps d'islamophilie galopante et généralisée.

Y.C.

Martin Thomas

De l'islam politique au clérical-fascisme

A propos de Gilles Kepel, *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme* (Gallimard, 2000, nouvelle édition Folio, 2003).

«Les intellectuels arabes de gauche ont traditionnellement considéré les Frères [musulmans] comme un mouvement populiste (...) [ayant] des similitudes avec les caractéristiques du fascisme européen pendant les années 1930 (...). Aux yeux des intellectuels de gauche, à la fois parmi les musulmans et en Occident, les groupes islamistes représentaient une variété religieuse du fascisme (...). Puis, à mesure que ces mouvements gagnèrent en importance (...), à gauche, on se mit à découvrir qu'ils avaient une base populaire. Des marxistes, anciens ou récents, espérant trouver là l'implantation de masse qui leur avait fait défaut, parèrent les islamistes de vertus sociales, recherchèrent le dialogue politique, parfois se convertirent¹(...)».

Kepel signale ce changement d'attitudes d'une manière neutre. Mais les faits réunis dans son livre sonnent comme un verdict. Si de prétendus marxistes accordent du crédit à l'islam politique c'est parce que, dans une période de triomphalisme de la bourgeoisie, ils ont perdu confiance en eux-mêmes, et non pas parce que les islamistes auraient esquissé le moindre pas vers la gauche.

L'islam politique, ou «l'islamisme», qu'on le considère comme un mouvement politique ou un amas de mouvements, est distinct de l'islam comme religion. Avant la fin des années 70, si un gouvernement décidait de s'appeler «islamique» ou «musulman», il s'agissait d'une référence vague plutôt que d'un engagement féroce. L'Arabie saoudite, Etat singulièrement archaïque, représentait la seule exception importante à l'époque.

Durant la seconde moitié du XX^e siècle, certains mouvements ont cherché à utiliser les mécanismes politiques modernes pour transformer leur société en un Etat islamique absolument gouverné et imprégné par une doctrine islamique rigoureuse qui prétend revenir aux sources originelles de l'islam. Ils ont repris de nouvelles forces et gagné de l'importance au cours

¹ Les citations du livre de Gilles Kepel dans cet article ont été traduites de l'anglais vers le français, faute d'avoir pu les repérer dans la version française qui semble de surcroît différente de la version anglaise. J'espère ne pas avoir trahi la pensée de l'auteur (NdT) !

d'une séquence marquée par trois dates incarnant trois tournants de l'histoire, 1967, 1973, et 1979.

La réflexion théorique avait commencé bien avant les années 60 et 70. Hassan al-Banna et Mawlana Mawdudi, respectivement fondateurs des Frères musulmans en Egypte et du Jamaat e-Islami en Inde (et plus tard au Pakistan) ont commencé à être actifs dans les années 1920. Sayyid Qutb, un idéologue des Frères musulmans, dont les ouvrages ont inspiré la ligne la plus dure de l'islam politique chez les sunnites, a écrit ses livres dans les années 1960 et a été pendu par le gouvernement laïque de l'Egypte en 1966. Ruhollah Khomeini a formulé sa thèse sur la domination politique directe par les dirigeants du clergé chiite en 1970.

Mais les mouvements influencés par ces idées étaient faibles. En Irak, par exemple, les mouvements chiites-islamistes, qui dominent aujourd'hui la politique dans ce pays, étaient apparus dans les années 1958-1963, mais, jusqu'aux années 1970, ils ne rassemblaient que de petits cercles de clercs et d'étudiants en théologie, surtout intéressés par de pieuses discussions internes. Ils se montraient discrets à la fois parce qu'ils savaient que leurs idées n'avaient pas un grand pouvoir d'attraction pour la masse de la population et parce qu'ils craignaient la répression.

«La première attaque islamiste, écrit Kepel, fut menée contre le nationalisme. La défaite de 1967 [infligée aux Etats arabes par Israël, durant la guerre de cette année-là] commença à miner sérieusement l'édifice idéologique du nationalisme [arabe] et créa un vide qui sera comblé (...) par la philosophie islamiste de Qutb.»

Paradoxalement, la montée de l'islam politique était aussi en partie fondée (même si Kepel ne le précise pas dans ce livre) sur les succès relatifs du nationalisme arabe. Au cours des deux décennies précédant la guerre de 1967, les Etats arabes avaient conquis l'indépendance politique, et adopté des lois sur la réforme agraire et les nationalisations.

Beaucoup de cadres de l'islam politique étaient de jeunes hommes issus des milieux ruraux qui – grâce aux «succès» du nationalisme – étaient les premiers dans leurs familles à pouvoir étudier à l'université, vivre dans de grandes villes, et, souvent, voyager à travers le monde en tant que travailleurs migrants, en particulier dans le Golfe.

Paradoxalement, les cadres de cet islam politique très consciemment tourné vers le passé allaient provenir des milieux les plus exposés aux influences «modernes» ou «occidentales». Ils avaient été enthousiasmés et fascinés par le nationalisme et ses promesses – mais aussi profondément désorientés. *«Qutb s'adressait aux jeunes, nés après l'indépendance, qui étaient nés trop tard pour bénéficier de la vaste redistribution des dépouilles qui avait suivi le départ des occupants coloniaux.»*

Tout nationalisme bourgeois provoque des déceptions mais les tumultes spécifiques qui éclatèrent dans le monde arabe furent moins déclenchés par des «désillusions» ou des «difficultés d'adaptation» que par deux autres

facteurs: la volonté irréaliste (et réactionnaire) des nationalistes arabes de vouloir détruire le «sionisme» (les Juifs israéliens) ; et la coexistence détonante, créée par les économies pétrolières, entre, d'un côté, une pauvreté bouillonnante et, de l'autre, de grandes richesses contrôlées par des bureaucraties gérant un «capitalisme de connivence¹».

En 1973, les Etats arabes affrontèrent à nouveau Israël, et s'en sortirent un peu mieux cette fois, mais pas assez pour réhabiliter les régimes nationalistes. Les prix du pétrole et les recettes pétrolières augmentèrent énormément et les Saoudiens commencèrent à investir massivement dans la promotion de leur rigorisme islamique à l'échelle internationale.

«Avant 1973, l'islam était partout dominé par des traditions nationales ou locales enracinées dans la piété des gens ordinaires», et les différentes catégories «bigarrées» de clercs considéraient «avec suspicion le puritanisme inspiré par l'Arabie saoudite».

Mais désormais, «pour la première fois depuis quatorze siècles, les mêmes livres (et les mêmes cassettes) étaient disponibles d'un bout à l'autre [du monde musulman] (...). Cette distribution massive [de propagande] par le régime conservateur de Riyad n'empêcha pas (...) les éléments les plus radicaux d'utiliser ces textes (...) pour promouvoir leurs propres objectifs».

Dans les années 1970 et 1980, *«les gouvernements conservateurs s'inspirant du modèle saoudien [et souvent approuvés par les États-Unis] encouragèrent l'islamisme comme un contrepoids face aux marxistes dont ils craignaient l'influence sur les campus universitaires».* Une «ré-islamisation» par en haut se produisit, même dans des pays où les mouvements populaires islamistes étaient faibles ou réprimés.

A l'échelle mondiale, bien au-delà du monde arabe, *«tous les musulmans se virent proposer [et beaucoup d'entre eux, pas seulement les partisans de l'islam politiques, acceptèrent] une nouvelle identité qui soulignait leur communauté religieuse d'intérêts tout en minimisant leurs différences de langue, d'origine ethnique et de nationalité».* L'Organisation pour la Conférence islamique (une alliance entre 57 États) fut mise en place en 1969; la Banque islamique de développement, en 1975.

En 1979, l'islam politique prit le pouvoir en Iran, pays non arabe, et devint le porte-drapeau d'une longue guerre, jouissant d'un soutien populaire, en Afghanistan (pays non arabe), contre la tentative de l'URSS de dominer militairement ce pays.

La modernisation brutale par «en haut» menée par le Shah d'Iran avait suscité le mécontentement des masses. Alors que, dans la plupart des pays sunnites, les responsables religieux n'étaient pas organisés de façon

¹ «Crony capitalism», littéralement «capitalisme de copinage», se traduit parfois aussi par «capitalisme clanique» (NdT).

centralisée et se trouvaient largement contrôlés au plus haut niveau par l'État, dans l'Iran chiite le clergé possédait une hiérarchie organisée en dehors du contrôle de l'Etat.

Dans l'islam politique sunnite, les principaux dirigeants étaient (et sont encore) des laïques. Khomeini créa le premier mouvement islamiste qui utilisa les clercs comme des cadres politiques, et proposa non seulement un Etat islamique, mais gouverné par des religieux. Il utilisa également la démagogie sociale, qui représentait un aspect mineur dans l'islam politique, contrairement au fascisme européen, ou même au clérical-fascisme des années 1930. «*Ni Mawdudi ni Qutb ne donnèrent le moindre contenu social explicite à leur théorisation*», écrit Kepel.

L'ayatollah irakien Baqi as-Sadr, oncle et beau-père Moqtada al-Sadr, le dirigeant actuel de l'armée du Mahdi, avait en 1961 publié un livre sur «l'économie islamique»; mais le principal résultat en avait été la montée de la «finance islamique», désormais une activité marginale mais estimée à la Bourse de Londres.

Tous les islamistes pensaient que «*le règne à venir de la charia... se construirait sur les cendres du socialisme et d'un monde occidental totalement dépourvu de normes morales*» ; mais c'est Khomeini qui imagina de lancer un appel spécifique à un «Islam du peuple» et aux «déchérités» (*mustadefeen*).

Pourtant, pour Khomeini, comme le note Kepel, les «déchérités» étaient «*un terme tellement vague qu'il englobait à peu près tout le monde en Iran à l'exception du Shah et de la cour impériale (...)* ; il [*incluait aussi*] les marchands du bazar opposés au Shah». La principale mesure réellement favorable aux pauvres que prit l'Iran de Khomeini fut de distribuer de subventions aux familles des «martyrs» islamistes.

Sur le plan social, Kepel pense que l'islam politique repose sur deux groupes distincts – la «classe moyenne pieuse», des commerçants traditionnels ainsi que des professions libérales et des cadres modernes, qui se sentent maltraités par les bureaucraties corrompues des État laïcs nationalistes ; et la jeunesse pauvre des villes tels que les «hittites» algériens (ces chômeurs qui «tiennent les murs» – *hit* signifiant mur en arabe).

Cette alliance entre la petite-bourgeoisie et le lumpen prolétariat a généralement été aussi la base sociale du fascisme.

L'islam politique possède, cependant, une vaste gamme de variantes, de mouvements bourgeois qui se bornent à être de simples groupes de pression (Kepel cite le cas des Frères musulmans en Jordanie, qui sont favorables à la monarchie) à des mouvements plébéiens «takfiris¹» pour lesquels tout

¹ *Takfir* signifie excommunication (par le biais d'une *fatwa*) entraînant une condamnation à mort. Les takfiris, par extension, sont ceux qui

individu en dehors de leur propre organisation, même les musulmans pieux qui dévient légèrement de la stricte norme religieuse, méritent d'être châtiés par la terreur.

Kepel considère que la recherche d'une voie médiane et d'une large alliance, nécessaire à tout mouvement islamiste qui voudrait réussir, n'est pas viable. Il en conclut que l'islam politique aurait atteint son apogée vers 1989 – marquée par le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, le triomphe temporaire d'un régime islamiste au Soudan, la montée du Hamas et du Jihad islamique parmi les Palestiniens, et la fatwa de Khomeini condamnant à mort Salman Rushdie – et que l'islam politique aurait surtout diminué depuis. Il cite comme preuve la défaite des «ultras» islamistes-terroristes en Algérie et en Egypte.

Selon lui, la classe moyenne dévote sera progressivement cooptée au pouvoir et s'orientera vers la démocratie parlementaire, comme cela s'est passé avec les islamistes turcs, et les «ultras» seront de plus en plus isolés.

En 2008, huit ans après la première édition du livre de Kepel, sa conclusion semble peu plausible. L'islam politique a certes connu des défaites, mais son succès en Irak montre qu'il possède encore une grande vitalité.

L'erreur de Kepel, il me semble, découle de son mépris pour l'islam politique : il ne peut tout simplement pas croire que beaucoup de gens, dans ces cultures musulmanes et arabes qu'il aime tant, puissent être durablement séduits par de telles formes de cruauté et de brutalité.

Il a certainement raison de penser que ces cultures contiennent de nombreux courants totalement étrangers à l'islam politique. L'affirmation, très répandue à gauche, selon laquelle l'hostilité envers l'islam politique implique de facto l'hostilité envers la plupart des musulmans, est évidemment fausse.

C'est à partir de ces courants, totalement étrangers à l'islam politique, qu'un mouvement socialiste de la classe ouvrière pourra construire des solutions alternatives et répondre aux questions sociales que l'islam politique obscurcit tellement, à condition que les révolutionnaires soient suffisamment sûrs de leurs idées pour dénoncer les cléricaux-fascistes pour ce qu'ils sont vraiment.

8 septembre 2008, **Martin Thomas**

recourent systématiquement à la condamnation religieuse de leurs adversaires pour justifier leur liquidation physique. Procédé, ne l'oublions pas, qu'utilisèrent également les staliniens en employant des termes comme «alliés des koulaks», «agents de Hitler et du Mikado», «hitléro-trotskyistes», «anarcho-fascistes», «policiers trotskistes», etc., pour justifier l'assassinat de leurs opposants y compris dans les maquis de la Résistance (*NdT*).

Martin Thomas

Sur le manifeste classique de l'islam politique

Février 2011

Le manifeste classique de l'islam politique – de l'islam politique sunnite politique, en tout cas – s'intitule *Jalons sur la route de l'Islam* et a été publié en 1964 par Sayyid Qutb (orthographié aussi Said Kotb et Sayyed Qutb), un dirigeant des Frères musulmans.

Les Frères musulmans révèrent encore Qutb, même si, aujourd'hui, les groupes «ultra-islamistes» comme Hizb ut-Tahrir sont plus proches des écrits de Qutb que les Frères musulmans et leur stratégie prudente et encline aux compromis.

Qutb condamne également toutes les sociétés existantes – stalinienne («communiste»), capitaliste, et les sociétés nominalement musulmanes.

Toutes, selon lui, illustrent le fait que les hommes sont «*soumis à d'autres êtres humains*», parce que les lois sont faites par les hommes (qu'elles soient démocratiques ou pas lui est indifférent). L'Islam doit «*libérer l'humanité de sa servitude envers des êtres humains afin qu'ils puissent servir Dieu seul*».

Pour Qutb, il ne s'agit pas seulement d'un processus d'illumination intérieure. L'Islam, à son avis, n'est pas une croyance religieuse individuelle mais un mode de vie collectif gouverné par «*Dieu seul*». Cela suppose de «*prendre des mesures concrètes pour organiser un mouvement pour libérer l'homme. Les autres sociétés ne donnent aucune possibilité d'organiser ses fidèles selon sa propre méthode, et il est donc du devoir de l'Islam de détruire tous ces systèmes*».

Même si une société accorde l'entière liberté de culte aux musulmans sur le plan individuel – même si elle «*permet aux gens de pratiquer leurs dévotions dans les mosquées, les églises et les synagogues*» – si elle entrave l'organisation collective de la vie selon les principes islamiques, elle doit être anéantie. «*Le mot Jihad en Islam est tout simplement un mot qui désigne les efforts entrepris pour rendre ce système de vie dominant dans le monde*».

Jalons sur la route de l'islam exalte la liberté, et de nombreux passages pourraient presque nous faire penser à de l'anarchisme. Mais il est clair que le «jihad» implique une action militaire, pas seulement une action militaire «défensive».

Qutb insiste sur le fait que l'Etat islamique ne sera pas une «théocratie». *«La façon d'établir le règne de Dieu sur la terre ne conduira pas (...) à ce que certains porte-parole de Dieu exercent le pouvoir, comme c'est le cas dans une "théocratie". Etablir le règne de Dieu signifie que Ses lois sont appliquées et que la décision finale sur tous les sujets est conforme à ces lois.»* *«Il n'y a pas d'"Eglise" dans l'Islam ; personne ne peut parler au nom de Dieu, sauf Son Messager»* – c'est-à-dire Mahomet.

Mais qui détermine ce que sont les lois de Dieu... sinon les clercs ?

Sur ce point Qutb se montre vague: *«Si l'on dispose d'un texte clair du Coran ou de [Mahomet], alors ce sera décisif... Si aucun jugement clair n'est disponible, alors vient le temps de l'ijtihad [de l'interprétation] – et l'on doit alors décider selon des principes bien définis, cohérents avec la religion de Dieu, et non en suivant ses opinions ou ses désirs.»*

Bien que Qutb ne précise guère qui va définir les règles, et bien qu'il répète souvent que, dans un Etat islamique, les gens pourront croire en d'autres religions tant qu'ils respectent les règles de la société musulmane dans laquelle ils vivent, il est très clair sur le contrôle total exercé par ses règles, contrôle qui sera supérieur à celui de n'importe quel «gouvernement laïque».

«Dès qu'un ordre est donné, les têtes doivent s'incliner, et, pour l'appliquer, il suffit de l'écouter. C'est ainsi que [à l'époque du prophète Mahomet], il fut interdit de boire de l'alcool, de pratiquer l'usure, et de participer à des jeux d'argent, et que toutes les habitudes des Jours de l'ignorance furent supprimées – abolies par quelques versets du Coran ou quelques mots sortant de la bouche du Prophète (...). Comparez cela avec les efforts des gouvernements laïques. À chaque étape, ils doivent se reposer sur les lois, les institutions administratives, la police et le pouvoir militaire, la propagande et la presse, et pourtant, ils peuvent tout au plus contrôler ce qui est fait publiquement, et de nombreux actes illégaux et interdits continuent à être commis.»

Qutb considère que la «propriété privée» est l'un des moyens essentiels qui permet à *«l'individu d'exprimer son individualité»* ; mais il blâme la «liberté individuelle», qu'il a observée aux Etats-Unis, pays, selon lui, *«dépourvu d'empathie et de sentiment de responsabilité envers les membres de la famille, si la force de la loi n'intervient pas»*.

Il condamne la liberté individuelle spécialement en matière de sexualité. *«Dans (...) les sociétés modernes jahili [non islamiques] (...), les relations sexuelles illégitimes, et même l'homosexualité, ne sont pas considérées comme immorales (...). Des écrivains, des journalistes, des rédacteurs en chef expliquent aux personnes mariées et célibataires qu'il n'est pas immoral d'avoir des relations sexuelles libres (...). Ces sociétés ne sont pas civilisées...»*

Il blâme aussi une femme qui *«consacre son énergie à mettre en œuvre ses capacités productives matérielles»* plutôt que d'adhérer à *«la division*

du travail entre mari et femme» au sein de la famille.

Ces pages sont la seule partie de *Jalons sur la route de l'Islam* où l'on puisse dénicher quelques éléments précis sur la façon dont l'Etat islamique pourrait améliorer la vie quotidienne. Cet ouvrage ne propose rien pour mettre fin à la pauvreté, à l'exploitation ou aux inégalités sociales – rien qui puisse indiquer que Qutb, sur ces questions, va au-delà du traditionnel appel des religions à la charité des riches envers les pauvres.

Qutb accuse les autres auteurs musulmans d'être «défaitistes» et «sur la défensive», et de procéder à un mélange éclectique entre l'islam et d'autres doctrines. Il concède que les musulmans peuvent sans doute apprendre quelque chose des non-musulmans dans le domaine des «*sciences abstraites telles que la chimie, la physique, la biologie, l'astronomie, la médecine*» ; mais il écarte la biologie darwinienne, et, d'une façon générale, il ne considère pas ces domaines de la connaissance très importants.

Pour Sayyed Qutb, toutes les connaissances importantes viennent de Dieu. Il rejette tous les nationalismes, ainsi que l'«*Islam progressiste*», «*les sociétés musulmanes [qui] proclament ouvertement leur "laïcité"*», la «*démocratie islamique*», le «*socialisme islamique*», etc.

Dans *Jalons sur la route de l'Islam*, Qutb rejette tous les systèmes sociaux, toutes les doctrines et tous les groupes en dehors de l'«avant-garde» islamique qu'il souhaite organiser. Cette avant-garde, au fil du temps, deviendra une communauté musulmane, puis une société islamique.

Dans un passage, cependant, il identifie un groupe particulier qui doit être spécialement combattu : «*L'affirmation selon laquelle "la culture est le patrimoine de l'humanité" (...) est l'une des combines de la juiverie mondiale. Son but est d'éliminer toutes les limites, en particulier celles imposées par la foi et la religion. Ainsi les Juifs pourront pénétrer dans le corps politique du monde entier et accomplir leurs mauvais desseins. Au sommet de la liste de ces activités figure l'usure, dont l'objectif final est de livrer toutes les richesses de l'humanité entre les mains des institutions financières juives qui fonctionnent sur la base de l'intérêt.*»

Martin Thomas

Sur la pseudo-théorie gauchiste du «retour de bâton»

(Extraits d'un débat sur le site de l'Alliance for Workers Liberty, le 12 juin 2013)

(...) Les impérialismes britannique, américains, et d'autres impérialismes occidentaux ont-ils contribué à alimenter la croissance de l'extrême droite islamiste, à la fois directement en soutenant, de manière sélective, certains éléments contre des impérialismes rivaux (par exemple, en armant les proto-talibans contre la colonisation stalinienne de l'Afghanistan), et indirectement en créant des conditions sociales telles, dans de nombreux pays «musulmans», que l'influence des islamistes a pu croître? Oui, bien sûr.

Personne ne nie que les politiques des gouvernements impérialistes occidentaux soient un élément clé du contexte pour comprendre l'islam politique.

Mais elles ne sont pas le seul facteur d'explication, et nous ne pouvons pas interpréter l'islamisme comme un simple «retour de bâton» dû aux invasions de l'Irak et de l'Afghanistan, pas plus que nous pourrions affirmer que le nazisme serait uniquement le «contrecoup» de l'injustice infligée à l'Allemagne par le Traité de Versailles en 1918.

Dans la foulée des attentats du 7 juillet 2005¹, Michael Rosen a écrit trois poèmes dans *Socialist Worker*². L'un d'eux commençait par cette phrase : «*Si vous allez dans d'autres pays / et que vous les bombardez / ils vous bombarderont.*»

Mais les auteurs des attentats meurtriers du 7 juillet 2005 ne venaient pas d'Irak, d'Afghanistan ou de tout autre pays bombardé par la Grande-Bretagne. Deux venaient de Leeds, l'un de Bradford, et le dernier était un Londonien d'origine jamaïcaine³. Ils ne sont pas de simples robots réactifs, sans pensées ni idées propres. Pas plus que Michael Adebajo et Michael

¹ Ces attentats-suicides dans quatre endroits différents de Londres (trois stations de métro et un bus) firent 56 morts et 700 blessés (*NdT*).

² *Socialist Worker* est l'organe du *Socialist Workers Party*, une des premières organisations d'extrême gauche à avoir prôné l'unité d'action avec les islamistes (*NdT*).

³ Il s'agit des auteurs des attentats qui sont morts en se faisant exploser : Mohammad Sidique Khan, Shehzad Tanweer, Germaine Lindsay et Hassib Mir Hussain (*NdT*).

Adebowale¹.

Les exposants de la théorie du «retour de bâton» se présentent comme des lanceurs d'alerte, qui disent la vérité au pouvoir en brisant les tabous et en proclamant que les politiques impérialistes (et non l'idéologie islamiste des poseurs de bombes du 7 juillet 2005, ou Michael Adebajo, ou al-Qaïda, ou quelqu'un d'autre) seraient responsables des atrocités terroristes.

Mais cette logique interprétative trahit une condescendance très eurocentriste envers les musulmans. Elle les déshumanise et les réduit à un Autre absolu, en les présentant comme des créatures irréfléchies qui n'auraient aucune pensée propre mais réagiraient seulement (et de la manière la plus brutale) contre les crimes commis contre «eux».

Cette explication n'est que le reflet inversé et pervers du discours islamophobe, du type «tous-les-musulmans-sont-des-terroristes» que colporte la presse de droite. La «théorie du retour de bâton» fait partie des conceptions politiques post-staliniennes propagées par des individus nihilistes et désespérés influencés par le post-modernisme. Pour eux, l'impérialisme occidental est tout-puissant, et tout ce qui se passe dans le monde ne peut être compris que comme une réaction contre ses crimes. Leur politique n'est pas fondée sur un programme positif, universel, démocratique-révolutionnaire, et favorable aux intérêts de la classe ouvrière ; elle repose seulement sur un «anti-impérialisme» négatif.

L'AWL rejette un tel désespoir. Nous avons une bien plus haute opinion de l'humanité, et une bien plus grande foi en elle que ces gens-là. Nous pensons que les femmes et les hommes sont capables de comprendre le monde, de le critiquer et de s'approprier consciemment des idées complexes. Et, contrairement aux «anti-impérialistes» eurocentriques de gauche du quotidien *The Guardian*, nous ne pensons pas que les musulmans sont uniquement capables de réagir contre des crimes commis contre eux, ou contre les gens avec lesquels ils partagent des affinités ethniques, religieuses ou nationales, en tenant des discours obscurantistes ou en employant des méthodes brutales. (...) Si l'on croit que l'islamisme incarne une sorte de réaction réflexe dans des pays où il n'existe aucune solution alternative socialiste, on est forcément conduit à penser que les musulmans sont en quelque sorte «inévitables» poussés à réagir de cette façon. (...) Soutenir des explications fondées sur des raisonnements de type «cause à effet» et «retour de bâton», c'est sombrer dans une vision du monde qui élimine effectivement toute possibilité pour le socialisme. C'est considérer que nous vivrions dans un monde où, à la barbarie impérialiste, succéderait la contre-barbarie, et ce dans un cycle sans fin. **Daniel Randall**

¹ Ils avaient renversé avec leur voiture le soldat Lee Rigby le 22 mai 2014 puis l'avaient lardé de coups de couteau et tenté de le décapiter avec un hachoir (*NdT*).

Stephen Wood

Les origines de l'«Etat islamique»

Solidarity n° 337, 24 septembre 2014

L'EI (l'Etat islamique, dont le nom complet est l'Etat islamique en Irak et au Levant), a maintenant éclipsé Al-Qaïda sur le plan de la férocité et de la renommée médiatique. Comment cela s'est-il produit ?

L'Etat islamique est souvent présenté comme une création des services de renseignements occidentaux et syriens, qui aurait réussi à rassembler un certain nombre de hauts responsables militaires licenciés après l'invasion de l'Irak et qui auraient bénéficié d'une formation spécialisée dispensée par les Américains.

Une grande partie de ce récit est tout simplement fausse.

L'individu qui a joué le rôle le plus important dans la croissance de l'Etat islamique est mort cinq ans avant la création de cette organisation. Abou Moussab al-Zarqaoui était un jeune bédouin jordanien qui se rendit en Afghanistan en 1989. Il dirigera le groupe qui donnera naissance à l'Etat islamique jusqu'à ce qu'il soit tué par un raid aérien américain en 2006.

En 1989, les troupes russes avaient quitté ce pays et il ne put donc pas combattre contre elles. Il écrivit surtout des rapports pour diverses publications islamistes et tenta de prendre contact avec des personnalités locales qui allaient plus tard former les talibans. Déterminé à former une organisation qui pourrait réaliser son principal objectif, le renversement de la monarchie jordanienne, et son remplacement par un Etat islamique, Al-Zarqaoui retourna alors en Jordanie,.

Sa haine virulente contre les musulmans chiites allait plus tard le conduire à s'opposer à d'autres personnalités de premier plan au sein du réseau international de groupes salafistes-jihadistes, y compris à s'opposer au chef d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden.

Arrêté pour avoir acheté et stocké des armes, al-Zarqaoui fut condamné à une peine de prison. Il continua à entretenir des contacts avec d'autres islamistes radicaux de Jordanie, de Palestine, d'Egypte et d'Irak. Il construisit un réseau influent d'islamistes, dont beaucoup avaient une expérience des combats et des attentats dans tout le Moyen-Orient. Al-Zarkaoui n'a jamais été considéré comme un spécialiste érudit de l'islam. C'était un organisateur, connu principalement pour ses manières brutales et intimidantes.

À sa sortie de prison en 1999, il se rendit à Herat, près de la frontière afghano-iranienne, afin de mettre en place un camp d'entraînement,

principalement pour ses disciples jordaniens. Il rencontra Ben Laden et le persuada d'aider financièrement son groupe, Jund al-Sham (les Soldats du Levant).

Quelques années plus tard, les services de renseignement américains se mirent à raconter que Ben Laden et al-Zarqaoui étaient proches : les deux hommes se considéraient en fait comme des rivaux et eurent des désaccords importants concernant leurs plans respectifs.

Ben Laden et Al-Qaïda, alors en plein essor, souhaitaient orienter la lutte contre ce qu'ils considéraient comme les «ennemis lointains», notamment les Etats-Unis et Israël. Ils souhaitaient réduire les pertes civiles en Afghanistan, en essayant de convaincre un certain nombre de musulmans à l'échelle internationale de lutter contre les «ennemis lointains» ; et ils voulaient aussi diminuer le sectarisme sunnite contre les chiïtes et les autres minorités religieuses.

Quant à lui, Al-Zarqaoui était obsédé par le renversement de la monarchie jordanienne, et avait une attitude farouchement sectaire qui apparemment agaçait Ben Laden.

Blessé à la suite de l'invasion américaine de l'Afghanistan après le 11 Septembre, al-Zarqaoui se rendit ensuite en Iran. Dans ce pays, Zarqaoui, malgré son idéologie violemment anti-chiïte, ne risquait pas d'être arrêté¹ tout comme différents agents d'al-Qaïda vivant en Iran et il commença à regrouper les membres de son organisation grâce à des collectes de fonds et des voyages en Syrie, en Irak et au Liban..

En 2002, il se rendit en Irak pour recevoir des soins médicaux. En 2003, il fonda le Jama'at al-Tawhid wal-Jihad (Monothéisme et Jihad), qui, après plusieurs fusions et des scissions, deviendra l'Etat islamique après sa mort en 2006.

Suite à l'invasion américaine de l'Irak son organisation mena la plupart de ses opérations à partir de l'intérieur des frontières irakiennes. Jama'at al-Tawhid wal-Jihad était encore largement composée de combattants étrangers, qui luttaient à la fois contre les forces américaines et le gouvernement irakien dominé par les chiïtes.

Avant l'invasion de l'Irak, les États-Unis prétendirent que al-Zarqaoui était un chaînon essentiel entre al-Qaïda et Saddam Hussein. Or, al-Zarqaoui n'avait aucun lien avec Saddam Hussein, même si certains généraux irakiens rejoignirent les rangs des islamistes lorsque l'insurrection progressa. Jama'at al-Tawhid wal-Jihad n'a jamais appartenu au réseau d'al-Qaïda et on raconte que al-Zarqaoui avait mis en garde ses partisans à l'extérieur de l'Irak lorsque ceux-ci prenaient leurs ordres de la direction

¹ Il était en effet sous le coup d'un mandat d'arrêt lancé par le gouvernement jordanien pour avoir organisé un complot visant à attaquer l'Hôtel Radisson SAS.

d'al-Qaïda et non directement de lui.

En 2004, dans le cadre d'un accord pour obtenir des fonds et des combattants supplémentaires, al-Zarqaoui prêta formellement allégeance à Ben Laden, et Jama'at al-Tawhid wal-Jihad changea d'appellation et se transforma en Tanzim al-Jihad Qaïdat fi Bilad al-Rafidayn (Al-Qaïda en Irak).

Mais les divergences entre Ben Laden et al-Zarqaoui ne prirent pas fin. La direction d'al-Qaïda pensait qu'al-Qaïda en Irak ne devait pas cibler des lieux de culte, des quartiers et des civils chiïtes car cela dissuadait les musulmans d'autres pays, autrement bien disposés à son égard, de soutenir sa cause.

En 2006, un raid aérien américain tua al-Zarqaoui. Il fut remplacé par Abou Hamza al-Muhajir et Abu Omr al-Baghdadi, à leur tour liquidés en 2010.

En 2006, al-Qaïda se trouvait à l'apogée de son pouvoir. Mais, cette année-là, les Etats-Unis recrutèrent un important mouvement de miliciens, «Les Fils de l'Irak», parmi les tribus sunnites qui voulaient chasser al-Qaïda en Irak et ses combattants étrangers. En 2007, ce mouvement et les troupes américaines détruisirent presque entièrement la base d'al-Qaïda en Irak. Des individus comme Abou Bakr al-Baghdadi continuèrent à diriger l'organisation mais en disposant d'effectifs réduits.

Durant les années qui suivirent, le gouvernement à majorité chiïte de Nouri al-Maliki à Bagdad poursuivit une politique anti-sunnites, politique qui contribua à réinstaller le chaos et permit à al-Qaïda en Irak, désormais rebaptisé Etat islamique, de regagner de l'influence.

Le gouvernement de Maliki démobilisa les milices sunnites hostiles à al-Qaïda en Irak et que les Etats-Unis avaient aidées. Il ne respecta pas ce qui avait été convenu avec les Américains, c'est-à-dire qu'il n'intégra pas ces combattants dans l'armée régulière irakienne. Lorsque, en juin 2014, les troupes irakiennes fuirent devant l'Etat islamique, il devint évident que les militaires chiïtes n'étaient pas disposés à défendre des territoires historiquement sunnites. Cette situation contribua à créer, parmi les Arabes sunnites irakiens, un mélange d'indifférence face à l'Etat islamique et de sympathie naissante pour cette organisation qui compte désormais de nombreux sunnites irakiens dans ses rangs.

Les États-Unis en sont-ils responsables ? Partiellement, dans la mesure où, avec l'Iran, ils soutinrent al-Maliki et son gouvernement, malgré leur incapacité à intégrer dans l'armée et les institutions irakiennes toutes les composantes de la population.

Le chef actuel de l'Etat islamique, également «calife» de «l'Etat islamique», Abou Bakr Al-Baghdadi, est un ressortissant irakien. Il s'est efforcé d'utiliser le mécontentement des Arabes sunnites contre le gouvernement central pour les inciter à rejoindre une force qui combattrait les chiïtes et les forces «anti-islamiques». Les anciens baasistes

n'apprécient guère l'idéologie de l'Etat islamique, mais ils font partie de sa périphérie, lui fournissent des conseils sur le plan militaire et bénéficient matériellement des conquêtes territoriales de l'Etat islamique, notamment des champs pétroliers.

L'Etat islamique est désormais en grande partie capable de s'auto-financer et a beaucoup moins besoin de l'aide fournie par les millionnaires du Golfe qui l'ont soutenu au début du conflit en Syrie.

Après que al-Qaïda a été défait, il s'est rebaptisé Etat islamique en Irak et sa brève fusion avec la section officielle d'al-Qaïda en Syrie a donné naissance au sigle Etat islamique en Irak et en Syrie¹. La volonté de l'Etat islamique de mener une guerre religieuse sectaire et d'attaquer d'autres rebelles syriens plutôt que le gouvernement Assad lui a valu d'être boycotté par beaucoup de ses anciens alliés et d'être officiellement rejeté par al-Qaïda.

L'Etat islamique est désormais un proto-Etat qui prélève impôts et recettes pétrolières. Il vend du pétrole, grâce à des intermédiaires, en grande partie aux gouvernements irakiens et syriens dont il occupe les territoires. Selon le *New York Times*, «*Des millions de dollars de revenus pétroliers ont fait de l'Etat islamique l'un des plus riches groupes terroristes de l'histoire. Les experts estiment que la valeur de la production des champs de pétrole et des raffineries sous son contrôle en Irak et en Syrie oscille entre un à deux millions de dollars par jour.*»

Al-Zarkaoui a probablement été responsable de l'exécution du travailleur humanitaire britannique Ken Bigley. L'Etat islamique sait que la plupart des pays européens sont prêts à négocier et payer une rançon lorsque leurs ressortissants civils sont capturés.

Certains militants de gauche affirment que l'Etat islamique serait uniquement une création des États-Unis, que ceux-ci les auraient formés et encouragés en envahissant l'Irak. Cette explication est en grande partie fautive. Certes il est vrai que le soutien américain apporté à al-Maliki, en dépit du fait que ce politicien a violé ses engagements envers la population sunnite irakienne, a contribué à renforcer l'Etat islamique, à attirer dans ses rangs des personnes qui ne partageaient pas toute son idéologie. Mais les États-Unis n'ont pas inventé les divergences séculaires qui séparent sunnites et chiites au sein de l'Islam.

Certains affirment aussi que les États-Unis soutiendraient l'Etat islamique afin de bénéficier des recettes pétrolières de l'Etat islamique.

¹ Qu'on appelle encore ISIS en anglais au lieu de son appellation actuelle : ISIL, Etat islamique et Irak et au Levant. Ce groupe est plus connu désormais dans les médias et chez les politiciens du monde entier sous son acronyme arabe Daech, en vertu d'une tentative politiquement correcte de gommer tout lien de ce groupe avec l'Islam. (Ndt).

Mais, en 2012, les États-Unis ont produit **7 millions de barils** de pétrole par jour, et l'État islamique **40 000 barils** par jour sur les territoires qu'il contrôle ! Le sénateur américain John McCain a rencontré des dirigeants de l'Armée syrienne libre et d'autres milices. Les allégations selon lesquelles il aurait rencontré l'État islamique sont totalement fausses. Le blog <http://snowdenhoax.blogspot.co.uk/> a démystifié en détail le conte selon lequel Abou Bakr al-Baghdadi aurait été formé par la CIA et le Mossad.

Les théories du complot reposent sur l'hypothèse que rien ne peut se produire sur cette planète sans la main invisible des services secrets américains et israéliens ; elles sont politiquement paralysantes et ne nous aident pas à comprendre ce monde. Les avocats d'Edward Snowden ont confirmé publiquement qu'il n'y avait aucune preuve de liens entre les Américains et l'État islamique dans tous les documents publiés par leur client.

Certains membres de l'État islamique ont bénéficié d'une formation militaire financée par les États-Unis: mentionner ce fait n'est pas la même chose que de prétendre que l'État islamique serait une création des États-Unis. L'État islamique s'est emparé des armes des armées syriennes et irakiennes qui étaient très bien équipées, y compris par les États-Unis. Cela ne signifie pas pour autant que l'État islamique a été armé directement par l'Amérique.

Stephen Wood

A propos de l'islam britannique :

Medina in Birmingham, Najaf in Brent:

Inside British Islam d'Innes Bowen

En Grande-Bretagne, l'islam est l'objet de multiples controverses dans les médias et dans l'opinion publique : qu'il s'agisse du prétendu «cheval de Troie» islamique dans les écoles de Birmingham ; des musulmans qui partent se battre avec les milices sunnites en Syrie et nord de l'Irak ; ou de l'influence de «l'extrémisme» parmi les musulmans britanniques. ce livre bien documenté d'Innes Bowen sur les organisations et les idéologies de l'Islam britannique nous permet d'y voir plus clair et de bien situer le contexte.

En Grande-Bretagne, les tendances dominantes dans l'islam sont conservatrices, politiquement très modérées et, même, isolationnistes. Seule une petite minorité d'organisations musulmanes s'engagent vraiment sur le terrain politique, et quelques-unes d'entre elles incluent des militants jihadistes.

Toute personne familière avec la religion chrétienne doit d'abord comprendre que l'organisation des Eglises est très différente de celle de l'Islam. Les Églises reposent généralement sur une hiérarchie claire, des biens qui appartiennent à une direction centrale et un dogme religieux qui émane d'une autorité unique. L'Islam, en particulier l'islam sunnite qui est le plus répandu en Grande-Bretagne, ne se caractérise pas par une hiérarchie aussi formelle. On peut plutôt dire que son centre est constitué par les oulémas, la communauté des érudits musulmans reconnus comme des experts en droit canon islamique et en théologie, divisés entre plusieurs écoles et factions qui se disputent entre elles et sont en concurrence pour interpréter les textes religieux. La plupart des mosquées dépendent de fondations indépendantes, gérées localement, qui ont choisi d'adhérer à tel ou tel courant de l'Islam.

Plus de 80% des mosquées en Grande-Bretagne adhèrent à l'un des deux principaux courants de l'islam sunnite dans ce pays. Les déobandis sont dominants dans ce pays, en particulier parce qu'ils disposent des installations nécessaires pour former des savants islamiques au Royaume-Uni. Ils prônent une version conservatrice de l'Islam qui n'apprécie guère les émissions de télévision ou la musique quand celles-ci ont pour unique objectif le divertissement ; quant aux femmes, il leur est vivement conseillé de porter de longues robes noires et parfois même de se voiler le visage. Bien que ces choix montrent leurs liens avec le salafisme saoudien (le wahhabisme), les déobandis forment une branche distincte.

Le courant déobandi dans l'Islam a grandi en Inde après 1919. Il s'opposa à la création d'un État musulman au Pakistan, plaidant pour un

État indien accueillant les musulmans, à condition que ceux-ci disposent de leurs structures juridiques et sociales propres à l'intérieur de cet Etat. Les déobandis se sont aussi organisés au Pakistan après la sécession de 1947 ; leurs conceptions conservatrices ont influencé celles des talibans et de certains groupes jihadistes cachemiris. Cependant, les déobandis britanniques sont plus proches de leurs coreligionnaires politiquement plus indépendants qui vivent dans le Gujarat, en Inde. En Grande-Bretagne, la plupart des dirigeants déobandis ont tendance à ne pas se mêler de politique et ils ne sont représentés ni au sein du Conseil musulman de Grande-Bretagne (Muslim Council of Britain, MCB) ni au sein du MINAB, soit le Conseil consultatif national des mosquées et des imams qui est soutenu par le gouvernement.

Bowen note qu'il n'est pas rare que les membres de ces communautés déobandies participent à la politique locale en militant au Parti travailliste, mais elle suggère que, plutôt que d'être un signe d'intégration, il s'agit plutôt pour eux de «protéger la capacité des musulmans à vivre comme une minorité religieuse, de pratiquer pleinement et d'exprimer leur foi». Les déobandis ont vingt-trois *madrassas* (séminaires) situés au Royaume-Uni, mais les savants musulmans qui y ont été formés ne sont pas moins conservateurs que leurs prédécesseurs indiens instruits ; ils ont tendance à préconiser un «mode de vie 100% déobandi». Les zones où sont concentrés les déobandis ne sont pas des foyers de radicalisme, mais sont sous le contrôle de conservateurs orthodoxes qui tiennent leurs fidèles d'une main de fer.

Le mouvement missionnaire déobandi, Tablighi Jamaat (le Tabligh), a été surveillé attentivement par la police puisque certains des commandos suicides des attentats du 7 juillet 2005 à Londres étaient passés par ses rangs. Bowen soutient de manière convaincante que le Tabligh est apolitique et socialement conservateur ; néanmoins, son refus de répondre à des questions politiques plus larges en fait un terrain fertile pour le recrutement d'éléments radicaux.

Le rôle du Tabligh est également assez pernicieux. Sa mission n'est pas de convertir les non-musulmans mais de surveiller les fidèles dont ils jugent que la conduite n'est pas assez pieuse. Ils renforcent ainsi le conservatisme existant de la communauté musulmane et veillent au maintien des «frontières de la pureté».

L'autre grand groupe au Royaume-Uni est constitué par les barelvis¹, une branche de l'islam sunnite soufie, qui bénéficie de l'allégeance de près de 40% des mosquées britanniques. Leur infrastructure est beaucoup moins développée que celle des déobandis, ils n'ont que quelques *madrassas* et font appel à des imams nés à l'étranger. Leurs cours pour les jeunes sont souvent limités à l'apprentissage par cœur du Coran. C'est un courant traditionnel, conservateur, de l'Islam comme les déobandis mais sa religiosité est moindre. Bien que ce soit ce soit des barelvis qui aient les premiers brûlé des exemplaires des *Versets sataniques* en 1988, les dirigeants barelvis ne dirigèrent pas la campagne contre ce livre de Rushdie. De plus, au cours des dernières années, ils se sont de plus en plus présenté comme de «types gentils», hostiles aux jihadistes, et qui ne croient pas en la création d'Etats islamiques.

Selon Bowen, c'est exactement ce conservatisme et le manque d'engagement politique qui créeraient un potentiel de radicalisation pour les jeunes musulmans à la dérive, certains étant attirés par d'autres branches de l'islam sunnite, souvent des groupes islamistes, davantage prêts à s'engager sur les questions politiques.

Si les déobandis et les barelvis britanniques soutiennent parfois les États islamiques à l'étranger, on interprète souvent cette attitude, en Grande-Bretagne, comme la volonté de créer une identité politique islamique autonome et hostile au fait que la laïcité s'applique aux musulmans vivant au Royaume uni. En fait, les musulmans les plus radicaux ne militent pas dans les principaux groupes déobandis ou barelvis britanniques, mais dans d'autres groupes sunnites plus marginaux, en particulier salafistes.

Bien que le salafisme soit largement répandu, en particulier chez les musulmans britanniques qui fréquentent l'université de Médine en Arabie saoudite, ses formes plus radicales ont été particulièrement stimulées par l'adhésion au salafisme de nombreux moudjahidine afghans durant les années 1980.

¹ Les barelvis étaient une secte sunnite présente dans les provinces indiennes de l'Uttar Pradesh et du Bihar avant 1947. Plus éduqués, ils occupaient des emplois dans la bureaucratie de l'Empire britannique, vivaient dans des régions urbains et parlaient ourdou. Plus nombreux, ils ont eu plus de mal à s'adapter au Pakistan que les déobandis qui venaient des anciens Etats indiens du Pendjab et du Haryana et parlaient les mêmes langues que celles en usage dans le Pendjab pakistanais. Les deux sectes sunnites ont créé des dizaines de partis confessionnels et s'affrontent souvent violemment (attaques à la bombe, fusillades, etc.) pour le contrôle des mosquées (informations tirées du site du HCR <http://www.refworld.org/docid/403dd2624.html>, *NdT*).

Les islamistes les plus connus en Grande-Bretagne ont été salafistes, par exemple Omar Bakri Muhammad¹ qui a créé la branche britannique du Hizb ut Tahir² et plus tard, le groupe plus explicitement jihadiste de Al-Muhajiroun³. À l'extrême, le salafisme peut mener au jihadisme d'al-Qaïda. Par exemple, le prédicateur radical Abou Qatada⁴ est un salafiste.

DIFFERENTS DEGRES DE L'ISLAMISME

Il existe un autre réseau radical, celui des compères britanniques des islamistes pakistanais et bangladais, le Jamaat-e-Islami⁵, qui gère la mosquée de Whitechapel situé à l'est de Londres et le Forum islamique d'Europe (IFE), bien que ce groupe ne bénéficie que de l'allégeance d'environ 2% des mosquées de Grande-Bretagne.

Les partisans du Jamaat-e-Islami ont joué un rôle de premier plan dans la formation du Comité d'action britannique des Affaires islamiques (UK Action Committee on Islamic Affairs) au moment des protestations contre les *Versets sataniques*. Ils tentèrent de prendre la direction des musulmans en Grande-Bretagne, en créant le Muslim Council of Britain en 1997. Il s'avéra qu'il s'agissait d'un groupe dominé par les partisans du Jamaat, mais, pendant quelques années après 2001, le gouvernement le parraina comme s'il représentait tous les musulmans britanniques.

Bowen affirme qu'il existe différents degrés d'islamisme dans ce réseau, mais que les plus radicaux seraient l'IFE et ses jeunesses. En

¹ Imam syrien radical considéré à une époque comme un des dirigeants du mouvement islamiste britannique et qui soutint les attentats du 11 septembre 2001. En 2005, il quitte le Royaume uni, où il avait vécu pendant vingt ans, pour aller vivre au Liban puis en Libye. Actuellement emprisonné au Liban pour terrorisme (*NdT*).

² En français : «Parti de la Libération». Organisation internationale panislamique créée en 1953 à Jérusalem pour créer un califat unifiant tous les pays musulmans. Est censé compter un million de membres (*NdT*).

³ En, français : «les Emigrants», organisation interdite en Grande-Bretagne en 2005 après... 19 ans d'existence. Et qui se reforma en 2009 sous le nom d'Islam4UK, mais fut interdite l'année suivante. Et tenta de se reformer encore sous différents noms, mais sans succès (*NdT*).

⁴ Abou Qatada al-Filistini, Jordanien, dirigeant religieux du GIA algérien, réfugié en Angleterre, expulsé en Jordanie mais libéré un an plus tard. Soutient actuellement le Front al-Nosra (*NdT*).

⁵ Jamat e-Islami, Parti islamiste pakistanais créé au départ en Inde par Sayyid abul Ala Maududi en 1941. A des sections en Inde, au Bangladesh, au Cachemire et au Sri Lanka. Entretient de bonnes relations avec les Frères musulmans (*NdT*).

particulier dans le quartier de Tower Hamlets¹, ces idées ont attiré de jeunes musulmans d'origine bangladaise qui ne s'intéressaient pas beaucoup à l'histoire de la guerre de 1971, durant laquelle justement les partisans du Jamaat s'opposèrent à l'indépendance du Bengale et se rendirent coupables de nombreux meurtres confessionnels. Ils sont plutôt attirés par sa rhétorique radicale à propos de la Palestine et de la «guerre contre le terrorisme». L'IFE a soutenu Lutfur Rahman qui a été élu comme maire² indépendant en 2010 pour le quartier de Tower Hamlets après avoir été écarté des listes du Parti travailliste.

Les Frères musulmans sont faibles au Royaume-Uni. Les Frères musulmans sont très actifs dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sunnites où ils cherchent à créer des Etats islamiques, même si ce ne sont pas des militants jihadistes. Le fait qu'ils concentrent leur attention sur les États arabes limite leur attractivité auprès des musulmans britanniques. Néanmoins, les Frères musulmans ont acquis une certaine audience grâce à la Fédération des sociétés islamiques étudiantes (Federation of Student Islamic Societies) qu'ils créèrent en 1962 en s'alliant au Jamaat-e-Islami avec lequel ils entretiennent depuis longtemps des liens internationaux et ont des affinités idéologiques. Cette organisation d'étudiants joue un rôle de premier plan depuis les années 1980.

En 1997, certains membres des Frères musulmans qui voulaient conquérir la direction politique de la communauté musulmane en Grande-Bretagne ont fondé la Muslim Association of Britain (MAB), en s'alliant à nouveau avec les partisans du Jamaat dans le Muslim Council of Britain. Le MAB a adhéré à la Stop the War Coalition dominée par le SWP³, et bien que le MAB fût dans l'orbite de Respect⁴, ils ne l'ont jamais rejoint. Ils

¹ Quartier de l'East End, circonscription pauvre (à l'exception du petit quartier d'affaires récent de Canary Wharf) et comprenant une importante population immigrée dont 30% de personnes d'origine bengalie et une très importante proportion de musulmans tout comme celui de Newham (*NdT*).

² Il a été réélu en 2014, son élection a été invalidée pour fraude électorale (*NdT*).

³ Principale organisation trotskiste britannique, ayant connu de nombreuses scissions récemment, mais qui fut longtemps la plus puissante organisation d'extrême gauche (*NdT*).

⁴ Respect Party : rassemblement créé en janvier 2004 regroupant des trotskistes, certains islamistes et un politicien travailliste George Galloway, grand ami de Saddam Hussein... Après quelques victoires au niveau municipal, il a connu plusieurs scissions et perdu son unique siège de député (*NdT*).

étaient aussi proches de Ken Livingstone¹ quand celui-ci était maire de Londres.

Des tensions naquirent cependant au sein du MAB entre ceux qui voulaient devenir des politiciens traditionnels et ceux qui souhaitaient conserver encore une petite image «radicale». Les premiers finirent par dominer le MAB au point que la Cellule de la police métropolitaine de Londres chargée des contacts avec la communauté musulmane les aida à prendre le contrôle de la mosquée de Finsbury Park et à en écarter les partisans de l'imam radical Abou Hamza².

Les opposants quittèrent le MAB en 2006 pour créer la British Muslim Initiative (IMC), bien que cette organisation soit largement devenue une antenne des Frères musulmans en Egypte et de leurs collègues palestiniens, le Hamas. Selon Bowen, ni le MAB ni l'IMC n'auraient réussi à étendre leur influence au-delà des étudiants et ex-étudiants arabes radicaux, et ce serait le Jamaat qui, à travers le MCB, aurait eu davantage de succès en revendiquant un rôle de leadership politique.

Même si Bowen cherche à dramatiser un peu le ton de son livre en terminant par une discussion sur les duodécimains et les sectes chiïtes, qu'elle considère comme plus compatibles avec l'engagement politique laïque, cet ouvrage est très pessimiste. Sur le plan institutionnel, l'islam reste une force conservatrice et isolationniste au Royaume-Uni. Et les jeunes musulmans qui réagissent contre cet islam adoptent une idéologie islamiste encore plus radicale représentée par les groupes salafistes et Jamaat-e-Islami.

Bowen s'intéresse peu à l'impact que ces idées ont sur les personnes d'origine musulmane, leurs croyances et leurs pratiques. Son livre fait écho à la thèse des «vies parallèles» développée par l'Unité du Home Office [ministère de l'Intérieur, *NdT*] pour la cohésion locale après les émeutes de 2001 à Bradford, Oldham et Burnley. Cet organisme suggérait que, bien que, dans certaines régions, les musulmans vivaient côte à côte avec des personnes d'autres origines et croyances, ils menaient en grande partie une vie séparée. Cette idée a été critiquée par beaucoup de gens à gauche, parce qu'elle semblait blâmer les victimes, mais peut-être contient-elle un puissant élément de vérité. Par exemple, les données de recensement de 2011 montrent que les personnes d'origine pakistanaise ou bangladaise sont

¹ Ken Livingstone, conseiller municipal, député travailliste et maire de Londres entre 2000 et 2008, censé être de gauche (*NdT*).

² Abou Hamza al-Masri. Imam britannique d'origine égyptienne, responsable de la mosquée de Finsbury Park, emprisonné au Royaume Uni en 2004 puis extradé aux Etats-Unis pour l'organisation de prises d'otages au Yémen et l'organisation d'un camp d'entraînement dans l'Oregon. Condamné à la prison à vie (*NdT*).

beaucoup moins susceptibles de se marier ou de cohabiter en dehors de leur groupe d'origine que les autres (9% et 7%, respectivement, comparativement à 43% des personnes issues des Caraïbes et 31% des personnes d'origine chinoise).

Paradoxalement, le rapport établi par Ian Kershaw pour le Conseil de Birmingham sur les musulmans dans le système scolaire jette une lumière un peu plus positive sur la situation. Bien que les situations décrites reflètent une atmosphère très conservatrice et introvertie, Kershaw suggère également que les dirigeants communautaires qui veulent transformer les écoles sont en fait plus conservateurs et isolationnistes que les gens qu'ils prétendent représenter et qui, eux, sont, dans l'ensemble, plus libéraux et ouverts d'esprit.

En tant que socialistes, nous n'avons pas à soutenir les dirigeants autoproclamés des communautés musulmanes ni à excuser leurs conceptions conservatrices au nom de la diversité et du multiculturalisme. Nous devons plutôt soutenir les courants laïques et libéraux dans l'islam britannique et dans les communautés musulmanes. Comme le montre Bowen, ces laïcs et ces libéraux ont du pain sur la planche.

Matt Cooper, *Solidarity* n° 333, 13 août 2014

Stuart Jordan

Du parcours scolaire de «Jihadi John»

La révélation que trois militants islamistes importants, y compris Mohammed «Jihadi John» Emwazi, ont fréquenté l'école Quintin Kynaston dans le nord-ouest de Londres, a incité Nicky Morgan, ministre de l'Éducation, à envisager de mener une enquête sur cet établissement. L'histoire – qui se lit comme une parabole socialiste – se terminera mal pour Morgan, mais il est intéressant de la raconter.

Mohammed Emwazi, Choukri Ellekhlifi et Mohamed Sakr ont été scolarisés à Quintin Kynaston au début des années 2000. 70% des enfants de l'école étaient d'origine musulmane. A l'époque, Mme Jo Shuter, était connue comme la «directrice favorite de Tony Blair».

Durant sa première année à la tête de cet établissement scolaire 100 professeurs donnèrent leur démission, dont 70 durant le premier semestre. Un ancien membre du personnel a raconté comme Mme Shuter se vantait de vouloir se débarrasser du «bois mort» – traduire les enseignants expérimentés et les militants syndicaux. Elle a remplacé les enseignants démissionnaires par une nouvelle génération de profs dont l'objectif était de transformer cette école en une usine à examens.

En 2006, Tony Blair rendit visite à cette école afin d'annoncer la première vague de «trust schools¹», initiative visant à arracher les écoles au contrôle des autorités locales. L'école Quintin Kynaston fut fermée durant une demi-journée et quelques enfants sélectionnés pour satisfaire le cirque médiatique.

Cette visite se produisit au milieu de la guerre en Irak et quelques semaines seulement après la guerre israélo-libanaise, au cours de laquelle Blair apporta son soutien tacite à Israël. Certains élèves de cette école se retrouvèrent au beau milieu de ce conflit lors d'une visite familiale au

¹ Ces écoles ont, depuis l'adoption de la loi éducative de mars 2006, la «possibilité de recevoir des fonds d'un investisseur privé qui peut être une entreprise, une université, une association de parents d'élèves ou un groupe confessionnel. Devenant des trust schools, ces établissements sont alors gérés par cet investisseur et peuvent contrôler leur recrutement, gérer leurs actifs et élaborer une culture propre» cf. «Angleterre : La réforme de la gestion des écoles : vers une privatisation ?» de Cécile de Bouttemont, *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, <https://ries.revues.org/1125>.

Liban au cours des vacances d'été. D'autres étaient des réfugiés en provenance d'Irak.

Robin Sivapalan, un assistant d'éducation, organisa une manifestation contre la visite de Blair avec le soutien du syndicat Unison, du NUT (Syndicat national des enseignants), et de la Coalition Stop the War. Beaucoup d'élèves de cette école participèrent à la manifestation et les médias nationaux s'en firent l'écho.

Sivapalan fut licencié pour son rôle dans l'organisation de la manifestation et les élèves qui avaient manifesté furent réprimandés au cours d'assemblées spéciales.

Shuter déclara au *Morning Star* : *«Je peux vous assurer que ce comportement n'a été soutenu par personne [sic!] dans notre école. En effet, nous avons été horrifiés que nos enfants soient exploités et manipulés par une organisation politique. Nos élèves ont été mis en danger, sur le plan physique et émotionnel par les actions scandaleuses de cette racaille d'agitateurs politiques qui ne se soucient nullement de ces jeunes, mais veulent seulement les utiliser comme des pions pour leurs objectifs politiques. Je vais réunir le personnel aujourd'hui et organiserai une assemblée de toute l'école plus tard pour expliquer aux élèves comment les actions de 50 élèves sur 1 500 ont été perçues et quel impact négatif cela a eu sur notre école (...). Je reste personnellement une grande partisane de Tony Blair dont j'apprécie la politique et qui est un homme personnellement intègre et honnête.»*

Il serait absurde d'établir un lien de causalité directe entre cet épisode et le parcours final de ces trois anciens élèves. Cependant, cet épisode montre qu'il y a quelque chose de pourri au cœur de l'école néolibérale, comme l'illustrent les méthodes employées par Mme Jo Shuter.

Mme Shuter croyait les élèves incapables d'exprimer la moindre opinion et seulement aptes à être manipulés par d'autres. Elle avait fait exactement ce qu'elle reprochait à Sivapalan : utiliser les élèves de son école pour alimenter une campagne politique destinée à glorifier la personnalité de Blair, et à légitimer sa politique belliciste. Mme Shuter ne considérait pas du tout que son action puisse être considérée comme «politique».

Les limites de la discussion et du débat démocratiques ont été fixées par l'agenda néolibéral. Cette école était un établissement où il n'y avait «pas d'alternative». La pensée critique, le questionnement de l'autorité et l'opposition à l'injustice ne méritaient d'être traités que par la répression, le ridicule et l'incompréhension.

Les élèves se virent refuser la possibilité d'exprimer une opinion politique ou de disposer d'un espace de réflexion critique. Et les enseignants ne surent se comporter comme des adultes complets, c'est-à-dire des individus dotés d'un esprit critique qui cherchent à façonner le monde autour d'eux. A part quelques exceptions, les profs s'alignèrent sur

les positions de la directrice et critiquèrent la manifestation.

Ces enseignants étaient des sujets néolibéraux obéissants, des consommateurs passifs qui s'inclinaient devant l'autorité, baissaient la tête et suivaient les ordres qu'on leur donnait. Leur travail consistait à reproduire ces mêmes «qualités» chez leurs élèves.

Voilà ce qu'est un système d'éducation axé sur la réussite aux examens et qui prépare les élèves pour le monde de l'esclavage salarié. C'est un environnement où les adultes n'agissent pas de façon responsable, comme des citoyens qui pensent et respectent la démocratie, et où les enfants n'apprennent pas à acquérir un esprit critique et à s'intéresser à l'action politique. C'est précisément dans un tel environnement néolibéral stérile que les rébellions les plus perverses et les plus réactionnaires prennent naissance.

Post-scriptum: Mme Jo Shuter a finalement été radiée de l'Education nationale après qu'elle eut admis avoir détourné des milliers d'euros des caisses de l'école (y compris 7 000 euros pour fêter son anniversaire), et est l'objet d'une enquête pour détournement de fonds.

Il serait injuste de blâmer les enseignants pour l'évolution politique ultérieure de leurs trois élèves, mais nous devrions tous réfléchir au rôle que nous jouons lorsque nous façonnons un environnement dans une ville comme Londres où un écolier est susceptible de devenir un jour un bourreau islamiste. Ceux qui préfèrent rester des spectateurs passifs soutiendront évidemment l'adoption de nouvelles mesures contre nos libertés civiles, en espérant que Big Brother pourra les sauver de la terreur islamiste. Mais, pour nous, le véritable espoir réside en chacun de nous : à nous de relever le défi et de démocratiser notre système d'éducation et la société tout entière.

Stuart Jordan, 17 mars 2015

AWL

Comment lutter contre Daech

Juillet 2015

Éditorial de *Solidarity*, hebdomadaire de l'AWL

L'assassinat d'au moins 39 personnes à Sousse, en Tunisie, tout comme la destruction d'une mosquée chiite au Koweït, le vendredi 26 juin 2015, signale peut-être un changement de stratégie pour Daech (l'Etat islamique en Irak et au Levant).

Jusqu'à présent, son objectif déclaré était d'établir un califat en Irak et en Syrie. Les derniers attentats pourraient être le début d'un nouveau jihad mondial. Cibler des touristes est une stratégie différente que s'attaquer à des minorités religieuses et à des musulmans qui ne sont pas sunnites.

L'afflux de combattants étrangers à Raqqa, la capitale de Daech en Syrie, constitue une autre tendance alarmante. Les ressortissants tunisiens représentent désormais la plus grande proportion de combattants étrangers. Et Daech bénéficiera de l'intensification des divisions religieuses sectaires et des conflits dans la région où il s'est installé en Irak.

Des photos et des vidéos en ligne montrent des milices chiites irakiennes, dont beaucoup sont financées par l'Iran, qui singent la brutalité de Daech. C'est ainsi que, dans un film, les membres d'une milice pendent par les pieds un homme et le brûlent vivant. Dans un autre, des partisans supposés de Daech sont l'objet d'une décapitation. Et encore dans un autre, un enfant, censé être un partisan des jihadistes sunnites, est abattu.

Les milices chiites nient avoir des unités dans la province d'Anbar, où se déroulent la plupart des combats entre Daech et les forces du gouvernement. Mais plusieurs rapports, y compris ceux de Human Rights Watch, affirment que les groupes chiites harcèlent les sunnites ainsi que toute personne qu'ils soupçonnent de soutenir ou même d'avoir toléré la présence de Daech, longtemps après que ses combattants ont été chassés de la région.

Les deux parties sont désormais engagées dans une concurrence létale à propos de qui, de Daech ou des forces gouvernementales, va se montrer le plus brutal et commettre l'atrocité la plus terrifiante. Bien sûr, Daech utilise les vidéos des milices chiites pour recruter de nouveaux membres. Tout en continuant de combattre les forces kurdes, Daech attaque les membres des groupes islamistes rivaux au sein de la Syrie. Les vidéos en ligne montrent douze hommes en train d'être décapités, dont certains appartenaient à Jaish al-Islam et au Front al-Nusra, qui constituent la plus importante opposition jihadiste à Daech en Syrie.

Au Yémen, où Al-Qaïda prétend avoir sa base la plus forte, Daech a attaqué les chefs rebelles des chiites houthis dans la capitale yéménite. Cette stratégie est peut être destinée à marginaliser Al-Qaïda, qui a utilisé la rébellion des houthis pour consolider son pouvoir dans le sud-est du pays, mais n'a pas eu recours à une violence sectaire religieuse significative.

Dans une interview au *Guardian* (le 10 juin 2015), les idéologues d'Al-Qaïda, Abu Muhammad al-Maqdisi et Abou Qatada (récemment libéré de prison) ont évoqué la rupture avec Daech qui a conduit à ce que l'Etat islamique supplante Al-Qaïda et incarne le réseau jihadiste le plus en pointe.

Al-Maqdisi, qui reste proche du dirigeant d'Al-Qaïda Ayman al-Zawahiri, raconte que Daech était un groupe apparemment loyal quand il opérait sous le nom d'Al-Qaïda en Irak, mais que la nomination d'Abou Bakr al-Bagdadi à sa tête, après la mort du fondateur al-Zarkaoui, a déplu à Al-Qaïda. BFactoren Laden n'était pas favorable à sa nomination. Plus tard, un affrontement entre le groupe d'al-Bagdadi et la filiale syrienne d'al-Qaïda, Jabhat al-Nusra, aurait provoqué la scission finale.

Abu Muhammad al-Adnani, porte-parole de Daech et un de leurs principaux propagandistes, a déclaré que les dirigeants d'Al-Qaïda étaient complices des Occidentaux et que leur connaissance de l'islam était trompeuse. Pour al-Maqdisi, «*Ben Laden était une star. Il avait un charisme spécial*» alors que Zawahiri ne sait pas se faire écouter et obéir ; il serait donc isolé et ne disposerait plus de l'infrastructure d'affiliation mondiale qui a contribué à soutenir al-Qaïda.

Après le 11 septembre, al-Qaïda a réussi à rassembler des groupes dans une grande partie du monde arabe ainsi qu'en Europe, en Afrique et en Asie du Sud, où l'organisation s'est installée à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan. Chaque groupe avait la liberté de fonctionner de façon autonome et cette stratégie était censée permettre de recruter de nouveaux membres et promouvoir l'établissement d'un califat. La direction d'al-Qaïda surveillait attentivement et sélectionnait les commandants des groupes locaux pour s'assurer qu'ils étaient loyaux, mais elle n'intervenait pas dans leur fonctionnement quotidien. En annonçant au monde entier la création d'un califat et le choix d'un calife, en appelant tous les musulmans pieux à le rejoindre et à lui jurer allégeance, Daech a complètement torpillé les méthodes d'al-Qaïda.

Les propos de Maqdisi et de Qatada montrent l'existence d'une scission générationnelle entre Daech et ses commandants, d'un côté, et, de l'autre, les personnalités plus âgées et plus établies d'al-Qaïda. Al-Maqdisi affirme qu'il souhaiterait une organisation plus «modérée», qui ressemble plus au Hamas à Gaza qu'à Daech à Raqqa. Un tel changement de position peut séduire ceux qui sont horrifiés par la brutalité de Daech. Mais le Hamas et al-Qaïda ne sont pas des versions «acceptables» de Daech; leur

idéologie et leurs perspectives sont très similaires, seules des divergences tactiques les séparent.

Certaines des causes profondes de cette vague réactionnaire qu'il est apparemment impossible de stopper sont liées aux décisions prises par les Etats-Unis après avoir envahi l'Irak en 2003, notamment au fait qu'ils démantelèrent une grande partie de l'appareil d'Etat irakien et promurent la «débaassification». Dans le chaos et la destruction qui ont suivi, l'administration et les services publics n'ont plus assuré leurs fonctions quotidiennes. Ils ont été lentement remplacés par un système politique fragile fondé sur la représentation des identités ethniques, système qui, sur le long terme, a complètement échoué. Bien que les conflits religieux sectaires aient diminué depuis quelques années, les forces regroupées autour des mosquées et des factions islamistes ont réussi à occuper le devant de la scène. Et depuis déjà quelques années maintenant, ce sont des courants chiites sectaires et corrompus qui dominent les affaires publiques.

Tous ces facteurs ont permis à Daech de gagner une base parmi les Arabes sunnites mécontents dans les régions du nord et de l'ouest de l'Irak arabe. L'Etat islamique a recruté des anciens officiers de renseignement baasistes et des commandants militaires et mis très rapidement sur pied une armée de soldats et de commandants militaires expérimentés.

Haji Bakr, qui affirme avoir été l'architecte de la prise de contrôle de Daech sur le nord de la Syrie baasiste a amené avec lui une unité entière de soldats baasistes quand il a rejoint l'Etat islamique.

Pour nous, militants de l'Alliance for Workers Liberty, les terribles événements en Tunisie et l'expansion continue de l'influence de Daech dans la région soulignent la nécessité d'augmenter encore la solidarité. Mais qu'avons-nous à dire sur le plan politique ?

Nous sommes opposés au projet gouvernemental, peu sérieux et potentiellement dangereux et contre-productif, de lancer une campagne de propagande dans les écoles. Les événements en Tunisie ont poussé certains politiciens à préconiser d'espionner la façon dont les élèves utilisent Internet dans les établissements scolaires, mais le gouvernement envisageait déjà cette mesure depuis un certain temps. Selon nous, les jeunes qui étudient doivent être autorisés à disposer d'un espace démocratique pour débattre des questions concernant la religion et le racisme, un espace où l'on puisse contester la vision du monde déformée par Daech.

La campagne proposée par le gouvernement montre qu'il est dangereusement à côté de la plaque, mais malheureusement ce n'est pas nouveau. On retrouve la même cécité dans les actions du gouvernement tunisien qui, après l'attentat contre le musée du Bardo à Tunis, a pris des mesures contre des groupes islamistes radicaux et fermé des mosquées. Ces mesures n'affecteront absolument pas l'emprise idéologique qu'exerce le salafisme sur des fractions de la population, principalement des jeunes et

des chômeurs dans le pays. Et la gauche et le mouvement ouvrier tunisiens sont malheureusement trop faibles pour s'attaquer avec succès aux problèmes sociaux.

Nous n'avons aucune confiance dans l'efficacité politique de bombardements aériens britanniques contre Daech en Syrie. S'ils se produisent, ce qui n'est pas encore très clair, nous nous réjouissons s'ils font reculer l'Etat islamique, mais ce n'est pas notre démarche de base.

Ce qu'il faut c'est renforcer notre solidarité avec les organisations de femmes, de travailleurs et les organisations démocratiques de la région qui sont assiégées par Daech. Soutenir les forces kurdes, s'assurer qu'elles soient armées. La façon dont les Kurdes se défendent offre un contraste positif avec toutes les autres formes de confrontation physique avec Daech.

Nous n'avons aucune illusion sur la volonté des forces kurdes traditionnelles de lutter pour le socialisme, mais elles se battent pour préserver les libertés humaines fondamentales et c'est un combat qu'elles doivent gagner.

Alliance for Workers Liberty

Clive Bradley

Comment saper l'influence des islamistes?

Solidarity n° 350, 20 janvier 2015

Deux livres sur l'islamisme, *The Islamist* d'Ed Husain et *Radical* de Maajid Nawaz¹, ont une pertinence évidente après l'attentat contre *Charlie Hebdo*.

On peut constater une certaine convergence entre ces deux livres puisque leurs auteurs se sont connus dans le groupe Hizb ut-Tahrir (en effet Nawaz, qui est un peu plus jeune, était le protégé de Husain), puis, une décennie plus tard, ils ont créé ensemble la Fondation Quilliam. Signalons que, au moment où Husain a écrit *The Islamist*, Nawaz militait encore à Hizb ut-Tahrir, et il le décrit dans son livre comme un membre peut-être dissident mais encore fidèle à cette organisation.

Le livre de Husain décrit sans doute mieux la façon dont les mouvements islamistes fonctionnent dans «les communautés musulmanes» (en particulier les mosquées – à l'est de Londres, en premier lieu – et parmi les étudiants musulmans de Tower Hamlets et Newham). Husain a appartenu à la branche jeunesse du Jamaat-e-Islami, groupe assez similaire aux Frères musulmans, excepté qu'ils sont pakistanais, et l'auteur a donc évolué d'un islamisme plus «modéré» jusqu'à Hizb ut-Tahrir – bien que ce dernier n'atteigne pas la radicalité du jihadisme d'Al-Qaïda ou de l'Etat islamique.

Quant à lui, Nawaz était un gamin qui adorait le hip hop et vivait à Southend ; il a été recruté par le Hizb ut-Tahrir à la fac. Mais son évolution ultérieure est plus intéressante, ou en tout cas plus haute en couleur. Husain a perdu assez rapidement ses illusions sur l'islamisme, et s'est tourné vers une version plus spirituelle de l'islam; une grande partie de son livre porte sur sa découverte que les islamistes radicaux connaissent souvent très peu de choses sur leur religion (par exemple, parfois, ils ne savent même pas comment prier correctement).

¹ Ce livre n'ayant pas été traduit en français, celles et ceux que cela intéresse pourront lire l'article qui lui a été récemment consacré dans *Libération* : http://www.liberation.fr/planete/2015/10/07/maajid-nawaz-le-croise-de-cameron_1394858 (NdT).

Nawaz a été envoyé à l'étranger par Hizb ut-Tahrir pour construire l'organisation – au Pakistan, au Danemark, puis en Egypte, où il a été arrêté, torturé (ou presque, car les tortures psychologiques qu'il décrit sont assez horribles), et a passé cinq ans en prison.

Husain explique mieux la façon dont les groupes islamistes, ou en tout cas Hizb ut-Tahrir, opèrent au niveau local et dans les établissements scolaires, et les nuances entre les idéologies islamistes (comment, par exemple, repérer les différences entre les membres de telle ou telle tendance, entre les salafistes plus traditionalistes et les individus plus radicaux du Hizb ut-Tahrir, en observant la façon dont ils s'habillent, etc.). Avant d'être attiré par l'islamisme, Husain était déjà très religieux, il avait appris à réciter le Coran, etc. Son évolution est donc davantage liée au rôle et aux activités des groupes organisés au sein de la communauté musulmane dont il faisait partie. (Je schématise un peu, mais c'est l'idée essentielle.)

Nawaz, pour sa part, n'était pas du tout religieux. Il nous offre une description beaucoup plus forte de la raison pour laquelle le racisme l'a poussé vers l'islamisme. Dans le Southend, durant sa jeunesse, il devait constamment affronter le racisme de skinheads violents. Il décrit un moment particulièrement dramatique où lui et son frère se retrouvèrent face à des racistes locaux beaucoup plus nombreux qu'eux ; son frère déclara alors à leurs agresseurs qu'il avait une bombe dans son sac à dos et n'avait nullement peur de mourir. Pour la première fois, les racistes eurent peur d'eux, et après cela les laissèrent tranquilles. L'islamisme, au sens le plus large, a donné à Nawaz un pouvoir sur les racistes qu'il avait jamais connu auparavant.

Ces deux livres illustrent comment l'islamisme constitue une idéologie hermétique, une sorte de «méta-récit» qui permet de tout expliquer, et pourquoi il peut séduire les jeunes musulmans (et pas seulement) qui subissent différents types du racisme, sont opposés à la politique étrangère américaine, etc., et ont un substrat culturel religieux.

Le livre de Husain décrit comment les islamistes considèrent les non-croyants – les kouffars – comme des individus inférieurs, peu dignes d'estime. Seuls les musulmans comptent. (Hizb ut-Tahrir semble être moins préoccupé par le fait de savoir qui est vraiment musulman que, disons, l'Etat islamique. Sunnites, ils méprisent les musulmans «vendus à l'Occident», mais sont moins violemment sectaires que Daech).

Le livre de Husain explique pourquoi l'islamisme diffère de la simple croyance religieuse : il défend un projet politique et veut créer un Etat. Hizb ut-Tahrir a une conception particulière à ce sujet. (D'où, par exemple, le fait qu'ils infiltrent l'armée pakistanaise: ils pensent vraiment que, s'ils arrivent à organiser un coup d'Etat dans un pays musulman, ils pourront commencer à mettre en place un califat mondial. Contrairement à Al-Qaïda ou à l'Etat islamique ils ne souhaitent pas déclencher une guerre pour le

moment.) Un fait intéressant à noter pour Husain et Nawaz : tous deux ont eu un choc quand ils se sont rendu compte qu'une partie importante de l'idéologie islamiste (l'organisation en États, les systèmes juridiques, les partis politiques, etc.) avait été empruntée à la philosophie politique occidentale moderne, et que les islamistes (Hizb ut-Tahrir, mais c'est vrai de façon plus générale) sont, comme Nawaz le dit, «les enfants bâtards du colonialisme».

Les deux auteurs méprisent profondément la gauche «orientaliste» qui ne comprend pas à quel point l'islamisme est toxique.

Je n'ai pas l'intention de résumer ici ces deux livres. Je tiens seulement à avancer quelques propositions pour la discussion.

Premièrement: ces deux ouvrages montrent que même des personnes qui ont été fortement endoctrinées (je pense qu'ils utilisent tous les deux ce terme) sont capables de réfléchir et de s'en sortir. Dans les deux cas, l'hypocrisie et le manque de responsabilité de la direction du Hizb ut-Tahrir semblent avoir joué un rôle dans leur prise de conscience ; cela les a conduits à se demander si le fait d'accorder un pouvoir incontrôlé à de telles personnes était une bonne idée!

Mais tous deux ont évolué vers un islam plus personnalisé, dépouillé de toute contamination islamiste, du moins à leur avis. On pourrait dire un islam «dépolitisé», mais ce n'est pas le cas puisqu'une partie du projet de la Fondation Quilliam est d'injecter de la démocratie dans l'Islam lui-même (Nawaz n'utilise pas ce terme, mais il évoque une sorte de «réforme»).

La Fondation Quilliam est une organisation aux perspectives très bourgeoises. Nawaz décrit le moment où il a rencontré George W. Bush, et ses entretiens amicaux au 10 Downing Street [résidence du Premier ministre britannique] avec Cameron ; à la fin du livre, il semble sympathiser plus ou moins avec les libéraux-démocrates. La Fondation Quilliam entretient de bonnes relations avec Tony Blair, mais Nawaz est très critique à son égard dans son livre. (Nawaz décrit le mouvement de base qu'ils ont lancé au Pakistan, Khudi Pakistan, et ce mouvement semble très différent de ce qu'ils font au Royaume uni.)

La rupture de Nawaz avec l'islamisme a été grandement facilitée par le soutien d'Amnesty International lorsqu'il était emprisonné en Egypte. De plus, son avocat était un communiste qui avait lui-même été incarcéré. En rencontrant des hommes de gauche qui avaient des principes solides en prison, comme l'universitaire Saad Eddin Ibrahim, il s'est rendu compte que cette fermeté n'était pas réservée aux islamistes.

Bien sûr, la leçon à tirer de cette expérience est que seul un mouvement déterminé, laïque, libéral au sens le plus large (démocratique et pluraliste) pourra combattre l'islamisme. Mais les problèmes à cet égard sont légion.

Les islamistes, qu'il s'agisse de ceux du Jamaat-e-Islami, des imams et des mosquées financés par les Saoudiens, de Hizb ut-Tahrir, des groupes les plus extrémistes, des recruteurs pour la Syrie, etc., ont construit de

profondes racines dans les communautés musulmanes en Europe, sans rencontrer d'opposition significative. Les deux auteurs se montrent très critiques vis-à-vis des tentatives maladroites de certains gouvernements pour promouvoir des dirigeants musulmans «modérés» qui sont en réalité seulement des islamistes «modérés», politique qui ne fait que légitimer davantage l'ensemble du projet et du «récit» islamistes.

L'approche bourgeoise de la Fondation Quilliam n'est pas du tout la nôtre, mais qui va rivaliser avec les islamistes dans ces communautés ? Ce n'est pas simplement un problème de volonté politique. Même si une partie de la gauche décidait demain d'investir tous ses efforts, disons, en direction de la communauté bengalie de l'est de Londres (et en supposant que nous puissions nous mettre d'accord sur les bases politiques d'une telle intervention), nos forces sont minuscules, et nous ne pouvons donc pas nous réclamer d'un mouvement puissant pour démontrer la validité de nos idées. Bien sûr, ce n'est pas une raison pour ne pas essayer; et peut-être que si nous pouvions gagner aux idées socialistes révolutionnaires un ou deux camarades charismatiques, cela aurait des conséquences importantes. Mais les obstacles objectifs sont immenses.

Bien sûr, la faiblesse de la gauche est un problème plus général dans le monde d'aujourd'hui. La gauche n'est pas seulement faible chez les musulmans. Mais la différence est que, dans les «communautés musulmanes» (terme problématique que j'utilise pour aller vite) il existe des forces qui sont, dans un certain sens, «comme nous» – des mouvements de base, organisés, qui proposent des solutions politiques radicales. Mais elles sont immensément plus puissantes et bénéficient de racines beaucoup plus solides que nous.

Des gens comme Husain et Nawaz seraient, j'en suis sûr, de précieux atouts pour un groupe socialiste. Mais ils ne gravitent pas du tout dans notre direction. Je peux comprendre que le libéralisme apparaisse comme une solution alternative face à l'islamisme (je peux également comprendre la méfiance de Husain et Nawaz vis-à-vis de ce qu'ils considèrent certainement comme une autre idéologie «totalisante», ou un autre «méta-récit»). Mais, quoi qu'il en soit, le libéralisme bourgeois possède un poids social que le socialisme révolutionnaire n'a pas (du moins pas encore).

Le problème avec le libéralisme bourgeois c'est qu'il ne convaincra jamais la masse des déshérités «musulmans» (en supposant qu'ils acceptent cette dénomination), qu'il s'agisse des jeunes dans les banlieues françaises ou ailleurs. Il n'a pas assez de poids social, surtout en temps de crise économique. Et nous sommes très loin d'avoir un mouvement qui puisse s'opposer aux islamistes.

Nous pourrions créer des liens plus forts avec d'autres groupes (comme par exemple les Southall Black Sisters¹), dans le cadre d'un front unique laïque, plus large, s'adressant à ces communautés, mais indépendant d'associations comme Quilliam.

Je pense que le travail effectué par certains camarades autour de Kobane est très important à cet égard. Est-il concevable que ce genre de luttes puisse être amplifié dans le cadre d'un défi général lancé à l'islamisme?

L'islamisme attire les gens parce qu'il prétend s'appuyer sur des croyances, des principes et sur la passion. Il repose sur des certitudes, et en ce domaine, les convictions de la gauche, du moins de la gauche démocratique et rationnelle, sont beaucoup moins taillées dans le marbre que celles des islamistes. Mais il y a quelque chose dans le mouvement de solidarité autour de Kobane qui court-circuite tout cela et ouvre peut-être des perspectives.

Clive Bradley

¹ ONG de femmes asiatiques et afro-caribéennes fondée en août 1979. Défend les femmes victimes de violence domestique, lutte en faveur des droits des travailleuses immigrées et contre le fondamentalisme religieux (*NdT*).

«Terrorisme» ne permet pas de rendre compte de ce qui s'est passé. C'est d'une proposition en actes d'une politique criminelle dont il faut parler.

Lundi 12 janvier 2015

Des gens, militants d'une politique criminelle, sont passés à l'acte. Il s'agit d'une tuerie de la veine de «Viva la muerte», ce cri que lançaient les milices fascistes pendant la guerre civile espagnole, et qui appelait et autorisait à tuer tous ceux qui se trouvaient sur leur passage et qui n'étaient pas d'accord avec eux.

1) De quelle politique sont-ils porteurs ? *Ce sont des individus porteurs d'une politique de guerre civile, de la dévastation, de la séparation des gens à l'infini, de l'identitaire comme «signe de reconnaissance et de ralliement», et qui font publiquement, à tous, une proposition pour la pensée et pour l'action. Accepter d'aborder ce qui a eu lieu à partir de ce point fait qu'on ne peut pas s'en remettre à la simple affirmation : «c'est un acte terroriste», affirmation fourre-tout qui fait l'économie de toute réflexion, de tout travail pour être capable d'affirmer autre chose, pour chercher du côté d'un «que faire pour une politique de paix ?» ; c'est-à-dire que faire pour la France soit un pays pour tous ceux qui y vivent, et un pays qui ne passe pas son temps, à l'étranger, à bombarder et semer la désolation (exemple de la Libye) Dire «c'est un acte terroriste», c'est au contraire s'en remettre à l'Etat et aux partis, se ranger derrière eux et décider de n'avoir plus aucune distance quant aux propositions et aux actions qui vont être mises en place, et qui, ont le sait, seront fatalement dans la continuité, en encore plus dur, des années Sarkozy/Hollande. Si ce qui a eu lieu n'est pas de l'ordre du «terrorisme», mais de l'ordre d'une politique criminelle, alors il faut se demander pourquoi cela est devenu une proposition, un possible envisageable pour aujourd'hui.*

2°) Pourquoi s'agit-il d'une proposition d'aujourd'hui, d'un possible envisageable ? D'abord, ces assassins ne sont pas les seuls à être porteurs d'une politique criminelle, mais eux ont fait le choix de passer à l'acte de manière spectaculaire. Depuis de nombreuses années, des groupes identitaires s'affichent publiquement en France, manifestent, certains sont conseillers politiques dans tel ou tel parti, dans telle ou telle mairie. Des

intellectuels, des artistes, des journalistes affichent leur haine, leur rejet d'une partie des gens du pays (musulmans, mais aussi juifs, roms...). Depuis le «ministère de l'Identité nationale» de Sarkozy, quelles que soient l'origine, la religion, la couleur de ceux qui y travaillent, les politiques criminelles ont fait leur chemin dans la division, la séparation, la mise en face à face de groupes dans la population. Ensuite, parce que cet acte criminel est interne à la situation générale d'aujourd'hui ; il n'est que le reflet de ce qui s'est déployé dans le monde ces quinze dernières années : un fonctionnement sans principes de la part des Etats les plus forts. Les guerres américaines ont ouvert à la ruine d'Etats, laissant après leur passage des pays dévastés par la guerre civile (Irak, Afghanistan...). Les guerres franco-britanniques, franco-américaines ou juste françaises, se sont alignées là-dessus : la Libye en est le tragique exemple. Les armes livrées circulent, se revendent, arment gangsters et politiques criminelles. Les populations civiles n'ont d'autre choix que de se réfugier à l'étranger pour les «plus chanceux» (mais toujours interdits d'Europe !), ou de subir les pires exactions. Les Etats détruits par les puissances militaires ne laissent que des champs de ruines et de malheur. On a beau «orner» ces exactions de grands mots (démocratie, liberté...) il n'en demeure pas moins que dans le réel de la vie de ceux qui le vivent, il n'y a rien de tout cela. On est passés de principes de droit international à la loi du plus fort, sans contrainte et sans limite. La politique, son essence même, est devenue pour les Etats forts, la guerre, et la guerre civile, avec tous ses aspects criminels, est devenue le seul possible de la séquence pour de nombreux peuples.

3°) Peut-on s'en démarquer ? Y a il un autre possible envisageable ? Tout d'abord, soyons clairs sur la proposition étatique d'union nationale. Que veut dire s'unir avec des gens qui portent des politiques de séparation et de ségrégation ? La politique de l'Etat en France se fait toujours à partir du discours de Grenoble de Sarkozy, discours où ont été énoncées la claire séparation des gens dans le pays et la place prépondérante de la police, incarnation du «sens de l'Etat». S'unir sur les discours faits contre les Roms (présentés et traités comme des sous-hommes), ou contre les enfants arabes «voleurs de pains au chocolat», s'unir sur les lois contre les gens qui n'ont pas la nationalité française, s'unir dans la traque des ouvriers sans-papiers et de leur famille, s'unir pour refuser la présence de réfugiés en Europe, réfugiés qui fuient ces mêmes guerres que nous créons ? S'unir derrière les pires politiques qui se mettent en place contre les plus pauvres ? Ensuite, l'Union nationale a toujours lieu contre. Contre le terrorisme nous dit-on. Sous ce prétexte, il faut s'attendre aux pires choses. Les discours des chefs de partis et du gouvernement commencent déjà. Si guerre il y a en France, c'est celle des gouvernements contre des parties de la population: Roms, sans-papiers, habitants des quartiers des périphéries ou des quartiers modestes en ville, pauvres, parties de la jeunesse, gens de nationalités non françaises... Si aujourd'hui la politique c'est la guerre,

ainsi que le pratiquent et le prônent nombre d'Etats forts, que pouvons-nous développer en autonomie, c'est-à-dire à distance de l'Etat, qui soit porteur de paix pour les habitants du pays ?

Nous proposons à tous ceux qui le veulent d'ouvrir un travail de réflexion et d'action sur le point suivant : comment penser ce qui se passe à distance de l'Etat ? comment une pensée et une pratique de paix, du point de ce qui arrive aux gens, peuvent-elles exister ? comment faire pour que le pays soit véritablement celui de tous ceux qui y vivent, un pays où est marqué clairement que chaque habitant compte, qu'une vie = une vie, et pour que les situations réelles de la vie des gens, ce qu'ils en disent, soient pris en compte ?

(...) CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS

Site : <http://ouvriersgensdici.free.fr/>

Trois textes de *Temps critiques*

Précisions sur le terme de «communauté humaine» (Gemeinwesen)

Dans les trois textes de *Temps critiques* présentés dans ce numéro, la notion de communauté humaine apparaît plusieurs fois comme une référence importante mais peu explicitée pour elle-même. Voici quelques brèves précisions sur la genèse de cette notion dans le mouvement ouvrier révolutionnaire et sur son aboutissement contemporain dans la revue *Invariance*.

Dans l'histoire des mouvements révolutionnaires les termes les plus souvent utilisés pour désigner l'ensemble des être humains — autrement dit l'espèce humaine — étaient ceux d'humanité et de genre humain (cf. «...L'Internationale sera le genre humain», par exemple). Pour l'internationalisme prolétarien seule l'émancipation du genre humain pouvait permettre de combattre et de dépasser les valeurs bourgeoises du peuple et de la nation. Le fondement théorique de cette perspective communiste se trouvant dans les écrits de Marx de 1848 où l'on lit ceci : «L'être humain est la véritable communauté des hommes».

Mais les échecs du premiers assaut prolétarien et l'adhésion des classes ouvrières aux nationalismes, notamment français et germanique, puis les

fascismes et le stalinisme s'accompagnèrent d'un effritement et souvent de la quasi disparition de la référence au genre humain comme devenir-autre de la société dominée par le capital.

Pourtant, les luttes des Gauches communistes (en Italie et en Allemagne) dans les bouleversements politiques engendrés par les deux conflits mondiaux se réfèrent au communisme comme «la véritable communauté des hommes». D'abord membre de la section française du Parti communiste international (dit «bordiguiste» du nom du fondateur du Parti Amadeo Bordiga), puis, après son départ du PCI en 1966, Jacques Camatte a donné à la notion de communauté humaine (Gemeinwesen en allemand) une extension et un approfondissement tels qu'ils l'ont conduit à faire de l'Homo Gemeinwesen le successeur d'un Homo sapiens complètement capitalisé selon lui. On lira sur le site de la revue *Invariance* les définitions que J. Camatte donne de la notion d'individualité/Gemeinwesen.

Disons, en résumé, ceci : pour J. Camatte, l'individualité ce n'est pas l'individu. L'individualité est un «moment d'émergence et d'unité avec le phénomène-vie», alors que l'individu est un résultat, un advenu, un aboutissement réifié. Pour Camatte, l'individu est le résultat de la séparation entre l'individualité-Gemeinwesen et le phénomène vie. Dans sa théorie il n'y a pas de séparation entre l'individualité et la Gemeinwesen. Il écrit d'ailleurs en un seul mot : l'individualité-Gemeinwesen. Il se distingue par là-même de tous ceux qui insistent sur une opposition Individu/Société ou encore Homme/Société. C'est pour la philosophie politique, pour les religions et pour le sens commun que les individus existent d'abord en dehors du social puis seulement dans les rapports sociaux. (Pour le christianisme et les religions monothéistes, la «créature de Dieu» existe d'abord en dehors du social dans la création divine, puis dans la société. C'est le sens du mot d'ordre évangéliste «rendons à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu». C'est aussi le cas du diktat stalinien : «l'individu n'est rien en dehors du Parti, il est tout dedans», etc. Rien de tout cela chez Camatte.

Dans un texte récent *Temps critiques* revient, sur le parcours théorique de la revue *Invariance* et le confronte aux thèses défendues par *Temps critiques*.

Jacques Guigou

Al-Qaïda un proto-État ?

Confusions et méprises

Janvier 2000, *Temps critiques*

Article extrait de : Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein (dir.) *Violences et globalisation. Anthologie et textes inédits de Temps critiques*, L'Harmattan, 2003

Les derniers épisodes de violence infernale qui viennent de marquer l'histoire mondiale de ces dernières années ont plongé les hommes et les femmes dans un surcroît de désarroi politique et d'insécurité mentale. Aucun domaine de l'activité humaine n'échappe à cette instabilité. Le langage utilisé habituellement pour exprimer de tels paroxysmes de violences en est lui-même altéré. Ainsi, les anciennes théories de la violence dans l'histoire, qu'elles soient d'orientation spiritualiste ou matérialiste, étalent leurs déphasages, leurs confusions et souvent leurs méprises à longueur de propos. De telles incohérences se sont manifestées récemment dans les écrits des individus ou des groupes politiques qui se veulent «critiques» lorsqu'ils ont cherché à qualifier le réseau islamiste *Al-Qaïda* auteur des attaques du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

Parmi les «alternativistes» ou les «révolutionnaires», on a pu récemment observer une timide désaffection pour les anciennes théories critiques de l'État-nation ; qu'il s'agisse de celle, marxiste de l'État-de-classe-impérialiste ou bien de celle, anarchiste, de l'absolutisme de l'État-policier. Pour rendre compte des transformations des État-nations et des fédérations d'État-nations aux prises avec la totalisation mondiale du capital, on trouve souvent la référence à une puissance mondiale dominante («l'Empire») qui, déjà en formation après les années de «guerre froide» Est-Ouest, serait désormais assez largement établi. A ce sujet, on se souvient que, dans la seconde moitié des années 70, le philosophe marxiste Henri Lefebvre a proposé ce terme d'État-mondial pour désigner les «contradictions de l'État moderne» et la manière dont selon lui, la forme-État se parachevait dans un équivalent général mondialisé, le «mode de production étatique¹» (MPE). Mais restée trop dépendante de la notion de mode de production et partageant, à ce titre, son présupposé classiste liée à l'ancienne société bourgeoise, la théorie lefevrienne du mode de production étatique mondial ne prenait pas la mesure de l'émancipation qu'opérait le

¹ Cf. Henri Lefebvre, *De l'État*, 4 volumes, 10-18, de 1976 à 1978

capital à l'égard des États-nations¹. Étant de moins en moins actif dans la médiation que l'antagonisme des classes avait rendu nécessaire dans la domination de la société bourgeoise, l'État-nation s'affaiblissait au fur et à mesure que le processus mondial de totalisation du capital montait en puissance. Ce n'est donc pas à l'instauration d'un «mode de production étatique mondial» auquel nous avons assisté lors des grandes restructurations du capital dans les années 80 et 90, mais à un processus d'englobement de l'ensemble des régions du monde par le système de reproduction capitaliste se totalisant. Les institutions régaliennes et sociales de l'État se résorbant² dans des dispositifs fonctionnels chargés de gérer les opérations de valorisation en capitalisant l'ensemble des rapports sociaux. Ce mouvement, non exempt de discontinuités et bien loin d'être achevé, s'est réalisé au dépend des États-nations qu'il a, au passage, désinstitutionnalisé, particularisé, mis en réseau, virtualisé.

Une telle situation pratique et théorique peut expliquer le recours à la notion de «proto-État» effectué par plusieurs courants critiques de l'extrême-gauche et de l'alternativisme écologiste ou anarchiste pour définir les vastes groupements politico-religieux relevant de l'islamisme qui interviennent pour «purifier la communauté des croyants»... en la capitalisant ! Objectif que «Le Grand Satan» poursuit également, mais dans sa version «sans barbe», d'où le conflit entre ce qu'Anselm Jappe nomme «le choc des barbaries».

Le terme de proto-État a d'abord été utilisé par les préhistoriens, les historiens et les géographes pour désigner une organisation politique et sociale intermédiaire entre l'organisation de type communautaire (clans, tribus, chefferies, royautes pré-étatiques, etc.) et l'organisation politique de type étatique, qu'il s'agisse des empires-États, des cités-États, de l'État-royal, de l'État-nation, etc. Les notions de stade, d'étape dans un devenir, de développement, de formation sont toujours présentes dans les acceptions du mot proto-État. On le trouve d'ailleurs utilisé avec une large extension sémantique et pour des périodes préhistoriques et historiques fort diverses.

Par exemple, il définit les sociétés de l'âge du bronze dans l'Asie centrale³, mais aussi l'organisation du pouvoir dans l'Amérique

¹ On pourra lire une mise en perspective critique des analyses d'Henri Lefebvre sur l'État, les classes sociales et le capital dans ma préface à la troisième édition de son livre : *La survie du capitalisme*, Anthropos, 2002.

² Cf. J. Guigou, «L'institution résorbée», *Temps critiques* n° 12, hiver 2001.

³ Dans la présentation de l'article de l'*Encyclopædia universalis* : «Irrigation et société en Asie centrale des origines à l'époque achéménide», on peut lire ces intéressantes mise en corrélation au sujet de ces cultures

précolombienne¹. Pour l'époque contemporaine on relève son usage dans des écrits politiques qui, nous l'écrivions plus haut, pour la plupart, se veulent critiques du système.

Ainsi, le Rassemblement de la gauche radicale européenne dans sa déclaration adoptée lors de sa conférence de Madrid en juin 2002, écrit : «L'offensive néolibérale s'appuie directement sur la coordination institutionnalisée du proto-État européen²». Dans son article *L'islamisme : idéologie politique et mouvement*, le groupe Mac Intosh affirme : «La connexion étroite entre l'islamisme et le capitalisme apparaît dans les deux dimensions de l'islamisme en tant qu'idéologie et projet politique. Malgré ses appels à la tradition islamique ; l'islamisme constitue une forme de proto-État ou de racisme étatique³». C'est dans un sens proche de ce dernier que Ronald Creag⁴ qualifie lui-aussi les réseaux *Al-Qaïda* de proto-État. Ailleurs ce sont les territoires palestiniens⁵ ou bien encore «la marche inexorable vers l'État mondial⁶» qui sont qualifiés de proto-État.

Mais ce n'est pas seulement pour des raisons sémantiques ou bien encore pour l'hétérogénéité des espaces et des temps historiques couverts par cette notion que nous affirmons qu'*Al-Qaïda* n'est pas un proto-État. C'est surtout parce qu'un tel usage induit une méprise sur une dimension essentielle de la globalisation en cours, à savoir la dissolution de la forme-État-nation et sa mutation dans des réseaux de puissance qui opèrent la «création de valeur». Les formes territoriales des États-nations (les

archéologiques homogènes étendues sur de vastes territoires : «*Ces cultures sont souvent prises comme des expressions matérielles de formations socio-politiques appelées "proto-étatiques". Cette notion de proto-État, ses implications socio-économiques, ainsi que la conception de l'Asie centrale comme périphérie d'empires moyen-orientaux font l'objet d'une discussion critiques depuis les premiers écrits sur le "despotisme asiatique", les réflexions de Marx et d'Engels sur le "mode de production asiatique" et les propositions de Wittfogel sur les "sociétés hydrauliques", l'on s'est beaucoup interrogé sur les rapports entre État, société et contrôle de l'eau dans les sociétés du Moyen-Orient ancien.*»

¹ Cf. article «Amérique précolombienne» de l'*Encyclopædia universalis*.

² Citée par Rouge, journal de la LCR sur son site www.lcr-rouge.org.

³ Mac Intosh - International perspectives, New-York, oct. 2001.

⁴ Cf. Ronald Creagh, *Terrorisme. Entre spectacle et sacré. Éléments pour un débat*. Atelier de création libertaire (ACL). Lyon, 2001.

⁵ Franck Debié, dans un débat à l'IPSEC (Paris) le 20 mars 2002. Cf. www.cafe-geo.net

⁶ Cf. Marc Grunert : «Réchauffement de la planète : un autre exemple de constructivisme mondial», in *Le Québécois libre*, n° 92, nov. 2001.

anciennes, européennes, comme les orientales, récentes et introuvables), sont devenues des obstacles à la circulation des flux de valeur. Si l'on a pu dire, avec raison «qu'il n'y a pas d'État sans territoire», cet axiome de la modernité est aujourd'hui caduc. Ce sont les entreprises, les organisations, les réseaux, les associations, les mafias les plus déterritorialisés qui opèrent sur et dans la puissance de la société mondiale capitalisée. Pour s'accomplir pleinement, ce processus de totalisation du capital doit achever de dissoudre les anciens rapports sociaux liés à une terre, à une ethnie, à un peuple à une nation, à un État car ils présentent une trop grande «rigidité». Dans ces conditions, on comprend pourquoi les anciens support religieux, à visée plus universelle sont réactivés. C'est leur capacité d'abstraction, leur potentiel de création d'équivalence qui est utilisé dans ce qui nous est donné comme un «choc de civilisation». De ce point de vue l'Islam, religion individualisante, sans clergé ni hiérarchie ecclésiale permet une instrumentalisation stratégique beaucoup plus en phase avec les réalités de la capitalisation du monde que ne peut l'être le christianisme, même dans ses versions sectaires. Le bouddhisme offre lui-aussi de telles possibilités de réactivation en prise directes avec la virtualisation¹.

Si les organisateurs des réseaux *Al-Qaïda* ont choisi ce terme (qui signifie «la base, la fondation, l'assise») pour nommer leur projet et leurs actions c'est qu'ils se veulent les nouveaux prophètes d'un vaste rassemblement d'individus dans la «véritable» communauté islamique universelle. Pour y parvenir cela implique une soumission de tous (les femmes n'y ont pas de place) à la parole donnée à Dieu et au serment collectif de liquider tous ses ennemis... Une communauté despotique donc, faite d'allégeance néo-féodale et de haute technologie, et en aucune manière un futur État islamique reconnu par l'ONU ! L'Afghanistan, l'Iran, l'Irak, l'Arabie saoudite, etc. n'étant que des supports étatiques provisoires à capter pour les utiliser dans les conflits en cours, mais en aucun cas pour y convertir un supposé proto-État en État. La visée en donc bien concurrentielle de celle de la puissance dominante «sans barbe» mais en aucun cas antagonique. Dans les deux cas, il s'agit de capitaliser des êtres humains, des êtres vivants et leurs biotopes naturels (du moins ce qu'il en reste).

Temps critiques

¹ Cf./I>. Jacques Camatte : «Bouddhisme et virtualité», *Invariance*, n° 5, série V, hiver 2002, p. 77-82.

Temps critiques : Soubresauts

Février 2003

Passé et présent

En juin 1991 nous écrivions¹: «*Pour les pays dominants, les guerres ne sont plus menées d'un point de vue national car il n'y a plus de territoire à défendre contre un ennemi extérieur, depuis la fin de la politique des blocs. En outre, l'universalité du capital et la "libre" circulation des hommes ont depuis longtemps violé "l'intégrité" nationale. Cela ne signifie pas qu'il n'y ait plus d'intérêts nationaux, mais ceux-ci s'inscrivent immédiatement dans une logique mondiale qui les subordonne. Ainsi en va-t-il de la position de la France : après avoir tenté d'affirmer une position particulière, nationale, elle s'est finalement ralliée à l'Amérique, au nom des intérêts supérieurs de la reproduction d'ensemble du système capitaliste. Et tant pis pour ses intérêts au Moyen-Orient !*

L'Amérique, quant à elle, exprime d'une façon toute conjoncturelle et instable, la coïncidence entre ses intérêts particuliers de nation et les intérêts généraux du système d'ensemble. Dans la situation antérieure, l'impérialisme américain imposait au nom de ses intérêts nationaux la mondialisation du système du capital et du salariat. Or actuellement, le stade atteint par cette mondialisation et son degré d'unification sont tels que l'Amérique a un rôle de défense du système global par rapport aux déstabilisations possibles que produisent les nouveaux particularismes nationaux. Il n'y a donc plus, au sens strict, d'impérialisme américain. La volonté américaine de hiérarchiser l'organisation du monde à son profit relève de la conscience de ce que sa position est fragile et temporaire. En ce sens on peut dire que la guerre a été aussi, pour elle, une tentative de fixation de cette position précaire, un "répit".».

Qu'ajouter aujourd'hui ? La guerre en Yougoslavie et l'intervention au Kosovo confirment le fait que les États-Unis interviennent de moins en moins en tant que puissance dotée d'une souveraineté nationale, mais de plus en plus en tant que représentant universel du capital. Celui-ci est en marche vers ce que nous pourrions appeler sa «totalité». Si les États-Unis ne peuvent plus représenter, à eux seuls, cette marche vers la totalité car plus elle avance, moins ils pèsent lourd dans la part de richesse totale créée, ils n'en restent pas moins la puissance dominante au travers de leur supériorité techno-militaire et informationnelle. C'est pour cela que dans

¹ Supplément n° 3 au n° 3 de *Temps Critiques*, 1991.

leurs interventions, ils s'abritent désormais derrière la figure des Nations unies¹. L'idéologie de la «guerre juste» et du «droit d'intervention humanitaire» marquent la fin de l'impérialisme² et le début d'une nouvelle phase dans laquelle la force ne s'exhibe pas, mais se met au service du droit et de la paix, par sa capacité à résoudre les conflits. Que ce droit et cette paix ne soient pas neutres est une autre question qui ne sera pas abordée ici (la description de ce qui se met en place peut être relativement séparée du jugement sur ce qui se met en place). Il ne s'agit donc pas de défendre une patrie, des intérêts géostratégiques, mais «la liberté»³. On assiste alors à une inversion des forces politiques, du moins dans les pays occidentaux : les va-t-en-guerre traditionnels de droite ou d'extrême droite et la «gauche jaurésienne» sont plutôt contre les nouvelles formes prises par la guerre, alors que «la gauche nouvelle» ou «plurielle» est aux avant-postes (Blair en représente la figure caricaturale).

A l'opposé de ce qui s'est souvent dit après la guerre du Golfe et le «nouvel ordre mondial» qui en serait issu, nous avons avancé plutôt l'idée d'«un monde aux ordres»⁴, régi par un système pyramidal de «gendarmes» : gendarme mondial (les États-Unis), gendarmes régionaux (France et Grande-Bretagne pour l'Afrique et le Moyen-Orient, URSS et maintenant Russie pour l'Asie orientale) et gendarmes locaux (Turquie, Israël, Irak, Pakistan). Mais cette organisation est extrêmement instable pour plusieurs raisons :

La force des gendarmes locaux vient de leur surarmement. Il y a donc problème dès que l'un d'entre eux cherche à jouer une carte personnelle, ou simplement à réclamer son dû pour services rendus (cela a été le cas de l'Irak). Paradoxalement les superpuissances se désarment bilatéralement ou multilatéralement comme vient encore de le montrer la proposition américaine, faite aux Russes, de détruire les deux tiers de leurs 6 000 têtes

¹ L'intervention en Afghanistan s'appuie sur la clause onusienne de «légitime défense» qui permet au pays visé de répondre directement et de façon proportionnée à l'attaque.

² La différence entre «Empire» et impérialisme est bien développée par Hardt et Negri dans *Empire*. Éd. Exils. 2001. Pourtant la plupart de ceux qui utilisent aujourd'hui leur concept d'Empire le font au sens traditionnel d'impérialisme américain ! Pour une présentation critique de ce livre cf. l'article de J. Wajnsztein, pour le n° 21 de la revue *La Griffes* : «De la souveraineté nationale à l'Empire». Même si nous employons parfois cette terminologie ici, nous lui préférons celle de «système-monde» de la société capitalisée. Société capitalisée qui n'est plus liée à aucune nation.

³ Dans les faits les choses ne sont pas si simples : «liberté» et intérêts ne sont pas forcément opposés.

⁴ Cf. le titre du n° 3 de *Temps Critiques*.

d'ogives nucléaires, et elles sous-traitent aussi les problèmes locaux. La croyance en un certain ordre et les nécessités de la guerre économique nécessitent un transfert de dépense du militaire vers le civil. Personne n'échappe à cette nouvelle donne, même pas l'État d'Israël¹.

Il n'y a plus d'ennemi connu, puisque tout le monde trouve à peu près sa place dans l'organigramme (un peu comme dans la globalisation économique), même si c'est à une place subordonnée. Les ennemis potentiels ne sont même plus érigés en tant qu'ennemis, mais en tant qu'«États-voyous» et leurs dirigeants sont des nouveaux Hitler. Les derniers événements du 11 Septembre indiquent que même certains de ces «États-voyous» sont en fait «civilisables» (le Soudan vient d'être amendé). La situation est tellement instable que des listes noires doivent être constamment remises à jour.

Comme tout l'édifice repose sur le déclin de la souveraineté nationale au profit d'une «gouvernance» de l'intérêt général bien compris, toute revendication nationale, national-ethnique ou autre devient une véritable poudrière (l'éclatement de la Yougoslavie, l'éternel problème palestinien et maintenant la question du Cachemire).

La seule position d'indépendance possible vis-à-vis de cette structuration mondiale des forces est alors de se situer directement au même niveau qu'elle, au niveau mondial. Et malheureusement ce n'est pas la révolution internationaliste prolétarienne qui pointe le nez, ce n'est plus non plus un panarabisme aujourd'hui caduc et de caractère trop limité eu égard à la recomposition actuelle, mais l'islamisme radical. On en a eu un premier exemple avec l'Iran et la lutte contre le «Grand Satan», on en a un autre maintenant avec Ben Laden et les talibans.

Cette instabilité est le produit d'une faiblesse, d'un inachèvement du procès de totalisation. Pourtant, paradoxalement beaucoup voient dans cette faiblesse la force d'une puissance qui domine par ses capacités de déstabilisation.

La confiance en cet ordre mondial, la croyance en un «Empire» (qui n'est pas les États-Unis) réalisé (c'est la position de Hardt et Negri) sont venues renforcer des ferments objectifs de déstabilisation. Après la guerre du Golfe et malgré le maintien d'une présence en Arabie saoudite, les Américains ont amorcé une politique de retrait qui se caractérise à la fois par le sabotage de la CIA par les gouvernants démocrates, puis par une stratégie électorale pro-isolationniste du républicain Bush junior.

¹ En échec dans une grande partie de l'aire slave, le développement du capital connaît aussi des limites en Palestine : environ 60% de la population active est au chômage dans les territoires occupés ou autonomes et 9,3% de la population active israélienne (chiffres du journal *Le Monde* du 1/11/01).

Cette nouvelle politique qui vise à n'attaquer que ce qui menace directement la sécurité des États-Unis va produire un pourrissement encore plus important dans les zones à risques. Les Israéliens et les Palestiniens, totalement incapables, dans les conditions actuelles, de créer les conditions du développement d'un capital dynamique qui intégrerait toute cette zone et dont Israël constituerait l'essentiel du pôle capital, vont pouvoir redoubler d'erreurs politiques. Erreurs qui sont autant de chances pour le surgissement du vivier religieux (musulman comme juif). Quant au Pakistan et aux talibans...on connaît maintenant la suite ! Un autre exemple de la faiblesse des États-Unis, c'est qu'ils demandent l'accord à la Russie et à la Chine, ces formes anciennes d'empires, avant d'intervenir.

En réalité, il n'y a pas de véritable constitution d'un «Empire». Il y a tendance à l'unification dans un monde qui n'est pas unipolaire et dans lequel interviennent de plus en plus de forces non étatiques (ONG, nouvelles formes de terrorisme messianique, groupes mafieux).

Aucune dimension stratégique ne se dégage et les États-Unis apparaissent de plus en plus comme une force sans solution politique, qui ne peut intervenir qu'au cas par cas¹. Ainsi, le *Wanted* lancé par Bush à l'égard de Ben Laden et de ses réseaux — dont les anti-impérialistes se sont gaussés sans le comprendre — témoigne de cette impossibilité pour le système de mener une politique de guerre comme le furent les guerres impérialistes des puissances coloniales et néocoloniales. Ses interventions militaires relèvent de la vengeance, des représailles, de l'action de commando, du coup de force, de l'appui tactique à des forces locales, de la «sécurisation» de zones sensibles, etc. Face à des réseaux islamistes qui, eux, opèrent d'emblée sur le plan mondial puisque le jihad n'a pas de frontières², le système bien que lui aussi mondialisant, ne peut plus répondre sur le mode de la «guerre mondiale». D'où ce décalage

¹ Nous avons déjà signalé cet aspect pour ce qui est de l'action générale de l'État, au niveau de sa politique interne, dans «L'État nation n'est plus éducateur, l'État réseau particularise l'École : un traitement au cas par cas», *Temps critiques* n° 12, hiver 2001.

² Le jihad transforme chaque individu «converti», quelle que soit son ancienne appartenance nationale, ethnique, religieuse, culturelle (cf. le jeune américain combattant dans les rangs des Talibans et blessé lors de la mutinerie des prisonniers dans la citadelle proche de *Mazâr Charif*) en guerrier-militant de la «véritable» communauté musulmane. Pour le jihadiste, il n'y a dès lors plus d'obstacles «identitaires» pour son adhésion à une représentation mondiale des intérêts de cette «communauté à venir». Une seule exception, à cette dissolution des appartenances — : celle au sexe féminin.

observable entre des forces, qui bien que militairement inégales, ne peuvent pas se vaincre politiquement.

La marche vers la totalité et les difficultés d'une nouvelle régulation.

Cette situation prend son origine avec la défaite dans la guerre du Vietnam, défaite qui marque la fin de l'utopie américaine de représenter tout le capital. La défaite de l'URSS en Afghanistan constitue son pendant tardif¹ et la fin d'une tentative de constituer une vaste aire propre de développement. Seule l'Angleterre maintient une certaine vision stratégique, car elle est la seule puissance de culture impériale et impérialiste à conserver une force et une capacité d'intervention militaire, sous parapluie américain toutefois. La France, elle aussi de culture impérialiste, n'a plus les moyens de sa politique et, malgré le maintien d'une certaine présence en Afrique, elle se permet de sacrifier ses intérêts proche-orientaux (et le lobby pro-irakien) pour une petite participation à l'opération «Tempête du désert» dans le Golfe.

En fait, on n'est pas sorti de la crise des années 70. Les tentatives de restructuration sont restées incomplètes et parfois assez formelles (dérégulation, privatisations, flexibilité) sans que se mette en place un nouveau mode de régulation aux vertus stabilisatrices d'un niveau au moins identique à celui de l'ancien mode fordiste. La crise s'est même étendue à l'Asie et sous sa forme la plus moderne (Japon, Thaïlande), alors que seule la Corée du Sud a connu, à retardement, une crise classique de type fordiste.

La défaite de l'URSS et de son bloc en tant que puissance n'a pas conduit à une extension du modèle capitaliste occidental. Le contrôle des flux de marchandises et des flux financiers par des groupes mafieux et des réseaux d'anciens bureaucrates soviétiques sont un obstacle sérieux à une greffe pure et simple du système capitaliste dans la région. D'autre part, malgré l'industrialisation forcenée de l'époque stalinienne, les résistances communautaires et religieuses restent fortes. Bien sûr l'ancienne propriété collective de la commune paysanne (l'Obchtchina et son conseil : le Mir) n'existe plus depuis longtemps en tant que telle, mais elle a perduré sous la forme abâtardie et ambiguë du kolkhoze.

Les questions que Marx posait à la fin de sa vie à Vera Zassoulitch restent actuelles, à savoir : est-ce que la Russie a besoin de passer par la

¹ Pour nous il n'y a pas de commune mesure entre l'intervention en Afghanistan, encore mâtinée d'impérialisme et l'intervention en Tchétchénie qui relève de l'opération de police.

phase bourgeoise et capitaliste («à l'occidentale»)¹ ou bien peut-elle, en s'appuyant sur certaines références communautaires avancer plus directement vers la communauté humaine ? Face à ces problèmes, les dernières prises de position de Poutine, malgré leur opportunisme, constituent au moins un soulagement pour les Américains.

Seule l'aire de la *Mitteleuropa* réintègre un peu son giron d'origine, sous pavillon allemand, laissant les Slaves de l'Est et des Balkans à un sort incertain. En Bosnie et au Kosovo, en Albanie comme en Afghanistan, ce que le capital ne peut ou ne veut développer, il l'épuise, le détruit. C'est un autre signe de la fin de l'époque des impérialismes (pas de nouveau plan Marshall pour eux), mais ce n'est pas pour cela qu'il faut uniquement y voir une impossibilité pour le capital à valoriser certaines zones². Il y a aussi des résistances à la pénétration du capital, particulièrement dans l'ère slave orthodoxe et dans l'ère islamique.

La faiblesse de la souveraineté nationale des États annihile toute dimension politique de leur action. Tout devient obscur. Pourquoi sacrifier Sarajevo et pas le Kosovo par exemple ? Bien sûr, il se trouvera toujours quelques prétendus marxistes pour nous révéler la rationalité économique qui se cache derrière tout ça : l'existence d'un ou deux gisements de pétrole dans le Caucase et la Caspienne, alors que pour l'Afghanistan on nous parlera de gazoducs ou de quelque autre ressource ; mais qui le croit vraiment ? Si, dans un passé récent, les États-Unis ont effectivement cherché à tenir la Russie à l'écart du processus d'exportation des hydrocarbures et des gros contrats juteux qui en découleraient (logique économique), ils s'orientent aujourd'hui vers une attitude de compromis et de complémentarité. Les risques de déstabilisation dans la région ne permettent plus de tenir la Russie à l'écart des négociations (logique de puissance et d'ordre)³. Ceci est d'autant plus marqué que depuis Gorbatchev, les dirigeants russes actuels, malgré les tensions dans l'armée, ont clairement choisi l'Occident et la voie du développement du capital, renonçant ainsi à une voie slave, anti-occidentale et anticapitaliste très ancienne (la «Troisième voie»). On en a eu une première preuve avec l'absence de réponse donnée par le même Gorbatchev à une lettre de Khomeini de janvier 1989, lequel lui proposait une alliance contre «le

¹ Nous laissons ici de côté la question de la nature du système soviétique (capitalisme ou socialisme d'État, système de gestion du capital sans capitaliste etc.)

² C'est la position de la lettre n° 1 de la revue *Trop loin* (octobre 2001). AREDHIS BP. 20306. 60203 Compiègne cedex.

³ Source : V. Kremeniuk, vice-directeur de l'Institut des États-Unis et du Canada à Moscou dans un interview du journal *Le Monde* de Novembre 2001.

grand Satan» et l'Occident. Les conflits qui ont suivi, dans l'ex-Yougoslavie et dans les anciennes Républiques asiatiques de ce qui fut l'URSS, démontrent qu'il n'y a pas d'alliance possible entre l'aire slave et l'aire islamique.

Cette insuffisance de nature politique de la part des États actuels, explique qu'ils fonctionnent dans un rapport ambigu à leur complexe militaro-industriel. En tant que gestionnaire et appareil bureaucratique d'expertise, l'État fait partie intégrante de ce complexe militaro-industriel et il participe aux choix et décisions dans la logique abstraite qui anime ce système, mais en même temps il est dépendant du processus de développement de la technoscience que Jean-Marc Lévy-Leblond définit comme une situation dans laquelle le faire de la technique l'emporte sur la connaissance scientifique. De la même façon que l'économie semble s'imposer au social et à la politique, la technoscience s'impose au militaire. Ainsi, dans l'intervention en ex-Yougoslavie, il apparaît qu'une des raisons de la non intervention au sol résulte de la prédominance au sein de l'armée américaine, des options de l'armée de l'air qui sont justement celles qui reposent le plus sur l'idée d'une guerre technologique sans hommes ou presque¹. La fin des armées de conscription s'impose donc et avec elle les formes traditionnelles de lutte contre la guerre. Il n'y a plus besoin d'appels à la désertion en direction des militaires des pays dominants quand la désertion est civile (cf. le fameux «plutôt rouges que morts» des jeunes Allemands). Il ne s'agit pas de regretter le bon vieux temps de la guerre virile «entre hommes», mais de constater que la guerre «néo-moderne», en réduisant le nombre d'hommes nécessaires à son fonctionnement tout en augmentant l'exigence de qualification militaire et scientifique de ceux qui demeurent (les militaires professionnels), invalide les modèles historiques du retournement de la guerre impérialiste ou nationaliste en guerre sociale révolutionnaire. Et ce n'est pas le fait de terminer invariablement des tracts par des appels à la guerre sociale ou à la guerre de classe qui changera quelque chose !

Depuis la fin de l'antagonisme des blocs, la guerre est toujours déjà «civile», même si les médias l'affublent du caractère «d'ethnique». Guerre de tous contre tous qui a pour scène une «société civile» dans laquelle la violence s'affranchit de toute légitimité idéologique et politique, de toute humanité puisque l'ennemi n'est pas vraiment considéré comme un humain. En Bosnie, par exemple, le marquage des corps selon des pratiques d'avant l'humanisme redevient le mode de traitement des conflits entre

¹ C'est pourquoi, dans un texte de 1999 édité seulement sur le site internet de *Temps critiques* (<http://tempscritiques.mutimania.com>), nous titrions : «De la valeur sans le travail à la guerre sans soldats».

ennemis : le sang doit couler, le sperme doit souiller. Comme le montrent les talibans à l'origine («étudiants en religion»), puis les séides de Ben Laden, ce sont aussi des civils qui aujourd'hui mènent la guerre. En dehors de leur opération ponctuelle de vengeance, les Américains participent aussi de ce mouvement en permettant une nouvelle flambée de guerre civile en Afghanistan (cf. la prison de Mazâr-e-Charif livrée aux hommes de Dostom).

L'islam et le mouvement de la valeur¹

Nous disons donc que les États-Unis ne peuvent représenter à eux seuls cette marche vers la totalité même s'ils cherchent à rester la superpuissance. La Trilatérale a essayé de jouer ce rôle, sans succès et l'ONU malgré son action en ex-Yougoslavie n'a pu le faire non plus. Il y a une crise de la représentation (dit plus trivialement et sans jeu de mots, il n'y a plus de pilote dans l'avion !). Il y a par contre un immense mouvement de refus. Il commence avec la révolution iranienne et le développement d'un populisme religieux d'origine chiite en réaction au mouvement d'individualisation et aux destructions du capital d'une part, à l'Islam sunnite officiel, apanage des puissants du Golfe et ciment des relations tribales en milieu rural d'autre part. Le nationalisme arabe des années 60 et 70², plutôt laïque et «progressiste» est progressivement balayé comme réponse à l'échec de la modernité, une modernité qui déstructure, urbanise, individualise, développe un début de classe moyenne, à côté d'une prolétarianisation qui ressemble beaucoup à une lumpen-prolétarianisation (la force de travail sans le travail).

Le FIS algérien a représenté, avant son interdiction, cette alternative d'un islamisme politique de parti. L'évolution du régime de Saddam

¹ Nous utilisons ici la notion de «mouvement de la valeur» plutôt que celle de «valorisation du capital» pour décrire un phénomène qui se déroule sur un très grand arc historique et dans des conditions qui ne permettaient pas l'autonomisation du rapport social capitaliste de la communauté comme cela sera le cas, d'abord dans la société bourgeoise moderne, puis dans la société du capital.

² Il semble avoir pris forme dès le XIX^e siècle sous l'action de chrétiens arabes (surtout syriens et libanais) qui du fait de leur exil pendant la domination ottomane se sont frottés aux révolutions européennes et au développement de la technique. Cela aura un certain effet dynamisant sur la vieille structure, particulièrement en Egypte. La Première Guerre mondiale et plus encore, la Seconde, vont provoquer une balkanisation politique accentuée de ces régions au profit des pays occidentaux et au niveau économique, la quasi impossibilité de développement d'un capitalisme national. Enfin, conséquence importante : on assiste au divorce entre chrétiens et musulmans et aux débuts d'un Islam politique.

Husseïn et des groupes de résistance palestiniens est un autre exemple de cette option, mais à partir de situations très différentes qui toutes ont pour point commun de réagir à la faillite d'un projet de développement autocentré. Mais ce populisme religieux, révolutionnaire et expansionniste à ses débuts évolue peu à peu vers un national-populisme que le régime iranien actuel représente bien. Quel événement, tout de même, que cette condamnation des attentats du 11 septembre par les officiels iraniens !

C'est que la «révolution iranienne» en devenant nationale et en se limitant à une influence parmi les chiïtes, ne représente plus le fantasme d'une alternative. Si la défaite de Saddam en 1991 est un peu une victoire à retardement de l'Iran, c'est aussi le début d'un autre cycle. Le populisme religieux des chiïtes rentre dans le rang au profit d'un mouvement religieux beaucoup plus messianique. Parallèlement, la guerre en Palestine tourne à l'affrontement entre groupes religieux.

Les talibans, les groupes palestiniens islamistes et les Juifs des colonies¹ rejouent la communauté contre l'État et la démocratie. La révolte contre le capital ne peut plus recourir ni à la représentation des classes ni à l'identification avec une patrie du socialisme ou une nation arabe unifiée. C'est pour cela que la communauté des croyants s'impose comme alternative. Dans sa version salafiste jihadiste, par exemple, cette «communauté des croyants» est une forme de dépassement à la fois du nationalisme et des communautarismes².

Nous ne pouvons être d'accord avec Robert Kurz de la revue allemande *Krisis*, pour qui «le fondamentalisme du monde islamique humilié n'est pas une tradition du passé, mais un phénomène post-moderne : c'est l'inévitable réaction à l'échec de la modernisation occidentale»³. En effet, l'adjectif «humilié» qui qualifie le monde islamique participe encore de cette idéologie tiers-mondiste qui envisage plusieurs mondes et un processus de domination s'exerçant de monde à monde. Le monde occidental aurait ainsi humilié le monde islamique. L'Arabie saoudite et ses pétrodollars, un monde humilié ? Le Qatar et sa radio qui dame le pion à CNN, un monde humilié ? Et qui humilie le Pakistan depuis plusieurs générations, si ce n'est ses dirigeants ? Pour nous, il n'y a rien de post-

¹ Il est étonnant de voir comment l'influence du politiquement correct trouble la vision quand on ne peut lire nulle part ce point commun évident entre ceux qui pourtant s'affrontent militairement. Pour les religieux juifs ultras, l'État d'Israël n'a pas de réelle légitimité. A fortiori, un État palestinien !

² On peut remarquer que si les Talibans sont d'origine pachtoune, ils ont largement ouvert leur mouvement aux «légionnaires arabes».

³ R. KURZ, *L'onore perduto del lavoro*, [traduit de l'allemand par A. JAPPE et Maria Teresa RICCI], Manifestolibri 1994, p. 16.

moderne là-dedans. Nous avons bel et bien d'un côté une réactivation d'un élément du passé avec l'Islam comme communauté despotique.

L'unité supérieure de cette communauté est directement Allah, équivalent général absolu dont la puissance fait disparaître toute distinction de nation, caste et race. Mais d'un autre côté, nous avons aussi un élément du présent dans le vaste mouvement de refus de la valeur qui traverse ces aires et qui ne peut plus se reconnaître ni dans la lutte de classes ni dans la lutte nationaliste.

On retrouve ce mélange de pré-modernité et de néo-modernité dans le clan Ben Laden – préfiguration d'une classe bourgeoise impossible – qui, tout en lorgnant sur la rente féodale que lui offrirait le contrôle sur l'Arabie saoudite, s'est déjà développé en réseaux anonymes dont finalement Carlos fut un précurseur¹. Il ne faut en effet pas oublier que Mahomet fut un marchand qui essaya d'intégrer communauté et valeur sans passer par l'État². Le Coran n'est pas apparu dans le désert des Bédouins, mais dans la haute finance de l'époque, à La Mecque. C'est le pèlerinage dans ce lieu saint qui réalise l'unité-totalité dans l'exaltation de la communauté. Ce n'est sûrement pas pour rien que le combat anti-occidental de Ben Laden commence avec l'occupation militaire américaine de l'Arabie saoudite. En outre Mahomet ne défendait pas les pauvres mais s'attaquait aux puissants et aux riches qui défendent essentiellement leurs intérêts et en conséquence s'autonomisent de la communauté jusqu'à la mettre en danger. Pourtant, c'est la couche des déshérités qui soutiendra le mouvement de Mahomet. Là aussi on peut remarquer la similitude avec ce qui se passe aujourd'hui.

En effet, si c'est une autre couche intermédiaire que celle des marchands qui impulse le mouvement islamique radical, on y trouve le même soutien des couches de déshérités. Tout le discours sur le «vrai Islam» ou le «bon Islam» est complètement vide de sens politique, plein de bons sentiments et de volonté de déculpabilisation. Ben Laden et son entourage sont assez proches des sources, mais ils ont simplement tendance à inverser l'ordre des priorités. Dans l'Islam d'origine, il semble que ce soit le mouvement de la valeur qui soit premier dans l'édification de l'unité et le jihad secondaire. Il s'agissait de trouver «la voie moyenne» qui est celle qui permet de ne pas faire éclater le cadre de la communauté, de limiter les séparations et par exemple l'exploitation de l'homme par l'homme à l'intérieur de la

¹ Du fond de sa prison, Carlos vient d'ailleurs de rendre hommage à Ben Laden et à la lutte des Talibans parce qu'«ils défendent la révolution mondiale», tout comme «le mouvement jihadiste est l'avant-garde du combat anti-impérialiste» (interview dans le journal vénézuélien *El Universal*, cité par *Le Monde* du 26/11/01).

² C'est un point commun avec les Juifs, mais cette religion fut limitée dans son développement par son ethnicisme.

communauté¹. Pour Ben Laden, c'est maintenant visiblement le jihad qui est premier, mais c'est quelque chose de très récent (depuis une dizaine d'années seulement, car auparavant rien ne pouvait laisser supposer son retournement). Peut-être cela est-il dû au fait qu'il devient toujours plus difficile de maintenir cette unité au sein d'un mouvement de la valeur qui recoupe de moins en moins les contours de la communauté musulmane. Il y a bien certes des banques islamiques, mais leur action est transnationale comme le montrent les enquêtes autour des biens de la famille Ben Laden et l'intégration à la fois régionale et mondiale de la zone se fait de plus en plus sous le contrôle des grands organismes internationaux (cf. la conférence de Doha qui s'est tenue récemment) ...et de l'armée américaine par sa présence maintenue en Arabie saoudite (prétexte ou vraie raison de la «transformation» de Ben Laden). Cette présence, outre son aspect sécuritaire, signale que même la rente pétrolière est gérée mondialement.

On a aussi certaines similitudes avec les réseaux mafieux qui maintiennent archaïsme de la famille, du clan et néo-modernité par son redéploiement dans les affaires². Il y a donc bien un début de fonctionnement en classe dans la mesure où il y a différenciation de certains individus qui ne sont plus soumis totalement à la communauté d'origine. Ils peuvent être de riches marchands, mais le plus souvent ils ne sont que des étudiants plus ou moins occidentalises par leur passage dans les grandes capitales européennes ou américaines. Il y a pourtant une grosse différence avec le mode traditionnel de formation d'une classe : premièrement ils ne cherchent pas à se constituer en classe bourgeoise nationale (même si c'est impossible aujourd'hui, cela pourrait quand même constituer un projet) et deuxièmement on pourrait dire qu'ils ne cherchent pas à se constituer du tout ; d'abord parce que leur volonté de mort les nie en tant qu'individu ; ensuite parce que cette volonté exige un retour à la soumission à la communauté, seule possibilité d'accomplir sa vie à travers la mort.

Il n'y a pas de projet politique derrière cet islamisme du refus. Les chefs talibans, par exemple, ne cherchaient même pas à construire un véritable État³ et «gouvernaient» Kaboul, sans pratiquement jamais y

¹ Quand nous parlons ici de communauté, il ne s'agit plus de la communauté immédiate (celle de la famille ou du clan), mais d'une communauté déjà abstraïsée dans laquelle Dieu est l'unité supérieure.

² Roberto Bui emploie ainsi le terme de «mafia islamique».

³ Contrairement à ce que dit R. Creagh sur son site RA-LFR et repris dans les discussions sur le site du «Cercle social» le 14/10/01, l'IRA, l'ETA, le FIS et les réseaux d'*Al-Qaïda* ne peuvent pas être mis dans le même sac, sous la notion de «proto-État». La violence de l'islamisme radical ne vise pas à constituer une nation mais soit à retrouver la

mettre les pieds, à partir d'une capitale de province, Kandahar. C'est aussi cette absence de projet politique qui a amené le Hezbollah libanais à condamner les attentats du 11 septembre. Le fait de ne plus revendiquer les attentats est aussi une différence essentielle d'avec les mouvements terroristes antérieurs qui avaient tendance à les revendiquer plutôt deux fois qu'une. L'action exemplaire qui devenait une référence dans le projet politique nationaliste type ETA, IRA ou FPLP, mais qui du même coup trouvait sa limite dans la contestation d'un point particulier du système d'ensemble (la domination de l'État central ou dominant), atteint ici à un certain universel aussitôt reconnu d'un côté par ceux qui subissent l'attaque (c'est rien moins qu'une guerre des civilisations, disent ceux-là) et reconnu de l'autre par la masse des déshérités et des frustrés de la puissance (c'est la justice divine qui fait enfin son œuvre, disent ceux-ci). Le projet n'est pas politique au sens politicien du terme, mais global même s'il prend la forme concrète d'une haine plus prononcée contre les seuls États-Unis et Israël. C'est sans doute pour cela que Carlos le qualifie de «révolutionnaire» et qu'on ne peut pas le renvoyer dos-à-dos avec le terrorisme des États, terrorisme qui peut être une arme limite, y compris pour les démocraties, mais qui n'est jamais un projet.

Le monde capitaliste ne s'oppose pas à l'Islam comme religion et il faut voir les ronds de jambes et circonvolutions des hommes politiques devant les représentants d'un «Islam modéré» pour s'en rendre compte immédiatement, mais il s'oppose à l'Islam comme communauté. Le système capitaliste mondial fait comme si la religion était devenue une affaire privée pour tous¹ et qu'elle ne posait donc plus problème dans ce cadre (c'est l'image des religions «modérées»), alors que pour les sectes protestantes américaines, pour les musulmans, les Juifs, les Hindouistes et les Chrétiens orthodoxes, c'est encore ou à nouveau, une question publique. Si la force du capital est bien d'englober toutes les contradictions, son illusion est de croire que par là il les dépasse alors que justement il s'en nourrit seulement pour se dynamiser². Quand il pense avoir unifié le

communauté despotique sous la forme de la communauté des croyants (dans laquelle dieu est directement l'unité supérieure) soit à constituer une organisation d'allégeance et de référence de type néo-féodale dominée par un système de chefferies.

¹ Toute attaque publique contre la religion, de la part d'un homme public devient alors sacrilège, comme le montre l'exemple Houellebecq avec ses diatribes contre les religions monothéistes et particulièrement l'Islam.

² Pour ne prendre qu'un exemple, le terrorisme islamiste est érigé en ennemi absolu de l'«Empire» ce qui permet de créer une alliance qui

monde, il s'aperçoit d'un nouvel affrontement à l'échelle du capitalisme totalisé, une sorte d'affrontement entre deux blocs transnationaux qui ne mettent plus simplement en jeu des États et des armées (cf. toute la question des financements et plus généralement des activités illégales dans ce qu'on pourrait appeler «les zones grises» du capital).

Il y a une privatisation des affrontements qu'on retrouve dans la croissance des secteurs de la sécurité au sein de chaque pays et même de chaque entreprise ou administration. Cela montre bien le degré élevé de pacification sociale atteint...mais aussi la poudrière sur laquelle tout cela repose.

L'«Empire» et la paix universelle comme projet (Kant, le droit, la justice, les contrats).

Il faut d'abord dire que les principales théorisations-prophéties énoncées, de notre point de vue, au sujet de la guerre depuis 1945, n'ont pas été satisfaisantes. Pour le groupe *Socialisme ou Barbarie*, la troisième guerre mondiale était inéluctable, et la révolution sortirait d'une révolte à l'intérieur du camp soviétique, dans son affrontement au camp américain. Des révoltes il y en a eu, mais les Américains les ont laissé écraser parce que justement il n'y a pas eu de troisième guerre mondiale, mais une guerre froide qui s'est terminée par l'implosion du bloc soviétique. Pierre Souyri (sous le pseudonyme de François Brune) critiquera cette position au sein même de *Socialisme ou Barbarie*, en montrant comment le capitalisme s'est réorganisé après 1945 sur des bases très différentes des années 30 qui conduisirent justement à la guerre. La formation de l'AELE, la CEE et un développement intense des échanges entre pays dominants et non plus essentiellement sur la base des anciens échanges impérialistes ou néo-colonialistes, n'a pas produit de véritable anti-américanisme chez les principaux concurrents des États-Unis que sont le Japon et l'Allemagne. Encore aujourd'hui d'ailleurs, ceux qui pleurent le plus les attentats du 11 Septembre sont les Allemands ! Sur cette base déjà très internationalisée et qui mordait par ailleurs sur la *Mitteleuropa*, zone traditionnelle d'influence de l'Allemagne, la question d'un nouveau partage du monde et la perspective d'une guerre prochaine s'évanouissaient. Pour Bordiga et une partie de la *Gauche italienne*, au contraire, l'URSS a un caractère subordonné au sein des contradictions du capital et il n'y avait pas de raison de se focaliser sur elle. La guerre devait advenir quand les principales puissances économiques (l'Allemagne et le Japon) deviendraient des concurrents des États-Unis pour la valorisation. Si ces deux puissances viennent effectivement peser de tout leur poids dans ce

englobe Pakistan, Soudan, Libye, Chine et Russie ! On a alors l'impression d'une parfaite unification du monde.

que nous avons appelé la marche vers la totalité du capital, leur position au cours de l'intervention dans le Golfe a montré leur rôle de complémentarité avec les États-Unis, plutôt que de véritable concurrence. Il y a bien concurrence économique mais pas concurrence de puissance, du moins tant que l'hypothèse d'une Europe unifiée jusqu'à l'Oural reste du domaine de la science politique fiction.

D'une manière générale, ce sont les analyses portées par l'idée d'un «cours historique» qui lierait ensemble crise, guerre et révolution qui ont failli. De 1945 à 1965, il y a bien eu une période de contre-révolution mais qui n'a pas eu besoin de la guerre pour faire son œuvre et la crise des années 70 a plutôt montré les capacités du capital à résister à la révolution de la fin des années 60. Sa relative stabilisation depuis, sous réserve qu'elle n'atteint pas un véritable mode de régulation (on n'est pas sortis de «la crise»), nous éloigne encore de la probabilité que se réalise ce «cours historique». S'il y a encore un cours historique le moins que l'on puisse dire c'est qu'il est alors indéterminé¹ et il n'y a plus guère de raison d'employer cette notion qui fait partie intégrante de ce qu'on a appelé le «programmisme prolétarien». Abandonner cette perspective c'est aussi abandonner toute perspective partitiste et avant-gardiste et reposer la question de la théorie et des rapports entre théorie et critique. Mais c'est un autre chantier !

Toute l'analyse de la guerre comme destruction nécessaire de capital est aussi caduque quand les accords internationaux entraînent la destruction des armes en temps de paix. Bien sûr, cela pose le problème de la survie du complexe militaro-industriel. Contrairement aux prédictions de Castoriadis² sur la «stratocratie soviétique», l'exemple russe montre qu'il ne faut pas trop croire à la possibilité d'autonomisation d'un secteur au sein d'un ensemble qui a une cohérence interne supérieure à la logique de chacune de ses composantes. Les États-Unis sont bien conscients des avantages et inconvénients de leur situation. Depuis plus de 50 ans, ils ont dû sacrifier de la valorisation de capital pour mener la guerre froide et défendre le «monde libre», pendant que le poids économique des démilitarisés allemand et japonais ne faisait que croître. Mais ce qu'ils ont perdu en valeur productive et qui les a amenés à la crise des années 70, ils le récupèrent aujourd'hui dans les nouvelles formes de la valorisation, dans la valeur-puissance qui est captation de la richesse des autres au lieu de les combattre. La priorité est à la guerre économique non parce qu'elle serait une nécessité économique au sens de petits intérêts étroits à défendre, mais

¹ D'après les camarades du *Cercle de Paris* (cf. leur brochure : «QUE ne pas FAIRE ?»), c'est la position prise par le groupe italien *Battaglia Comunista*.

² Cornelius CASTORIADIS, *Devant la guerre : les réalités*, Fayard, 1981.

parce que c'est une nécessité vitale du système de reproduction capitaliste. L'ancien ennemi doit être «internisé» dans la compétition.

Toute l'analyse sur la guerre comme continuation de la politique par d'autres moyens est également caduque. Non pas parce qu'on assisterait à un retour du politique comme le disent les médias, mais parce que la guerre est archaïque : à l'époque où presque tout circule, les guerres pour des possessions de territoire sont inutiles. Ainsi, les États-Unis n'ont pas besoin d'être présents en Afghanistan, pas plus qu'ils n'en avaient besoin en Bosnie, car leurs compagnies pétrolières sont toutes-puissantes dans ces régions. C'est bien plutôt le libre accès à toutes les zones que les quelques militaires professionnels disséminés dans le monde sont chargés de garantir.

La solution des contradictions par l'affrontement direct entre les hommes n'est plus opérationnelle à cause de la prédominance incontournable de la matérialité technique, matérialité technique elle-même non maîtrisable comme vient de le démontrer l'action du 11 septembre qui retourne des armes de la Puissance contre la Puissance. Dans son procès de totalisation, le capital n'a plus le temps d'envisager ses failles que déjà des obstacles imprévus se dressent devant lui. La dénomination des États-voyous comme étant ceux qui ne respectent pas les règles de l'Empire de la paix perpétuelle et l'ordre de ses différents gendarmes venait à peine d'être trouvée, avec sa riposte : la défense anti-missiles prenant le relais de la dissuasion nucléaire, que déjà il fallait théoriser le concept de «guerre asymétrique»¹ et s'apercevoir que toute grande ville est menacée. La criminalisation de l'adversaire (on ne saurait dire ennemi) est aussi le signe de l'absence de vision politique, de réelle stratégie, d'inscription et de compréhension historiques.

Les guerres, les crises, les luttes de classes ont été des moteurs de la dynamique du capital et c'est ce qui fait que, d'un côté, on a tendance à penser que c'est consubstantiel au système, que cela ne peut que perdurer jusqu'à une crise finale, mais de l'autre, on est bien obligé de reconnaître que si le système résiste, c'est justement par sa capacité à englober les contradictions, sa tendance à pacifier, restructurer, stabiliser les rapports sociaux de production.

¹ La guerre asymétrique peut se définir comme une guerre entre deux puissances (pas forcément au sens étatique du terme) qui n'ont pas les mêmes moyens, ce qui implique que celui qui a les moyens quantitatifs les plus faibles agisse par contournement et non affrontement de la puissance ennemie. C'est visiblement ce que S. Hussein n'a pas pu ou su faire en 1991, ce qui le condamnait à une défaite logique dans le cadre d'une inégalité de forces quantitative.

Ce qu'il y a à attendre

En 1991, s'affirmer contre la guerre, contre cette guerre, c'était déjà rompre avec une logique d'État qui s'imposait à des individus finalement peu concernés. C'est pour cela que nous avons participé activement à cette lutte contre la guerre, sans insister sur son aspect essentiellement pacifiste et sur le caractère surtout symbolique des actions. Le pacifisme est paralysé face à une guerre qui présente le caractère d'une opération de police menée pour assurer la paix. De la même façon que la tendance est à la valeur sans le travail, elle est à la guerre sans soldats¹. Le zéro mort militaire correspond au zéro défaut de l'entreprise. Il n'en a pas été de même dans les deux dernières guerres locales qui ont vu la participation de deux grandes puissances. Les États-Unis au Vietnam et l'URSS en Afghanistan n'ont pas été battus par les armées ennemies mais par leur propre opposition interne et le nombre de morts qu'ils ont laissés sur le terrain.

Il n'y a rien à attendre d'un mouvement pacifiste qui ne peut prendre aujourd'hui que la forme d'un pacifisme absolu, éthique (quelle population accepterait de tendre l'autre joue ?), donc limité dans ses capacités d'action contre une opération militaire particulière. Sauf à souhaiter grosses bavures et guerre totale, il n'y a aucune raison de penser que ce mouvement va se développer, surtout si les États autres que les États-Unis et l'Angleterre n'interviennent pas, ou seulement pour «sécuriser» suivant le nouveau mot à la mode. Cet aspect rejaillit bien évidemment sur les possibilités d'une position plus radicale que celle des pacifistes. On a eu un peu l'impression, dans les premières initiatives, par exemple celle du collectif «Faut réagir», que certains souhaitaient la guerre pour avoir l'occasion d'en faire quelque chose. Cela n'est peut-être pas complètement conscient et il n'y a pas de raison de douter des bonnes intentions des individus à l'origine de cette initiative, mais pour ne pas être en retard l'activisme se trouve bien souvent... à côté de la plaque. Le côté mauvaise foi de certaines prises de position est aussi assez désolant car dommageable en vue d'une clarification qui pourrait accompagner une opportunité d'action : ainsi comment se dire à la fois contre la guerre et contre des mesures de prévention jugées liberticides ?

Une seule solution, gueuler «guerre de classe» ou «guerre sociale» pour se prouver qu'on ne s'attache pas à ce genre de futilité quand on est «radical»².

¹ Cf. notre texte éponyme à propos de l'intervention de l'OTAN au Kosovo.

² On a quand même trouvé pire avec un article d'*A Contre Courant* du n° 128 et une analyse du *Réseau Voltaire*. Les obsédés de l'antifascisme et les tenants d'une vision policière de l'Histoire s'y livrent à leur enquête personnelle (il y a des vocations qui se perdent !) afin de nous démontrer la

Il n'y a rien à attendre évidemment d'une Alliance du Nord qui regroupe des chefs de guerre claniques, rien à attendre non plus des Pakistanais fanatisés sous le prétexte qu'ils seraient pauvres. Il n'y a aucun espoir là où le processus d'individualisation n'a pas atteint un point qui permette à la fois de se situer dans et face à la communauté. Ce que nous appelons la tension individu/communauté. Ce stade n'est pas atteint dans les pays d'implantation de l'Islam, sauf peut-être en Kabylie¹ et cela vaudrait le coup de regarder la révolte en cours avec une attention plus soutenue. Mais peut-il s'exprimer dans les pays occidentaux et

profonde perversité de l'État américain et ses capacités manipulatrices vis-à-vis du terrorisme. On ne dira jamais assez les dégâts produits sur les esprits faibles et isolés par la rhétorique de l'auto-terrorisme d'État, dont le livre de G. Sanguinetti *Du terrorisme et de l'État* (1980), constitue un modèle du genre.

¹ L'islamisation n'a certes pas été absente en Kabylie, loin s'en faut, mais elle s'est toujours heurtée aux modes de vie, aux pratiques collectives et à la culture de l'ancien fonds traditionnel berbère et méditerranéen dans lequel l'individu pouvait atteindre une certaine autonomie vis-à-vis de sa communauté et l'exercer. Le rôle et la place des femmes dans des activités autres que celles relevant de l'univers familial (artisanat, élevage, parfois la guerre) attestent de cette relative reconnaissance de l'individualité en Kabylie. Dans leur mouvement récent de rejet du «pouvoir assassin et corrompu» de l'oligarchie militaro-étatique, les révoltés de Kabylie n'ont pas organisé leur lutte autour des partis nationalistes (RDC et FFS), qui bien que berbéristes restent, comme les islamistes, liés à la caste dirigeante et aux enjeux politiques de l'État central, mais autour d'un réseau de «comités de villages» (*aârouchs*) qui réalise une forme de lutte très moderne, du type de celle des mouvements sociaux des zones dominantes (les coordinations par exemple) tout en réactivant des modes de solidarité traditionnels de l'ancienne communauté villageoise (la *Djema'a* n'est plus l'assemblée des anciens mais devient celle des jeunes chômeurs-étudiants). Cette modernité conjuguée avec un traditionalisme pré-islamique constitue un milieu ouvert aux influences du système mondial capitaliste et donc à sa contestation sur des bases qui ne se trompent pas d'époque.

On a pu observer aussi des éléments analogues dans la première Intifada où se côtoient révolte prolétaire moderne et référence à l'ancienne communauté. Dans la seconde Intifada, il n'en est plus de même car la référence communautaire n'est plus la référence à la communauté originelle, mais la référence à une communauté abstraite figurée par un Islam radicalisé qui entre en confrontation avec une autre communauté abstraite en formation, celle de l'autorité palestinienne.

principalement dans un pays comme la France, dans lequel résident de nombreuses personnes pour qui l'islam est une référence ? On peut juste dire que les réactions pro-Saddam de 1991 ont été plus importantes que les réactions anti-américaines de ces dernières semaines. Il est vrai que S. Hussein attaquait un pays dans lequel pratiquement personne ne peut se reconnaître, alors que les États-Unis, ses casquettes vissées sur la tête, ses Nike, son Coca, ses McDo...

Il n'est donc pas joué le fait que les attentats du 11 septembre 2001 éloigneraient davantage les salariés et prolétaires des pays dominants et des pays dominés¹. Qu'une communauté de condition devienne communauté de destin ne dépend pas essentiellement des représentations des individus et groupes concernés, mais de leurs luttes et certains aspects de la lutte contre la mondialisation, les moins médiatisés, ouvrent peut-être une voie.

Ce à quoi on peut s'attendre aussi, c'est à une nouvelle visibilité de l'État. Non pas qu'il ait disparu (nous nous sommes assez opposés à la vision d'un tournant néo-libéral du capitalisme), mais ses nouvelles formes d'affirmation ne sont pas toujours les plus spectaculaires. L'État ou le «Sur-État²» n'est pas seulement un comité d'affaires des capitalistes associés. D'ailleurs les entreprises elles-mêmes ne veulent jamais la guerre car à court terme cela nuit à leur puissance et aux profits. Le problème c'est que cet État a du mal à exprimer la volonté, l'intérêt, le sens du capital dans sa complexe totalité. On retrouve là son insuffisance de dimension politique. L'État du capital a de plus en plus de mal à raisonner stratégiquement. «A long terme nous serons tous morts», répondait déjà le caustique Keynes, quant aux possibilités de sortir vraiment de la crise des années 30.

C'est aussi à cause de cette absence de dimension stratégique et politique que la question de la sécurité devient fondamentale. Ce qui n'est plus qu'opération internationale de police se double d'une sécurisation intérieure. La sécurité devient un secteur fondamental de ce qu'on appelle «le système de reproduction capitaliste». Il ne faut pas voir dans le développement de ce secteur une soupape de sécurité par rapport au fort chômage, ni une conséquence d'une volonté délibérée de militarisation de la société, ni d'ailleurs une volonté de s'abriter derrière des frontières infranchissables (la «forteresse Europe» dont nous parlent par exemple tous les gauchistes), ni le fait que l'État aurait absolument besoin du terrorisme pour nous faire avaler sa pilule³. C'est plutôt un élément central de la

¹ C'est la position de la revue *Trop Loin* (cf. op. cité).

² Pour reprendre une formule de Riccardo d'Este dans le n° 3 de *Temps Critiques*.

³ C'est la position du tract signé «Des prolétaires contre la machine (de guerre)» du 17/09/01, distribué par les groupes *Precari Nati* (Italie),

reproduction. Comme le chronométréur était un rouage essentiel de l'usine taylorisé dans l'ordre de la production, les diverses variétés de contrôleurs, vigiles et policiers sont des rouages essentiels dans l'ordre de la reproduction.

«*La domination du capital, en s'autonomisant de plus en plus de la sphère de la production et en se proposant comme reproduction illimitée de soi et de ses produits (humains compris) tend à se caractériser comme ordre mondial. L'utopie du capital, celle de se pérenniser et de se substituer à la nature elle-même, rejoint ainsi son point culminant : un ordre en soi et pour soi, dont la forme prédominante est la démocratie formelle, qui assume et règle l'existence des hommes, de la nature et de l'économie*¹». Mais Riccardo d'Este, qui écrit cela en 1991, croit trop en la réalisation de cet ordre, or entre Bush senior et Bush junior il y a eu une dégradation sérieuse de la situation. S'il y a bien toujours tendance à la totalisation, les soubresauts sont nombreux.

Bien loin d'être «symboliques» comme nous le serinent les nihilismes de tous bords, les soubresauts de cet été et de cet automne qui ont contrarié la marche déjà chaotique et toujours résistible de la capitalisation du monde, s'ils ont, certes, aggravé l'emprise de la peur, ont surtout disqualifié davantage les rejouements politiques de la modernité : les religions, les nations, les classes, les États. Car le procès global de capitalisation déjà bien engagé n'est pas réalisé et encore moins achevé. Les récents mouvements néoluddistes comme ceux qui refusent la mondialisation, expriment aussi cet inachèvement. A l'opposition extrinsèque de ces luttes anticapitalistes viennent se combiner des causes intrinsèques : l'absence de régulation de portée universelle (dont «l'éradication du terrorisme» et les politiques sécuritaires constituent le substitut) et l'épuisement des médiations de l'ancienne société de classes. Bien que de forte intensité, les soubresauts de cette seconde moitié de l'année 2001 ne sont pas ceux de l'agonie du capital : non pas une «crise finale», mais bien plutôt une crise par défaut..... par défaut de perspectives révolutionnaires.

Marx, la religion, la communauté et nous

«*La misère religieuse est en même temps expression de la misère réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un état sans esprit. Elle est l'opium du peuple*» (Marx : *Critique de la philosophie du Droit de Hegel*, Œuvres III, Philosophie. Gallimard La Pléiade, p. 382).

Kolinko (Allemagne) et *Workers against work* (Grande-Bretagne) et traduit par le *Cercle social* de Lille.

¹ *Idem*, p. 54.

Même s'il énonce que «*C'est l'homme qui fait la religion et non la religion qui fait l'Homme, la religion est la conscience de soi et le sentiment de soi de l'Homme qui, ou bien ne s'est pas conquis, ou bien s'est déjà perdu*» (*ibid.*), Marx ne reconnaît pas une fonction de conscience à la religion (ni à la philosophie, ni à l'art d'ailleurs). Pour lui, seule la pratique est source de vérité et de réalité ; seule la pratique relie l'homme au monde. Le reste, ce qui s'interpose, n'est qu'expression et reflet de l'aliénation. Divin et sacré ne sont que des produits d'une aliénation dont il faut se libérer. Marx fait siennes les déterminations de la conscience religieuse : la scission qui fait que le sujet ne peut réaliser son essence qu'en se séparant de lui-même et de son aspiration à l'universalité ; la projection qui fait que ce qu'il ne peut réaliser lui-même, il le projette hors de lui ; et l'inversion qui fait que le sujet devient objet de l'Autre posé comme le Créateur.

Ceci peut être critiqué sur plusieurs points. Tout d'abord, Dieu n'est pas simple projection dans l'aliénation, mais tentative de l'Homme pour résoudre idéalement une contradiction objective entre sa puissance (domination et maîtrise sur la nature extérieure) et sa finitude (il est déterminé par le temps qui passe et non par l'éternité). La résolution effective de cette contradiction dans une sorte de réconciliation ne peut que conduire à la fin de la contradiction qui est aussi mort de l'Homme, pôle de la contradiction d'origine. Quoiqu'on nous en compte sur les bienfaits de la religion modérée, il y a bien un peu de cela dans toutes les grandes religions monothéistes et a fortiori dans le «fanatisme religieux». Le dépassement de la conscience religieuse sur ces mêmes bases ne peut en être un, car il n'échappe pas à une autre illusion qui est celle de faire descendre Dieu sur terre. C'est un peu la perspective de Feuerbach que Marx pense déborder par une critique de l'idéalisme feuerbachien : «*La nécessité de renoncer aux illusions concernant ses propres conditions est la nécessité de renoncer à des conditions qui ont besoin d'illusions*» (*ibid.*). Toutefois sa critique de la religion est entravée par sa théorie de l'aliénation et les couples qu'il oppose : apparence / essence ; réel / irréel. Cette vision a pour horizon un monde transparent à lui-même, un monde dans lequel l'individu serait aussi immédiatement social ; et, de plus, maître de la nature et de l'univers. On retombe sur la négation d'un des termes de la contradiction, la négation de la finitude humaine. La vision prométhéenne de la théorie du prolétariat a embouché cette trompette ! Il ne s'agit pas d'opposer à la conscience religieuse une mystique de remplacement, mais il ne faut pas non plus lui opposer une mystique de l'immanence. L'immédiateté et l'immanence ne sont pas des réponses à une transcendance qui est domination et servitude.

Pour Marx, l'illusion religieuse serait la plus irréelle parce que la plus éloignée de la réalité (plus irréelle que l'illusion politique, par exemple). Illusion telle que la conscience religieuse ne peut pas être une forme

historique de la conscience, mais seulement la représentation idéale du processus d'irréalisation. Pourtant les formes idéologiques de la religion sont bien ancrées dans l'Histoire et c'est en cela qu'elles peuvent être parfois protestation contre la misère alors que dans l'illusion elles restent dénégation de cette misère dans la dépendance absolue à un autre monde. Mais pour que cette protestation se produise, il faut qu'il y ait prise de distance et même rupture d'avec la religion comme idéologie dominante dans certaines sociétés. Si on regarde ce qui se passe actuellement dans l'aire islamique, on en est loin !

La critique adressée par Marx à la religion vise essentiellement le protestantisme, c'est-à-dire une religion qui se fait religion «privée», religion de l'individu particulier, ce qui est assez juste si on regarde l'Histoire et la situation actuelle aux États-Unis. C'est celle qui a le mieux convenu à l'individu de type bourgeois, mais aussi depuis un demi siècle, à l'individu abstrait du capital de la domination réelle. Marx y voit aussi un déplacement de la religion vers l'État qui n'est pas un dépassement de la «religiosité réelle de l'Homme». Ici Marx dépasse sa fameuse phrase sur la religion opium du peuple. Il sent bien que l'émancipation n'est qu'une étape, qu'une libération formelle qui ne dépasse pas la contradiction. Mais il ne va pas plus loin. A l'époque il est démocrate-révolutionnaire et comme dans sa réflexion sur la question juive, il part de l'individu mais néglige le fait qu'en l'absence d'un État réel des juifs, ceux-ci restent dépendants de la communauté que représente le judaïsme¹.

Dans son analyse de la religion Marx a procédé un peu comme pour le reste : il accorde la priorité à ce qui semble aller dans le sens de l'Histoire. Le marxisme est un progressisme.

Marx prend comme modèle le protestantisme dont les liens avec le capitalisme et le développement de l'individu bourgeois sont évidents, mais il délaisse les religions qui laissent perdurer des dimensions communautaires (catholicisme, religion orthodoxe) ou celles qui s'appuient franchement dessus (la religion musulmane) et dont la «nature économique» n'apparaît pas clairement. Marx, par exemple, se méprenait sur l'Islam en y voyant une réaction contre le mouvement de la valeur : «C'est là je crois qu'il faut chercher également l'anéantissement du commerce de l'Arabie du Sud avec Mahomet, dans lequel tu vois à très

¹ Cf. à ce sujet l'article de S. Voldeim : «Juifs, sionisme, Israël» dans la revue *Invariance*, série III n° 3. 1973. Au début du siècle et jusque dans la révolution russe, le projet à la fois communautaire et socialiste du Bund exprimera la tension individu/communauté à partir de cette référence religieuse.

juste raison un élément principal de la révolution mahométane» (cité page 85 de la revue *Invariance* série IV n° 8)¹.

Le marxisme est aussi un rationalisme qui voit dans la religion une sorte de superstition et non une forme primitive de conscience de soi dans l'aliénation². Mais pourquoi la conscience de soi sous sa forme «dépassée» de la croyance religieuse, perdure-t-elle et même imprègne-t-elle certains mouvements sociaux ? Historiquement, la religion chrétienne a tenu un rôle important dans les transitions d'un mode d'organisation sociale à un autre. A Rome, le christianisme «primitif» pose la fin de l'esclavage et la possibilité d'un autre monde avant que le renforcement de l'État romain dans l'Empire ne l'amène à un aggiornamento dans le cadre du droit romain. Les gnostiques s'opposent à cette démarche en proposant la sortie hors de ce monde³. Autre exemple dans l'Histoire, la «guerre des paysans»⁴ contre les seigneurs s'est menée sous la bannière du Christ.

Il n'est donc pas si étonnant de voir réapparaître cette forme de conscience de soi dans les zones où le mode de production capitaliste n'a pas atteint le stade de sa domination réelle (Pologne, Irlande, Iran et l'aire islamique) et où aucune classe ne peut plus présenter d'alternative rationaliste-progressiste ou une perspective communiste.

Pour la revue *Théorie Communiste*⁵, l'intervention du prolétariat dans la révolution iranienne signale l'impossibilité d'un développement national du capital. Le prolétariat interviendrait en tant que pôle du rapport social capitaliste (il ne lui est pas extérieur car le capital est un rapport social entre les classes), mais il ne peut s'affirmer ni dans le cycle mondial : ce serait

¹ Depuis quelques décennies, le bouddhisme qui se développe en Europe comme un «développement d'une spiritualité personnelle», présente les mêmes caractères individualisant que le protestantisme historique, mais avec une puissance supérieure à celui-ci du fait qu'il n'a pas d'Église ni d'institutions de régulation qui viennent toujours contrecarrer, dans une certaine mesure, le processus de capitalisation des individus.

² On trouve une vision rationaliste de même type chez Freud pour qui les formes religieuses élaborées et fixées à un certain stade historique entreraient, à un stade ultérieur de l'évolution, en contradiction avec les nécessités de la vie psychique et passant à l'état de survivances historiques, devraient être liquidées sous l'action de ces nécessités.

³ Cf. les développements de Jacques Camatte et de la revue *Invariance* sur la question.

⁴ Sur la guerre des paysans on peut se référer à l'ouvrage «Thomas Muntzer» d'Ernst Bloch, Petite collection Payot et avec plus de distance, sur la question des millénarismes, à *L'incendie millénariste* de Deloysie et Lapierre, Os Cangaceiros, 1987.

⁵ «Les luttes de classes en Iran». Février 1979.

l'affirmation du pôle capital, ni dans le cadre national : la bourgeoisie ne peut organiser le prolétariat. La «synthèse» de cette situation serait donnée par le populisme religieux.

Fidèle à son analyse générale, *Théorie Communiste* fait de ce développement du populisme religieux, une impossibilité du capital, comme si sa seule source était économique et objective. Le peuple est alors l'expression sociale de la destruction des rapports sociaux traditionnels quand il y a impossibilité de leur substituer de nouveaux rapports. Mais cette analyse ne nous dit rien sur le pourquoi de cette forme religieuse prise par le peuple. En négligeant la question de la communauté elle s'interdit de voir le caractère profondément aclassiste de ce populisme religieux¹. En Iran, la vieille communauté n'a pas à s'opposer à un phénomène révolutionnaire qui la minerait (à ce niveau, parler de «révolution iranienne» est un abus de langage) et à partir duquel pourrait s'édifier de nouveaux rapports sociaux.

Il y a seulement une opposition directe au développement d'une «communauté du capital». La contradiction est que la communauté que veulent restaurer les chiites ne détruit pas les présupposés de la domination formelle du capital dans la mesure où ses dignitaires s'appuient sur la grande propriété foncière (essentiellement religieuse, ce qui explique la violence de Khomeini contre la réforme agraire) et les commerçants bazaris. Le processus d'urbanisation enclenché depuis Mossadegh (tentative de développement d'un capital national qui se termine par l'assassinat de Mossadegh) et poursuivi sous le Shah (accrochage au cycle mondial du capital sous forme d'enclave) perdure sans autre sens qu'une dévalorisation gérée par la loi islamique et les comités d'entraide. Toute trace d'individualisation est combattue et les femmes sont particulièrement visées, comme elles le seront par la suite avec le pouvoir des talibans en Afghanistan.

Contrairement à la philosophie et évidemment à la théorie critique, la conscience religieuse ne représente ni n'exprime les contradictions du capital ; c'est ce qui lui donne cet aspect de survivance d'un autre âge. Elle est représentation d'une communauté, communauté despotique car les individus y sont rattachés par des déterminations qui les dominent. Ces déterminations ne sont pas tant des déterminations naturelles (sol, sang, race) comme dans la communauté fasciste (*Gemeinschaft*), qu'un système de références et de représentations sédimentées qui forment un «Nous» plus ou moins ouvert. L'Islam est d'ailleurs une religion plus «vivante» que la

¹ En 1993, la revue *Théorie Communiste*, dans son n° 11 : «Moyen-Orient : Crises, guerres, luttes de classes», revient sur cette question et semble admettre cet aspect a-classiste, à la fois mouvement de classes moyennes dévalorisées (page 88) et mouvement de déshérités.

religion chrétienne car il n'a pas subi de véritable réforme, mais a plutôt produit des variantes. Il est plus près de ses origines et donc plus apte à représenter une communauté en voie de restauration en se présentant comme une alternative au capital. Mais à l'inverse, il est moins apte à représenter une alternative pour le capital.

Au début des années 70, cette question des rapports entre lutte des classes, références communautaires et religieuses avait déjà été abordée d'un point de vue communiste à propos de la lutte des prolétaires irlandais. Mais en vérité, le langage que nous tenions à l'époque était un peu trop stéréotypé. Nos positions¹ ressortaient essentiellement d'une dialectique des classes censée résoudre à terme tous les problèmes. Ainsi une phrase de J.-Y. Bériou : «*L'archaïsme est la manifestation la plus moderne du capital...*», au-delà du sens de la formule que cela dénote, néglige le fait que cet archaïsme est aussi résistance au capital et non pas simplement produit par celui-ci. Méconnaître cet aspect conduit à plier devant l'objectivisme marxiste d'ultra-gauche qui répète à qui veut l'entendre que le prolétaire protestant est contraint de faire ceci et le prolétaire catholique de faire cela. Et nos amis de conclure à l'époque sur la nécessité pour le prolétariat catholique de retrouver le prolétariat protestant dans la même lutte prolétarienne. La théorie du prolétariat est ainsi envisagée comme celle qui englobe toutes les contradictions, qu'elles soient capitalistes ou précapitalistes. L'attaque justifiée contre l'IRA permet néanmoins de ne pas se poser franchement la question : pourquoi l'idéologie de l'IRA et non pas la théorie communiste ?

C'est cette conception du communisme réduit à une théorie du prolétariat qui nous est apparue brusquement intenable. Il est remarquable, mais attristant, que trente ans plus tard on retrouve les mêmes mécanismes de pensée, mais sans leur rigueur originelle, dans les commentaires autour des événements en Afghanistan. On nous parle de ce que les «pauvres» sont et seront contraints de faire... s'ils veulent être «sauvés» selon le credo de la lutte des classes. Cette rhétorique d'ailleurs directement reprise du discours tenu sur les jeunes des banlieues, au sein des pays dominants, par certains groupes gauchistes, n'ouvre d'autre perspective qu'une surenchère anti-impérialiste sur la position humanitaire.

Temps critiques

¹ Plus précisément celles de Van Der Straeten et Daufouy d'une part et de Jean-Yves Bériou d'autre part exprimées dans le n° spécial 311 sur l'Irlande de la revue *Les Temps Modernes* (juin 1972).

Deuxième partie



*«La religion, le moralisme, le patriotisme et ainsi de suite sont toujours éliminés comme n'étant que des "superstructures", une sorte de déguisement hypocrite des intérêts économiques. Si aucun homme n'est jamais motivé que par des intérêts de classe, pourquoi chaque homme prétend-il toujours qu'il est motivé par autre chose ? Apparemment parce que les êtres humains ne peuvent agir pleinement que lorsqu'ils pensent qu'ils n'agissent pas pour de raisons économiques. Mais ceci devrait suffire en soi-même à suggérer qu'il faudrait prendre au sérieux certaines motivations "superstructurelles". Elles peuvent être des causes tout autant que des effets. Ainsi, une "analyse marxiste" de tout événement historique a tendance à être un jugement rapide et irréfléchi fondé sur le principe de cui bono [à qui profite le crime ?, NDLR] qui se rapproche du réalisme d'un cynique de bar qui suppose toujours que l'évêque a une maîtresse et que le dirigeant syndical est à la solde du patron.» (George Orwell, *Ecrits politiques (1928-1949)*, Agone 2009, p. 218, traduit par Bernard Hoepffner.)*

Je n'apprécie guère les positions politiques de George Orwell qui se résument à un libéralisme assez banal, social-chauvin et anticommuniste (cf. «*Les mystères de la gauche : de la manipulation historique chez Jean-Claude Michéa*», *NPNF* n° 50-51, juin 2015). Cette citation est cependant utile pour introduire la plupart des textes reproduits dans cette seconde

partie de la revue car beaucoup de leurs auteurs (je vous laisse deviner lesquels !) tombent dans le piège énoncé par Orwell (dans sa recension d'un ouvrage dirigé par C. Hill sur la révolution anglaise de 1640).

Y.C.

Pas une deuxième fois en se taisant

De nombreuses personnes ont été choquées du communiqué d'une des principales organisations d'extrême gauche qui disait dès samedi que «*Cette barbarie abjecte en plein Paris répond à la violence tout aussi aveugle et encore plus meurtrière des bombardements perpétrés par l'aviation française en Syrie*». De nombreux militants, sans être surpris de cette rhétorique, éprouvent un malaise, pas seulement à cause d'un seul communiqué – on en trouve des bien pires – mais surtout parce que les discussions sur le terrain redeviennent difficiles. Les réactions aux attentats d'une partie de l'extrême gauche ont en effet réactivé, voire amplifié par rapport à janvier, des incompréhensions et des divisions.

Cette fois-ci, les terroristes islamistes n'ont pas attaqué «des blasphémateurs et des juifs», pour reprendre une formule puante mais révélatrice. Cette fois-ci, ce sont des gens abattus dans la rue sans aucune discrimination de la part des assassins, dans le tas. On aurait pu croire que même les anti-impérialistes pro-Hamas ou les éponges de la pénétration d'idées extérieures à l'extrême gauche dans celle-ci (tolérance aux convergences rouges-brunes, conspirationnisme, antisémitisme, racialisme, rejet total de la laïcité, etc.), même eux donc se seraient «calmés» par rapport à janvier. Qu'ils refusent d'être *Charlie* soit. Mais là? Et pourtant on a vu reflourir, alors même que les hôpitaux de Paris étaient pleins de blessés graves, des communiqués et des discours plus problématiques les uns que les autres : manque de compassion pour les victimes, explication dans le plus ou moins franchement «on l'a bien cherché», autocensure sur l'islam politique par peur de réactions contre les musulmans ou supposés tels.

Face à cela, nous devons être capables de tenir bon sur quelques axes importants : faire preuve d'empathie réelle avec les victimes, ne pas réciter une leçon comme en toute circonstance sur un ton hautain et méprisant, ne pas caractériser à la va-vite les rassemblements en hommages en victimes de «réactionnaires». ne pas hésiter à caractériser l'islamisme jihadiste de Daech comme fasciste, ou au minimum carrément fascistoïde : anti-ouvrier, anti-femmes, anti-humain, avec des méthodes terroristes haïssables que RIEN ne justifie, pas même notre propre impérialisme. affirmer notre droit à critiquer l'islam politique comme courant réactionnaire, même dans ses formes non terroristes, notre droit à critiquer toutes les religions aussi. On ne peut pas soutenir la résistance des Kurdes au Moyen-Orient et s'interdire tout ici par crainte des récupérations racistes. Il y aura d'autres attentats, d'autres colères contre la bêtise des mêmes discours. Il nous faut désormais faire avec. Dans ce contexte, il nous faut exister, avec notre voix.

Stéphane Julien

Comme tombés du ciel

Qu'ils soient «modérés» ou «extrémistes» : Contre tous les dieux, contre tous les maîtres

mardi 17 novembre 2015

13 novembre, 2015, quelques fous de dieu descendent de leur ciel sur Paris pour tirer dans des foules et massacrent environ 130 personnes. Quelques jours auparavant, deux d'entre eux se sont fait sauter dans un quartier chiite de Beyrouth, tuant plus de 40 autres. Quelques semaines plus tôt, ils explosent dans une manifestation à Ankara, provoquant 102 morts. C'est de la terreur. Même les plus endurcis se sentent poussés à avouer que, en fait, ils ont peur. Peur d'être au mauvais endroit, au mauvais moment, la prochaine fois que ça arrivera. Peur de perdre un proche pour une mort si fortuite. Même si on a du mal à l'avouer, l'État n'est pas le seul terroriste qu'il y ait. Il y en a d'autres.

Après les attentats de Paris, tout l'éventail des déclarations politiques s'est fait jour. C'est la guerre, les représailles seront impitoyables, l'état d'urgence, nouvelles mesures sécuritaires, l'union nationale. Tout cela est déjà devenu banal. Il en va de même pour les indignations, les protestations et les communiqués issus des milieux libertaires et gauchistes qui sont maintenant indissociables d'un tel genre de tragédie. Solidarité, crainte des pogroms antimusulmans et anti-Arabes, montée de l'extrême droite... Il y a une part de vérité dans tout cela, même si la tonalité et le niveau de réflexion ne font que ressembler à ceux du pouvoir.

Chaque petit groupuscule, chaque organisation se pressant en vaujours à sortir une déclaration. Comme si ça importait de balancer leurs sigles dans nos gueules, comme si ça importait de dire tout ce qu'on a entendu plusieurs milliers de fois. Comme s'il s'agissait d'autre chose que d'un geste politicien et opportuniste, pour rameuter des adeptes grâce à une tragédie, peu importe si c'est fait consciemment ou non. Les compagnons nous poussent, nous encouragent chaque fois à garder notre sang-froid, à prendre le temps de réfléchir, de ne pas se hâter à tirer des conclusions. Bon, donnons nous du temps pour réfléchir, pour nous poser la question d'où viennent ces événements horribles, quelles sont leurs causes, comment est-ce qu'on pourrait les combattre.

Et à quoi bon alors ? Qu'est-ce qu'on a à raconter après ces moments de réflexion ?

La CGA de la région parisienne, par exemple, nous dit que *«[l]es massacres de Paris commis par les fascistes religieux de Daech sont la conséquence des politiques guerrières et impérialistes des grandes*

puissances politiques du monde au Proche-Orient depuis une bonne dizaine d'années». La CNT aussi nous explique pourquoi les malheureux ont été tués : parce qu'ils se trouvaient «*sur le chemin des assassins de Daech qui a décidé d'étendre le conflit du Moyen-Orient sur le sol français, cette guerre à laquelle l'Etat français participe activement*». C'est tout pour la réflexion, merci pour votre attention, on peut passer aux pétitions de principes.

Bref, les attentats ont eu lieu pour des raisons géopolitiques. Bref, pour des affaires d'hommes en cravates. Rien à voir avec ces mecs misérables qui sont petit à petit devenus des fous d'Allah prêts à massacrer ceux et celles qui ne les supportent pas. Rien à voir avec les individus qui ont pris la décision de porter des armes, de les utiliser contre n'importe qui et de se faire sauter pour envoyer en enfer autant de gens que possible, assurant leur passage au paradis. Eux, les fous de dieu, ils sont tombés du ciel.

Mais l'histoire n'est-elle qu'une affaire de «processus», de conditions objectives ? Mais les individus n'ont-ils aucune place dans tout cela ? Mais les individus, munis d'armes de guerre et de ceintures explosives, qui ont tué tous ceux et toutes celles qu'ils ont pu tuer ces derniers jours, n'ont-ils vraiment rien à voir dans tout ça ?

Si la question vous paraît trop complexe, vous n'avez qu'à relativiser, nous expliquer que Daech et la république sont de même nature et de même fonction, que c'est la guerre, et qu'«on» l'avait bien cherché, que l'État est le seul terroriste, que l'employé de la CAF qui vous a coupé le RSA provoque la même terreur que quelques Amoks transis par leurs kalachnikovs. Que la religion n'a rien à voir dans tout ça ou presque. Puis nous sortir vos analyses automatiques, déjà «valables» en 1871, probablement toujours valables en 2071. Puis continuez comme ça, de toute manière la vérité est de votre côté, vos idéologies confinent à la science.

Il paraît que Daech est d'une autre opinion. C'est vrai, les frappes en Syrie étaient invoquées par ses soldats, et dans le communiqué qui est sorti. Tout cela on le sait. Mais cela n'explique pas pourquoi et comment ces individus se sont justifiés, pour eux-mêmes, une telle violence contre des gens qui ne donnent pas d'ordres à des militaires, qui ne pilotent pas des avions de guerre, qui ne savent même pas tirer, mais qui sont tout simplement allés boire un coup avec des amis, voir un concert d'un groupe de rock, un match de foot, ou même qui ne faisaient que passer par hasard. Et bah Daech nous explique ce que la CGA-RP et la CNT (et tant d'autres) n'expliquent pas : Paris, c'est-à-dire ses simples habitants, étaient pris pour cible parce que c'est «la capitale des abominations et de la perversion». Voilà pour vos analyses géopolitiques, les amis.

Daech est une organisation dégueulasse dont l'existence, ou au moins l'émergence, dépend largement de la situation géopolitique au Moyen-Orient : le vide de pouvoir provoqué par des guerres civiles en Syrie et en Irak, l'arsenal des armes américaines dont ces forces de dieu pouvaient

s'emparer, le régime discriminatoire contre les sunnites après l'occupation de l'Irak en 2003, et autant d'autres raisons qui étaient invoquées par beaucoup d'autres et qu'on peut consulter sans difficulté. Tout cela est valide, on est d'accord que les pays occidentaux ont joué leur part. Mais on ignore encore pourquoi s'attaquer aux gens qui n'ont rien à voir avec tout ça. Ce sont des fous, des «malades», des «barbares» ? Ah oui, peut-être, mais même les prétendus «fous» ont leurs raisons. Des raisons qu'on passe sous silence.

Disons-le finalement : les gens dans différents lieux de Paris ce 13 novembre étaient visés parce qu'ils ont mené une vie abominable et perverse ; ceux et celles qui étaient massacrés à Beyrouth quelques jours auparavant étaient pris pour cible parce qu'ils étaient des mécréants, des chiites en l'occurrence ; les jeunes d'Ankara en octobre ont été massacrés parce qu'ils étaient «athées». Nous, les anarchistes, disons tout le temps que les moyens déterminent les fins, et il faut l'affirmer encore une fois : même si ces gens pathétiques visent la France pour ses guerres au Moyen-Orient, le Hezbollah pour ses positions stratégiques, les forces kurdes à cause de prétentions géopolitiques dans la région, ils justifient les tueries de gens qui ne sont qu'indirectement impliqués, ou pas impliqués du tout, parce que ces gens sont des pêcheurs, des mécréants, des sodomites, des apostats, des profanes, tout simplement. Tout comme tous ceux et toutes celles qui se sont fait décapiter, torturer, fusiller ou arrêter dans les régions sous contrôle des forces islamistes. Comment peut-on se perdre dans des analyses géopolitiques d'étudiants en première année de sciences politiques et passer à côté de ces quelques faits têtus ?

Ces mecs, ces chiens de garde du sacré dont la responsabilité est souvent silencieusement diminuée par des analystes froids, ont joué leur part aussi – tout comme leurs imams, leurs mosquées et leur «communauté» des croyants. Avant de crier pour ne pas qu'il y ait d'amalgame entre les «modérés» et les «radicaux», posons-nous les questions suivantes : combien d'entre ces «modérés» se sont inclinés lorsqu'on leur disait qu'aller boire un coup dans un bar de Paris est une abomination ? Combien étaient d'accord qu'écouter de la musique dans une salle de concert est une perversion ? Que l'homosexualité est le pire des péchés ? Combien d'entre eux ont osé protester à voix haute pour affirmer que ce n'est pas le cas ? Et que croire ou pas, comme nous l'expliquent tant d'âmes bienveillantes, n'est qu'une affaire *personnelle* ? Une conviction personnelle parmi d'autres dans le supermarché des convictions personnelles ? À quoi bon répéter sans cesse qu'ils sont terribles, les moyens, si on est d'accord avec les fins, et notamment que les pêcheurs doivent finalement être punis, sur terre ou ailleurs ?

Qu'ils soient chrétiens, juifs ou musulmans, les croyants dits «modérés» et ceux dits «extrémistes» ne divergent que sur un point, certes important : les moyens, les pratiques, les degrés. Entre le chrétien, le juif et le

musulman «modéré» qui manifeste en 2013 parce que l'homosexualité est une abominable perversion, et le chrétien «extrémiste» qui, dans les rues américaines chasse l'abomination avec son fusil à pompe. Entre le juif «modéré» qui pense que les femmes n'ont rien à faire aux côtés des hommes pour cause d'impureté, et le juif «extrémiste», qui, dans les rues de Jérusalem, plante sa lame dans le cœur d'une adolescente trop «libérée» à son goût. Y a-t-il une différence fondamentale entre ces «modérés» et ces «extrémistes» ? Si vous pensez que les moyens sont sans importance, alors probablement que non... Mais ce n'est pas notre cas.

Notre problème n'est pas tant les «extrémistes» religieux ou les «modérés», notre problème n'est pas tant l'islam, le judaïsme ou le christianisme, mais bien **LA RELIGION**. Et quiconque n'analysera les événements en cours qu'en fonction de raisonnements géopolitiques, historiques, sociologiques ou même psychologiques, quiconque refusera d'analyser le caractère religieux de ces événements devra être accusé et questionné sur sa complaisance avec les religions, sa démagogie envers les «croyants» et son rapport populiste et politicien au monde.

Rappelons-nous que la religion, quelle qu'elle soit, est un système moralisateur qui justifie les massacres. Elle n'est pas seulement un archaïsme du passé, une duperie qui cache les véritables conditions de l'existence matérielle ou un manque d'intelligence rationnelle. Non, elle est un système de pensée qui condamne des gens à l'enfer, et il n'y a qu'à attendre que certains représentants du ciel ne prennent la justice en leurs propres mains. Et avant de faire état que la croyance est une affaire personnelle de chacun, il faudrait demander s'il en va de même pour le croyant.

Ceci n'est pas un appel à la violence intercommunautaire. Ceci n'est qu'un petit rappel du fait que la religion, toutes les religions, sont une des causes principales de la misère sur cette terre. Qu'elle n'est pas réductible aux explications économiques ou géopolitiques. Que, s'il y a des attentats qui sont aujourd'hui perpétrés au nom du sacré, c'est parce qu'il y a ceux qui passent à l'acte pour le garder sur terre, quel que soit le contexte politique, économique, climatique, géographique ou diable sait quoi d'autre.

La misère sur cette terre pousse des gens à faire confiance aux dieux, au mysticisme, au scientisme, au nationalisme et à ses unités nationales. Dieux de tous qui font oublier que lorsqu'on vend son temps en travail, lorsqu'on pourrit dans la rue ou en taule, lorsqu'on périt aux frontières, lorsqu'on tombe d'une balle dont on ne connaît même plus l'origine, tout glisse entre nos mains sans même avoir eu la chance de vivre. Des dieux qui ne font que nous faire accepter d'attendre la mort, ou des fois, de faire mourir les autres.

Pour vivre enfin, crachons donc sur le sacré et sur tous les dieux. Partons à l'assaut des dieux et encourageons les autres à faire pareil. Parce

que les fous de dieu ne tombent pas du ciel, mails ils ne tarderont pas à le faire tomber sur nos têtes.

Il n'y a pas de religion des opprimés, seulement des religions qui oppriment.

Qu'ils soient «modérés» ou «extrémistes» : Contre tous les dieux, contre tous les maîtres.

Le 17 novembre 2015, Des anarchistes d'ici et d'ailleurs

Fanatisme religieux et néo-conservatisme (Patsy)

De nouveau, le terrorisme islamiste lié à Daech a frappé l'Hexagone avec une violence rare. Ces «fous d'Allah», comme certains les appellent, ont voulu punir l'État français pour son implication militaire dans un conflit syrien qui fait quotidiennement des dizaines et des dizaines de morts. Mais il y a plus que cela, plus que ce dent pour dent et œil pour œil.

Le grand drame des jihadistes, c'est que dans leur immense majorité, les musulmans, les pratiquants comme les plus distancés à l'égard de la religion, ne se reconnaissent pas dans leur lecture anhistorique, littérale du Coran, dans leur sectarisme qui fait d'eux les seuls vrais et respectables musulmans. Leur seul espoir de conquérir les musulmans de France est dans l'exacerbation des tensions inter-religieuses ici même. Jouer sur le racisme et l'islamophobie, rendre insécure la situation des musulmans de France pour prouver que la place des vrais musulmans n'est pas ici, au milieu des infidèles, mais dans ce califat auto-proclamé qui émerge au cœur du Moyen-Orient. Vous l'aurez peut-être remarqué mais les jihadistes ne s'attaquent pas à l'extrême droite raciste et islamophobe parce qu'ils partagent avec elle la même idée centrale : le vivre ensemble est impossible, ou plutôt, le vivre ensemble ne doit pas être possible. Les jihadistes attaquent Paris la cosmopolite et tire indifféremment sur la population, sans se soucier le moins du monde de la couleur de sa peau ou de sa confession.

Nos jihadistes, par leurs idées et leurs méthodes, sont d'extrême droite, même si parler d'islamo-fascisme n'a pas de sens, à moins de réduire le fascisme à une forme de totalitarisme et de mépris de la vie humaine, et d'oublier que le fascisme fut un paganisme. En septembre 1990, Georges Bush, le père de l'autre, déclare devant le congrès : *«Nous nous trouvons aujourd'hui à un moment exceptionnel et extraordinaire. La crise dans le Golfe Persique, malgré sa gravité, offre une occasion rare pour s'orienter vers une période historique de coopération. De cette période difficile, notre cinquième objectif, un nouvel ordre mondial, peut voir le jour : une nouvelle ère, moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix.»* Vingt-cinq ans plus tard, le monde est plus convulsif que jamais. Les Etats-Unis ont voulu exporter la démocratie, ou plutôt leur conception de la démocratie, celle qui a pour pilier le marché libre et non la justice sociale. Ils ont joué, seuls ou accompagnés, aux apprentis sorciers en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, comme si ces territoires étaient sans Histoire, sans structures sociales, sans rapports de force interne, et donc malléables à merci. Chacun sait pourtant que l'extrémisme religieux fleurit sur la désespérance sociale, la corruption, la violence étatique et les politiques discriminatoires. Ramener

l'eau courante et l'électricité dans les foyers, remettre en état des services publics, rouvrir les écoles, faire que ce soit la justice et non l'arbitraire qui soit la règle... voilà en somme ce que demandent essentiellement des populations usées par des décennies d'autoritarisme politique et de guerre. Au lieu de cela, les néo-conservateurs ont joué les uns contre les autres, les chiïtes contre les sunnites par exemple, puni les uns et récompensé les autres. Ces pays sont devenus des poudrières sur lesquelles règnent des politiciens affairistes, des seigneurs de la guerre, des fanatiques religieux et le Big business. Daech a déclaré la guerre au monde libre disent certains. Non, Daech a déclaré la guerre à tout le monde, aux musulmans tout d'abord qu'ils massacrent sans pitié, et à notre insouciance, autrement dit à notre souhait de vivre paisiblement à l'écart des tourments du monde qui doivent tant à l'action de ceux que l'on a portés au pouvoir. Reste à savoir si, pour pouvoir jouir paisiblement des bienfaits de la société de consommation et de la démocratie représentative sans saveur qui est la nôtre, nous accepterons sans ciller de voir nos libertés être mises sous surveillance et nos indignations sociales être mises sous éteignoir au nom de l'Union sacrée.

Patsy

Sur quelques discours automatiques à propos des massacres du 13 novembre 2015 à Paris

Cher Patsy, pardonne-moi de te dire les choses de façon un peu brutale mais ton texte me semble malheureusement véhiculer beaucoup de lieux communs gauchistes ou de la gauche tiers-mondiste....

Tout d'abord ton titre oppose le «fanatisme religieux» au «néo-conservatisme», ce qui me semble refléter une vision étroite des problèmes soulevés par les attentats du 13 novembre 2015. Une vision très *Monde diplo* pour tout dire.

Un fanatisme religieux minoritaire ?

Pour ce qui concerne le premier élément, le «fanatisme religieux», tu expliques qu'il serait ultra minoritaire parmi les musulmans. C'est à la fois vrai et aussi beaucoup plus compliqué.

En effet, l'Arabe saoudite et son wahhabisme constituent une des sources historiques de ce «fanatisme religieux» que tu dénonces justement chez Daech. La Mecque est un lieu de pèlerinage, chaque année, pour des millions de musulmans du monde entier qui n'ont aucun problème avec la lapidation, la décapitation et le fait que l'on ampute la main des voleurs, sans compter bien d'autres aspects réactionnaires du wahhabisme que l'on retrouve dans Daech. Le wahhabisme, grand-père spirituel de Daech, n'est jamais remis en cause par les millions de pèlerins de toutes origines qui vont à La Mecque. Cela pose quand même un problème politique sérieux qu'on ne peut dissimuler...

Imagine que des millions de catholiques soient allés régulièrement se recueillir à Lourdes sous Pétain ou à Rome sous Mussolini. Ou que des centaines de milliers de protestants aient marché jusqu'à Bad Karlshafen sous Hitler pour rendre hommage aux huguenots... On se poserait des questions sur «l'antifascisme» des catholiques ou des protestants, non ? En tout cas, au minimum, on s'interrogerait sur leur schizophrénie en matière politique et religieuse...

L'autre source concurrente de l'islam politique le plus rétrograde, non plus du côté sunnite mais du côté chiite, est constitué par l'Iran et sa version de l'islam chiite (ses emprisonnements, lapidations et exécutions de militants syndicaux et politiques, d'homosexuels et de femmes «adultères»), ses alliés du Hezbollah qui combattent aux côtés du boucher Assad pour écraser l'opposition syrienne, ses conseillers militaires qui soutiennent la

Syrie, etc.

Les deux principales interprétations fondamentalistes de l'islam sont donc liées à la fois à des Etats et à des courants religieux intégristes bien antérieurs à l'apparition du «néoconservatisme» américain ou à celle d'un mouvement (d'un proto-Etat totalitaire mafieux ?) comme Daech.

L'échec du nationalisme arabe

Les «néoconservateurs» américains ou d'autres pays ne sont pas responsables du fait que le projet nationaliste arabe ait lamentablement échoué : les Nasser, Saddam Hussein et Al-Assad père, les dirigeants du FLN algérien, n'ont pas su mener des réformes importantes de leurs sociétés, réduire radicalement la misère, développer l'éducation et la santé pour tous, etc.

De même, je ne vois pas la responsabilité qu'auraient les «néoconservateurs» dans le fait que le totalitarisme religieux à la sauce Daech puisse apparaître comme une solution politique ou en tout cas une utopie politico-religieuse désirable pour des dizaines de milliers de jeunes Européens, qu'ils soient de culture musulmane ou convertis...

Problème qui est quand même au cœur des derniers attentats en France, que ce soit en janvier ou en novembre 2015 et que l'on ne peut éviter d'analyser.

Bien sûr les interventions américaines en Irak, en Syrie et en Afghanistan, françaises en Afghanistan et en Lybie, ont aggravé très rapidement la situation et semé le chaos au Proche et au Moyen-Orient, provoquant exodes, guerres civiles, chute radicale du niveau de vie de la population, et n'apportant aucun soulagement «démocratique» ou «humanitaire» aux populations civiles bien au contraire, puisque ces interventions ont surtout semé la mort et la destruction.

Et bien sûr, si l'on veut remonter plus loin dans le temps, les découpages géographiques du Proche et du Moyen-Orient opérés par les puissances impérialistes (France, Grande-Bretagne principalement) ont eu un rôle catastrophique.

Mais cette région était aussi travaillée par des contradictions formidables, et différents courants de l'islam politique (moins sanguinaires que Daech, je te l'accorde, mais tout aussi réactionnaires comme les Frères musulmans) étaient déjà à l'œuvre... Ces contradictions auraient de toute façon explosé, même s'il n'y avait eu aucune intervention occidentale directe au Koweït, en Lybie, en Irak et en Afghanistan, parce que les problèmes sociaux fondamentaux n'ont pas été réglés par les régimes nationalistes arabes qui sont arrivés au pouvoir après l'indépendance...

Le facteur religieux n'est pas un point de détail

Ton analyse, comme celle de la plupart des groupes anarchistes ou d'extrême gauche qui s'expriment depuis le vendredi 13 novembre, ignore (ou passe sous silence) la différence qu'il existe entre l'immense majorité

des pays de cette planète où les exploités croient encore en Dieu (sous sa forme chrétienne ou musulmane), ou en tout cas en des forces surnaturelles qui régissent leur quotidien (bouddhismes divers et hindouisme en Asie), et la petite Europe au sein de laquelle se trouve la minuscule France dite laïque. La Chine étant un cas à part pour le moment...

Ton analyse ignore le poids des motivations religieuses chez TOUS les acteurs politiques du Proche et du Moyen-Orient, pas simplement chez Daech. Et j'y inclus évidemment les colons d'extrême droite israéliens qui, s'ils avaient totalement les mains libres, seraient parfaitement capables de se livrer à des massacres de masse pour réaliser leur projet du Grand Israël, car ils sont dans une logique religieuse sectaire pas très éloignée de celle de Daech.

On ne peut pas comprendre l'emprise de Daech, l'emprise des différentes tendances fondamentalistes sunnites ou chiïtes, qu'elles aient des prolongements politiques ou seulement religieux, si l'on raisonne uniquement à partir du poids de la religion dans les sociétés européennes actuelles, c'est-à-dire d'Etats où la séparation entre les Eglises et l'Etat a atteint un point de non-retour (du moins je l'espère !!!) et où les Eglises ne dictent plus leur politique aux dirigeants, même si elles font toujours du lobbying et si les chefs d'Etat suivent les services religieux dans les grandes occasions ou lors de grandes catastrophes. En Europe, la vie quotidienne, la vie politique ne sont heureusement plus réglées par les obligations des religions chrétiennes.

Par contre, il existe une Organisation pour la Conférence islamique (OCI) regroupant 57 Etats dont un au moins possède l'arme nucléaire. Il n'existe aucune organisation internationale d'Etats chrétiens, qui soit allée jusqu'à écrire une «déclaration chrétienne des droits de l'homme» comme l'a fait l'OCI pour les musulmans, dans les Etats de tradition ou de culture anciennement chrétienne, catholique ou protestante.

Les spécialistes discutent beaucoup des rapports entre religion et politique dans les pays d'Islam, et dans les cultures musulmanes ; ils s'affrontent pour savoir si l'islam est capable, ou pas, d'accepter la séparation radicale des pouvoirs, etc. Sans vouloir trancher ce débat, force est de constater que 57 Etats se disent «musulmans» et que l'islam (à ne pas confondre avec «la» charia – elle-même objet d'interprétations très diverses) est une référence pour les peuples, les constitutions et les lois de ces 57 Etats.

Or cela la plupart des anarchistes et des gauchistes l'ignorent royalement, comme s'il s'agissait d'un point de détail.

Les explications bidon de Daech, de la Syrie et de l'Iran

Quant au lien direct que tu établis (comme d'autres groupes gauchistes et anarchistes) entre l'intervention de la France et les attentats, il me semble assez mécanique : un attentat est rarement une réponse directe à tel ou tel

acte étatique criminel ; il est souvent un prétexte, qui s'inscrit dans une stratégie plus globale qu'il s'agit d'explicitier plutôt que de rester à la surface des événements.

Second point gênant : ce lien supposé correspond aux explications propagées par les régimes iranien et syrien, et aussi au communiqué de l'Etat islamique revendiquant ces massacres. Cela devrait quand même nous poser un problème de prendre au sérieux la propagande et les explications de Daech, du boucher Assad et des mollahs iraniens sans les démasquer pour ce qu'elles sont : de l'intox et de la propagande grossière. Enfin, ce lien explicatif ne tient pas compte des spécificités du totalitarisme religieux musulman actuel (j'emploie ce mot de totalitarisme, très vague, faute de mieux et pour éviter d'utiliser des termes comme fascisme ou islamo-fascisme qui me semblent relever de la paresse intellectuelle voire d'une propagande douteuse «antimusulmane primaire», comme on disait autrefois «anticommuniste primaire»).

La France a organisé des dizaines d'expéditions militaires en Afrique depuis cinquante ans. On n'a jamais vu jusqu'ici de militants indépendantistes africains prendre pour cibles des passants à Paris. Les Vietnamiens ont subi une guerre meurtrière de la part de l'armée française, puis de l'armée américaine pendant près de trente ans. On n'a jamais vu des militants du Parti communiste vietnamien ou du FLN vietnamien liquider en pleine rue des dizaines de civils à New York ou à Paris. Idem pour les guérilleros sud-américains : ils ne sont pas allés massacrer des civils américains quand les Etats-Unis soutenaient et armaient les tortionnaires chiliens, boliviens, paraguayens ou argentins...

Un phénomène nouveau

On est donc face à un phénomène nouveau qui ne correspond ni au fascisme ni aux mouvements de libération nationale classiques.

De plus, Daech résulte d'une alliance hétéroclite entre

- des groupes tribaux qui essaient de maintenir une influence sur leur territoire,
- des officiers sunnites irakiens formés en partie par le KGB, officiers qui ont des visées nationalistes classiques ;
- et enfin des fondamentalistes qui veulent établir un califat aux frontières pour le moins imprécises...

Ces différents projets sont totalement contradictoires et on ignore combien de temps ils pourront coexister sans s'affronter les armes à la main.

Plus tôt on comprendra les spécificités de ce nouvel ennemi complexe, multiforme et nouveau, sans plaquer les lectures antifascistes des années 30 ou anti-impérialistes des années 50-60 sur la situation actuelle, mieux cela vaudra pour nous tous.

Nos faiblesses et les trous noirs dans nos analyses

Enfin, si l'on est, comme toi ou moi, opposé à toute intervention des armées occidentales, il faut réfléchir honnêtement aux conséquences

pratiques de cette position (qu'elle soit le résultat d'un raisonnement pacifiste radical de type anarchiste ; d'une stratégie (de type stalinienne) visant à soutenir certains Etats du Sud contre d'autres Etats du Nord ou des mouvements de libération nationale contre l'impérialisme ; ou d'une position ultragauche uniquement favorable au communisme-international-et-immédiat).

En effet, si on s'oppose à toute intervention étrangère, cela suppose (qu'on le veuille ou non) d'accepter que des dictateurs règnent sur leurs peuples pendant des décennies. Cela implique de reconnaître qu'on ne peut rien faire d'important tant que les peuples concernés ne se soulèveront pas d'eux-mêmes.

Cela suppose aussi (et là c'est nettement plus problématique) de renoncer à apporter tout soutien matériel conséquent aux mouvements d'opposition à ces dictatures et de renoncer évidemment à prôner l'envoi de brigades internationales pour soutenir ces oppositions.

Car, soyons clairs, si la gauche et l'extrême gauche occidentales organisaient un soutien massif, financier, en armes et en volontaires aux opposants démocrates radicaux ou révolutionnaires (s'il en existe) de Daech, l'Etat islamique poserait des bombes dans ces pays et enverrait évidemment des tueurs en Europe pour se venger, ou les recruterait sur place comme il le fait déjà.

On ne peut à la fois dénoncer Hollande ou Bush, et souhaiter sincèrement organiser une solidarité efficace, c'est-à-dire aussi militaire en cachant le fait qu'une telle solidarité aurait les mêmes effets et présenterait les mêmes risques pour la population française, par exemple.

Une aide financière, politique et militaire efficace venant d'organisations de gauche ou d'extrême gauche occidentales ne supprimerait absolument pas la volonté de l'Etat islamique d'écraser toute opposition, y compris en Europe. Elle ne supprimerait aucun risque pour les populations civiles dans les pays occidentaux.

Jean Pierre Dubois de la Ligue des droits de l'homme s'est montré plus franc dans ses raisonnements respectueux de l'ordre républicain que bien des gauchistes qui critiquent violemment Hollande mais n'avancent aucune proposition concrète pour lutter contre Daech: il propose de développer le renseignement et l'infiltration, bref la barbouzerie généralisée... Quel progrès en effet ! On a vu ce que la multiplication des agences de renseignements, officielles et parallèles, a donné aux Etats-Unis ! Et de toute façon, il faut être sacrément naïf (ou cynique) pour croire que même cette solution (moins ouvertement agressive vis-à-vis de Daech) ne provoquerait pas à son tour de réaction violente des mouvements totalitaires religieux si cette infiltration se révélait efficace.

Il serait donc temps que les groupes d'extrême gauche, ultragauches et anarchistes, qui expriment surtout leur satisfaction de détenir la Vérité, ne se contentent plus d'écrire des communiqués ronflants mais nous

expliquent exactement et concrètement ce qu'ils proposent de faire face au totalitarisme religieux et aux massacres jihadistes. Ou alors qu'ils se taisent et réfléchissent un peu...

Amitiés

Y.C., 17/11/2015

Réponse de Patsy

Merci Yves de me lire, de me critiquer (à bon ou mauvais escient, qu'importe !) et ce faisant de m'obliger à préciser ma pensée, même si cela me prend des plombs et m'oblige à me relire et me relire encore. Je vais donc reprendre point par point tes critiques et tenter d'y répondre en essayant d'être le plus clair possible.

Tu m'écris : *«Ton titre oppose le «fanatisme religieux» au «néo-conservatisme», ce qui me semble refléter une vision étroite des problèmes soulevés par les attentats du 13 novembre 2015»*

Mon titre (comme mon texte) n'oppose pas les deux termes, il les met en relation : c'est pour cela que mon titre est «Fanatisme religieux et néo-conservatisme».

Pourquoi ce titre ? Je m'en explique. Le fanatisme religieux moderne est en grande partie le produit de la politique néo-conservatrice américaine parce que c'est elle qui lui a apporté le carburant nécessaire à son expansion après avoir tenté de l'instrumentaliser dans le cadre de la lutte contre les Soviétiques en Afghanistan. Aujourd'hui, la puissance de Daech repose davantage sur son alliance avec des secteurs sunnites irakiens marginalisés politiquement par la politique américaine post-Saddam Hussein que sur la conversion massive de ces mêmes sunnites à la lecture ultraréactionnaire du Coran que leur propose le Califat autoproclamé. Il en ira donc de Daech comme d'Al-Qaïda : sa «force» dépendra de sa capacité à fédérer sur le long terme les «frustrés» de la nouvelle donne politique en Irak et en Syrie. Je développerai ce point ultérieurement.

Tu écris : *«La Mecque est un lieu de pèlerinage, chaque année, pour des millions de musulmans du monde entier qui n'ont aucun problème avec la lapidation, la décapitation et le fait que l'on ampute la main des voleurs, sans compter bien d'autres aspects réactionnaires du wahhabisme que l'on retrouve dans Daech. Le wahhabisme, grand-père spirituel de Daech, n'est jamais remis en cause par les millions de pèlerins de toutes origines qui vont à La Mecque. Cela pose quand même un problème politique sérieux qu'on ne peut dissimuler»*

Tu sembles considérer que les pèlerins acceptent sans ciller le wahhabisme sauce Saoud puisqu'ils ne le critiquent pas sur place. Pour affirmer de façon aussi péremptoire cela, il faudrait que tu t'appuies sur des études solides et sérieuses qui montreraient que les pèlerins vont en terre wahhabite pour y trouver le «vrai» Islam, la «vraie» Charia et un pouvoir à la hauteur de leurs attentes, bref tout ce qu'ils n'ont pas forcément chez eux. Je doute que tu en trouves qui appuient une thèse aussi audacieuse.

Les pèlerins vont à La Mecque parce que c'est un lieu saint de l'Islam et non un lieu saint du wahhabisme. Que La Mecque soit sur le territoire saoudien est un aléa de la géographie (et pour les Saoud, une bénédiction

puisque cela génère du business et apporte du capital symbolique à un royaume qui en manque de plus en plus). Ils y vont pour accomplir un des cinq piliers de l'islam ce qui, pour un croyant, est bien plus important que de critiquer un vulgaire pouvoir temporel. J'écris cela sans oublier que les wahhabites considèrent que la soumission à l'autorité politique est un devoir, qu'il n'appartient donc pas au bon musulman de changer l'ordre politique et social ; en ce sens, les jihadistes sunnites s'éloignent du wahhabisme dont il ne garde que le rigorisme moral, le puritanisme et la théorie du takfir qui fait des autres musulmans des apostats tout juste bons à être zigouillés.

En d'autres termes, on va à La Mecque au soir de sa vie pour se laver de ses péchés et pas pour faire de la politique ou de la théologie critique (ijtihad). Les seuls qui ont osé transformer La Mecque en lieu de polémique idéologique, ce sont les islamistes radicaux. Ils le firent violemment pour critiquer le régime saoudien et son alliance avec le Grand Satan américain (1979, 1987)...

On peut regretter ce silence des pèlerins, certes, mais que je sache, je n'ai jamais vu des chrétiens en pèlerinage au Vatican organiser une manifestation contre les curés pédophiles protégés depuis des lustres par la hiérarchie catholique ou s'en prendre avec force à l'affairisme régnant à la Cure (souviens-toi du scandale de la Banco Ambrosiano dans les années 1980 qui impliquait le Vatican et la mafia). Convenons-en, il y a des lieux qui se prêtent mal à l'activisme politique. Les lieux saints sont de ceux-là.

Tu écris : *«Les deux principales interprétations fondamentalistes de l'islam sont donc liées à la fois à des Etats et à des courants religieux intégristes bien antérieurs à l'apparition du «néoconservatisme» américain ou à celle d'un mouvement (d'un proto-Etat totalitaire mafieux ?) comme Daech.»*

Je suis évidemment d'accord. L'Islam, comme toutes les religions, est parcouru par des tendances différentes et contradictoires, tolérantes ou sectaires, ouvertes à l'exégèse ou pas, développant une lecture littérale ou pas des textes sacrés etc. Le fondamentalisme et l'Islam radical ont donc une histoire longue, faites de hauts et des bas en fonction des situations politiques et sociales nationales. Des groupes s'en réclamant apparaissent puis disparaissent, se refondent etc.

Alors, on peut expliquer Daech ou Al-Qaïda en considérant qu'ils ne font que marcher dans les pas de Mahomet lui-même, prophète guerrier, jihadiste, mais cela ne me semble guère productif. Car Daech et Al-Qaïda ne sont pas nés en 1910 ou en 1960 mais bien à un moment particulier de l'histoire qui mêle à la fois (liste évidemment non exhaustive) le lent effritement puis la mort du «monde soviétique» et plus largement du socialisme étatique comme idéologie émancipatrice (ce sur quoi se reposaient une fraction des élites politiques ou des oppositions), l'échec des politiques nationalistes autoritaires dotées de politiques redistributrices

(Egypte, Syrie, Irak), la contestation des régimes autocratiques corrompus (Iran du Shah en est le meilleur exemple), les rivalités inter-impérialistes pour le contrôle des zones pétrolières (guerre du Golfe) mais également, chose fondamentale, pour incarner le vrai Islam dans la zone (Arabie saoudite vs Iran) ou assumer un leadership régional (les mêmes puis l'Irak de Saddam ou aujourd'hui la Turquie d'Erdogan), la fin des conflits militaires entre Etats arabes et israélien (paix avec l'Egypte etc.), la multiplication des plans d'ajustement structurel (ce qui met fin à l'évergétisme étatique, fragilise la situation sociale des classes populaires mais aussi des fractions de la jeunesse éduquée, celle-là même qui, pour une part, va trouver dans l'islamisme un outil de revanche politique et sociale), sans oublier l'émergence d'un Islam révolutionnaire chiite à l'anti-impérialisme virulent (Iran)... C'est donc de ce terreau que sont nés ces groupes, et c'est ce terreau fertile (en frustrations, en sentiment d'injustice...) qui leur donne leur force.

Tu écris : *«De même, je ne vois pas la responsabilité qu'auraient les "néoconservateurs" dans le fait que le totalitarisme religieux à la sauce Daech puisse apparaître comme une solution politique ou en tout cas une utopie politico-religieuse désirable pour des dizaines de milliers de jeunes Européens, qu'ils soient de culture musulmane ou convertis...»*

Je n'ai jamais soutenu une telle thèse. En revanche, j'ai écrit ceci, que tu n'as pas relevé alors que cela me semble banalement fondamental : «Chacun sait pourtant que l'extrémisme religieux fleurit sur la désespérance sociale, la corruption, la violence étatique et les politiques discriminatoires.» C'est parce que la jeunesse se sait ou se pense sans avenir (pas de boulot, impossibilité de se marier, de quitter le logement familial, de s'autonomiser et de mener une vie d'adulte) qu'elle fuit (migration) ou qu'elle se bat. C'est parce que la corruption et la violence d'Etat règnent que les opposants laïcs ou religieux en appellent à la Vertu, au sens éthique ou à la Morale. Ca, c'est pour les jeunes des pays où l'Islam est la religion dominante.

Ici, dans notre pauvre hexagone (chômage de masse, «démocratie» spectacle, discriminations tous azimuts...), la démarche est plus individuelle. Tout jeune cherche à donner un sens à sa vie. L'adolescence (remember!), c'est une période étourdissante : sexe, drogue, rock'n'roll, crise mystique et désir de transcendance, emballement politique, addictions diverses, dépression, suicide...

Certains malheureusement pensent trouver un sens à leur vie dans une pratique religieuse rigoriste qui en fait des êtres à part, des élus ; une caste en somme qui voit dans le millénarisme une solution à sa crise identitaire. Je t'avoue ne pas avoir encore trouvé le temps de lire les quelques études sociologiques traitant de la radicalisation en France, dont je sais cependant que les voies (et les motivations) y menant sont multiples.

Comme le souligne Olivier Roy, il y a quarante ans, l'anti-impérialisme était gauchiste et la jeunesse s'enflammait pour Guevara, Mao ou le Camarade Léon ; aujourd'hui, c'est Daech (ou plutôt la «défense résolue des musulmans martyrisés par l'autoritarisme d'Assad») qui semble faire fantasmer une partie de la jeunesse musulmane. Après, l'endoctrinement, le charisme de quelques barbus font le reste. Quelle régression, non ? (Oups !, pardonne-moi cet élan gauchisto-tiers-mondiste!)

Tu écris : *«Cette région était aussi travaillée par des contradictions formidables, et différents courants de l'islam politique (moins sanguinaires que Daech, je te l'accorde, mais tout aussi réactionnaires comme les Frères musulmans) étaient déjà à l'œuvre.... Ces contradictions auraient de toute façon explosé, même s'il n'y avait eu aucune intervention occidentale directe au Koweït, en Lybie, en Irak et en Afghanistan, parce que les problèmes sociaux fondamentaux n'ont pas été réglés par les régimes nationalistes arabes qui sont arrivés au pouvoir après l'indépendance...»*

Je suis historien de formation et non devin. Affirmer que «ces contradictions auraient de toute façon explosé», c'est de la politique-fiction et cela n'a à mes yeux aucun intérêt. En revanche, ce qui importe c'est d'analyser la façon dont ces contradictions ont explosé (grèves de masse, terrorisme...) et les contextes singuliers qui ont permis une telle explosion. Et c'est là que les interventions occidentales jouent à mes yeux un rôle central.

Exemple : les Etats-Unis font la guerre à Saddam Hussein en obtenant le soutien de l'Arabie saoudite wahhabite, ce qui provoque la colère de Al-Qaïda qui refuse que des soldats américains utilisent des bases en terre sainte. Le royaume de Saoud devient alors un ennemi politique (et «spirituel»), alors qu'il était jusqu'alors une sorte de parrain officieux, voire complice.

Exemple : en 2003 une coalition dirigée par l'Oncle Sam chasse Saddam Hussein et décide d'épurer l'État irakien en virant «tous» les sunnites et en les remplaçant par des représentants des élites chiïtes ou kurdes jusqu'alors marginalisées. L'Irak sombre dans la guerre civile. Dix ans après, une structure, Daech, devient l'une des incarnations de la revanche sunnite.

Exemple : une coalition vire Kadhafi et ses alliés, en «oubliant» que cette vacance du pouvoir ne peut qu'aiguïser les appétits des différents clans libyens. Bilan : guerre civile, des milices partout et des tonnes d'armes (et des soldats aguerris) qui se baladent dans toute la zone sahélienne.

«Si» cela ne s'était pas passé comme ça, que se serait-il passé ? On n'en sait rien. L'important, ce sont les faits.

Dans ton paragraphe **«le facteur religieux n'est pas un point de détail»**, tu dis que je néglige le poids des motivations religieuses chez tous les acteurs du Proche et du Moyen-Orient. Tu me fais là un bien curieux procès. Si tu as lu mon texte, tu auras noté qu'il ne s'intéresse qu'à Daech ;

il n'a donc pas la prétention d'analyser les positions de tous les acteurs du proche et du Moyen-Orient. D'abord, il faudrait que j'en ai une fine connaissance (est-ce ton cas?). Ensuite, il faudrait que mes émissions durent trois heures, ce qui ne serait guère raisonnable pour moi et mes auditeurs.

Mais pour te rassurer, sache que je ne néglige nullement le facteur religieux dans mes analyses politiques, aussi humbles soient-elles. Ainsi ai-je écrit à propos d'Ennahda les choses suivantes (je me permets de me citer longuement parce que je suis assez content de cette synthèse – oui, j'avoue, il m'arrive d'être fier de ce que je produis...) : «La victoire d'Ennahda nous rappelle que Tunis n'est pas la Tunisie, et la jeunesse éduquée et précarisée, francophone voire francophile, n'est qu'une des composantes de la population du pays. Les attentes de la Tunisie «inutile», celle de l'intérieur, abandonnée par le pouvoir, qui préférerait investir dans la Tunisie «utile», celle de la côte et du tourisme de masse, sont différentes de celles des classes moyennes urbaines. Plus traditionnelles, les masses rurales tunisiennes veulent l'eau courante, l'électricité, des routes goudronnées, un Etat qui fonctionne et les désenclave. Elles veulent la justice et l'intégrité morale et se méfient comme de la peste des politiciens. Le fait que les partis laïques et démocratiques soient des partis d'intellectuels bourgeois, urbains, seulement présents dans les grandes villes du pays expliquent en grande partie la faiblesse de leur scores. A l'inverse, Ennahda symbolise la vertu et l'intégrité, cette intégrité qui a mené ses leaders durant de longues années derrière les barreaux sous Bourguiba puis Ben Ali.»

Pour synthétiser, l'islam radical, dont les directions sont souvent composées de représentants des élites marginalisées (jeunesse éduquée sans travail ni avenir, imams de second rang), essaie de radicaliser la religiosité et le conservatisme des classes populaires en leur vendant le rigorisme religieux (piété, ascétisme, évergétisme) comme solution à la question sociale et aux questions sociétales qui posent actuellement la «modernité».

Tu écris : *«Quant au lien direct que tu établis (comme d'autres groupes gauchistes et anarchistes) entre l'intervention de la France et les attentats, il me semble assez mécanique : un attentat est rarement une réponse directe à tel ou tel acte étatique criminel ; il est souvent un prétexte, qui s'inscrit dans une stratégie plus globale qu'il s'agit d'explicitier plutôt de rester à la surface des événements.»*

Les attentats ont eu lieu en France, impliquée dans le conflit irakosyrien, mais aussi en Turquie, qui venait de s'impliquer elle-aussi dans cette guerre, au Liban dans les zones du Hezbollah pro-Assad et lié à l'Iran chiite (autant dire mécréant), sans oublier l'avion russe pulvérisé au-dessus du Sinaï. Alors, à partir de ces simples faits, je veux bien être un gogo et penser comme beaucoup (car contrairement à ce que tu dis, il n'y a pas que Daech, Assad et Rohani qui défendent ce point de vue «mécanique») que ces attentats sont une réponse de «l'agressé» à «l'agresseur» (note les

guillemets je te prie) ; mais je n'ai pas entendu grand monde (peut-être Jean-Pierre Filiu, et encore, qui lui est favorable depuis très longtemps à une intervention militaire contre Assad) prétendre que voir dans ces attentats une riposte de l'EI à la guerre qu'on lui mène était accessoire ou second (je n'ai pas trouvé de terme plus approprié).

On peut évidemment postuler que Daech, puisqu'il prône un Jihad global, attendait fébrilement un prétexte (que l'État français le bombarde) pour lancer une offensive d'une telle ampleur. On peut tout aussi évidemment postuler que Daech avait d'autres chats (baasistes notamment) à fouetter (le Jihad global, c'est bon pour la propagande, l'urgence est ailleurs : dans la construction du Califat) mais que l'implication française, turque, russe etc. lui a imposé de réagir et de montrer qu'il avait les capacités de «punir» les apostats lui cherchant noise, en lui infligeant des dégâts à la hauteur (heureusement relative) de la violence subie ; car les bombardements anti-Daech seraient extrêmement meurtriers, touchant énormément de civils ; éternel problème des victimes collatérales...). Bref, c'est un peu comme l'histoire de l'œuf et de la poule : à chercher celui qui a commencé le premier, on termine à Lascaux.

L'Histoire nous apprendra peut-être si cet attentat précisément (dans sa forme, son ampleur et sa singularité – l'emploi de kamikazes) était prévu de longue date ou s'il fut décidé ces derniers temps, même si, comme tu le dis, il faut toujours se méfier de la parole publique des acteurs et de la façon dont ils veulent être perçus par les opinions publiques : ils peuvent aussi bien mettre en avant une volonté implacable de domination mondiale («nous avons prévu dès le départ de nous en prendre à tous») que jouer la carte de l'auto-défense («c'est la violence des apostats qui nous impose de répliquer»).

Je note en passant que tu te contredis quand, plus loin dans ton texte, tu écris : «Car, soyons clairs, si la gauche et l'extrême gauche occidentales organisaient un soutien massif, financier, en armes et en volontaires aux opposants démocrates radicaux ou révolutionnaires (s'il en existe) de Daech, l'Etat islamique poserait des bombes dans ces pays et enverrait évidemment des tueurs en Europe pour se venger, ou les recruterait sur place comme il le fait déjà.» Ton raisonnement n'est-il pas un peu trop... mécanique ?

Dire qu'il y a un lien entre «notre» politique (je dis «notre» parce que des centaines d'habitants de ce pays viennent d'en payer le prix) et ces attentats ne veut pas dire évidemment que Daech (ou les islamistes radicaux) n'a pas d'autres idées en tête. J'en cite d'ailleurs une dès le second paragraphe que tu n'as pas relevée : sa volonté d'exporter la guerre civile qui ravage la Syrie et l'Irak dans des territoires où la population musulmane forme une minorité non négligeable. La France (comme le Royaume-Uni, mais protégé par le Channel) est une cible intéressante puisqu'elle compte autour de 4 millions de musulmans (ou jugés tels), une

formation d'extrême droite raciste et islamophobe qui tourne à 20/30 % aux élections, une brochette de néo-conservateurs médiatiques ayant le vent en poupe, un prolétariat et un lumpenprolétariat nombreux etc. J'aurais pu en citer une autre, intimement liée à la nature nihiliste/apocalyptique de Daech : étendre le Califat au monde entier.

Voici donc mes réponses à certaines de tes assertions. Histoire de te taquiner, je me permets de te paraphraser : pardonne-moi de te dire les choses de façon un peu brutale mais je trouve que tu me lis mal (ou trop vite) ou que tu ne veux voir dans mes textes que ce que tu as envie d'y trouver (c'est assez répandu et personne n'y échappe, je te rassure). Je crois également que tu demandes beaucoup à des textes en oubliant qu'ils répondent à un certain nombre de contraintes. Tu as du comme moi écrire des dizaines de tracts ou d'articles ; tu sais donc à quel point il est impossible de ne pas être réducteur.

Ceci étant dit, j'en viens maintenant à la seconde partie de ton texte qui n'est plus stricto sensu une réponse au mien mais une tentative d'expliquer Daech et d'explorer les moyens de le combattre.

Tu pointes l'extrême violence terroriste comme l'une des spécificités du totalitarisme religieux musulman, rappelant à raison que le Viêt-Cong ou le Guévariste latino-américain n'avaient jamais semé le terreur dans le cœur des métropoles impérialistes responsables de leur état de sujétion. Je suis d'accord avec toi mais je tiens à souligner que l'un des groupes terroristes les plus violents et meurtriers que le XX^e siècle ait connu n'était pas lié à l'Islam mais à l'Hindouisme et au christianisme. Il s'agit des Tigres tamouls, adeptes eux-aussi des attentats-suicides. Je pourrais rajouter également l'Armée de résistance du seigneur, groupe millénariste chrétien ougandais, sorte d'équivalent chrétien de Boko Haram. Comme quoi, aucune religion n'est immunisée contre les déviations ultraréactionnaires et sanguinaires.

En octobre 2014, j'ai écrit ceci sur la Syrie en me reposant sur un long reportage d'un chercheur présent sur le terrain syrien : « Leur brigade est locale. Elle a été montée et financée, comme toujours, par un notable. A leur création en 2011, ils se sont affiliés à l'Armée syrienne libre. Aujourd'hui, ils font partie du Front islamique, rassemblement hétéroclite et de circonstances de slavistes et d'islamistes dits modérés, cartel financé aussi bien par la Turquie que le Qatar ou l'Arabie saoudite pour contrer Daech et ses rêves de Califat. Le problème de l'Islam radical est qu'il est condamné à se confronter à l'emprise du national. Ils sont musulmans, chiïtes ou sunnites, slavistes ou wahhabites, revendiquent leur appartenance à l'Oumma, la communauté des croyants, mais n'en demeurent pas moins les habitants d'un Etat, les membres d'une nation. Al-Qaïda est condamnée à voir ses alliés l'abandonner. Parce que ce sont des alliés de circonstances qui ne sont guère convaincus de l'importance que doit revêtir pour tous l'internationalisme salafiste.

Nos moudjahidines rêvent tous que la Syrie se transforme en république islamique, parce qu'ils ne veulent pas de la démocratie immorale de l'Occident et parce que le socialisme et la laïcité ont toujours eu pour eux les traits d'un dictateur sans scrupule et affairiste. Ils sont pieux comme le sont la plupart des Syriens, mais ce ne sont pas des idéologues. Ils veulent juste vivre en paix et dans l'ordre social et moral ; et si Daech a pu s'installer aussi facilement en Irak et en Syrie, c'est qu'il a ramené de l'ordre, son ordre, en faisant fuir les corrompus et les racketteurs. Leur brigade est locale, leur fonctionnement est tribal. Comme en Afghanistan ou en Irak, les chefs de guerre changent d'alliés au gré des circonstances et du rapport de forces du moment ; l'essentiel étant d'être là où il faut pour capter les ressources nécessaires au financement de ses troupes et à la survie de sa tribu et de son clan. Ils sont avant tout contre Bachar, l'incarnation du mal. Daech ? Pour l'heure, l'État islamique de l'Irak et du Levant est aussi leur ennemi, parce que sa puissance et son arrogance sont une menace pour les autres factions anti-Bachar. Mais demain...» Tout cela souligne toutes les limites des groupes comme Daech, Al-Nosra, Al-Qaïda etc. Ils demeurent des groupes fragiles, fédérant autour d'eux des forces capables de les abandonner en rase campagne si elles trouvent mieux ailleurs.

Concernant ton dernier paragraphe intitulé «**Nos faiblesses et les trous noirs dans nos analyses**», j'ai envie de te répondre ceci. Vu notre poids et notre influence politique, nous sommes condamnés à être spectateurs de la plupart des tourments du monde. Spectateurs, autrement dit commentateurs. Je pourrais affirmer que par principe je suis «opposé à toute intervention des armées occidentales» parce que les interventions militaires n'ont jamais pour but l'émancipation humaine mais la restauration de l'Ordre ou l'instauration d'un nouvel ordre bourgeois, que bien souvent ces interventions sont faites sans prendre garde aux équilibres internes des pays concernés et font donc plus de mal que de bien (Irak, Libye...).

Mais conscient que la révolution n'est pas pour demain, et que pour que celle-ci puisse voir le jour, il faut encore qu'il y ait des vivants, il y a des cas où je suis prêt à m'asseoir sur mes principes si une intervention ayant pour but premier d'empêcher que des gens se fassent trucider voyait le jour (en vieillissant, je deviens pragmatique). En ce moment, le Burundi est au bord de l'explosion, et le risque d'un scénario à la rwandaise se profile à l'horizon. Au Burundi, la question qui se pose n'est pas socialisme ou barbarie, mais Génocide ou pas. Si la communauté internationale décidait d'envoyer une force d'interposition composée de soldats n'appartenant pas à des pays ayant des intérêts géopolitiques à défendre là-bas, avec un cahier des charges précis, je ne serai pas, crois-moi, en première ligne pour réciter nos traditionnels bréviaires anti-impérialistes qui n'ont que trop rarement

brillé, je le crains, par leur subtilité.

Vu notre poids et notre influence politique, nous devons également renoncer à notre désir de «sauver le monde» à la place du monde, à notre désir de toute-puissance. C'est aussi une façon de reconnaître la capacité politique des autres peuples et de combattre notre arrogance et notre européocentrisme. Il n'y a pas des peuples qui font de la politique d'un côté (nous, les «blancs», les «Occidentaux») et les autres qui font dans le tribal et le barbare. Ici comme là-bas, les acteurs sociaux agissent en fonction du contexte et de leur culture. Un conflit «ethnique» ou «religieux» est un conflit politique et social, et ils sont à analyser comme tels. Il en va de même pour Daech et bien d'autres groupes de la galaxie islamiste radicale. Ne voir en eux que des fous de Dieu est réducteur.

On y trouve aussi bien des fanatiques, des psychopathes, des pervers que des opportunistes, des convaincus, des embrigadés de force et des mercenaires, des idéologues et des businessmen/coupeurs de route. Si le discours se veut religieux, si la propagande multiplie les références à l'Islam pur des temps initiaux, les pratiques, elles, ne suivent pas toujours les chemins escarpés de l'ascétisme wahhabite. «Le pouvoir est maudit» disait Louise Michel, et c'est vrai que le dit pouvoir peut transformer n'importe quel émir ou mollah en homme d'affaires et en mafieux. Le cas de l'Iran l'atteste.

Il n'a pas fallu longtemps pour que la République islamique d'Iran connaisse son thermidor ; il en va de même de certains groupes jihadistes qui ne sont guère plus que des groupements politico-économiques armés, des prédateurs contrôlant une zone (si possible frontalière) dont l'idéologie n'est plus qu'un paravent masquant des pratiques mafieuses.

Que faire pour vaincre Daech demandes-tu en conclusion ? La question est difficile, car ce n'est pas le dernier quarteron de révolutionnaires anticapitalistes qui détient les clefs du camion national ! Mais bon, voici ce que je ressens (et qui n'est en rien original)...

On peut toujours espérer en finir militairement avec Daech mais ça risque de coûter cher en vies humaines sur le terrain (car a priori, si j'en crois que les spécialistes de la chose kaki, faudra bien foutre les pieds dans le sable !). On peut aussi offrir plus que Daech ne peut donner à certains acteurs : faire par exemple que les chefs de clans sunnites irakiens aient de nouveau accès au gâteau, autrement dit à l'aide internationale ; faire qu'un processus de paix sans Assad émerge en Syrie, impliquant les différentes confessions et clans régionaux autour d'un modèle de type confessionnel à la libanaise. En clair, comme la révolution prolétarienne salvatrice n'est pas à l'ordre du jour, la seule façon d'en finir avec Daech consisterait à la rendre infréquentable pour toutes les élites syrio-irakiennes. Infréquentable non par ses méthodes sanguinaires et son idéologie (ça, les élites font avec), mais infréquentable parce que nuisible aux affaires (au sens économique et politique). Derrière les combattants de Daech, il y a beaucoup

d'opportunistes qui sauront saisir d'autres opportunités si Daech venait par son radicalisme à mettre en danger leur business.

Si d'aventure, de nouveau, des troupes venaient à s'installer en Syrie et en Irak, il serait souhaitable de faire ce qui n'a que trop rarement été fait et que j'évoque dans ma contribution : «Ramener l'eau courante et l'électricité dans les foyers, remettre en état des services publics, rouvrir les écoles, faire que ce soit la justice et non l'arbitraire qui soit la règle... voilà en somme ce que demandent essentiellement des populations usées par des décennies d'autoritarisme politique et de guerre.» Si les islamistes, les talibans comme Daech, sont accueillis parfois comme des sauveurs, c'est parce qu'ils s'établissent sur des territoires tenus par des pourris, des corrompus etc. Comme tu le vois c'est de la très basique realpolitik qui s'appuie sur les structures sociales (appelons-les tribales ou claniques) des pays concernés, et la tendance au factionnalisme si répandue dans le monde arabe.

De toute façon, toute initiative internationale court le risque d'être instrumentalisée par les acteurs locaux qu'ils soient politiques ou religieux puisque tous poursuivent des objectifs différents : les Kurdes veulent l'indépendance ou l'autonomie, ce que redoute l'État turc ; l'Iran veut défendre son allié alaouite-chiite et par ricochet le Hezbollah en empêchant l'extension du sunnisme armé ; l'Arabie saoudite ne veut pas être concurrencée sur le plan spirituel par un califat quelconque et se faire emmerder par les chiites (Houtites yéménites notamment) ; Bachar veut se maintenir ou trouver une porte de sortie honorable ; l'opposition à Bachar ne sait pas ce qu'elle veut parce qu'elle mêle des forces aux antipodes les unes des autres dont une filiale d'Al-Qaïda... Bref, la zone est un gigantesque merdier qui me semble largement inextricable.

En attendant le pouvoir international des conseils ouvriers, le communisme libertaire ou je ne sais quoi d'autre qui établirait le paradis sur terre, il faudra bien que chiïtes et sunnites de toutes tendances trouvent les moyens de vivre ensemble et de se respecter. Sur ces questions-là, ceux qui ont les cartes en mains, ce sont les dirigeants politiques locaux et les oulémas et autres docteurs de la foi. Le problème est qu'ils ont fait de la haine des uns et des autres un puissant levier de propagande nationale ; sont-ils capables de changer d'orientation ?

Et ici me diras-tu ? A notre petit niveau, avec nos maigres forces, dans un contexte de forte droitisation de la société française, il nous faut travailler à dénoncer le racisme (structurel) sous toutes ces manifestations, les discriminations, la fragmentation du salariat qui rend difficile l'unification des travailleurs autour de revendications fédératrices, la crise économique et sociale qui attise les ressentiments, la société de consommation/consumation qui ne produit que de la frustration ; bref il faut nous battre contre ce monde déprimant qui produit des nihilistes et des psychopathes.

Il nous faut également dénoncer l'instrumentalisation de la laïcité à des fins partisans par des xénophobes mais aussi par ceux qui pensent que le prolétariat se nourrit encore de curés (ou d'imams) comme au glorieux temps de l'anticléricalisme, tout comme il faut être vigilant sur les discours que portent certains dirigeants auto-proclamés des «discriminés» ou des «racisés» qui font leur beurre médiatique en découpant la société française en tranches identitaires. Il nous faut enfin rappeler comme le disait Marx en son temps que «la détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle.

La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple. L'abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l'exigence que formule son bonheur réel. Exiger qu'il renonce à une situation illusoire, c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions.» (il n'était pas con le Karl !)

Voilà, si j'ai été très long, ce n'est pas dans l'espoir de te convaincre (car je te sais pugnace et dur en affaires !), mais parce que tes critiques imposaient que je développe et précise mon argumentation, ce que le format habituel de mes textes ne me permet pas de faire. J'espère que les lecteurs de *Ni patrie, ni frontières* auront trouvé un intérêt à me lire.

Patsy, le 19 novembre 2015

Convergences et divergences

Cher Patsy,

Merci de ces précisions et pardonne-moi si je ne t'ai pas bien compris ou si j'ai déformé ta pensée. C'est aussi à cela que devrait servir une discussion : à mieux comprendre ce que pense l'autre, à mieux préciser ses propres positions, pas forcément à le convaincre ! Il me semble que ta lettre souligne certaines de nos divergences et je vais essayer te répondre.

1. Dans ta réponse plus détaillée que ton texte initial, **tu continues à présenter les néoconservateurs américains comme les principaux responsables de la situation actuelle au Proche et au Moyen-Orient.** Sur ce plan, je ne te rejoins pas, pour la bonne raison que les conflits internes entre Etats, groupes ethniques, groupes ethnico-religieux, clans et tendances de l'islam sont bien antérieurs aux années 80. Ce qui me gêne dans ce discours-là, c'est qu'il reste à la surface des choses (ce que tu appelles des « faits » et que j'appellerai plus prosaïquement des événements récents) et empêche de repérer des tendances plus profondes et plus anciennes. Cette lecture purement événementielle conduit certains militants à expliquer, comme je l'ai entendu dans une réunion et lu des dizaines de fois dans la presse gauchiste, que les sunnites et les chiites vivaient harmonieusement ensemble depuis des siècles et que d'ailleurs aucun Irakien ne connaissait les différences entre chiites et sunnites avant 2003... Saddam Hussein (qui a tué et torturé des centaines de milliers de chiïtes et de Kurdes irakiens) doit se gondoler dans sa tombe !

2. **Tu penses que l'Arabie saoudite n'est qu'un «vulgaire pouvoir temporel» aux yeux des musulmans du monde, un simple gardien des lieux saints pour des raisons dues à un hasard géographique.**

Tu projettes ainsi sur l'Islam une vision occidentale moderne, voire franco-française, de la religion, et de ses rapports avec l'Etat, qui correspond (à peu près) aux réalités européennes – mais pas du tout aux réalités américaines qui font pourtant partie du monde «occidental».

Le «vulgaire pouvoir temporel» saoudien dont tu parles finance des mosquées et des imams partout dans le monde, diffuse des livres, des brochures et des vidéos sur la planète entière, contrôle des chaînes de télévision, des sites Internet, etc. Son autorité «théologique» et son influence idéologique sont énormes. Son pouvoir matériel aussi d'ailleurs puisque l'Arabie saoudite (et le Qatar) distribue généreusement bourses d'études et subventions.

Ce qui explique aussi pourquoi le wahhabisme est si peu critiqué et jamais présenté comme une aberration théologique qu'il faut combattre par l'immense majorité des imams en pays d'islam comme en Europe dans les «communautés» musulmanes. Dans ta réponse, tu affirmes que cette critique ne peut se mener sur le site des lieux saints (comme si le lieu de la

discussion était le problème principal !) mais tu ne te demandes pas pourquoi elle n'a pas lieu massivement en dehors... Tu affirmes que les pèlerins sont seulement sensibles au caractère «sacré» de ce lieu (entre parenthèses la Kaaba était à l'origine l'objet d'un culte païen et recouvertes d'inscriptions païennes !!!) et seraient indifférents à la question politique alors que les fondamentalistes confondent les deux registres et que cette confusion dure depuis quatorze siècles !

Ce «pouvoir temporel» (tout comme celui du Qatar et de l'Iran) fait partie des forces matérielles et théologiques qui empêchent l'islam de procéder à une réforme profonde et de prendre ses distances avec toutes les lectures littéralistes des textes de la tradition. Il n'est pas possible de comparer l'influence de ce «pouvoir temporel» avec celle du Vatican sur les catholiques. La puissance financière et militaire du microscopique Vatican n'est en aucun cas comparable aujourd'hui à celle de l'OCI et de ses 57 Etats musulmans... Et une réforme radicale de l'Islam est absolument nécessaire et il faut qu'elle parte de l'intérieur même de ses rangs.

3. En lien avec le point précédent, tu sembles ignorer le fait que si les religions chrétiennes ont reculé en Europe (et beaucoup moins en Amérique du Nord) c'est parce **qu'il y a eu des courants athées et rationalistes, d'abord féroce­ment réprimés par l'alliance des monarchies et des Eglises chrétiennes, puis bénéficiant du soutien du mouvement ouvrier** (mouvement ouvrier très faible aux Etats-Unis) pour les faire reculer. **Ces courants athées et rationalistes, socialistes mais aussi bourgeois démocratiques, ont eux-mêmes contraint, par leurs revendications et leurs combats, les Eglises à modifier lentement leurs dogmes** et à se montrer plus prudentes dans leurs interventions sociales intempestives. Elles ont provoqué des crises internes salutaires, des réformes lentes mais progressives du dogme, etc. Un tel phénomène n'existe pas encore en Islam, malheureusement.

4. Ce mouvement réformateur existe d'autant moins que **les philosophes ou «théologiens» de l'islam ultraminoritaires qui se battent, notamment en Europe, contre une lecture littéraliste du Coran et des hadiths et les interprétations fondamentalistes ne sont soutenus ni dans leurs pays d'origine ni en Europe**. Ils sont soigneusement ignorés par la plupart des dirigeants et des politiciens des 57 Etats de l'OCI comme des apostats, des hérétiques, etc.

Quant à la gauche et à l'extrême gauche européennes, elles font confiance à des groupes comme les Indigènes de la République qui présentent ces réformateurs musulmans comme des vendus à l'impérialisme, aux «Blancs», aux «néocons» américains, etc.

Il suffit de voir, a contrario, comment Tariq Ramadan a pu bénéficier un temps d'une aura radicale dans l'extrême gauche alors qu'il n'est qu'un banal démocrate bourgeois, et surtout quelqu'un qui contribue à **empêcher**

toute réforme sérieuse au sein de l'islam en Europe en propageant autour de lui force rideaux de fumée théologique avec le soutien des médias dominants.

5. Sans une puissante critique radicale externe à l'islam, **cette religion ne se reformera pas spontanément d'elle-même et les forces progressistes au sein de l'islam seront étouffées, réprimées**, justement par les Etats comme l'Arabie saoudite, le Qatar et l'Iran qui **dépendent des milliards de dollars (90 milliards depuis 1970 pour la seule Ligue islamique mondiale et ses 22 Etats membres)** pour répandre une vision qui confond totalement politique et religion, Etat et société, société civile et institutions religieuses, pouvoir politique dictatorial et islam.

6. Que pouvons-nous faire, en dehors de commenter les événements ?

Tout d'abord **soutenir éventuellement les forces réformatrices au sein de l'islam, en tout cas faire connaître leurs combats et leurs idées quand ils touchent aux droits sociaux et humains fondamentaux, et ne surtout pas participer à leur lynchage idéologique comme le font de nombreux gauchistes et assimilés.**

Ne pas propager un anticléricalisme primaire comme le font certains républicains laïques xénophobes ou certains anarchistes bloqués au XIX^e siècle.

Ne pas faire preuve d'abstentionnisme sur ce terrain, en prétextant que «nous ne sommes pas théologiens» et que de toute façon «seules les questions politiques et sociales nous intéressent» car nous serions compétents en ce domaine (!?). Ou pire que l'islam serait la «religion des opprimés», reprenant ainsi quelques phrases d'un texte de Marx de **1843** (période à laquelle Marx était encore pétri d'hégélianisme...) qui n'ont jamais permis aux groupes et partis marxistes de comprendre grand-chose à la religion, et à la place de l'irrationnel, des passions et des pulsions dans la vie des hommes. Et surtout de définir des tactiques et des stratégies politiques efficaces vis-à-vis des croyants. Historiquement ces partis, ou ces groupes, ont en effet alterné voire combiné :

- l'indifférence (d'où l'incapacité à comprendre la «révolution iranienne», par exemple) ;
- le sectarisme¹ le plus échevelé ;
- l'opportunisme le plus plat (main tendue aux catholiques prônée par le PCF ; soutien acritique à la théologie de la libération dont a vu les résultats ces dernières années avec Lula, Morales and Co) ;
- et la répression impitoyable (persécutions religieuses depuis la création de l'URSS jusqu'aux régimes cubain ou chinois)...

7. D'autre part, nous devons **faire connaître et soutenir les forces**

¹ Cf. notamment «Haine de l'autre, racisme et religion», *NPNF* n° 40-41, 2012.

politiques même minoritaires qui s'opposent aux théocraties mais aussi à tous les politiciens qui confondent politique et religion, que ce soit bien sûr des politiciens chrétiens, juifs, musulmans, hindouistes ou bouddhistes. Que ce soit des forces démocratiques radicales, des groupes de gauche ou d'extrême gauche ou des groupes anarchistes, aussi minoritaires soient-ils. Même si je ne partage absolument pas leur vision du monde, y compris leur analyse ultra dogmatique de la religion, des courants comme celui du communisme-ouvrier en Irak et en Iran, doivent être mieux connus et discutés (ce que la revue *Ni patrie ni frontières* a contribué à faire à sa modeste échelle en traduisant et publiant un certain nombre de leurs textes, et ce que fait désormais un groupe comme l'Initiative communiste-ouvrière qui partage leurs positions).

8. Pour ce qui concerne **les motivations des engagements de jeunes Européens musulmans ou convertis dans les rangs islamistes**, Donia Bouzar, Farid Khosrokhavar et Montasser Alde'emeh¹ ont exposé des idées fort utiles et surtout raconté leurs contacts réguliers avec des personnes engagées dans l'obscurantisme politico-religieux et avec leur entourage. **Je ne pense pas, comme toi, que l'islamisme soit seulement ou même principalement un «outil de revanche politique et sociale», qu'il fleurisse sur «la désespérance, la corruption, la violence étatique et les politiques discriminatoires» comme tu l'affirmes.**

Ce discours automatique-là peut s'appliquer à n'importe quel phénomène politique de masse. Du péronisme au chavisme en passant par le fascisme et le nazisme, voire le stalinisme.

Il est à la fois :

– commode (il évite de s'intéresser aux problèmes spécifiques posés par l'islam)

– et inopérant.

Il n'explique pas par exemple pourquoi sur les 10 membres de la fratrie des Coulibaly, seul un a viré au jihadisme, alors qu'ils avaient tous eu une vie familiale chaotique et connu une enfance très difficile (ses neuf sœurs ne se sont pas «radicalisées» et n'ont pas non plus abjuré leur foi) ; il

¹ Cf. Donia Bouzar (*Désamorcer l'islam radical*, L'atelier, 2014 ; *Ils cherchent le paradis, ils ont trouvé l'enfer*, L'atelier, 2014) ; Farid Khosrokhavar (*Radicalisation*, Maison des sciences de l'homme, 2014 ; *Quand Al-Qaïda parle, témoignages derrière les barreaux*, Grasset, 2006 ; *L'islam dans les prisons*, Balland, 2004 ; *Les nouveaux martyrs d'Allah*, 2003, Champs Flammarion, 2003) et Montasser Alde'emeh (*Pourquoi nous sommes tous des jihadistes*, La Boîte à Pandore, 2015). On pourra aussi lire le livre de Gilles Kepel : *Terreur et martyre. Relever le défi de civilisation*, Champs Flammarion, 2008. Je reviendrai sur ces ouvrages dans le prochain numéro qui concernera les « manip' identitaires ».

n'explique même pas pourquoi un type comme Coulibaly qui gagnait 2200 euros par mois, avait assez de fric pour se payer une voiture, voyageait partout dans le monde, et n'était ni smicard ni chômeur, a fait un choix politico-religieux tel que le sien ; il n'explique pas pourquoi de jeunes Européens qui n'ont jamais été victimes du moindre racisme, dont les parents ne sont pas musulmans, se convertissent à l'islam et vont se battre en Syrie, etc.

9. Quant à l'aspect «anticorruption» de Daech ou d'autres forces de l'islam politique (tu écris ainsi que «Ennahda symbolise la vertu et l'intégrité» aux yeux du peuple tunisien) c'est une vaste blague. Dans le livre de témoignages de jihadistes recueillis par Montasser Alde'emeh, on voit bien que les jeunes qui partent en Syrie mènent la belle vie : ils ont à leur disposition, entre deux batailles, des villas de luxe avec piscine, sans parler (au moins du côté de Daech) des esclaves sexuelles. Ils rackettent la population (ils appellent cela des impôts «justes») et surtout ils font régner un régime de terreur dans les régions qu'ils contrôlent. **Tu passes totalement sous silence, dans les causes de l'acquiescement supposé enthousiaste des populations à la prétendue incorruptibilité des jihadistes, le système totalitaire que ces islamistes mettent en place non seulement pour surveiller la population mais aussi leurs propres militants.**

10. Comparer l'engagement des islamistes à celui des gauchistes (même des mao-staliniens les plus bornés, et Dieu sait s'il y en avait à l'époque) des années 60 pour Mao, Castro, Trotski ou Guevara, ou, comme certains spécialistes du Moyen-Orient l'ont fait, l'engagement dans les Brigades internationales au cours de la guerre civile espagnole aux côtés des Républicains, c'est insulter ces militants, leurs motivations et surtout leurs idéaux.

L'idéologie islamiste, et surtout sa variante jihadiste internationaliste ou anationaliste, ne reposent pas du tout sur les mêmes mécanismes, les mêmes pulsions que celles des gauchistes ou des antifranquistes. Ne serait-ce que sur un point fondamental : les jihado-terroristes considèrent que le sacrifice de leur vie et le massacre des ennemis de l'islam (les athées, les mauvais musulmans, les homosexuels, les juifs, etc.) sont un cadeau qu'ils offrent à Dieu. Les gauchistes partisans de la lutte armée et les antifranquistes ne cherchaient ni à mourir (même s'ils en acceptaient la possibilité) ni à perpétrer des massacres de civils pour anoblir leur cause. Quant aux militants d'extrême gauche ordinaires qui s'engageaient pour la révolution dans les années 60 en militant dans des groupuscules, les liens qu'ils entretenaient entre eux (aussi «autoritaires» soient leurs organisations et aussi staliniennes soient leurs idées) et surtout les liens qu'ils entretenaient avec la population dans leur quartier ou sur leur lieu de travail n'avaient rien à voir avec les structures totalitaires qu'établissent les jeunes jihadistes dans les régions qu'ils contrôlent.

Se livrer à ce type de comparaisons ou d'analogies, même à des fins pédagogiques, **c'est encourager (même si ce n'est évidemment pas ton intention) le relativisme, le cynisme, et favoriser le nihilisme.**

Si toutes les idéologies se valent ; si toutes les révoltes de la jeunesse sont comparables ; si les combats de Pierre Goldman ou de Pierre Overney, d'Erri de Luca¹ ou d'Adriano Sofri². peuvent être rabaissés au niveau de ceux qui torturent, violent, rackettent, décapitent, leurs opposants et les ethnies qu'ils considèrent «païennes», alors effectivement mieux vaut non seulement rester chez soi mais ne plus tenter de changer quoi que ce soit dans ce monde. Voire soutenir la prétendue «guerre contre le terrorisme»...

11. Dernier point : tu envisages un certain nombre de mesures diplomatiques voire d'interventions militaires qui pourraient être efficaces si elles étaient menées par des Etats n'ayant pas d'intérêts dans tel ou tel conflit.

Je crois que c'est là mon plus grand désaccord avec toi comme avec tous les gauchistes qui tiennent des doubles discours ou refusent de s'engager sur le terrain concret du «Que faire face aux jihadistes ?» en tenant des propos ultraradicaux dénués de toute implication pratique. C'est pourquoi je parlais dans ma lettre de «trous noirs».

Si effectivement tout ce que nous pouvons faire en tant que militants (pour ma part, je ne suis pas seulement un «commentateur», je suis aussi un militant engagé sur le terrain concret du soutien quotidien aux sans papiers) c'est soutenir tel ou tel Etat, alors il faut effectivement renoncer à toute critique radicale du monde capitaliste.

Il faut déclarer ouvertement que nous ne pouvons rien faire contre ce monde, et ne pas se présenter comme des hommes et des femmes qui pensent, même s'ils ne savent ni quand ni comment, que ce monde n'est pas éternel, que l'exploitation, l'oppression, la domination ne sont pas une fatalité ou le fardeau de l'espèce humaine.

Entendons-nous bien : il est évident que si tel ou tel Etat empêche un génocide, je ne vois aucune raison de dénoncer bruyamment son intervention militaire.

Si des troupes étrangères «médiatrices» empêchaient les Israéliens de bombarder les Palestiniens ; ou si des troupes des Etats de la région réussissaient à éliminer militairement Daech, je ne descendrais pas dans la rue pour soutenir l'Etat israélien, Daech ou le Front al-Nosra.

De même que, si j'avais milité pendant la Seconde Guerre mondiale, il

¹ Ancien responsable du service d'ordre de *Lotta continua* en Italie.

² Ancien dirigeant du groupe *Lotta continua* condamné à 22 ans de prison pour avoir commandé l'assassinat du commissaire Calabresi. Pour plus de détails on pourra écouter son interview par Daniel Mermet en mars 2004 http://la-bas.org/spip.php?page=article&id_article=224.

ne me serait pas venu à l'idée de me battre contre les troupes américaines qui débarquaient en Europe, ou de prôner la guérilla contre elles.

C'est d'ailleurs une attitude qu'ont adoptée les communistes-ouvriers irakiens (même s'ils ne s'en vantent pas aujourd'hui et restent très discrets sur cette période) quand l'armée américaine est arrivée en Irak : ils n'ont pas organisé immédiatement une guérilla pour lutter contre l'armée étrangère occupante. Ils pensaient qu'ils auraient peut-être la possibilité de construire avec d'autres une société civile suffisamment puissante pour ensuite engager une bagarre politique pour pousser les Américains à partir. Ils n'ont pas réussi à construire rapidement ce rapport de forces mais leur position de départ était, à mon humble avis, tout à fait juste.

Mais en aucun cas ils n'ont fait l'éloge de l'intervention américaine ou ne l'ont soutenue, du moins à ma connaissance dans les textes publiés en anglais ou en français. **C'est cette différence-là qui établit une ligne de partage entre ceux qui souhaitent renverser le capitalisme et ceux qui ont renoncé à leurs idéaux socialistes, communistes ou anarchistes de leur jeunesse.** Et je pense que tu ne fais pas partie de la seconde catégorie sinon notre discussion n'aurait pas grand sens.

Amitiés

Yves, 1/12/2015

Attentats de Paris:

Le capitalisme est responsable!

Guerre de classe

contre le capitalisme!

«*Nous sommes en guerre!*», tel a été le leitmotiv des personnalités gouvernementales comme des politiciens des divers partis, après les meurtriers attentats de Paris.

Mais en fait ce n'est pas d'hier que l'impérialisme français est en guerre, même si jusqu'ici les populations françaises n'en ressentent guère les contrecoups dans leurs chairs.

Il y a un peu plus d'un an, Hollande annonçait en grande fanfare la décision de participer aux bombardements américains en Irak, décision qui fut suivie par l'envoi sur le terrain de plusieurs dizaines de commandos des «Forces spéciales»; il y a quelques semaines, le gouvernement décidait de participer aux bombardements en Syrie; il y a quelques jours, il annonçait l'envoi dans le Golfe Persique d'un groupe aéronaval (porte-avions, sous-marin nucléaire d'attaque et navires de guerre en protection) pour intensifier sa participation à la guerre en Irak et en Syrie. Sous le gouvernement dit «de gauche», l'impérialisme français fait preuve d'une poussée d'agressivité militaire qu'il n'avait pas connue depuis... les années Mitterrand.

Il s'agit cependant d'une vieille et sinistre tradition impérialiste tricolore; sous Sarkozy, les cercles impérialistes avaient été à l'origine de la guerre en Libye qui a plongé ce pays dans un chaos dont il n'est toujours pas sorti. On ne compte pas le nombre des interventions militaires en Afrique depuis la fin officielle des colonies; rappelons seulement les responsabilités françaises dans le génocide des Tutsi au Rwanda qui a fait plusieurs centaines de milliers de morts. Quant aux guerres coloniales, elles ont causé aussi des centaines et des centaines de milliers de victimes.

L'impérialisme français est sans doute l'un des plus rapaces et sanglants représentants de l'impérialisme, ce système de domination de la planète par une poignée de grands centres capitalistes et d'Etats à leur service; mais, comme ses confrères, il est aussi en guerre contre ses propres prolétaires, n'hésitant pas à user de la violence la plus brutale pour maintenir l'ordre bourgeois et les profits capitalistes.

Sans remonter aux terribles massacres par lesquels il a répondu aux révoltes ouvrières tout au long du dix-neuvième siècle, souvenons-nous de la tuerie en octobre 1961 par la police de centaines de travailleurs algériens

manifestant pacifiquement à Paris. Le gouvernement vient d'ailleurs de décréter l'«état d'urgence», une mesure d'exception créée lors de la guerre d'Algérie et qui avait déjà été utilisée en 2005 lors des émeutes des banlieues...

Lorsque la décision avait été prise de participer aux bombardements en Irak, le gouvernement avait appelé à «l'union nationale» pour soutenir une guerre à laquelle il affirmait participer pour protéger la population française comme la population irakienne contre les crimes terroristes; ces appels à l'union entre tous les citoyens ont été réitérés depuis, et ils le sont à nouveau aujourd'hui.

Il s'agit en réalité d'appels aux prolétaires à se solidariser avec «leur» impérialisme national, c'est-à-dire avec les capitalistes qui les exploitent, qui oppriment les prolétaires et les masses déshéritées des pays dominés, qui pillent la planète et qui mènent des guerres incessantes. L'union nationale ne sert que la bourgeoisie, les prolétaires en sont toujours les victimes, que ce soit en étant exploités sur leur lieu de travail, ou en servant de chair à canon.

Toutes les mesures dites de sécurité qui, depuis des mois et des années, sont continuellement renforcées (plans vigipirates, mobilisation de l'armée, espionnage massif des communications, etc.) n'ont jamais servi à protéger les populations, comme le démontrent une fois de plus les derniers attentats; elles ne servent qu'à protéger les intérêts des bourgeois et à défendre le système capitaliste par l'intimidation des «fauteurs de trouble» potentiels et tout particulièrement des prolétaires.

L'Etat bourgeois est cent fois plus efficace pour arrêter des travailleurs qui déchirent la chemise de leur patron que pour empêcher des attentats contre les habitants de Paris: démonstration que les victimes civiles ne sont jamais que des «dommages collatéraux» dans les entreprises impérialistes, sous les bombes en Syrie et en Irak comme dans les rues ou les lieux de concert de la capitale.

Mais les cadavres des victimes sont cyniquement utilisés pour alimenter les campagnes d'union nationale et de soutien à l'Etat et à ses forces de répression, et pour susciter l'adhésion aux campagnes militaires. D'ores et déjà les politiciens des partis de droite et de gauche multiplient les déclarations martiales. Rien d'étonnant à cela: en fidèles partisans de l'impérialisme, ils avaient déjà approuvé les récentes interventions militaires françaises en Libye, en Afrique et au Moyen-Orient; ils sont également unanimes pour soutenir les actions du gouvernement et appeler à l'union interclassiste.

Les prolétaires ne doivent pas se laisser abuser par ces représentants ou ces serviteurs de la bourgeoisie; ils ne doivent accorder aucune confiance au gouvernement et aux institutions de l'Etat bourgeois, qui sont au service exclusif de leurs ennemis de classe. Les sanglantes attaques de Paris et Saint Denis sont la conséquence des agissements criminels de ces derniers,

les jihadistes répondant par des actes terroristes individuels au terrorisme à grande échelle des impérialistes.

Vouloir se protéger du terrorisme jihadiste, ou le combattre en se rassemblant derrière l'Etat bourgeois, ne signifierait pas seulement pour le prolétariat accepter de se rendre complice du terrorisme impérialiste; cela signifierait aussi accepter de rester l'éternelle victime consentante du capitalisme.

Les attentats de Paris et d'Ankara, ceux de Beyrouth ou du Tchad, comme les guerres en Ukraine ou au Moyen-Orient, sont la préfiguration de l'avenir de misère, de massacres et de guerres généralisées que le capitalisme en crise réserve au prolétariat et aux masses du monde entier.

Pour y échapper il n'y a pas un camp bourgeois à choisir contre un autre; il n'y a d'autre solution que la destruction du capitalisme, destruction qui ne peut s'accomplir que par la révolution communiste internationale.

Parce qu'il est la classe sociale dont l'exploitation fait vivre le capitalisme, le prolétariat possède en lui la capacité d'en finir avec le mode de production capitaliste et la société d'injustice et d'oppression, de guerres et de massacres, édifée sur ses bases: il suffit qu'il refuse de continuer à se laisser exploiter pour faire s'écrouler ce gigantesque édifice.

C'est la voie de la reprise de la lutte prolétarienne, de la guerre de classe révolutionnaire contre toutes les bourgeoisies et tous les Etats bourgeois; elle implique de briser les liens patiemment tissés depuis des décennies pour tenir le prolétariat enfermé dans l'interclassisme, de rompre avec les multiples forces et institutions de la collaboration de classe, d'abandonner les illusions dans l'union nationale, la démocratie et l'Etat, qui sont entretenues par tout un ensemble d'amortisseurs sociaux, afin de trouver les forces et les armes de classe et de reconstituer l'organisation politique pour mener le combat.

Ce n'est pas une voie facile, rapide ou sans risques; mais le prolétariat s'y est déjà historiquement engagé lorsque, par le passé, il s'est lancé à l'attaque des citadelles capitalistes. Il devra nécessairement s'y engager à nouveau demain, sur la base des positions politiques, programmatiques et théoriques marxistes inlassablement défendues par la Gauche communiste, sans se laisser arrêter ni intimider par les coups de l'adversaire. Il trouvera alors la force de venger toutes les victimes du capitalisme en mettant définitivement fin à ce système infâme.

Non aux guerres capitalistes! Non à l'union nationale!

Pour la reprise de la lutte de classe! Pour la révolution communiste internationale!

Parti Communiste International

14 Novembre 2015

Vendredi 13 novembre 2015 : Plus que jamais, il faut refuser l'unité nationale !

130 morts et d'innombrables blessés traumatisés à vie par la nuit d'horreur parisienne qu'ils ont vécue hier vendredi 13 novembre 2015. Cette nuit d'horreur s'est déroulée à quelques centaines de mètres du journal *Charlie Hebdo*, où périrent les caricaturistes Cabu, Charb, Wolinski, Honoré et Tignous. Elle survient quelque temps après que 240 touristes russes eurent été explosés par Al-Qaïda ou Daech au-dessus du Sinaï. Il ne s'agit plus d'un terrorisme artisanal, mais **d'une guerre de guérilla menée sur les arrières des fronts entre les différents États capitalistes, petits ou grands, quelle que soit leur idéologie : jihadiste, «démocratique», «totalitaire», «panturque» ou «panarabe».**

Il ne s'agit pas d'une guerre entre l'État islamique (Daech) et l'Occident, encore moins d'un conflit de civilisations, et certainement pas d'une nouvelle guerre de religion à l'échelle planétaire, médiatisée à coups de macabres mises en scène (décapitations, dynamitage du site de Palmyre et crucifixion de son archéologue).

La guerre est maintenant une donnée omniprésente dans un système mondial en crise : crise économique, crise écologique de l'environnement capitaliste, migrations massives (entraînées par la guerre ou les désastres écologiques), décomposition des États les plus faibles, guerres civiles à répétition au Moyen-Orient, Afrique, en Asie centrale (Afghanistan, Turkestan chinois).

Le nouveau dessin des frontières au Proche et au Moyen-Orient après l'intervention américaine en Irak de 2003 est en cours d'exécution, à coups de ceintures explosives, de «sabres» du jihad, de bombardements (turcs, russes, occidentaux en Syrie et en Irak, saoudiens au Yémen) et de drones, d'engagements militaires au sol où sont mêlés les ennemis d'hier (Iraniens, Russes, commandos américains).

Il ne s'agit plus d'une guerre sur un «théâtre d'opération» éloigné, cette expression chère aux états-majors de tous bords décidant s'il faut tuer quelques acteurs ou détruire le «théâtre» tout entier.

La guerre rôde partout sur l'ensemble de cette planète vivant une véritable agonie. Et tous sont responsables : les États petits et grands, ou en gestation, quelle que soit leur idéologie, tous camouflant leurs buts de guerre sous une phraséologie religieuse de «guerre sainte», «démocratique» contre le «terrorisme», ou même – «Prière de ne pas rire !» – «humanitaire» contre le terrorisme (de Poutine aux ayatollahs iraniens, dont l'emblème est la grue de pendaison).

La mort rôde maintenant partout, et pas seulement à Paris, à Beyrouth-Sud, au-dessus du Sinaï. Il n'y a aucun coin de cette planète qui ne devienne dans la décennie à venir un «théâtre d'opération» d'un capitalisme à l'agonie.

La victoire du terrorisme et des «démocraties» ou dictatures capitalistes (Chine, Russie) serait de présenter ces attentats dont ceux de Paris ne sont qu'un hors-d'œuvre comme une guerre d'idéologie. Tous ces Etats, petits ou grands ou en gestation (comme Daech) sont des Etats capitalistes. Leur but est de *préserver, de renforcer ou de développer par la guerre leur Capital national*. Derrière leur Bible ou leur Coran, il y a les tables de la loi capitaliste : tu tueras jusqu'à ce que tu aies éliminé tous tes concurrents ou adversaires; tu aimeras tes ennemis comme toi-même dès qu'ils auront adopté ou se seront prosternés en direction des mecques du Capital, adoptant les saintes lois du capital (propriété privée, économie mercantile, création-destruction de la Nature-Marchandise).

Après ces attentats, le discours est, comme au moment de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, l'«union nationale», l'«union sacrée». Le prolétariat, qui est la classe universelle antinationale par définition («les prolétaires n'ont pas de patrie») ne peut donner qu'une seule réponse : guerre de classe contre tous les capitalismes, quelles que soient leurs étiquettes sur tous les fronts de classe contre le capital et ses bourgeois, grands ou petits, en costume de la City ou du Jihad.

Seul le réveil rapide du prolétariat international peut empêcher que le triomphe de l'unité nationale sur tous les fronts de la guerre mène à une seule issue : l'embrassement généralisé de guerres locales à répétition vers un conflit généralisé.

L'acceptation de l'union nationale, en France ou ailleurs est l'acceptation d'une mort capitaliste programmée. Ceux qui y adhèrent comme des moutons prêts à se livrer au couteau sacrificiel du capital feraient mieux d'acheter leur cercueil d'avance. Les promotions commerciales sous le capitalisme sont particulièrement avantageuses...

***KARLCHEN.**

Terrorisme et Etat islamique

Deux textes composent «Terrorisme et État islamique» : le premier critique, en quelques points, les apories des positions traditionnelles de la Gauche communiste incapable de penser la situation présente après les attentats du 13 novembre. Ce que veut démontrer le second texte, de Jacques Guigou, c'est que les différents courants islamistes radicaux, y compris celui qui s'autoproclame État islamique (EI), cherchent à refonder une vaste communauté despotique et non pas des proto-États. Pour cela, ils cherchent à mettre à mal ce que nous avons appelé «l'unité guerre-paix dans le procès de totalisation du capital» qui se construit progressivement à partir de la première intervention en Irak contre Saddam Hussein. Leurs cibles sont donc aussi bien «musulmanes» qu'occidentales puisque la totalisation dont nous parlons est bien le signe que nous ne sommes pas dans le cadre d'un «choc des civilisations».

Jacques Wajnsztein

VERNISSAGE D'UNE ANTIQUITÉ : LE «DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE»

À propos des attaques islamistes de Paris, nous avons reçu un tract, qui passe une couche de vernis sur une ancienne position de la gauche communiste devenue aujourd'hui une antiquité : le défaitisme révolutionnaire.

Premièrement, le tract est marqué par son incapacité à reconnaître ce qui est nouveau

D'après lui, nous serions dans un système capitaliste mondialisé. On peut donc supposer, sans pour cela perdre du temps à s'interroger sur la validité de la notion (kautskienne, je crois) de «super-impérialisme», que les souverainetés nationales ont aujourd'hui peu de poids face à l'imbrication des différentes fractions du capital dans ce que nous appelons, à *Temps critiques*, le «capitalisme du sommet» (cf. n° 15). Ce tract devrait donc en tirer toutes les conclusions possibles. Au lieu de cela, le texte nous dit qu'en fait la situation de guerre est engendrée par des puissances visant à la défense de leur pré carré ! Cela suppose de maintenir une vision traditionnelle des luttes anti-impérialistes comme si on en était encore à l'époque coloniale ou même postcoloniale des années 1960-1980. Or, le mouvement mondial de globalisation a déplacé la question ancienne de la possession coloniale ou de la domination néocoloniale avec maîtrise des territoires vers celle du contrôle des flux par le biais de politiques financières et de mises en réseaux clientélistes. Pour ne prendre qu'un exemple, il ne s'agit pas tant de s'approprier le gaz ou le pétrole moyen-oriental que de garder les robinets de distribution ouverts afin qu'il n'y ait pas de risques de rupture d'approvisionnement pour l'ensemble des pays consommateurs de la communauté internationale. Seuls les quelques pays soumis à embargo sont tenus à l'écart de ce consensus.

Cet objectif internationalisé, même s'il est chapeauté par la puissance dominante, c'est-à-dire les États-Unis, change tout du point de vue stratégique. La stabilité d'un ordre mondial est primordiale pour garantir cette fluidité du capital et la circulation des ressources énergétiques ou des matières premières. Les stratégies ne sont donc plus dictées essentiellement par des efforts de déstabilisation de «l'autre camp» comme dans les soubresauts de l'après-guerre froide ; ou pour s'approprier des parts de gâteau dans une situation de guerre économique sauvage. Si on ne tient pas compte de ce nouvel ordre mondial, forcément instable dans certaines zones, alors pourquoi parler en termes de mondialisation comme le fait le tract ? Il n'y aurait rien de nouveau alors depuis 1945 !? C'est faire fi de toutes les réunions internationales incessantes, qu'elles soient de type commercial, climatique ou politique.

Qui peut penser, comme le soutient par exemple le tract, qu'El Assad veut développer son «capital national» ? que Daech, dont les antennes s'étendent paraît-il dans trente pays, viserait à développer son capital national ? Et les talibans aussi, c'était ça aussi leur objectif en transformant Kaboul en un village du Moyen Age ?

Cette incohérence ne permet pas de comprendre une double contradiction du capital. L'une au niveau stratégique de l'hyper-capitalisme du sommet entre d'un côté la tendance dominante à la mondialisation et donc à la crise des États sous leur forme d'État-nation et, de l'autre, la résurgence de politiques de puissance aussi diverses que celles menées récemment par le Japon, la Russie et l'Iran. L'autre au niveau de la gestion encore en grande partie nationale d'une situation où coexistent de façon conflictuelle, d'un côté une croissance de flux humains (migrants et réfugiés), parallèle à celle des flux financiers ou de marchandises et, de l'autre, une tendance protectionniste et souverainiste-identitaire.

Deuxièmement, la guerre est conçue dans des termes anciens

Cela découle de ce qui précède. Pour l'auteur du tract, la guerre ne peut être qu'une guerre entre États dans laquelle les gros mangeront les petits puisque les luttes de libération nationale qui avaient semblé inverser cette tendance ne sont plus vraiment d'actualité, laissant place à une désagrégation des différents blocs issus de la Seconde Guerre mondiale puis de la Guerre froide. Pourtant ce qui caractérise les actions militaires depuis 2001, pour nous donc des opérations de police (cf. note 1) c'est ce qui a été théorisé par les experts en stratégie militaire, comme des guerres asymétriques ou dissymétriques, ce qui change la donne et pour tout le monde. Du côté des puissances et du pouvoir, la désignation des ennemis n'est plus claire ; l'ennemi est-il encore extérieur ou en partie intérieur ? Le politique retrouve ici sa dimension incontournable par rapport à la dimension militaire et au rapport de force brut. C'est aussi pour cela que la position de facilité à court terme, pour l'État, apparaît comme celle du tout sécuritaire.

Mais, de «notre côté», les choses ne sont pas plus claires. S'opposer directement à la guerre, comme ce fut le cas encore pour le Vietnam alors que la conscription existait toujours, n'était déjà plus qu'une possibilité indirecte au moment de l'intervention en Irak de forces opérationnelles spéciales. Cette possibilité est maintenant devenue très problématique dans une configuration où s'affrontent professionnels technologisés et dronés d'une part, combattants fanatisés (et bien armés aussi), d'autre part. Les «lois de la guerre» ne sont d'ailleurs plus respectées ni par les uns ni par les autres. En conséquence, pratiquer le «défaitisme révolutionnaire» s'avère sans objet ; et se réfugier dans un refus de l'unité nationale comme si c'était l'objet du problème et par ailleurs comme si cela pouvait avoir un quelconque effet pratique, relève du slogan qui devient grandiloquent et même ridicule quand il nous promet, dans le cas contraire une mort programmée (le catastrophisme encore et toujours).

Troisièmement, il est marqué par sa confusion entre capital et capitalisme

Pour l'auteur, tout est capitaliste et donc les États et même le «proto-État» Daech sont des États capitalistes. Il s'ensuit, entre autres, qu'aucune analyse fine des particularités de Daech ou d'Al-Qaïda n'est possible puisque le tract néglige complètement le fait que ces organisations prospèrent sur le tribalisme et non pas sur le capitalisme (ça n'empêche certes pas la valeur de circuler) et qui plus est sur un tribalisme religieux, le tribalisme sunnite en conflit ouvert avec un chiisme plus centralisé et institutionnalisé sur le modèle iranien. Le même phénomène se retrouve en Libye où la mort de Kadhafi a libéré la lutte clanique. Cet éclatement des guérillas peut même être l'objet d'une véritable stratégie comme celle des «franchises» d'Al-Qaïda, réplique militaire des franchisés commerciaux occidentaux. Cette organisation à l'horizontale se rapprochant aussi de certaines organisations mafieuses comme à Naples, ce qui rend «la traque» plus difficile..

Si elle revêt parfois des formes anticapitalistes ou anti-impérialistes, cette guerre de guérilla est avant tout appuyée sur trois axes : le premier religieux qui oppose révélation à raison est très éloigné des formes religieuses de l'islam intégré des pays occidentaux ; le second familial et patriarcal en concordance plus étroite avec les piliers de l'Islam ; et enfin le troisième de type mafieux reposant sur l'accaparement de la rente, le pillage et le commerce illégal, y compris l'esclavage. Il est donc inapproprié de traiter de capitalistes des organisations comme Daech et Al-Qaïda alors que leur organisation et leurs perspectives sont tout autres. Il est aussi erroné de les traiter de fascistes comme le font souvent les libertaires et les gauchistes parce que le fascisme est un sous-produit du socialisme et du nationalisme alors que ces organisations n'ont justement pas de visées nationales ; elles sont même directement mondiales et s'adressent à une communauté des croyants potentiellement sans limite. Ce

sont donc bien ces organisations et pas celles de la gauche radicale qui ont dépassé en pratique le cadre de référence de la nation même, si ce n'est pas dans la perspective de la communauté humaine, mais dans celle, aliénée, de la communauté religieuse. C'est particulièrement vrai pour Al-Qaïda et si Daech présente au départ une option plus territorialisée avec le projet de Califat, il semble que son orientation récente rejoigne celle de l'organisation concurrente. Au rebours de ce que prétend le tract, on peut même dire que ces organisations sont le fruit de la défaite des pouvoirs nationaux-socialistes nassériens, baasistes et kadhafistes dans la région.

Quatrièmement, sa perspective est d'origine historique décadentiste (mais drapeau dans la poche en quelque sorte).

Une phrase en est emblématique : «la guerre rôde partout sur l'ensemble de cette planète vivant une véritable agonie». À la limite, on peut dire que les jihadistes sont plus clairvoyants qui s'attaquent au capitalisme et particulièrement à une société capitaliste pourvoyeuse de plaisirs et fonctionnant sur un modèle hédoniste adopté par toutes les couches de la population, y compris les plus défavorisées. En effet, les lieux choisis ne tiennent pas du hasard. Les lieux de divertissement sportifs, musicaux, bars ou restaurants à la mode ont été taxés de lieux «d'abominations et de perversion» par le communiqué de revendication des attentats par l'EI du 14/11/2015. La crise avec un grand C n'est donc pas encore là quoiqu'en pense ou souhaite le tract. Les difficultés actuelles à reproduire les rapports sociaux dans leur ensemble n'empêchent pas la poursuite d'une dynamique de capitalisation dont l'un des axes est constitué par le consumérisme, festif de préférence.

C'est malheureusement une tradition, dans l'ultragauche, que de réactiver cette tendance décadentiste qui voit du mortifère et de la misère partout, mais aujourd'hui cela s'effectue sous une forme radicalisée catastrophiste bien rendue par la phrase : «ces attentats dont ceux de Paris ne sont qu'un hors-d'œuvre». Qui écrit cela frôle le cynisme et surtout pratique la politique du pire parce qu'il n'a pas de solution de rechange. Noircir le tableau est le signe d'une désespérance du courant communiste radical.

Cinquièmement, le spectre du prolétariat remplace la lutte des classes

Tout d'abord la classe ouvrière est définie comme la classe «antinationale par définition». On se demande bien qui a pu établir cette définition. Le *Larousse* ? Non. Marx ? Oui, mais avec plusieurs bémols. Tout d'abord Marx n'est qu'un théoricien-militant à l'épreuve de la pratique et on connaît aujourd'hui la pratique qui a mis à mal ce qui devait être l'internationalisme prolétarien resté toujours très minoritaire au sein de la classe ouvrière. Ensuite la phrase du *Manifeste* adorée comme une Bible pour croyants est une phrase tronquée dont le contenu complet est moins

clair ou univoque. Je cite : «*Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ôter ce qu'ils n'ont pas ... Comme le prolétariat de chaque pays doit d'abord conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation* [c'est nous qui soulignons], *il est encore par là national ; mais ce n'est pas au sens bourgeois du mot*». Certes, Marx est encore à l'époque, imprégné de démocratisation révolutionnaire (deuxième partie de la citation) et sa perspective communiste reste lointaine même si elle est affirmée en tête de citation. C'est bien pour cela qu'il ne s'avance pas trop sur le caractère «antinational» du prolétariat. Il se laissera même parfois aller à un certain pangermanisme, comme par exemple dans son opposition au slavisme de Bakounine ou dans ses prises de position au début de la guerre franco-allemande, avant de comprendre l'importance de la Commune de Paris.

En tout cas, s'il cède parfois à un essentialisme du prolétariat parce qu'il le pense dépositaire final de l'universalisme bourgeois (c'est sa position dans les œuvres de jeunesse), il sait aussi combien la classe ouvrière est une classe déterminée par ses conditions (c'est sa position à partir des *Grundrisse*). Alors pourquoi reprendre cela dans un tract répondant à un événement actuel ? La situation serait-elle plus favorable à l'expression de ce côté universel qu'au côté particulariste ? On aimerait bien mais on en doute. Le tract lui-même en doute quand il espère «le réveil du prolétariat international» sans se poser la question du pourquoi de son grand sommeil et sans se demander comment les tirs de kalachnikovs au Bataclan sonneraient ce réveil.

Ce qui est patent, mais bien évidemment dur à reconnaître pour les courants communistes radicaux, c'est que ce genre d'événements nous met tout simplement hors jeu et on peut dire celui de novembre bien plus encore que ceux de janvier. Dans cette situation que nous subissons au plus haut point, toute position «programmatische», sous condition même qu'elle puisse être fondée en principe, s'avère artificielle et velléitaire. Pour éviter qu'elle apparaisse trop décalée, il faut alors se replier sur une position du type de celle prise par Erri de Luca.

Cette intervention d'Erri de Luca est en effet cohérente avec son actuelle position démocrate et «antifa». Il propose l'organisation d'une défense citoyenne sur le modèle de ce qui se faisait dans les quartiers de l'Italie des années 1970 pour neutraliser les fascistes même s'il s'agit cette fois de neutraliser les terroristes et ainsi d'éviter ce qu'il nomme un risque de «militarisation» excessive de l'État et donc sa droitisation extrême. Les dispositifs stratégiques imaginés par l'ancien dirigeant du service d'ordre de *Lotta continua* refont surface, mais convertis pour un usage citoyen dans l'État de droit de façon à nous sauver de l'état d'exception expérimenté un temps par l'État italien au cours des «années de plomb». Sans partager ce propos, le réduire à un appel à la délation auprès de la police, comme le font déjà certains, est un réflexe révolutionnariste qui pense que la

dénonciation est bien supérieure à la délation mais sans rien proposer d'autre qu'un mot d'ordre abstrait qui présuppose une guerre (de classe ?) entre deux ennemis, d'une part un État-policier et d'autre part des «révolutionnaires» qui le combattent. Où trouverait-on un collégien, même intoxiqué par le NPA, pour croire à cette fiction ?

Pour conclure et répondre indirectement à une intervention d'un camarade à propos de Jaurès et du patriotisme, nous joignons ci-dessous des extraits d'une lettre adressée à quelques camarades dans le cadre des discussions préparant notre texte sur les événements de janvier.

La phrase de Renan («L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création de la nation») date d'une conférence de 1882 et ton énoncé n'est d'ailleurs pas complet. Il convient pourtant de lire toute la phrase puisque Renan ajoute à l'oubli, l'erreur historique (c'est-à-dire finalement la nécessité d'une réécriture qui fasse une «histoire»). Une citation donc très Troisième République et une définition fort éloignée de celle de Sieyès («la nation c'est l'association») et autres révolutionnaires de 1789. Une définition qui s'explique par la volonté de fonder en théorie une conception de la nation qui puisse être reconnue par tous, du bourgeois jusqu'à l'ouvrier, du républicain jusqu'au royaliste. Le patriotisme originel, par exemple de «l'armée révolutionnaire» se transformera alors progressivement en religion de la patrie.

Les propos anhistoriques que profèrent les «anti-nation» de principe, et particulièrement ceux venus de l'ultragauche ou de l'anarchie, méconnaissent, et c'est un peu étonnant, le fait qu'au moins jusqu'à la Commune de Paris, nation et patrie étaient des notions révolutionnaires puis internationalistes jusque dans la Première Internationale et que l'Église, la noblesse, les franges conservatrices de la bourgeoisie ne s'en revendiquaient pas, bien au contraire. On sait que la révolution française a combattu «le parti de l'étranger», mais qu'elle a accueilli comme français tous les volontaires étrangers dans ses légions, ancêtres des brigades internationales de 1936, les staliniens en moins. Plutôt que de résumer ici des positions historiques de marxistes sur la nation pour en montrer les limites ou les ambiguïtés (Marx et sa citation tronquée du Manifeste, Bauer et la nation comme communauté de destin que le socialisme ne "dépassera" pas plus d'un claquement de doigt qu'il ne "dépassera" la religion, Strasser, Pannekoek et leur déterminisme mécaniste, etc.) nous renvoyons aux 100 premières pages du n° 33-34-35 de la revue Ni patrie ni frontières d'Yves Coleman sur «Les pièges de l'identité nationale». On doit pouvoir le commander ou le lire directement sur le site de Ni patrie ni frontières et mondialisme.org.

Temps critiques, le 19 novembre 2015.

État islamique ou communauté despotique ?

En 2003, à propos d'Al-Qaïda, nous montrions¹ que la notion de proto-État déjà avancée par certains pour qualifier cette nébuleuse du terrorisme islamiste n'était pas appropriée. Trop dépendant du modèle de l'État-nation alors que celui-ci est partout non seulement affaibli mais souvent décomposé par la globalisation économique et la puissance mondiale multipolaire du capital, il apparaissait déjà nettement que les actions d'Al-Qaïda et de ses alliés régionaux n'étaient pas celles d'un «proto-État» en ce sens qu'elles ne cherchaient pas à établir un futur État souverain, reconnu internationalement, identifié à une population et à un territoire. Elles visaient davantage, disions-nous, la création d'un vaste ensemble politico-religieux hors des anciennes frontières nationales et qui exerce sa domination sur des populations diverses et souvent en conflit entre elles. L'unité de l'ensemble étant certes fondée sur l'islam mais sans pour autant en faire non plus un futur État théocratique au sens historique du terme.

C'est d'ailleurs en quoi le «Califat» auto-proclamé par l'EI ne fait qu'ajouter une confusion supplémentaire aux déjà nombreuses représentations qu'il entend se donner. Quoiqu'il en soit, cette alliance de groupes jihadistes — disparates et souvent antinomiques — qui exercent leur tyrannie sur les populations vivant dans les régions du Moyen-Orient qu'ils contrôlent ne saurait être assimilée à un quelconque néo-califat. Ce n'est, tout au plus, qu'une réactivation imaginaire de ce que fut l'histoire millénaire des divers califats islamiques.

Ces califats, selon Georges Gurvitch, sont à ranger dans les anciennes sociétés globales de type «théocratie charismatique» comme le furent les États-empires mésopotamiens, babyloniens, assyriens, hittites, égyptiens, perses, chinois, etc. Rien d'analogue ni d'équivalent ne peut exister de cet ordre aujourd'hui.

Notons toutefois ici — cela confortera notre thèse — une certaine relativisation de l'emprise de la religion dans les sociétés anciennes de ce type. Gurvitch relève que la théocratie n'y était «*qu'un paravent officiel commode [...] et que, sous le couvert de la structure théocratico-charismatique qui n'en représente qu'une expression officieuse et très limitée, les phénomènes sociaux totaux ont une vie bien plus riche et bien*

¹ Cf. «Al-Qaïda, un proto-État ? Confusions et méprises», dans ce numéro.

*plus agitée qu'il n'y paraît à première vue*¹». Certes, mais lesquels ? C'est à propos de cette «agitation» de la vie collective — si l'on peut utiliser ce dernier vocable tant elle y est aujourd'hui nihiliste et mortifère — que, toujours à propos d'Al-Qaïda, nous parlions d'une combinaison de forme communautaire et de forme sociétale. Nous entendons par là des formes de vie collective qui conjuguent des appartenances familiales, claniques, tribales, locales, avec des rapports sociaux plus abstraits, plus distancés, plus organisés et plus ou moins hiérarchisés ; ces ensembles n'étant pas surplombés par une unité supérieure étatique séparée de la communauté-société.

Le processus d'étatisation de la communauté-société existe, mais il n'aboutit pas à la formation d'une entité supérieure, d'une puissance dominante séparée. C'est ce phénomène historique que Jacques Camatte a désigné comme l'État² sous sa première forme ; sachant qu'il ne s'agit pas pour lui d'un «proto-État» qui contiendrait un État en devenir, mais d'une unité supérieure de type étatique mais non séparée de la communauté-société. En référence à cette approche nous avons récemment développé³ une analyse comparative et critique de l'actuel État-réseau et de l'État sous sa première forme dans les époques sumériennes et babyloniennes de la Mésopotamie.

Compte tenu de ces phénomènes à la fois historiques et actuels, déjà à propos d'Al-Qaïda, nous avons proposé la notion de communauté despotique comme étant la plus appropriée pour caractériser les formes et les contenus à l'œuvre dans ces mouvements islamistes terroristes.

Avec l'apparition dans les années 2010, d'une organisation militaro-religieuse qui se réfère explicitement à la forme-État : «l'État islamique», notre analyse est-elle encore fondée ? Nous répondons Oui. Disons pourquoi.

Le document publié récemment par un journal allemand⁴ sur la stratégie de création et d'implantation de l'État islamique n'invalide pas notre critique de la notion de proto-État à propos des puissances islamiques dans cette région. En quoi peut-il conforter notre approche en termes de

¹ In Gurvitch G. «Les sociétés globales et les types de leurs structures», *Traité de sociologie*, tome I, p. 219. PUF, 1962.

² Cf. «Émergence d'Homo Gemeinwesen», Invariance série IV. Disponible sur le site de cette revue : <http://revuein-variance.pages-perso-orange.fr/Homo.4.1.htm>

³ Cf. Guigou J. «État-réseau et genèse de l'État», *Temps critiques* n° 16, printemps 2012 <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article291>

⁴ Cf. Christophe Reuter, in *Der Spiegel*, traduit et publié dans *Le Monde* du 28 avril 2015 sous le titre «Comment l'État islamique a progressé en Syrie».

communauté despotique ? Il s'agit de l'écrit d'un ex-colonel des services secrets de l'armée de l'air du régime de Saddam Hussein, qui a élaboré un plan général de «construction de l'État islamique».

Si l'on considère ici seulement les modalités internes de l'organisation projetée et non pas ses déterminations géostratégiques mondiales (notamment une volonté de reconquête de l'Irak et une revanche sur les Américains), ce qui est visé, ce n'est pas l'ancien État arabo-nationaliste irakien qui serait alors converti en État islamique. C'est davantage une sorte de communauté despotique (sans unité supérieure) dans laquelle la religion est un moyen de domination et non une fin. Cette stratégie ne préfigure pas un État théocratique au sens historique et traditionnel.

Si nous avançons le terme de communauté (ou de communauté-société), c'est que la manière dont est conçue dans ce plan le contrôle politique et idéologique des populations passe par les rapports familiaux (familles larges que l'on doit infiltrer par des mariages ou autres alliances), claniques, tribaux, culturels.

C'est par l'entrisme dans ces groupements qu'opère cette stratégie ; une stratégie du renseignement combinée à l'intervention de brigades-commandos répressives et terroristes. L'autorité supérieure (le calife : une réactivation imaginaire) s'exerce de manière diffuse et ne se constitue pas en unité supérieure séparée de la communauté-société. Elle est organisée dans des corps de féodaux-fonctionnaires-policiers-militaires.

Donc n'apparaissent ici pas des indicateurs de ce qui serait un proto-État qui préfigurerait un futur État de type Empire-État ou État-royal ou, bien sûr encore moins État-nation. On serait davantage proche d'une communauté despotique fonctionnant en réseaux formels, autoritaires et militarisés combinés avec des sociétés plus ou moins secrètes, religieuses bien sûr, mais aussi mafieuses. Déterminant tout cela, il y a bien sûr, les dimensions géopolitiques internationales et les modes de financements mais ces aspects sont davantage développée ailleurs.

Jacques Guigou, mai 2015

Combattre la supercherie du discours guerrier de l'État La guerre de classe est la seule réponse possible aux assassins de masse Ni dieux, ni maîtres, ni États, ni patrons

La tuerie perpétrée à Paris le 13 novembre impose de dépasser vite l'émotion et de comprendre ce qu'elle signifie. Des centaines de personnes tuées, blessées, traumatisées méritent plus que l'indignation et l'appel à la paix, à la vie.

Cette tuerie est-elle un acte de guerre, comme le prétendent les classes dominantes du monde entier ? Mais une guerre de qui contre quoi ? Une guerre contre l'Occident des masses déshéritées du Proche et du Moyen-Orient ? Une guerre de religion entre l'Islam et les deux autres religions du Livre, le christianisme et le judaïsme ? Une guerre de l'État islamique contre ses ennemis, les États de la coalition anti-terroriste ? Très peu de tout ça. Les cibles choisies démontrent que les tueurs de masse n'ont que faire de ces explications en dépit de leurs revendications confuses et délirantes. Des gens attablés à des terrasses, des spectateurs d'un concert rock ne sont identifiables ni à des «croisés occidentaux» qu'il fallait punir, ni à des «mécènes», ni à des représentants d'un quelconque État. Les victimes sont des êtres humains «ordinaires» qui vont boire un verre, écouter de la musique ou simplement déambuler dans la rue. En aucun cas, les tueurs n'ont ciblé l'État, le système capitaliste, ou ses représentations réelles ou symboliques.

Des massacres qui font le jeu de l'État

Nous écrivions, en janvier dernier : *«Quels que soient les buts des responsables du massacre à Charlie Hebdo, il a pour conséquence de terroriser la population tout entière. Terroriser pour empêcher de comprendre, terroriser pour dresser encore plus haut une barrière artificielle entre les gens en fonction de la croyance religieuse.»* Les faits du vendredi 13 novembre 2015 démontrent que l'État français et ses alliés sont pour le moins incapables d'empêcher les attaques contre la population.

Tant que ce type d'action ne menace pas durablement l'accumulation du capital, tant qu'elle ne vise pas des objectifs militaires, la vie ou la mort de quelques centaines de civils ne fait ni chaud ni froid aux classes dominantes. Leurs larmes servent uniquement à couvrir la répression accrue qui vise les classes opprimées. Ce qui s'est passé a fourni aussi à la police et à l'armée une formidable opportunité pour faire un entraînement grandeur nature de quadrillage et de contrôle militaire de la ville.

L'État capitaliste français continue de jouer avec le feu. *«Ce que je veux dire aux Français, c'est que nous sommes en guerre. Oui nous sommes en guerre»*, insiste Manuel Valls. Et de continuer, *«nous avons toujours dit qu'il n'y avait pas de risque zéro, qu'il pouvait y avoir des attentats qui frapperaient plus durement la France»*. Pour enfoncer le clou : *«Les menaces vont durer : c'est une question de mois, peut-être d'années. Les Français doivent être forts.»*

Quoi de mieux pour maintenir la société civile et le prolétariat dans la peur ? Quoi de mieux pour faire accepter le renforcement des pouvoirs de l'État et les lois d'exception ? Quoi de mieux pour transformer des rescapés de la guerre ou de la famine en des terroristes potentiels ? Quoi de mieux pour blinder les frontières et repousser ces centaines de milliers de prolétaires vers les lieux d'où ils fuient ? Un passeport syrien de l'un des tueurs a suffi à jeter le soupçon de terrorisme sur les millions de Syriens qui s'échappent de leur pays et tentent de rejoindre l'Europe. De même, les populations dites de religion musulmane d'ici vont encore plus faire l'objet de méfiance, de discrimination, de répression. Ces actions renforcent les racistes de tous bords.

Ce discours de la peur, comme nous le rappelle Manuel Valls, avait déjà été utilisé après les attaques contre *Charlie Hebdo* et le supermarché hyper cacher. Les marches du 11 janvier 2015 avaient marqué un point d'arrêt. La société civile refusait de se laisser intimider. La tentative de l'État d'utiliser politiquement la peur était enrayée. Le renforcement de l'appareil sécuritaire de contrôle social n'a par contre pas cessé.

Pourrissement des relations sociales, ségrégation et islamo-fascisme

Ces massacres sont davantage l'expression extrême du pourrissement des relations sociales dans le camp des plus démunis, du prolétariat, que d'une guerre improbable entre États. Le Califat règne sur du sable, il tient les populations de ses territoires sous la terreur, il vit de rackets et de pillages, il est tout sauf un État moderne car il émane de la structure tribale sunnite. Quant à ses dits ennemis, les États capitalistes de la coalition antiterroriste, Russie comprise, mènent des actions militaires *a minima* avec l'objectif inavoué de fixer le Califat, l'empêcher de se développer tout en le maintenant comme épouvantail global, comme repoussoir apte à souder la société à l'État capitaliste moderne.

De leur côté, les petits criminels, dealers, racketteurs de prolétaires et autres voleurs de poules-reconvertis en soldats de Dieu sont davantage le

produit de la défaite du projet révolutionnaire de la classe ouvrière que les cinquièmes colonnes d'un État islamique de coupeurs de gorges. Les assassins de Paris ont tous un trait commun : ils sortent des cités et des quartiers pauvres d'ici ou d'ailleurs. Ils sont le produit le plus pourri de la ségrégation dans laquelle l'État et le capital tiennent des millions de sans réserves. Mais ils ne sont pas des victimes. Par delà leur autoreprésentation, ils sont au contraire une partie du système qu'ils prétendent combattre. Une partie précieuse qui permet à l'État de militariser les rapports sociaux, de diviser encore davantage les classes opprimées et de redorer le blason de l'État comme seul défenseur possible de la société civile tout entière, comme garant unique, souverain, de l'ordre du capital.

Ces tueurs ont exprimé tout leur dégoût pour l'autre, quel qu'il soit, l'autre en tant que tel. Leur acte n'est pas un geste de révolte dévoyé mais une action dans la plus pure tradition des sectes religieuses. Manipulés par des prêcheurs de l'Apocalypse à la petite semaine, les assassins haïssent toute la société et chacun de leurs semblables qui ne partagent pas leur isolement sectaire, leur fanatisme bon marché. Seuls, ils le sont certainement. Leur «communauté spirituelle» n'est autre qu'un vulgaire prétexte pour exprimer cette haine de l'autre, cette haine des gens. Marionnettes idéales pour le Califat, qui les embrigade pour élargir le front de ses combats et recruter de nouveaux prosélytes. Marionnettes aussi entre les mains des États qui jurent combattre le Califat car ils utilisent leurs massacres pour renforcer leur emprise sur la société civile et sur le prolétariat en particulier. Marionnettes mais pas opprimés. Marionnettes qui oppriment leurs semblables. Islamo-fascistes par leur rôle et idiots utiles par eux-mêmes.

Les massacreurs de l'État islamique ont fait le choix de leur camp. On entend encore les bonnes âmes de la gauche et de l'extrême gauche du capital expliquer la «radicalisation» de certains par la «fracture sociale» entre centre et banlieue et comme une réaction prévisible à «l'islamophobie» et au racisme de la société française. Pour ces faux matérialistes, il y a un lien mécanique entre la situation objective de misère et d'oppression et le choix de certaines personnes d'agir au nom d'une idéologie mortifère, antithèse de tout espoir de dépassement du présent.

Pourtant, combien, en France, vivent dans des situations comparables ou pires que Coulibaly, les frères Kouachi, Merah et tous les autres ? Combien font le choix de la religion ? Parmi ceux-là, combien choisissent une interprétation respectueuse et généreuse envers autrui, plutôt que celle nihiliste et mortifère des partisans du Califat ? Combien d'autres continuent de tenter de joindre les deux bouts entre petits boulots et débrouille, malgré les mêmes difficultés et les mêmes frustrations ? Combien d'entre eux ont décidé d'aller assister à un match de football le vendredi ? Combien sont descendus boire un verre dans des bars de Paris ?

Le Califat sur la défensive

Les tueries de Paris ont été expliquées par les propagandistes du Califat comme des actes de vengeance au nom des Irakiens et des Syriens tués par les bombes d'Assad et de la coalition anti-terroriste internationale. En cela, le Califat fait sienne la conception traditionnelle de la guerre que le capitalisme a élevée à une véritable planification industrielle des massacres de populations. D'après cette conception, pour battre un État ennemi, il faut en terroriser les habitants. Une logique qui est appliquée avec détermination depuis des décennies, en Palestine, où l'État israélien enferme dans des cages les Palestiniens de Gaza et des autres territoires occupés et où le Hamas et autres islamistes armées prétendent que résister à l'occupation soit synonyme de tuer des Israéliens. Une logique qui se matérialise dans les villes du sud de la Turquie habitées par les Kurdes, victimes d'un état de siège permanent par l'État turc.

Le Califat et ses prédécesseurs ont fait la même chose en détruisant la vie de civils désarmés à Paris, à Madrid, à Londres, à Ankara ou à Beyrouth. Jusqu'ici, en Irak et en Syrie, tous les ennemis de l'État islamique ont préféré prendre leur temps dans la lutte contre les partisans du califat : chacun a préféré se concentrer sur ses intérêts locaux, soit en visant d'autres cibles (la Russie et l'Iran contre les rebelles syriens, la Turquie contre le PKK, Israël contre le Hezbollah), soit en réduisant au strict minimum les opérations militaires risquées pour privilégier des manœuvres d'encerclement en se cachant derrière des frappes aériennes, qui ne sont intensives que dans leur propagande. La preuve ? Le nombre de missions de l'aviation américaine exécutées jusqu'ici (environ 10 000 depuis le début de la «guerre» contre l'EI) équivaut à celles réalisées en un seul jour durant la première guerre du Golfe. A l'instar de celles de l'aviation du dictateur syrien Assad, ces frappes font bien davantage de victimes chez les populations sous la férule des islamistes que parmi ces derniers. L'ensemble des ennemis auto-proclamés de l'État islamique – Russie, Iran et États-Unis, mais aussi ses anciens bienfaiteurs turcs – ont tous intérêt à garder en cage un monstre auquel ils ont déjà arraché les crocs. Cet État fantoche du Califat a épuisé ses capacités offensives, en Irak et Syrie, depuis maintenant plusieurs mois. L'accélération de l'internationalisation des combats peut s'expliquer par cette faiblesse accrue.

Comment combattre les fanatiques du Califat d'ici ?

Nous titrions notre tract après les tueries à *Charlie Hebdo* et au supermarché hyper cacher : *«L'attaque contre Charlie Hebdo impose au prolétariat de se charger directement et sans tarder de la lutte sans merci contre le fanatisme religieux violent qui renforce l'État et qui accroît la division au sein des exploités et des opprimés»*. Nous ajoutions : *«L'ignoble attentat contre Charlie Hebdo fait le jeu de l'État et affaiblit la seule classe, la classe ouvrière, qui peut battre concrètement le fanatisme religieux là où*

il s'enracine, là où il cherche ses soldats perdus, dans les quartiers populaires et sur les lieux de travail. Cette lutte est indispensable sous peine de devoir renoncer à faire valoir les raisons des exploitées et des opprimés en s'organisant de façon indépendante contre l'État, contre tous les États.».

Ce message n'a malheureusement pas perdu de son sens, après les massacres du 13 novembre.

Ni dieux, ni maîtres, ni États, ni patrons

Mouvement Communiste/ Kolektivně proti kapitálu, le 15 novembre 2015.

*«La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple. L'abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l'exigence que formule son bonheur réel. Exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation, c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc en germe la critique de cette vallée de larmes dont la religion est l'auréole»
Karl Marx. Critique de la philosophie du droit de Hegel, 1843.*

Qu'est-ce que l'Etat islamique ? Éléments d'analyse marxiste

Nicolas Dessaux, 20 novembre 2015

Question : On lit souvent que l'État islamique est une création de l'Occident. Qu'en penses-tu ?

Nicolas Dessaux : La genèse de l'État islamique, ou Daech, en 2006, dans le contexte de la guerre civile en Irak, par le rapprochement entre Al-Qaïda en Irak et d'autres groupes armés, est bien connue des analystes sérieux. Ce nouveau mouvement s'est rapidement émancipé d'Al-Qaïda, puis s'est étendu sur le territoire syrien à la faveur de la guerre civile déclenchée par le régime de Bachar El-Assad pour écraser le soulèvement populaire lors du Printemps arabe. Cette dynamique est indissociable de l'occupation de l'Irak par les Etats-Unis et leurs alliés. Elle est également traversée par les tensions internationales entre les Etats-Unis, l'Iran, la Turquie, des monarchies du Golfe persique et la Russie. Tous ces éléments forment le terrain sur lequel l'État islamique a pu apparaître et se développer, mais ça ne suffit pas à expliquer ce qu'il est.

Au début de la guerre civile en Syrie, les Etats opposés au régime de Bachar El-Assad ont soutenu en argent et en armes les forces d'opposition. D'une manière ou d'une autre, une partie de ce soutien est parvenu jusqu'à l'État islamique, ne serait-ce que par les défections de combattants d'autres armées. Des financements privés directs en provenance du Qatar et d'Arabie saoudite semblent également avérés, comme c'est le cas pour de nombreuses organisations islamistes dans le monde. Daech bénéficie surtout du soutien tacite du gouvernement turc dans le cadre de la lutte contre leur ennemi commun, le PKK et sa branche armée en Syrie, les YPG. Mais c'est bien parce qu'il représentait une force cohérente, qu'il était un acteur crédible capable de satelliser ou d'absorber certains de ses rivaux que l'État islamique a pu bénéficier de ces soutiens. Ces soutiens ont considérablement aidé son développement, mais n'expliquent ni sa création, ni sa base sociale.

Considérer l'État islamique comme une pure création occidentale, c'est considérer Daech comme une simple marionnette en se contentant de chercher qui tire les ficelles. La version atténuée de ce mode de pensée consiste à y voir le simple produit des circonstances, en pointant du doigt les puissances impérialistes ou des considérations géostratégiques selon les présupposés politiques de l'auteur. Ce qui est gênant dans ces analyses,

même si elles peuvent signaler des déterminants intéressants de la situation, c'est qu'elles esquivent l'analyse de Daech comme acteur autonome, comme sujet politique. Au fond, c'est une pensée teintée de colonialisme qui voit le Moyen-Orient comme le réceptacle passif des tensions impérialistes, seuls véritables sujets agissants. C'est un travers fréquent de sortir du cadre de l'analyse de classe pour s'en tenir à l'analyse géopolitique dès que l'on touche au Moyen-Orient.

Comment, justement, analyser l'État islamique en termes de classe sociale ?

Nicolas Dessaux : Daech représente donc les intérêts d'une classe bien déterminée, la fraction évincée de deux États où la bureaucratie et l'armée jouaient un rôle essentiel, en l'absence d'une véritable bourgeoisie, d'une classe capitaliste au sens propre. Son insistance à se présenter comme un véritable Etat, comme l'État islamique, et à s'entourer de tous les attributs de la souveraineté, ne sont pas anecdotiques, mais expriment sa véritable nature de classe. Cela ne l'empêche pas d'entrer en relation avec le marché international, que ce soit pour vendre du pétrole, acheter des armes ou réaliser des opérations financières, comme d'autres bureaucraties avant elle, mais assimiler Daech à «la bourgeoisie» de manière générique, comme on le lit parfois, est aussi trivial que d'en faire des «fous de dieu» sans base sociale. Au contraire, la place que l'État islamique a prise comme acteur régional est liée à sa situation de classe.

L'État islamique est installé à cheval sur la frontière syro-irakienne. Ce sont deux pays dans lesquels l'économie est organisée par l'État. La classe bureaucratique qui domine l'État tire ses revenus de l'impôt, mais aussi du capital dont elle dispose à titre collectif, et enfin de la corruption, quasiment institutionnalisée. Les régimes baasistes de Saddam Hussein et d'Hafez El-Assad avaient nationalisé l'essentiel de la production pétrolière, minière et industrielle. Ils avaient imposé le monopole de l'État sur le commerce extérieur. Le secteur privé pesait moins de 10% de l'activité économique et concernait surtout les petites entreprises. La Bourse syrienne n'existe que depuis 2009, par exemple. Dans les années 1990, au cours de la vague néolibérale, la Syrie a privatisé une faible partie de son économie, mais les privatisations ont surtout profité aux enfants de bureaucrates. C'est la disposition de charges publiques qui permet d'accéder au capital et non le contraire. Cette nouvelle bourgeoisie est entièrement dépendante de l'Etat, c'est-à-dire de la bureaucratie et de l'armée. Son influence politique est donc très faible.

Au Kurdistan d'Irak, une classe de nouveaux riches, d'entrepreneurs privés, est apparue après la répression du soulèvement des conseils ouvriers en 1991. Elle est en grande partie formée par d'anciens émigrés aux Etats-Unis ou d'autres pays occidentaux, qui ont fait fortune là-bas et sont revenus investir dans leur région natale à la faveur de l'autonomie de fait qu'elle a connue pendant douze ans, entre les deux guerres du Golfe. Mais

elle reste très liée à l'appareil des partis nationalistes qui se partagent le pouvoir, l'UPK et le PDK. Dans le reste de l'Irak, cette nouvelle bourgeoisie n'a commencé à se développer qu'avec l'occupation, à partir de 2003. Mais le rythme des privatisations est très lent. La guerre civile est un frein aux investissements, les infrastructures sont obsolètes et déliquescentes, la main-d'œuvre la plus qualifiée a quitté le pays. Si bien que l'État reste gestionnaire d'une grande partie de l'économie. Quand on parle de bourgeoisie dans ces pays, il faut donc être très prudent car c'est l'État qui est le principal détenteur de capitaux et le principal propriétaire foncier.

Dans ces deux pays, la classe qui tient les rênes de l'État, la bureaucratie et l'armée, a éclaté. En Irak, dès les premières années de l'occupation les Américains ont mis en place la débaasisation de l'administration et de l'armée. Ils ont évincé systématiquement les membres du parti Baas, y compris dans la gestion des entreprises. Mais, dans ce régime totalitaire, la carte du parti était quasiment obligatoire pour obtenir une place dans l'appareil d'État ou dans l'économie, à quelque niveau que ce soit. La purge a profité à la clientèle des partis installés au pouvoir par les forces d'occupation, c'est-à-dire pour l'essentiel les partis islamistes chiïtes.

Or, le baasisme avait fini, surtout entre les deux dernières guerres du Golfe, par se muer en islamo-nationalisme. Contrairement à une légende soigneusement entretenue en France, le baasisme n'as jamais été véritablement laïque, mais il s'est rapproché de la religion quand le socialisme a cessé d'être une référence mobilisatrice, après 1991. Le sunnisme était devenu sa base idéologique, d'autant plus que les chiïtes étaient considérés, depuis la guerre Iran-Irak, comme des ennemis de l'intérieur, une sorte de cinquième colonne toujours prête à trahir au profit de l'Irak chiïte. L'armée américaine a simplement retourné le processus, en plaçant les partis islamistes chiïtes au pouvoir et les sunnites en suspicion, comme s'ils étaient forcément des partisans de Saddam Hussein. C'est sur la base de cet essentialisme ethnico-religieux que la guerre s'est développée.

Pour les officiers et les administrateurs évincés du pouvoir, la lutte armée contre l'occupation et les attentats aveugles contre les chiïtes faisaient partie du même processus de reconquête de leur pouvoir perdu. Elle était préparée de longue date par le régime de Saddam Hussein. Après tout, ce dernier avait fait ses premières classes dans la lutte armée pour la prise du pouvoir par le parti Baas, dès la fin des années 1950. Dans la guerre civile, les groupes armés sunnites représentaient les intérêts de cette fraction évincée de l'armée et de l'administration. Lorsqu'ils ont compris où menait leur politique de débaasisation, les États-Unis ont infléchi leur politique et cherché à réintégrer les groupes armés sunnites, d'autant plus que cette politique les privait de nombre d'administrateurs compétents. Ils ont utilisé, avec un succès limité, certains de ces groupes comme

mercenaires contre Al-Qaïda, en jouant sur l'opposition entre leur islamonationalisme et le jihadisme, très hostile au nationalisme. Mais la branche irakienne d'Al-Qaïda s'est spécialisée dans les attentats anti-chiïtes, contrairement aux habitudes du réseau international plus favorable à une vision plus unitaire de l'Oumma. Elle pouvait donc apparaître comme la seule à poursuivre à la fois le combat contre les Etats-Unis et contre les chiïtes, la seule à défendre vraiment les intérêts de la fraction évincée de l'État. Lorsque Al-Qaïda a dû se retirer en Syrie à la fin de la guerre civile, elle a conservé leur soutien. Aujourd'hui, l'encadrement militaire de l'État islamique est largement assuré par d'anciens officiers baasistes irakiens, tandis que son contrôle sur les villes s'appuie sur les administrations en place.

En Syrie, le processus est un peu différent, mais convergent. Lors du printemps arabe du 2011, la machinerie de l'État s'est fractionnée jusqu'au plus haut niveau des ministères, de la diplomatie et de l'armée. Ceux qui dénonçaient Assad après l'avoir servi espéraient retrouver leur place privilégiée après sa chute, qui leur semblait inéluctable. C'était un choix intéressé, mais pas irrationnel. Une partie a rejoint l'Armée syrienne libre ou d'autres groupes d'opposition. Mais, contrairement aux dictatures égyptiennes ou tunisiennes, le régime d'Assad a résisté en n'hésitant pas à massacrer la population. La fraction de l'État qui avait misé sur la chute d'Assad s'est mise alors à chercher la force la plus susceptible de l'emporter. C'est dans ces circonstances qu'une partie s'est tournée vers l'État islamique, pour restaurer leur position dans la machinerie de l'État.

Ce n'est pas la première fois qu'une classe enrobe dans l'idéologie religieuse sa lutte pour le pouvoir. Certains thèmes déployés par l'État islamique sont un simple décalque religieux du baasisme tardif. La mobilisation des foules par la religion remplace l'idéologie nationaliste dans le même rôle. La lutte contre «les juifs et les croisés» remplace celle contre le sionisme et l'impérialisme. La communauté sunnite remplace la nation arabe. Cela permet, comme le panarabisme autrefois, de chercher des bases pour réaliser une unité politique dans un espace plus vaste que les Etats nationaux actuels. Cela ne signifie pas que les soldats de l'État islamique ne prennent pas leur propre idéologie très au sérieux, très au premier degré, bien au contraire : une idéologie est la projection mentale d'une forme sociale. On ne peut la réduire à une simple hypocrisie. De plus, le remplacement du nationalisme et de ses accents socialistes ou progressistes, par un discours religieux ouvertement réactionnaire, n'est pas anodin.

Tu penses à la place des femmes dans la société ?

Nicolas Dessaux : Oui, l'une des caractéristiques essentielles de l'idéologie islamiste, c'est qu'elle est obsessionnellement contre les femmes. Dans le discours des jihadistes comme dans leurs interviews, c'est un motif récurrent. Lorsqu'ils dénoncent l'Occident, ce n'est pas

l'impérialisme qu'ils dénoncent, mais la liberté que les femmes y ont conquise. Or, le féminisme se répand au Moyen-Orient par les voies les plus détournées, même en l'absence d'un féminisme organisé. Telle série télé, tel film d'Hollywood, qui peut sembler, désespérément patriarcal, bourré de stéréotypes sexistes, aux yeux des féministes occidentales, apparaît comme tout à fait progressiste pour des femmes du Moyen-Orient. Voir une héroïne conduire, exercer un métier traditionnellement masculin, choisir ses vêtements ou son petit ami, se balader avec lui sans être mariée, ce sont des libertés inaccessibles aux jeunes filles des milieux conservateurs, qu'ils soient religieux ou non. Le contrôle social exercé sur les femmes, leur vie et leur sexualité, est compromis par l'irruption massive des antennes satellites et des téléphones portables, qui véhiculent un autre mode de vie. Le discours religieux apparaît comme un moyen de rétablir l'ordre patriarcal, de protéger la domination masculine.

Déjà, après 1991, la mutation du baasisme en islamo-nationalisme avait accompagné une dégradation de la condition des femmes et la perte de nombreux droits. Dès le début des années 1990, au Kurdistan, ceux qui allaient devenir Al-Qaïda appelaient au meurtre des féministes, ce qui a coûté la vie et l'exil à nombre de nos camarades du Parti communiste-ouvrier d'Irak. Dans la guerre civile en Irak, après 2003, les milices religieuses, sunnites comme chiïtes, s'attaquaient aux femmes qui travaillaient, qui exerçaient des fonctions publiques, qui refusaient de porter le voile, et jusqu'aux coiffeurs pour dames... C'est une véritable guerre aux femmes qu'elles ont menées.

La brutalité patriarcale de l'État islamique, dont l'esclavage sexuel de femmes issues des minorités non musulmanes est la forme extrême, s'inscrit dans ce contexte de cette contre-révolution patriarcale. La place des femmes dans la lutte armée au Kurdistan, dans la victoire de Kobané contre l'État islamique, est significative car l'un des enjeux centraux de cette guerre est la place des femmes dans la société. L'État islamique promet aux hommes de restaurer leur place dominante dans la famille, et multiplie les actes les plus outrageants, les plus dégradants envers les femmes, pour le montrer. Il mobilise la religion pour légitimer ses pratiques. C'est pour cela que, si l'on veut comprendre ce qui se passe, il faut partir de la pratique et non de la religion.

Quel est le rôle des attentats dans tout cela ?

Nicolas Dessaux : L'État islamique dispose de troupes importantes, quelques dizaines de milliers, pour une organisation armée, mais assez faibles pour un État. Il dispose d'un armement moderne, pour partie repris aux armées irakiennes et syriennes, pour partie acquis sur le marché international. Mais il doit s'imposer face à des puissances régionales et planétaires d'un autre calibre. Pour compenser ce déséquilibre, cette asymétrie, il peut compter sur deux modes : utiliser à son avantage les rivalités internationales et régionales, et montrer qu'il est capable de

représailles contre des adversaires. Le soutien de la Turquie contre le PKK ou les financements plus ou moins discrets des pays du Golfe lui sont un soutien précieux. Le terrorisme contre la France, l'Allemagne ou la Russie, dans le cas de l'avion qui a explosé au dessus du Sinaï, sont autant de signes de sa capacité à exercer des représailles sanglantes contre les Etats qui lui font la guerre ou menacent de le faire.

Le mode opératoire des derniers attentats est d'optimiser l'impact en diminuant les coûts. Il faut peu de matériel : des armes facilement disponibles au marché noir, de petites quantités d'explosifs. Peu de repérages, puisqu'on attaque des lieux publics. Pas besoin d'organiser la fuite de manière détaillée, d'avoir des planques, un réseau de gens pour se cacher après, ni même avant, puisque les auteurs ont des domiciles officiels avant l'opération et meurent pendant. En quelque sorte c'est du terrorisme low cost, très performant par rapport aux attentats d'Al-Qaïda, beaucoup plus organisés et coûteux. Daech se donne ainsi les moyens de mener une guerre asymétrique et d'assurer sa survie en tant qu'État. Certains l'analysent comme une fuite en avant, voire le résultat de tensions internes entre une branche plus pragmatique, soucieuse d'organiser son Etat dans un territoire, et une autre plus idéologique, qui cherche à étendre son combat planétaire. C'est possible, puisque c'est une contradiction courante, mais il est important de comprendre que, du point de vue de Daech, ces attentats ne sont pas irrationnels. Ils expriment sa nécessité politique de survivre comme État dans des conditions de faiblesse.

Les attentats de Daech ont une généalogie protéiforme. Pour s'emparer du pouvoir en Irak, le parti Baas avait su combiner mouvement de masse et terrorisme ; le jeune Saddam Hussein avait joué un rôle dans l'organisation des attentats et il envisageait visiblement, lors de sa chute en 2003, de le reconquérir de la même manière. En Syrie, c'est plutôt une série de coups d'Etat successifs qui ont porté la fraction d'Hafez El-Assad au pouvoir. Ces deux Etats disposaient non seulement d'une police politique capable de faire régner une terreur totalitaire, ce que l'on a appelé la «république de la peur», mais aussi d'employer les attentats à l'extérieur comme moyen de pression diplomatique. Ils les ont pratiqués soit directement, soit via des groupes armés qu'ils entraînaient et qu'ils équipaient. Le terrorisme d'Etat n'a rien d'une nouveauté pour les officiers de l'Etat islamique. L'idée d'aller recruter les terroristes en Occident non plus. Elle a été employée dès les années 70 par certains mouvements palestiniens, en lien avec les régimes arabes, même s'ils les recrutaient plutôt dans les milieux anti-impérialistes que religieux. L'État islamique se distingue surtout par l'importance du flux de combattants qui viennent le rejoindre du monde entier. Les attentats-suicides ont été développés par le Hezbollah dans les années 80, qui est aujourd'hui un allié privilégié du régime de Bachar El-Assad, avant d'être intégrés dans les méthodes jihadistes par Al-Qaïda au milieu des années 1990. Toute cette histoire joue un rôle dans l'élaboration

des méthodes employées par Daech pour mener des attentats hors de son territoire, soit par des liens directs, soit par imitation.

Les Etats occidentaux répugnent à considérer officiellement l'État islamique comme un État et préfèrent le considérer comme un groupe terroriste. Mais on ne peut pas opposer strictement les deux. Il dispose d'un territoire, d'une armée, d'une administration, d'une fiscalité, d'une monnaie, et ainsi de suite. Il n'est pas né comme un groupe terroriste, mais comme l'émanation de fractions évincées des appareils d'Etat irakiens et syriens en vue de retrouver leur place. Pour cela, il s'appuie sur une version religieuse du baasisme, qui se présente comme défenseur des Arabes sunnites, et sur une pratique entièrement misogyne, destinée à restaurer intégralement la domination masculine. Les attentats à l'extérieur sont un instrument dans une guerre asymétrique, qui puise ses méthodes dans une généalogie du terrorisme au Proche et Moyen-Orient. Tous ces éléments mériteraient d'être développés, analysés, discutés plus longuement, mais ils fournissent les bases d'une lecture matérialiste, marxiste, de l'État islamique et de son rôle actuel.

* Maryam Namazie (Parti Communiste-Ouvrier d'Iran)

Attaques sur Paris : la réponse doit être une résistance humaine globale à l'islamisme

Nous pleurons nos morts à Paris aujourd'hui et exprimons notre solidarité avec le peuple en France – sans y ajouter aucun «oui, mais...» Et pendant que nous pleurons ces morts, n'oublions pas tous les autres civils qui, vaquant à leurs occupations quotidiennes, ont été massacrés par l'islamisme – cette machine à tuer mondiale.

Au cours de ce mois-ci seulement, il y a parmi les morts 7 hazaras dont une fillette de 9 ans décapités par Daech ; et Rokhshana, 19 ans, lapidée par les talibans en Afghanistan ; une fosse commune de femmes yézidiennes découverte après que l'Etat islamique ait été boutée hors de Sinjar ; des attaques à la bombe dans les rues de Bagdad et Sadr City qui ont tué 41 personnes ; les explosions jumelles à Beyrouth au Liban, qui tuèrent au moins 43 personnes ; un avion de ligne russe abattu avec 224 personnes à bord ; au moins 4 personnes tuées dans une attaque suicide dans le Sinaï en Egypte ; un éditeur laïque et trois autres personnes blessées au Bangladesh ; au moins 32 personnes y compris 4 enfants tués dans une attaque suicide au Pakistan ; 30 personnes tuées et des douzaines blessées dans la double attaque-suicide dans l'Etat de Borno au Nigeria...

D'autres, innombrables, ont également été tués – non pas par des jihadistes mais, légalement, par des Etats islamistes selon les lois de la charia : 100 exécutions en Arabie saoudite en six mois et 700 en Iran pendant la même période. L'actuel président Rouhani, qui devait venir en France, a présidé à l'exécution de 2 000 civils pendant ses deux ans de mandat... Et bien plus encore languissent en prison – des gens comme Raif Badawi et Atena Faraghdani – et subissent le joug des gardiens de prison, voile obligatoire, ségrégation de genre, et même interdiction de rire à voix haute ou de la musique..

Bono, le chanteur de U2, a dit que les massacres à Paris, et spécialement l'attaque contre la salle de concert, sont la «première attaque directe contre la musique», mais la musique a été la cible des islamistes depuis des décennies. Au Mali par exemple, les islamistes ont banni la musique dans le nord du pays. En Iran, les femmes n'ont pas le droit de chanter en solo devant des hommes...

Les islamistes ciblent la musique, l'art, l'amour, et toujours les civils. Le président français Hollande a dit que les attaques sur Paris sont un acte

de guerre. Certes c'est vrai, mais cela fait déjà des décennies que cette guerre est engagée. Les peuples de bien des pays au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud ont perdu une génération, et ont combattu ce mouvement en mettant leur vie en jeu. Cette «guerre» est l'une des principales raisons de l'afflux en masse de migrants.

En dépit de cette dévastation, il y a de l'espoir. Juste cette dernière semaine, des femmes sont sorties dans les rues pour tenter de s'opposer à la lapidation de Rokhshana, des dizaines de milliers se sont opposées aux décapitations en Afghanistan et les peshmergas ont libéré Sinjar du joug de Daech, faisant tomber le drapeau de l'Etat islamique et monter le drapeau kurde. Les manifestations pour la défense du peuple de Paris font partie de ce mouvement mondial de protestation contre la brutalité et l'inhumanité islamiste. Notre succès dépend de notre capacité à reconnaître la résistance mondiale contre l'islamisme et à voir comment celle-ci est intrinsèquement liée à la nôtre. Notre succès dépend aussi de notre capacité à cibler les islamistes et pas seulement les jihadistes. Nous ne pouvons gagner contre Daech si nous continuons à fréquenter les chefs d'Etat des pays islamiques comme Rouhani et le régime saoudien, ou bien à adouber, financer et même armer les islamistes «modérés» qui font partie du problème.

Et nous ne pourrions pas gagner non plus si nous blâmons collectivement les migrants ou les musulmans. De nombreux «musulmans» (ou présumés tels) sont les premières victimes et combattent sur la ligne de front de la résistance. Et de nombreux migrants fuient les islamistes ou les dictateurs comme Assad, en Irak, en Syrie, en Iran, en Afghanistan...

Parmi ceux qui tuent sans discrimination à Paris ou à Raqqa, il y a des gens nés en Europe. Car il ne s'agit pas d'un mouvement «anti-impérialiste», justifiable ou excusable, et ce n'est pas non plus un problème d'«identité». Il s'agit là de politique – des politiques réactionnaires et fascistes qui n'ont besoin d'aucune justification pour tuer et massacrer. Là où commence l'islamisme se terminent les droits, les libertés, les politiques démocratiques et la liberté de pensée.

Pour repousser ce mouvement, nous devons nous y opposer totalement – pas seulement aux jihadistes –, et pas seulement en Europe. Assurer la sécurité des peuples en Europe est intrinsèquement lié à la préservation de la sécurité des peuples dans le monde entier. En cela, nous avons de nombreux alliés parmi les peuples d'Afghanistan, d'Iran, de Syrie, d'Irak ou d'Algérie qui se sont levés pour résister aux islamistes depuis des décennies.

Aujourd'hui nous portons le deuil, mais nous décidons aussi de continuer à nous battre au nom des peuples, partout. En avant, pour une résistance humaine mondiale contre l'islamisme.

Maryam Namazie, 15 novembre 2015

Lettre de Houzan Mahmoud, militante communiste et féministe kurde d'Irak, 18 novembre 2015

A mes amis et camarades de France après les attentats terroristes à Paris

Le 31 octobre 2015, je participais à une grande conférence sur la paix dans la ville d'Ypres en Belgique à l'occasion du centenaire de la première guerre mondiale (1914-1918). Je me suis adressée aux participants sur le danger de Daech en particulier, et ai évoqué l'idéologie islamiste en général. Mon point de vue était «personne n'est plus en sécurité, même nous, dans cette salle de conférence».

J'ai senti que le public pensait peut-être que j'exagérais. Ce que nous disons, moi et d'autres militants du Moyen-Orient, depuis plus d'une décennie est plus visible que jamais. Ce qui est arrivé le 13 novembre au cœur de Paris est inhumain et je le condamne.

Je vous présente mes condoléances profondes de cœur et de solidarité ainsi qu'à tous les Français pour avoir été les témoins de ces attaques barbares et avoir perdu des êtres chers.

Hier, et il y a quelques jours le Liban, l'Afghanistan, Bagdad, la Syrie et de nombreux autres endroits ont été touchés par les islamistes. Les militants comme moi au Moyen-Orient, qui ont enduré le fanatisme religieux, la misogynie et le diktat ont mis en garde l'Occident contre son soutien sans faille aux groupes islamistes à la fois en Europe mais aussi au Moyen-Orient. Ce sont seulement les civils ordinaires qui sont utilisés partout comme «cibles molles» par les islamistes.

Alors que je suis pleinement solidaire avec les civils et les victimes des attentats terroristes islamistes à Paris, je ne peux pas soutenir le slogan qui dit : «Nous sommes tous français ou parisiens». Etre kurde d'Irak et femme qui s'oppose à la tyrannie, au nationalisme, à l'islamisme, au sexisme et à toutes les formes de ségrégation capitaliste des êtres humains m'empêche de dire que je suis «française», même si c'est symbolique ou momentané. Des milliers de personnes sont tuées, violées, vendues en esclavage, décapitées, exécutées et opprimées depuis des décennies et nous ne voyons guère les gouvernements occidentaux pleurer les morts irakiens, syriens,

libanais, afghans ou kurdes. C'est seulement quand l'horreur arrive chez soi, que la portée de la brutalité commise par ces groupes terroristes devient soudainement réelle et que le jeu entre le «civilisé» et les «sauvages» commence. Il n'y a aucune division «civilisée» ou «sauvage» entre nous, les humains ; ce type de programme ne convient qu'aux deux côtés de ce jeu dégoûtant. Il est donc sage de ne pas se joindre à ces slogans d'exclusion, de divisions nationalistes tels que nous sommes tous «français» ou bien nous «le civilisé» et eux «les réactionnaires» ou les «sauvages». Car cela contribue aux divisions et aux racismes existants et ne favorise pas notre lutte qui est opposée à toutes formes de racisme. Cela divise encore la société entre deux camps qui ne serait pas réaliste.

Les sociétés ne doivent pas être divisées sur cette base : nous sommes civilisés et les autres, sont des sauvages. Nous ne devrions pas perdre de terrain face à ces divisions réactionnaires et racistes. Nous devons nous rappeler que des millions de musulmans ordinaires à travers la région sont victimes du terrorisme islamique.

Merci à l'Occident pour leur protection des dictateurs en Libye, Syrie, Iran, Irak, Egypte, et dans d'autres endroits, et aussi de nourrir l'idéologie islamiste sous prétexte que «ceci est authentique» et appartient aux sauvages. Des milliers de personnes dans notre région refusent de se plier à ces groupes terroristes islamistes authentiques et aux Etats. Regardez la résistance des femmes et des hommes, jeunes et vieux du Kurdistan, qui prennent les armes contre ces groupes islamistes. Ce que nous devons faire en tant que progressistes est de résister partout contre ces attaques horribles, et en même temps être attentifs et nous opposer à la division capitaliste dans nos sociétés sur la base de termes comme «civilisé» et «sauvage», «nous» et «eux», «nos valeurs» et «leurs valeurs». Cela ne fera que fournir un terrain fertile aux groupes terroristes comme Daech, Boko Haram, Al-Qaïda, et servir à beaucoup d'autres pour prospérer. Nous avons besoin de l'unité sur nos propres bases, sur la base de l'égalité entre tous les peuples.

Amour et solidarité

Houzan Mahmoud

Comment François Hollande voudrait lutter contre l'État islamique

Dans son discours du 16 novembre 2015, suite aux attentats qui ont coûté la vie à 129 personnes à Paris, François Hollande a fait plusieurs effets d'annonce qui méritent d'être relevés et critiqués.

François Hollande propose de «déchoir de sa nationalité française un individu condamné pour une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ou un acte de terrorisme, même s'il est né français». Cependant, cette procédure ne doit pas rendre apatride et ne s'applique donc que si la personne bénéficie de la double nationalité. Ces dispositions existent déjà depuis 1993 dans l'article 25 du code civil. Elles ont déjà été appliquées contre des personnes liées au terrorisme. Si Hollande les agite, c'est par pure démagogie, pour satisfaire les revendications d'une partie de la droite qui agite ce drapeau depuis quelque temps. C'est une simple variation sur la vieille antienne réactionnaire : «La France, tu l'aimes ou tu la quittes», dans le contexte raciste où Valls enterre une énième fois la promesse socialiste du droit de vote pour les étrangers aux élections locales. Dans la lutte contre le terrorisme, c'est une mesure d'une efficacité folle : les candidats à l'attentat suicide seront sûrement arrêtés dans leur projets par la crainte de perdre leur nationalité.

Dans le même ordre d'idée, François Hollande aimerait que l'on puisse «expulser plus rapidement les étrangers qui représentent une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public et la sécurité de la Nation», le tout dans le respect des engagements internationaux de la France. Donc, si une personne prépare des attentats, on l'envoie les préparer dans un autre pays... C'est une absurdité, même si on laisse de côté que les auteurs des attaques de ces derniers jours étaient de nationalité française.

C'est d'avantage une menace pour les étrangers qui se battent pour leurs droits en France que pour les terroristes et leurs émules. François Hollande et ses conseillers n'ignorent naturellement pas que les lois existantes en matière de lutte antiterroriste permettent d'arrêter et de condamner toute personne qui participe de près ou de loin à la préparation d'un attentat, voire se renseigne sur la manière d'en commettre un.

Tout cela se trouve dans la loi du 13 novembre 2014, votée un an jour pour jour avant les attentats de Paris, taillée sur mesure pour la lutte contre les jihadistes. Au-delà de la bourde stupide, la rhétorique de François Hollande sert simplement à légitimer les expulsions d'étrangers en général, à satisfaire la xénophobie ambiante.

Daech ne fait pas seulement des attentats, mais aussi et surtout la guerre en Syrie et en Irak, tout comme sa filiale Boko Haram le fait dans une grande partie de l'Afrique, tout comme son allié le gouvernement d'Erdogan en Turquie, tout comme son adversaire Bachar El-Assad en Syrie. Ce sont ces guerres que les réfugiés fuient. François Hollande cherche des distinctions entre «ceux qui relèvent du droit d'asile mais renvoie dans leurs pays ceux qui n'en relèvent pas».

Qu'est-ce que ça signifie ? Que celles et ceux qui ont tout perdu, leur logement, leur ville, leur famille, leurs amis, qui ont laissé derrière eux leurs affaires, leurs souvenirs, vont devoir prouver l'improbable, à savoir qu'ils sont bel et bien des victimes de la guerre. Il ne peut ignorer que c'est le discours construit par l'extrême droite depuis des mois, propageant l'image de terroristes sournoisement infiltrés au milieu de hordes de réfugiés. Comme si les auteurs d'actions terroristes, qui sont tous ressortissants français, n'avaient pas d'autres moyens plus simples et plus rapides de circuler que de se faire passer pour réfugiés !

Du point de vue tactique dans la lutte contre le terrorisme, cette proposition est inutile. Du point de vue humanitaire, elle est nuisible puisqu'elle jette l'opprobre sur les réfugiés et les raisons pour lesquelles ils quittent leur pays natal. Du point de vue éthique, elle confond les victimes et leurs bourreaux, ceux qui causent les guerres et ceux qui les subissent. Derrière les belles paroles humanitaires de François Hollande se cache le durcissement de la situation pour les réfugiés. Quand il évoque les frontières nationales, les murs et les barbelés, qu'il tolère fort bien de la part de pays membres de l'Union européenne, c'est bien d'un renforcement de l'Europe forteresse dont il parle.

La police et la gendarmerie vont voir leurs effectifs revenir à leur niveau de 2007. L'effort consenti sera tel que les sacro-saints critères de stabilité de l'euro vont être mis de côté, avec la bénédiction de Bruxelles. Curieusement, les hôpitaux, les services d'urgence, qui ont joué un rôle essentiel dans la mise en place de soins immédiats aux centaines de blessés des attentats de Paris, ont été oubliés dans la liste. La loi santé a été repoussée, mais pas supprimée. Annoncé dans le contexte de ces attentats, le gonflement des effectifs policiers semble couler de source. Mais alors, comment expliquer que deux jours après le discours de François Hollande, le RAID ait été utilisé pour déloger trois logements occupés par des squatters, militants de gauche qui n'ont rien à voir de près ou de loin avec Daech, ni avec l'islamisme en général ? Parler, comme le fait François Hollande, des «conditions dans lesquelles ils peuvent faire usage de leurs armes» est inquiétant dans ce contexte. S'agit-il de lutte contre Daech, ou de tuer d'autres militants écologistes, comme Rémi Fraisse voici à peine plus d'un an ? Contre qui, contre quoi doivent servir les unités d'élite ? Contre celles et ceux qui occupent des logements vides, qui luttent pour défendre l'environnement, ou contre les kamikazes de Daech ? Les

événements donnent à réfléchir sur ce que peut signifier l'état d'exception prolongé.

Voici des années que des militaires équipés de Famas sont déployés dans les gares, dans les galeries marchandes, dans les rues des grandes villes. Pour quel résultat ? Aucun, si ce n'est de satisfaire l'idéologie sécuritaire sous prétexte de rassurer les populations. Face à la stratégie de Daech, doit-on mettre des soldats en armes dans chaque concert, dans chaque musée, à chaque terrasse de bistrot ? Face aux attentats de Paris, l'armée a été déployée pour sécuriser la capitale, mais c'est une unité de police qui a été envoyée à l'assaut du Bataclan. Depuis les attentats du 11 septembre à New York, tous les analystes n'ont cessé de répéter que les moyens les plus efficaces contre le terrorisme étaient le renseignement humain et l'infiltration. Dans ce contexte, les mesures annoncées par François Hollande n'ont à peu près aucun rapport avec les objectifs fixés. Elles s'inscrivent simplement dans la continuité des politiques sécuritaires de ses prédécesseurs.

Le ton de François Hollande est très guerrier, très martial. Il promet à l'armée de geler les diminutions d'effectifs pour quatre ans et de la réorganiser en fonction des objectifs du moment. Comptons un peu. Où sont les soldats français stationnés en dehors de la métropole ? En Syrie, aux côtés des YPG qui tiennent victorieusement tête à Daech ? Certainement pas. En dehors de l'opération Barkhane, où 3 000 soldats sont effectivement déployés contre les jihadistes dans cinq pays du Sahel, la principale force française en dehors de la métropole est située en Guyane, avec 2 200 soldats, soit plus que l'immense équipage du Charles de Gaulle. Comme chacun sait, la Guyane a des frontières communes avec la Syrie... Plus de 7 800 soldats stationnent dans les DOM-TOM pour maintenir les derniers restes des colonies françaises. D'autres servent à défendre les investissements des entreprises françaises dans la FrancAfrique, comme les 900 soldats stationnés au Gabon. Et ainsi de suite...

François Hollande peut agiter dans tous les sens les mots de République, de Liberté et de Démocratie, la réalité restera la même : l'armée française sert à maintenir sa puissance néocoloniale, pas à défendre des principes. Pendant ce temps-là, le PKK, dont les YPG sont la branche armée en Syrie, est toujours considérés comme des terroristes dans l'Union européenne, certains de ses militants font toujours l'objet de poursuites en Belgique et en Allemagne, alors que c'est la seule force progressiste qui mène réellement la guerre à Daech. François Hollande préfère bombarder Raqqa, sans soucis des victimes civiles, plutôt que de financer et de soutenir en armes et en munitions celles et ceux qui combattent réellement Daech sur le terrain. Tout le discours de François Hollande est truffé d'appels à la Droite, jusqu'à la reprises des propositions de Balladur en 2007 pour justifier l'état d'exception prolongé. Il est truffé de concessions aux politiciens les plus racistes, les plus xénophobes, les plus réactionnaires.

Son contenu réel n'a pas grand rapport avec la lutte contre Daech et certaines de ses propositions prêteraient à rire si elles ne portaient pas sur des choses si graves. Quant aux causes du terrorisme, quant aux raisons pour lesquelles de jeunes Français deviennent jihadistes, quant aux moyens de le prévenir, il n'en souffle mot. Il ne s'agit pas de faire de l'angélisme, bien au contraire.

Pour les communistes-ouvriers, il faut affronter Daech avec la plus grande détermination. Mais ce n'est pas en luttant contre les réfugiés, en donnant satisfaction aux racistes, en faisant de la démagogie sécuritaire qu'on combat Daech. Il faut soutenir, financièrement et militairement, les progressistes qui se battent dans tous le Moyen-Orient, en Syrie, en Irak, en Turquie, contre Daech et ses semblables, pour l'égalité et pour liberté.

Nicolas Dessaux

Attentats à Paris : des conséquences prévisibles...

Les tueries du 13 novembre, à Paris, dix mois après celles visant *Charlie Hebdo* et le supermarché kasher, viennent tragiquement s'ajouter à la longue liste des horreurs commises par le soi-disant «État islamique» en Irak et en Syrie: exécutions en masse de prisonniers de guerre et de civils, massacres de minorités, mise en esclavage des femmes, attentats aveugles par dizaines ...

La colère, le dégoût et la tristesse ne doivent cependant pas empêcher la réflexion. Les attentats à Paris vont donner lieu à des tentatives d'instrumentalisation politique et avoir des conséquences évidentes. Il nous paraît important de les identifier parce qu'elles nous paraissent dangereuses.

1° Dans les semaines qui viennent, les agressions racistes, nationalistes vont se multiplier contre des lieux de culte musulmans, des locaux d'associations immigrées, des centres d'hébergement pour demandeurs et demandeuses d'asile, des squats, des femmes voilées. Cela s'était produit après les attentats de janvier. Cela va malheureusement se reproduire. Des militants ou sympathisants d'extrême droite, des imbéciles haineux vont tenter de jeter de l'huile sur le feu.

2° D'une manière plus générale nous allons assister à une vague de discours d'extrême droite pratiquant l'habituel double amalgame, «immigrés = musulmans = envahisseurs-envahisseuses» suivi de près par le «musulmans = terroristes». Ces discours racistes se dissimuleront souvent derrière une prétendue défense de la laïcité, de la liberté et de la sécurité et prendront des formes diverses : petites phrases médiatiques «chocs», déclarations troubles où l'on triture le vocabulaire pour que les étrangers inspirent la peur, appels délirants à la déportation de masse ou au meurtre sur les réseaux sociaux, où vont se répandre aussi fausses rumeurs et photomontages truqués qui sont une spécialité de l'extrême droite depuis des années.

La question de l'afflux et de l'accueil des réfugiés qui fuient actuellement l'Irak et la Syrie va être probablement au centre de cette offensive idéologique d'extrême droite qui va tenter de faire passer les victimes pour les bourreaux... alors que les tueries de Paris devraient nous aider à mieux comprendre la réalité terrible que fuient les centaines de milliers de réfugiés actuels. Là bas, c'est *chaque jour* qu'il y a des massacres... **Ces discours sont une insulte contre l'intelligence, la**

dignité morale et la solidarité humaine les plus élémentaires.

3° Nous allons assister à des surenchères sécuritaires de la part des partis politiques. Ça va être un concours de gros muscles à l'approche des élections. Ils vont chercher à surfer sur l'émotion légitime et la peur qui peut prendre des dimensions irrationnelles...

Comme toujours, *forcément* pour notre bien, l'État (et soyons clairs, l'État c'est pas toi, moi, nous, c'est autre chose, c'est pas neutre et, d'en haut, ça gouverne nos vies) va prétendre protéger LA liberté abstraite en réduisant nos libertés concrètes, en affirmant que la sécurité est la première des libertés, en accentuant les politiques de flicage et d'espionnage DE MASSE. Un terroriste, finalement, ça peut être n'importe qui, *donc ça peut être toi, donc toi aussi tu dois être surveillé*. On parle «d'assigner à résidence» (avec éventuellement des bracelets électroniques en plus) des personnes visées par des fiches de sûreté. Cela inclut-il les antifascistes radicaux qui se bagarrent parfois contre les fachos dans la rue, les syndicalistes arracheurs de chemises patronales, les anars amateurs de barricades, les ultragauches lanceurs de pavés, les antinucléaires débolonneurs de lignes THT, les zadistes de Notre-Dame des Landes ? *Tous ces gens-là font aussi l'objet de fiches de sûreté...*

On parle de créer une «Garde nationale» dont on voit mal en quoi elle empêchera le terrorisme, mais dont on voit très bien à quoi elle pourrait servir en cas de grève générale qui dégénère.

Le gouvernement déclare l'état d'urgence, parle de mettre en place une législation d'exception, mais ce serait *forcément* provisoire. Combien d'années peut durer le «provisoire» ? L'État ne donnera pas la réponse... Y aura pas non plus d'assurances concernant le fait que les mesures sécuritaires d'aujourd'hui ne serviront pas, *demain*, à criminaliser **encore plus** des conflits sociaux radicalisés, des révoltes dans les banlieues, des luttes anticapitalistes, écologistes... On voit déjà comment cet état d'urgence a servi ces derniers jours à perquisitionner des «délinquants» plutôt que des «terroristes» ; les catégories visées par le pouvoir risquent vite de devenir troubles et changeantes en fonction de ses besoins et au nom de la sacro-sainte efficacité, l'état d'urgence et autres législations d'exception pourraient bien perdurer et régir notre quotidien

4° Nous allons tous et toutes être fermement incités à adhérer au vieux MYTHE de l'unité nationale. Si les massacres à Paris peuvent, évidemment, susciter une douleur commune, celle-ci ne débouche cependant sur aucune unité réelle. Il n'y a pas d'unité entre un raciste et un antiraciste, entre les prolétaires et les capitalistes, entre les exploités et les exploités, entre les gouvernants et les gouvernés. Celles et ceux qui déclenchent les guerres sont rarement celles et ceux qui en meurent. Celles et ceux qui déclenchent les crises financières ne sont pas celles et ceux qui les payent. Celles et ceux qui subissent la pauvreté et les inégalités ne sont pas les mêmes que celles et ceux qui s'enrichissent grâce à elles. **Refuser**

de se mettre au garde à vous derrière un drapeau, un gouvernement, un État peut être mal vu. Nous assumons. Nous ne sommes pas dupes et nous espérons que vous ne l'êtes pas non plus et que, vous aussi, aucune «unité nationale» ne vous fera taire.

5° À gauche comme à droite, les discours tentant de faire du dictateur Bachar El-Assad un «partenaire de la lutte antiterroriste» vont se multiplier. On va essayer de nous faire croire que ce boucher qui est à l'origine du conflit ferait partie de la solution, lui dont le régime est responsable de la majorité des 300 000 morts du conflit syrien et de l'exil de la majeure partie des réfugiés syriens, lui qui a libéré des milliers de jihadistes pour pourrir la rébellion et essayer ensuite de se faire passer pour un rempart contre le terrorisme. Les États occidentaux ont déjà sans surprise laissé crever la révolte populaire syrienne, alimentant ainsi le désespoir et en partie la montée du jihadisme et maintenant, *en plus*, il s'agirait de sauver ce régime tyrannique. Voilà un beau projet... surtout pour les jihadistes qui ne manqueront pas d'exploiter l'écœurement compréhensible des populations locales s'il se concrétisait. **De toute façon, les États occidentaux, iranien, russe, les monarchies pétrolières n'interviennent pas en Syrie et en Irak pour les populations mais essentiellement pour défendre leurs intérêts stratégiques et économiques impérialistes.**

Ce panorama politique est loin d'être réjouissant, d'autant plus que les phénomènes évoqués se nourrissent les uns les autres. Le cercle est vicieux. Il se resserre et on est au milieu. Et on commence à étouffer là-dedans. **Et si, dans ce cercle vicieux, il n'y avait aucun camp à choisir ?** Ni celui de l'extrême droite franchouillarde, ni celui de cette autre extrême droite qu'est le jihadisme, ni celui de l'État ? **Et si l'important était de briser collectivement le cercle, de s'en échapper pour tracer une autre route ?**

Plus facile à dire qu'à faire, hein ? Mais le chemin se fait en marchant. Et les points de départ peuvent être nombreux. Ils sont souvent en bas de chez nous. Par exemple ?

– **Participer aux luttes sociales**, combattre les inégalités capitalistes, les discriminations sociales, la précarité, les politiques antisociales d'austérité qui alimentent la dégradation de nos conditions de vie, la misère, le désespoir et l'absence de perspectives ET la montée de l'extrême droite ET les tendances à la radicalisation islamiste.

– **Soutenir les migrants et les réfugiés, leur manifester concrètement notre solidarité antiraciste, antifasciste et de classe.** À Caen, depuis des années, des squats sont ouverts pour les accueillir, pour pas qu'ils soient à la rue, peu importe leur nationalité, leur couleur, leur religion (s'ils ou elles en ont une). Une assemblée ouverte organise la lutte et y a toujours besoin de coups de mains. **Y a des infos sur notre site.**

– **Manifester notre solidarité internationaliste, par-dessus les**

frontières, avec les résistances sociales et féministes en Syrie et en Irak.
Au Kurdistan syrien, depuis deux ans, des milliers d'hommes et de femmes combattent l'État islamique, libèrent des populations et essaient de construire une alternative démocratique. Ils et elles n'ont pas grand-chose mais ils et elles en veulent. Ils et elles ont besoin de soutien financier pour aider les réfugiés, reconstruire les villes détruites, développer les productions locales nécessaires, se procurer des armes. **Eh oui, on n'arrête pas l'État islamique seulement avec des idées et des alternatives sociales, faut aussi des balles. Vous trouverez des coordonnées bancaires où envoyer de l'argent sur notre site. Faites-le, l'État français ne le fera pas à votre place,** il n'a pas envoyé un seul mortier là bas (ça fâcherait l'État turc avec qui il y a du business à faire)... Collecter du fric et informer là-dessus, on l'a fait pendant des mois dans les rues de Caen. On continue mais on vous tend aussi le relais.

La résignation, l'individualisme, l'indifférence ne mèneront nulle part.

Les temps qui viennent vont être durs.

Ce n'est pas en courbant la tête qu'on changera les choses, c'est en la relevant, en s'organisant et en luttant.

Tant qu'il le faudra...

Regroupement révolutionnaire caennais

Le combat social, voilà la guerre véritable

Publié le 21 novembre 2015

Analyse du groupe anarchiste Salvador-Seguí (FA, Paris).

Après le terrorisme jihadiste, voici revenue la terreur d'État. Une terreur alimentée par une classe politique qui dit «amen» aux délires ultra sécuritaires d'un gouvernement qui lui-même n'en finit plus d'alimenter la peur, à coups de déclarations imbéciles et infondées, sur, par exemple, la crainte d'attaques chimiques. «*C'est la guerre*», nous dit-on partout, sur les plateaux télé, dans les journaux, au travail. Des milliers de militaires et de flics se déploient dans nos rues, armes lourdes en bandoulière. Les regards sont suspicieux, la police contrôle à tout-va, ici une voiture, là un individu jugé suspect. Les perquisitions se multiplient, on casse des portes, on traîne des hommes à moitié nus dans la rue, le tout sans mandat – l'état d'urgence permet tout.

Cette situation hallucinante, dans laquelle l'État exhibe sa force de frappe, nous est partout présentée comme normale. «*C'est normal, nous sommes en guerre.*» Personne n'ose émettre la moindre critique à l'égard de ce défilé de bottes et d'armes ; la preuve en est : le vote de 551 députés sur 557 exprimés pour la prolongation de l'état d'urgence. Au contraire, on n'a de cesse d'encenser les flics, qu'on nous présente comme des héros habités par le courage, valeureux et téméraires, bons et prêts à servir. On oublie les innombrables bavures mortelles qui ensanglantent l'uniforme des petits soldats de la République, on oublie les manifestations dispersées dans la violence, on oublie les insultes essuyées lors des contrôles, bref on fait table rase de tout ce qui pourrait ternir l'image d'une institution policière présentée comme le dernier rempart à la barbarie.

Comprendre les oppressions, s'implanter socialement

L'État nous rejoue son tour de passe-passe favori. Affaibli par une situation économique désastreuse qu'il n'arrive pas à redresser et par la preuve flagrante de son incapacité réelle à protéger ses sujets, il cherche à retrouver sa légitimité à travers sa police et dans la violence. Un choix politique fort, qui traduit bien ses principales préoccupations – régaliennes et sécuritaires –, là où il aurait très bien pu, par exemple, réinvestir dans les services publics et la protection sociale qu'il détruit peu à peu. Car, ne nous leurrions pas, le terrorisme jihadiste n'est rien d'autre que l'enfant terrible d'une république bourgeoise qui engendre pauvreté, misère et précarité, sacrifiant le quotidien de millions de personnes sur l'autel des profits de ses classes dominantes et possédantes.

L'islamisme radical s'implante dans les quartiers populaires en se greffant sur certaines des colères légitimes qui les habitent et en se présentant comme la solution dans ces territoires où l'État social a quasiment disparu. L'État, mais aussi le mouvement social, syndical et associatif, désormais réduit à portion congrue. Une disparition qui, cette fois, nous concerne tous et qui devrait interroger tous ceux qui, à juste titre, ne mettent aucun espoir en l'État. La meilleure riposte contre l'islamisme n'a jamais été dans un déploiement décomplexé de forces militaro-policières ni dans la multiplication des enfermements carcéraux, qui ne font qu'attiser une haine sociale légitime qui pourrait trouver refuge dans des idéologies meurtrières qui frappent aveuglément. La seule réponse qui vaille, la seule réponse pérenne, est une réponse sociale, qu'on doit construire en apprenant à analyser les oppressions que nous subissons, afin de mieux comprendre d'où elles viennent et qui elles servent. Et ainsi ne pas se tromper d'ennemi quand l'heure est au combat. L'ennemi n'est pas plus le travailleur musulman que le travailleur fan de rock, ce n'est pas celui qui, après le travail, se réfugie dans une mosquée ni celui qui lui préfère la terrasse d'un bar.

L'ennemi, c'est cet État qui nous surveille et nous opprime, c'est ce patronat qui nous exploite, c'est cette classe politique qui nous monte les uns contre les autres, ce sont ces pouvoirs théocratiques qui nous abrutissent. Toutes ces institutions, tous ces individus, toutes ces idéologies sont les premiers responsables de la misère et de la violence sociales. Et tant que nous ne prendrons pas conscience qu'au-delà des appartenances nationales et religieuses, qu'au-delà des sexualités et des cultures, on appartient tous à une même classe d'exploités, que nous partageons tous, bien qu'à des degrés divers, la même souffrance, eh bien nous ne sortirons jamais de la spirale de mort dans laquelle le capitalisme et l'État nous ont enfermés. Un gros travail d'implantation sociale est à impulser ou à poursuivre, dans nos quartiers, dans nos lieux de vie, dans les entreprises qui nous emploient, pour ne pas laisser ces déserts politiques à la merci de l'extrême droite et des fanatiques de tous poils. Le tissu syndical et associatif est un des vecteurs principaux de cette implantation, et il est plus que jamais nécessaire de ne pas le laisser dépérir.

Contre l'état d'urgence et les patriotismes

En attendant, il nous appartient à tous de nous mobiliser contre le danger immédiat qui nous guette, et qui a déjà frappé : cet état d'urgence qui préfigure un État encore plus policier, encore plus répressif, encore plus violent, un État terroriste. Le climat de peur que les politiques et les médias instaurent n'est là que pour légitimer un peu plus ces solutions démagogiques qui reviennent à sacrifier nos libertés individuelles et collectives à une sécurité qu'on sait déjà cruellement illusoire. Il serait dangereux et faux de croire que ce ne sont pas nos libertés qu'on abandonne, mais seulement celles du voisin terroriste ; ces mesures nous

concernent tous et servent les intérêts des mêmes dominants. Déjà, d'ailleurs, le crime leur profite : l'état d'urgence leur a permis d'interdire des rassemblements et des manifestations, notamment celle qui, le 29 novembre, entendait dénoncer la mascarade politique qu'ils appellent COP21. À ces interdictions opportunes pour le gouvernement s'ajoutent aussi tous les cadeaux faits aux forces dites de l'ordre. Ainsi les pressions des syndicats de police ont-elles fait plier, sans trop forcer, la direction générale de la police nationale, qui vient d'autoriser les flics à porter leur arme en toutes circonstances, même en dehors de leur service, achevant d'en faire les petits cow-boys qu'ils rêvaient d'être.

De même, il nous appartient de dénoncer et de combattre, dans la rue si besoin, les sursauts nationalistes et patriotiques, qu'ils prennent les formes odieuses du racisme et de l'islamophobie ou, simplement, de la bêtise crasse, celle qui entend ériger en modèle culturel dominant des modes de vie complètement fantasmés et à cent lieues des quotidiens misérables et précaires d'une large partie du prolétariat français et immigré. Non, Paris, ce n'est pas seulement des terrasses et des concerts de rock, c'est aussi le théâtre d'une gentrification violente et de l'exploitation économique, le lieu d'errance dramatique de centaines de sans-domicile-fixe, des campements de migrants harcelés par les flics, des humiliations policières racistes dans les transports en commun et les quartiers populaires, des lieux de vie fascistes. Paris n'est pas une fête pour tout le monde, c'est une ville à l'image de notre société, où la richesse côtoie la misère et où l'impunité des puissants nargue la répression tous azimuts des classes populaires.

Groupe anarchiste Salvador-Seguí (FA)

Paris, le 21 novembre 2015

Communiqué du groupe Regard noir de la Fédération anarchiste

Passés le choc et la frayeur, il est difficile de trouver des mots qui ne sonneront pas creux suite à cette soirée du 13 novembre. Si nous savons que d'autres massacres ont lieu fréquemment dans le monde, si nous sommes internationalistes, donc solidaires des victimes des attaques à Ankara, Nairobi, Suruç, Beyrouth, Tunis et ailleurs, nous ne pouvons pas faire comme si ces attentats ne nous avaient pas particulièrement touchés. En tant que militants parisiens, ces attaques ont frappé des lieux que nous fréquentons, des rues que nous arpentons, ont touché des connaissances, camarades et amis. Nous dirons donc les choses telles que nous les ressentons et les pensons.

Nous assurons les familles et les proches des victimes de notre sympathie. Nous avons conscience que cela ne changera pas grand chose pour elles et eux, mais cela nous permettra peut-être donner du sens à tout cela.

Garder la tête froide n'est pas simple sous l'avalanche de discours médiatiques et politiciens qui, sous prétexte de solidarité, tentent d'instrumentaliser notre émotion. Ce que ces discours travaillent à occulter, c'est que ces attentats sont le fruit d'une situation politique, économique et sociale: les racines de ces actes meurtriers plongent dans la guerre, la misère, la stigmatisation et l'exclusion, en France et dans les pays où elle intervient militairement. Les idéologues qui se servent du religieux pour orienter les ressentiments générés au profit de leurs propres intérêts politiques, économiques et militaires prospèrent sur cette base. Prévenir réellement ces assassinats, c'est avant tout lutter contre les conditions qui les ont rendus possibles. La France est en guerre depuis longtemps, au Mali, en Centre-Afrique, en Syrie notamment. Les mesures et les discours réactionnaires en France, depuis des années, renforcent la stigmatisation et l'exclusion des musulmans ou assimilés. Les politiques antisociales menées par les gouvernements successifs, la guerre aux pauvres et aux travailleurs menées par la bourgeoisie achèvent la recette de ce cocktail explosif dont nos dirigeants, tous partis confondus, sont responsables.

Nous ne devons pas céder à la logique de guerre civile. Tout comme lors des attentats de janvier, le principal but recherché par les commanditaires des attentats est de renforcer la stigmatisation des musulmans en espérant nous faire entrer dans une logique de guerre des civilisations, et d'asseoir leur influence sur ces populations marginalisées. Ce n'est pas relativiser les faits que de noter que la majorité des victimes

d'attentats sont musulmanes, dans des pays à majorité musulmane. Les discours sur la fermeture des mosquées dites intégristes ou radicales construisent un parallèle immédiat entre «intégriste» et «terroriste», le passage de l'un à l'autre étant présenté comme un simple glissement, alors que le recours à la violence armée procède d'une logique différente.

De fait, dans le cadre de ce type de discours, les propos sur le «refus des amalgames», ne sont qu'une hypocrisie. Ne nous laissons pas duper par la campagne politique en faveur de l'union nationale. Les co-responsables de ces attentats sont aujourd'hui au pouvoir, dans les médias, et dans tous les partis politiques : du Front de gauche qui a soutenu les interventions militaires, au Front national dont tout le monde connaît les positions. En favorisant la stigmatisation de ceux qu'on considère comme "étrangers", en agressant les populations d'autres pays, et de façon plus générale en contribuant aux inégalités sociales, la classe dirigeante a une part majeure de responsabilité. Leur unité nationale interdit nos manifestations et stigmatise des migrants. Des syndicats retirent leurs appels à la grève et les menaces sur le mouvement social se font plus pressantes. Leur unité nationale est une affaire de communication pour nous faire accepter l'état d'urgence. D'autre part, nous considérons que les attaques du 13 novembre ont peut-être ciblé la France mais c'est le prolétariat qui a été ici principalement touché, à travers ses lieux de vie et de loisir. Ce ne sont ni le Sénat ni le Fouquet's qui ont été frappés. Ce sont les nôtres, dans leur diversité, qui ont été victimes de ces attaques. L'État français n'est pas soudainement devenu notre allié. Rappelons-nous les mesures répressives passées après les attentats de janvier. L'État qui se présente comme notre défenseur ne nous protège pas autant qu'il le prétend, car son existence même et son action est à la base des inégalités et de l'injustice, conditions de pareils massacres.

À présent, comment agir ? Comment ne pas céder aux sirènes médiatiques et politiques ? Comment lutter afin que de pareils événements ne soient plus possibles ? Comment résister à l'offensive xénophobe qui ne manquera pas de déferler ? Il nous faut sortir de la logique du «choc des civilisations» promue, qu'elles l'admettent ou non, par les classes dirigeantes françaises, et reprise par l'État islamique. Notre camp n'a pas changé, nos alliés ne sont pas, et ne seront jamais au pouvoir. Dans les luttes qui s'annoncent, notre place est résolument au côté des syndicalistes réprimés, des collectifs de résistance à la guerre aux pauvres, des personnes migrantes, musulmanes ou assimilées qui luttent contre la stigmatisation, et de toutes les personnes qui subissent des attaques en raison de leurs croyances ou de leurs origines. Ce camp social, c'est celui des solidarités entre nous autres d'en bas qui ne pouvons vivre que de moyens modestes et qui subissons chaque jour les injustices d'en haut.

Aujourd'hui comme hier, et pour demain, il nous faut nous réunir, nous associer et nous organiser pour combattre les maux qui affligent cette

société, en impulsant ou en rejoignant des associations de solidarité, des réseaux locaux d'entraide et d'accompagnement des plus opprimés. S'engager, militer, faire de la liberté et de l'égalité des valeurs concrètes dans les actes du quotidien.

Nous ne devons pas accepter les injonctions à rester chez nous, à ne plus agir, à «laisser la police faire son travail». Nous devons au contraire nous rassembler pour montrer que les tentatives de division de notre classe ne prennent pas, qu'elles viennent des assassins au pouvoir ou des assassins illégaux. Les bombardement de représailles contre Daech montrent bien que nos gouvernants ne comptent pas changer leur façon d'agir. Leur ligne de front n'est pas la notre. Si ligne de front il doit y avoir, elle doit être contre l'État, qu'il soit islamique ou pas. La guerre civile n'aura pas lieu.

Il nous faut garder espoir. Les expressions de solidarité spontanées, les dons du sang, les «portes ouvertes», les appels à la paix, ces foules rassemblées en hommage aux victimes repoussant les fascistes à Metz ou Lille, sont autant de notes positives. Cultivons ces éclairs de solidarité contre la peur et l'ordre sécuritaire prôné par nos ennemis. Les anarchistes se doivent de se dresser contre les injustices où qu'elles frappent et d'où qu'elles viennent. Si la situation politique prend le chemin d'attaques, étatiques ou non, contre des immigrés, des croyants ou des militants progressistes, nos ennemis nous trouveront sur leur route.

Courage, les mauvais jours finiront.

Groupe Regard Noir de la Fédération Anarchiste

Lettre ouverte au site libertaire «Sous la cendre»

Préambule

Envoyée au début de la semaine dernière à «Sous la cendre», cette lettre n'a reçu aucune réponse.

Sachant qu'elle tente d'aborder des questions qui dérangent, ici celle de l'islam, sur laquelle pas mal de libertaires et assimilés préfèrent faire silence, par peur d'être taxés «d'islamophobie», je suis donc amené à la diffuser largement.

Quelques précisions

D'abord, dans la lettre, je souligne que le réductionnisme affiché dans «Ni de leur guerre, ni de leur paix» me rappelle celui qui présida à la rédaction de «Notre royaume est une prison», à l'époque de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, en 1980. Bien entendu, je ne me livre à aucune analogie facile, qui me conduirait à affirmer que l'auteur de «Ni de leur guerre, ni de leur paix» est a priori négationniste, ce qui était déjà le cas de rédacteurs de «Notre royaume». Par contre, vu le travers, propre à l'idéologie rationaliste à la française, dont il fait preuve, il favorise l'escamotage des questions «maudites» auxquelles beaucoup de «libertaires» autoproclamés ne veulent pas se confronter par pur opportunisme envers les préjugés qu'ils attribuent en bloc aux couches sociales qu'ils aimeraient bien racoler, sans même être à l'écoute des individus auxquels ils sont censés s'adresser. Ils oublient même parfois que des Maghrébins peuvent être athées ! Sans s'en rendre compte, ils reprennent, en quelque sorte à leur compte, l'idéologie d'Etat, comme expression renversée de la réalité, alors que cette dernière est beaucoup plus complexe et plus contradictoire qu'il n'y paraît dans le discours des gestionnaires de la domination.

Enfin, pour montrer que je ne fais aucune fixation obsessionnelle sur l'islam, je rappelle que les mêmes «libertaires», en quête permanente de causes improbables à soutenir et de victimes de «nos» États à défendre, ont souvent des attitudes identiques envers d'autres religions, à commencer par le catholicisme, en Europe même. Sans même remonter à l'époque de l'apparition de «Solidarnosc» en Pologne, je pense ici à l'Irlande où les républicains du «Sinn Féin», non contents d'être nationalistes sont, de plus, cléricaux. Ce qui n'est pas sans conséquence, à commencer par leur hostilité légendaire à la possibilité d'avorter. Il y a à peine six mois, à leur

dernier congrès, leur direction a finalement reconnu du bout des lèvres qu'elle était pensable, sans même que cela fasse l'unanimité, «dans certains cas» : ceux où le fœtus est atteint de maladie, déformation ou handicap qui permettent au corps médical de «douter de ses chances de survie». Affirmer que le «Sinn Féin» et les populations irlandaises (qui, en particulier en Ulster, le soutiennent) partagent sur de telles questions des positions infâmes, est-ce faire preuve de «cathophobie» ? Alors même que l'État britannique, pour gérer au mieux la situation du côté de Belfast, interdit là-bas ce qu'il accepte ailleurs, en Grande-Bretagne ! Poser la question, c'est y répondre.

Bonjour,

J'ai été étonné de retrouver affiché sur votre site le texte «Ni de leur guerre, ni de leur paix», sans le moindre commentaire critique. Texte qui me semble particulièrement mal venu et que je ne diffuse pas pour plusieurs raisons dont la première est l'absence d'empathie envers les premiers concernés par le massacre, par exemple au Bataclan, les morts, les blessés, les proches, pour la plupart des «teenagers», y compris de banlieue, comme je peux en connaître, parfois depuis longtemps, ou en croiser là où j'habite dans le 93 (Seine-Saint-Denis).

Lesquels «teenagers», à l'occasion d'origine maghrébine, étaient horrifiés par les massacres, ont passé leur nuit au téléphone et, pour certains, à courir les hôpitaux, craignant pour la vie de leurs amours, de leurs amis et de leurs relations, en vadrouille au centre du cyclone. Pourtant, malgré leur intense émotion, ils n'amalgamaient pas les «fous de Dieu» aux Arabes, aux Maghrébins, ni même aux musulmans en général. Et tous condamnaient le lendemain l'instauration de l'état d'urgence et les appels à chanter *La Marseillaise* sur Facebook. Bref, le texte me rappelle, dans son esprit, ces «analyses» prétendument «objectives» dans les années 1970-1980, où les «subjectivités» étaient refoulées, concernant les massacres des juifs, à l'époque du nazisme. Il est impossible de répondre à l'utilisation des émotions par l'État hexagonal, ce que je suis le premier à faire, par la froideur de pseudo-analyses critiques «géopolitiques» du niveau du premier politologue «révolutionnaire», interviewé par le *Monde diplomatique*.

La deuxième raison, en liaison avec la première, c'est que le texte, vu son caractère intemporel, aurait pu être écrit il y a quarante ans, à l'occasion d'attentats sponsorisés par Carlos et le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), à l'époque du panarabisme, qui refoulait la question de la religion au nom de l'hypothétique construction de quelque État nation laïque, parfois même affublé de l'appellation incontrôlée «socialiste», en Palestine.

Or, la question de la religion en général et celle de l'islam en particulier remontent à la surface plus que jamais, au point que ce que nous pensions dépassé avait été plus prosaïquement refoulé, en particulier dans les

discours des leaders du panarabisme, du nassérisme et de ses avatars, déjà bien décomposés à la fin de la Guerre froide. Par exemple, la question des particularités de «l'islamisme radical», comme idéologie qui combine le politique et le religieux dans le cadre des rapports mondiaux actuels, fruits pourris de la liquidation des Blocs, est totalement passée sous silence dans le texte et réduite, de façon marxéuse, à la dimension de conflits entre États nations, au sens moderne, de luttes pour les marchés, etc. Or, la question soulevée par «l'islamisme radical», en Syrie et ailleurs, sous la bannière défraîchie de la Guerre sainte, n'est pas plus réductible à «l'implacable logique» du capitalisme et de l'État, en général, que celle du nazisme envers les juifs, les tziganes, etc. Il va falloir empoigner à bras le corps l'histoire de «l'islamisme radical», et le combattre en tant que tel, sans faire évidemment la moindre concession à la démocratie, à l'État républicain, à ses situations «d'urgence», à ses lois de la même veine, etc. Sinon, nous risquons de le banaliser, comme les révisionnistes le firent, et continuent à le faire, à propos de l'antisémitisme.

Car, je le dis tout net, sur la question des derniers massacres à Paris, ce texte est aussi faux, dans sa démarche, que ceux sortis, à l'époque du révisionnisme et de l'attentat de la synagogue de la rue Copernic, par les néobordiguistes, du genre «Notre royaume est une prison», en 1980. De façon générale, je pense que nous serons en accord là-dessus : la question religieuse n'est pas réductible à celle de «la logique» du capitalisme et de l'État. Pas plus que l'aliénation moderne n'a fait disparaître des aliénations millénaires, même si elle les modifie, les utilise, etc. Ce qui est aussi le cas de «l'islamisme radical», vu ce qu'il charrie de fanatisme religieux, déjà en termes de destructions accompagnées d'autodestructions violentes. Lesquelles ont comme objectif, non pas la réalisation de quelque État nation, mais celle, imaginaire, de la théocratie universelle préconisée dans le Coran, avec, comme récompense des bienheureux sacrifiés sur l'autel du Prophète, l'accès au paradis peuplé de vierges. Je pense que des Européens, pétris de culture chrétienne, puis laïque, ne comprennent pas à quel point les discours et les communiqués des imams, même fondamentalistes, rencontrent des échos dans la tête des musulmans d'ici, même si nombre d'entre eux sont gênés, voire horrifiés, par les actes commis par des «frères» au nom de l'islam.

Bref, en termes de critique, l'islamisme disparaît de l'horizon de pas mal de libertaires et assimilés, pour des raisons bien résumées dans le texte «Croire ou penser, il faut choisir !», disponible sur le blog de Floréal. La haine légitime contre «notre» État ne doit pas nous conduire à écrire des textes aussi réducteurs que «Ni de leur guerre, ni de leur paix». C'est une chose que de critiquer l'État républicain, comme je le fais sans concession, entre autres auprès des «jeunes» que je connais sur «ma» banlieue, y compris depuis cinq jours. C'est autre chose que de défendre des positions réductrices, qui évacuent la critique de l'islamisme et de ses horreurs

spécifiques, comme le fond nos citoyens à gauche de la gauche, particulièrement dans le 93. Au point d'accepter sans réagir, sous prétexte de ne pas stigmatiser en bloc les «musulmans», des propos vulgairement complotistes et antisémites, que j'entends parfois dans des cafés maghrébins de «ma» banlieue : «Les attentats sont horribles, mais ils ne sont pas le fait de vrais musulmans, mais de fous manipulés par Israël.» En ce qui me concerne, je ne tolère pas plus ce genre de propos, qui visent à dédouaner l'islam, que ceux de chrétiens qui affirmeraient : «L'Inquisition n'avait rien à voir avec le christianisme et l'Église romaine, elle était sans doute manipulée par les rabbins d'Amsterdam.» Quitte à me faire traiter «d'islamophobe» par de prétendus libertaires et assimilés, je n'escamoterai pas la critique de la religion. Sans évidemment assimiler a priori des individus, ici musulmans, à des «fous de Dieu». Par contre, lesdits libertaires de pacotille croient possible, par des tentatives d'approche opportuniste, de racoler des «jeunes» islamisés à des degrés divers. Misère du militantisme !

Ni Dieu, ni maître.

André Dréan

Paris, le 18 novembre 2015

Pour correspondre, écrire à nuee93@free.fr

P.-S. L'objectif de ma lettre n'est pas de stigmatiser «Sous la cendre», mais d'aller à la rencontre de personnes avec qui j'ai a priori envie de soulever des questions importantes. Ce qui n'est pas le cas avec de prétendus libertaires comme ceux qui, dans «Alternative libertaire» et ailleurs, assimilent frauduleusement la critique de l'islam à de «l'islamophobie» et qui, par suite, déroulent le tapis rouge devant des lobbies aussi infréquentables que celui des «Indigènes de la république».

Bêtisier : Pour éviter de traiter du terrorisme islamique la revue «marxiste» en ligne *Période* publie une réflexion «morale» sur les crimes de guerre de...(devinez qui ?)

26 novembre 2015

Les «marxistes» sont censés être des gens qui réfléchissent plus que les autres (normal : ils possèdent les outils de la «science marxiste» et du matérialisme dialectique, véritable science des sciences selon saint Staline et saint Althusser) et qui ont réponse à tout.

Comme les «marxistes» de la revue *Période* n'avaient rien à dire (du moins publiquement) sur le terrorisme islamique et les derniers massacres commis à Paris le 13 novembre 2015, ils ont traduit et publié le 16 novembre, **soit seulement trois jours après les massacres de Paris**, un article qui prétend poser des jalons d'une réflexion «éthique» sur (devinez quoi ?)... les crimes de guerre de l'Etat israélien. Le titre de cet article est tout un programme : «Jeter la première pierre : Qui peut, et qui ne peut pas condamner les terroristes ?»

Non seulement l'auteur du texte, G.A. Cohen, ne parle pas une seule fois du terrorisme jihadiste (et pour cause, ce n'était pas le sujet de son article écrit avant les attentats et centré sur Israël et la Palestine) mais les «marxistes» de la revue *Période* font précéder cet article d'un chapeau hypocrite que nous reproduisons in extenso ci-dessous. Ce chapeau laisse entendre, sans le dire ouvertement, mais en le suggérant tout de même, qu'il pourrait y avoir un lien entre la réflexion sur les crimes de guerre de l'Etat israélien et ceux de l'Etat islamique.

On ne peut pas leur reprocher de l'avoir vraiment écrit puisqu'ils ne l'ont pas fait... Ils se contentent d'un sous-texte... en prétendant vouloir s'interroger sur des questions de «philosophie morale», «*indépendamment de toute prise de position sur la légitimité-illégitimité de l'usage du terrorisme comme réponse à un grief subi*»... On admirera ce concept de «légitimité/illégitimité»...

Imaginons qu'un philosophe «marxiste» s'interroge dans un article sur la légitimité/illégitimité du viol, du sexisme, de l'antisémitisme ou du

racisme, la revue «marxiste» *Période* le publierait-elle ?

Tant de cynisme et d'incapacité (ou plus exactement de refus total) de critiquer l'islam politique, dans toutes ses composantes, y compris jihadistes sont consternants...

Qu'en plus ces individus se parent du prestige intellectuel du «marxisme» pour faire passer en contrebande leur idéologie incitera toute personne sensée à fuir comme la peste cette étiquette... tout comme Marx avant eux d'ailleurs !

Y.C., 26/11/2015

CHAPEAU introductif de la revue «marxiste» *Période*

«Qui peut condamner qui ? C'est à cette question, largement inexplorée dans la philosophie morale contemporaine, que Gerald Allan Cohen, figure emblématique du marxisme analytique, s'attache à répondre dans cet article afin de renouveler les termes du débat sur le terrorisme. Partant d'une déclaration de l'ambassadeur d'Israël au Royaume-Uni, Cohen explore les différentes raisons pour lesquelles, dans certaines situations et indépendamment de toute prise de position sur la légitimité-illégitimité de l'usage du terrorisme comme réponse à un grief subi, le «droit de condamner» de certains acteurs peut et doit être remis en cause.»

<http://revueperiode.net/jeter-la-premiere-pierre-qui-peut-et-qui-ne-peut-pas-condamner-les-terroristes/>

Les attentats du 13 novembre à Paris : la terreur de l'Etat islamique, l'état d'urgence en France, nos responsabilités

27 novembre 2015

Par **Pierre Rousset et François Sabado**, *membres de la Quatrième Internationale*

Solidarité avec les victimes !

Les 13 novembre constitue un changement dans la situation politique nationale et internationale. L'Etat islamique (EI, Daech) a encore frappé ; et plus fort encore. En janvier, les cibles étaient les journalistes de *Charlie Hebdo*, la police et les juifs. Cette fois-ci, c'est la jeunesse du pays qui est visée. Ils n'ont pas tué n'importe où et n'importe qui : ils se sont attaqués aux jeunes, à la jeunesse sous toutes ses couleurs, quelles que soient ses origines, ses religions (ou absence de religion), ses opinions politiques. Au moins 130 morts, plus de 350 blessés – un millier au bas mot de témoins directs du carnage. Beaucoup d'entre nous ont des proches parmi les victimes et, sinon, nous avons des amis qui en ont. L'onde de choc, l'émotion, est profonde.

L'objectif poursuivi par les commandos de l'Etat islamique ne fait pas mystère : fracturer par la terreur la société. Créer une situation où la guerre des uns contre les autres s'impose ; où la peur dresse d'infranchissables barrières entre les citoyennes et citoyens selon leurs origines, leurs religions, leurs modes de vie, leurs identités – creuser un fossé de sang au sein même de la religion musulmane, forcer les croyants à choisir un camp. Qui n'est pas avec nous jusqu'à l'inhumain est contre nous, et devient une cible «légitime».

Les attentats de Paris ont été parmi les plus sanglants perpétrés dans le monde par l'Etat islamique et autre mouvement similaire, qui répondent à la même logique destructrice. Notre solidarité est internationale, elle se tourne en particulier vers celles et ceux qui, en d'autres pays, la combattent au péril de leurs vies : en Syrie et en Irak, au Liban et à Bamako, au Pakistan et en Turquie... Nous devons avant tout affirmer notre compassion, notre identification, notre fraternisation avec les victimes, avec leurs proches.

En un tel moment, nous continuons bien entendu poursuivre la lutte de classes, à soutenir le combat de toutes et tous les opprimés ; mais au-delà,

nous défendons l'humanité contre la barbarie. La dimension humaniste de l'engagement révolutionnaire reste pour nous une boussole. Toute politique progressiste commence par l'indignation, l'émotion. Elle ne se réduit pas, bien entendu, à celles-ci, mais tel est son point de départ. N'opposons pas réfléchir à pleurer ! Ne parlons pas d'une langue de bois, n'écrivons pas d'une plume glacée ! Ici et maintenant, aidons les victimes et leurs proches, participons aux moments de deuil, aux minutes de silence, aux manifestations de solidarité. Nous sommes dans ce mouvement – et c'est de là que nous pouvons expliquer nos positions.

Quel que soit le rôle de l'impérialisme, l'Etat islamique est responsable de ses actes

Les révolutionnaires se doivent de rejeter clairement et nettement la barbarie fondamentaliste. Elle doit être combattue – par nos méthodes, selon notre orientation et non celle de nos gouvernants –, mais elle doit être activement défaite.

Sous le choc des événements, des organisations de gauche, associations et syndicats ont plié devant l'appel à l'union nationale ; d'autres comme en réaction ont tellement souligné les très réelles responsabilités politiques et historiques de l'impérialisme occidental que la dénonciation de l'Etat islamique en est devenue inaudible. Au fil des jours, les prises de position se sont souvent clarifiées. Tant mieux. Mais on lit encore bien des articles jugeant que si les attentats «n'avaient aucune excuse», il fallait avant tout prendre en compte «le contexte» – l'analyse dudit contexte se réduisant pour l'essentiel à l'énumération des méfaits impérialistes, on pourrait en conclure que les mouvements fondamentalistes ne font que réagir à l'action des grandes puissances et que nous devrions en quelque sorte leur accorder des circonstances atténuantes. Il est nécessaire de lever toute ambiguïté à ce sujet.

Etrangement, bien des plumes de gauche dénoncent vigoureusement les attentats fondamentalistes, mais se refusent à condamner nommément, explicitement, les mouvements qui les commettent. Plus étrange encore, bien des organisations qui n'hésitent pas à le faire (nommer les coupables, expliciter leur caractère réactionnaire) n'en tirent aucune conséquence pratique. Quand on en arrive aux tâches, le combat contre le terrorisme et contre ces fondamentalismes n'est plus mentionné ; ce qui, soit dit en passant, laisse à nos gouvernants le monopole des réponses spécifiques. Nous sommes généralement d'accord pour nous attaquer aux impérialismes et à leurs guerres, à une mondialisation capitaliste destructrice, aux inégalités et aux discriminations, à l'idéologie du choc des civilisations, aux racismes – dont l'islamophobie –, aux héritages du passé colonial, aux politiques sécuritaires et états d'exception, aux appels à l'union nationale et à la paix sociale... A certaines causes donc et aux conséquences des drames que nous vivons. Mais nous devons aussi combattre l'influence de Daech (entre autres) dans nos propres sociétés et nous solidariser concrètement

avec les résistances populaires dans les pays du Sud déchirés par le fanatisme religieux – un devoir internationaliste s’il en est ! Il y a là un «point aveugle» dans une bonne part de la gauche radicale, même celle qui ne sombre pas dans un «campisme» délétère. C’est pourquoi nous donnons de l’importance à cette question dans notre contribution.

L’Etat islamique et autres mouvements similaires ne se contentent pas de réagir ; ils *agissent* selon un agenda qui leur est propre. Ce sont des acteurs politiques qui poursuivent des objectifs déterminés. Il fait peu de doute que Daech soit effectivement responsable des attentats de Paris. Cette organisation a construit un proto-Etat sur un territoire équivalent à celui de la Grande-Bretagne. Elle gère une administration, accumule d’immenses richesses (évaluées à près d’1,8 milliards de dollars), organise la contrebande de pétrole ou de coton. Elle mène des opérations de guerre sur de multiples théâtres d’opérations, a recruté des informaticiens du plus haut niveau... Elle n’est pas une marionnette ! Elle est responsable de ces actes – *totalemment* responsable des attentats qu’elle commet en tant de lieux.

Cette responsabilité propre ne s’efface pas du fait des responsabilités de l’impérialisme, aussi écrasantes soient ces dernières – et depuis longtemps : des accords Sykes-Picot du début du XXe siècle aux interventions actuelles des grandes puissances. On entend souvent dire que sans l’intervention américaine de 2003 en Irak (qui a déstabilisé la région, disloqué des Etats), Daech n’existerait pas. Ce n’est vrai qu’en ce qui concerne un enchaînement *spécifique* qui a conduit à la fondation de l’Etat islamique *tel qu’on le connaît*. Autrement, c’est faux.

L’émergence des forces jihadistes ne découle pas mécaniquement de la seule domination impérialiste, elle est le produit combiné de nombreux facteurs qui vont de la faillite des gauches arabes (et européennes) jusqu’à la volonté des bourgeoisies dans la région d’avoir de nouvelles forces contre-révolutionnaires pour appuyer leurs ambitions régionales ou combattre la montée révolutionnaire au sein du monde arabe. C’est aussi vrai concernant la montée des fondamentalismes religieux en d’autres parties du monde, y compris dans des pays qui n’ont rien connu de comparable à la guerre de 2003, comme l’Inde (extrême droite hindouiste), la Birmanie (extrême droite bouddhiste) ou les Etats-Unis (extrême droite chrétienne – puissante bien avant le 11 septembre, 2001 et fort proche de Bush).

Retour sur le «choc des barbaries»

Il y a une responsabilité impérialiste occidentale, comme au lendemain de la guerre 14-18 (le traité de Versailles) dans la montée du nazisme en Allemagne. Les antifascistes de l’époque n’ont pas manqué de le rappeler systématiquement. Cependant, une fois qu’il a pris son envol, le parti nazi a été dénoncé et combattu en tant que tel. Daech a pris son envol...

Nous devons continuer à expliquer le contexte, mais l’Etat islamique doit être appréhendé *pour ce qu’il est*, pas comme la simple ombre portée

de l'Occident. L'impérialisme contemporain, les politiques néolibérales, la mondialisation capitaliste, les entreprises de recolonisation, les guerres sans fin déchirent le tissu social d'un nombre croissant de pays, libérant toutes les barbaries. Mais les fondamentalismes religieux sont eux aussi de redoutables agents de la désintégration de sociétés entières. Il n'y a pas en l'occurrence une «barbarie principale» (de l'Occident) qu'il faudrait combattre aujourd'hui et une «barbarie secondaire» (Daech et consort) dont on ne devrait se préoccuper que dans un avenir indéfini. L'inverse est tout aussi vrai : on ne doit pas fermer les yeux sur la barbarie impérialiste et celle des dictatures «alliées» sous prétexte de combattre la barbarie fondamentaliste. Il n'y a pas de hiérarchie dans l'horreur. On doit défendre activement et sans attendre *toutes* les victimes de ces barbaries jumelles, qui se nourrissent l'une l'autre, sous peine de faillir à nos devoirs politiques et humanitaires.

Les fondamentalismes religieux ont souvent été initialement soutenus par Washington au nom de la lutte contre l'URSS (en Afghanistan, au Pakistan...) avant d'affirmer leur autonomie, voire de se retourner contre leur parrain. Profondément réactionnaires, ces mouvements n'ont rien de progressiste. Il n'y a pas «d'anti-impérialisme réactionnaire» ! Ils veulent imposer un modèle de société à la fois capitaliste et passiste, totalitaire au sens fort du terme. Bien entendu, la France est frappée en raison de sa politique moyen-orientale ou de son histoire coloniale et post coloniale. Mais lorsque Daech massacre les Yezidis parce qu'ils sont Yezidis, réduit des populations à l'esclavage, vend des femmes, déstabilise le Liban, pousse aux extrêmes les violences interconfessionnelles (notamment à l'encontre des chiites), quel est le rapport avec un supposé anti-impérialisme ?

Tous les mouvements fondamentalistes n'ont pas les mêmes bases, la même stratégie. Certains, comme l'Etat islamique, sont-ils fascistes ? Ils n'entretiennent pas les mêmes rapports (complexes) avec des secteurs des bourgeoisies *impérialistes* comme en Europe dans les années 30, mais les reproduisent avec des secteurs des bourgeoisies de «puissances régionales» comme au Moyen-Orient l'Iran, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie... Ils attirent la «poussière d'humanité» de sociétés en déliquescence aussi bien que des éléments des «classes moyennes», d'une «petite bourgeoisie» d'un salariat éduqué. Ils usent de la terreur «par en bas» pour imposer leur ordre. Ils déshumanisent l'Autre et en font des boucs émissaires comme hier les nazis des Juifs, Tziganes ou homosexuels. Ils éradiquent toutes formes de démocratie et d'organisations populaires progressistes. L'exaltation religieuse occupe la même fonction que l'exaltation nationale dans l'entre-deux-guerres et leur permet, en sus, de se déployer internationalement. Il serait étrange que les convulsions provoquées par la mondialisation capitaliste ne donnent pas naissance à de nouveaux fascismes, comme il serait étonnant que ces derniers ressemblent trait pour

trait à ceux du siècle précédent. Il y a une différence avec les fascismes européens, c'est l'imbrication de cette réaction intégriste totalitaire, de la crise de dislocation d'Etats, et des rapports de domination impérialistes-économiques et militaires qui encadrent la région. La lutte antiterroriste doit être menée par les peuples de la région, et non par une coalition de puissances occidentales. Une nouvelle intervention militaire des puissances impérialistes et de la Russie, appuyée sur chacun de ses flancs, par les pays du Golfe et par la dictature syrienne, peut affaiblir Daech sur le plan militaire, mais elle ne peut que provoquer une réaction de rejet de tous les peuples sunnites de la région.

La crise de société en France

Les attentats du 13 novembre ont été avant tout commis par des Français ou Franco-Belges – la France étant avec la Belgique deux des pays d'où les départs pour la Syrie ont été les plus fournis. Il n'y a pas un profil unique des personnes qui se rallient à l'Etat islamique. Elles peuvent être de familles croyantes, musulmanes laïques ou non musulmanes : les convertis récents, non arabes, sont assez nombreux. De même, elles peuvent être issues de milieux très précarisés ou stables, avoir un passé de délinquant ou pas. Dans certains cas, la «radicalisation» d'un individu est l'aboutissement d'un long processus ; pour d'autres, il s'agit d'un basculement brutal. Comme on pouvait s'y attendre, la plupart des hommes qui ont commis des attentats en France proviennent de milieux particulièrement défavorisés, ont connu la prison et ont été membres de gangs, mais pas tous. Confrontés à cette pluralité des profils, nous ne pouvons nous contenter d'explications simples, uniquement sociologiques (précarisation, racialisation des rapports sociaux...) ou historiques (l'empreinte postcoloniale).

A la différence de radicalisations antérieures de la jeunesse, celle-ci est très minoritaire et ne porte pas les mêmes aspirations humanistes. L'Etat islamique se met lui-même en scène sous son jour le plus cru : «Venez couper des têtes avec nous.» L'armée française a massivement torturé, notamment durant la bataille d'Alger, mais le gouvernement et l'état-major niaient farouchement leurs crimes : pas d'appels proclamant «Rejoignez, votre Grande Armée, venez torturer avec nous» ! Daech affiche explicitement un discours de haine et d'exclusion de l'Autre (à l'instar des plus extrêmes des extrêmes droites). Il n'y a pas d'analogie possible entre les départs actuels en Syrie et la constitution des brigades internationales lors de la guerre civile espagnole – ou la radicalisation des années 60.

Rien de banal dans tout cela ni dans le recours à la terreur de masse. Prétendre que le terrorisme serait l'arme «naturelle» des opprimés dans des guerres «asymétriques», c'est ignorer les leçons des grands combats de libération du siècle passé, des guerres révolutionnaires. Dans les luttes pour leur indépendance ou contre l'impérialisme, en Indochine ou en Amérique latine, les attentats terroristes ont été à l'époque rares et les mouvements

concernés ont généralement rapidement compris que le coût politique de telles opérations était trop élevé – et posait bien des problèmes éthiques. En Algérie, le FLN, qui s'était aventuré sur ce terrain a vite fait marche arrière, sous la pression de certains de ses secteurs ou des mouvements de solidarité avec l'indépendance algérienne.

Nous subissons les conséquences ultimes de la «crise du politique», de la désocialisation inhérente à nos sociétés néolibérales et de leur injustice croissante, de la défaite subie par nos générations (les radicaux des années 60-70), de l'incapacité des gauches dans nos pays à offrir une quelconque perspective radicale et à agir au sein des populations précarisées. Nous touchons de ce fait à des domaines que la plupart d'entre nous ne maîtrisons pas : la psychosociologie, le rapport entre fragilités identitaires individuelles et déliquescence du tissu social, les quêtes adolescentes. L'Etat islamique offre une armure identitaire et du pouvoir : pouvoir de la représentation, pouvoir des armes, pouvoir sur les femmes, pouvoir de vie et de mort... Bien plus qu'un supposé anti-impérialisme, c'est ce qui fait son attrait.

Ce sont des questions que nous devons intégrer plus que nous ne l'avons fait jusqu'à maintenant ; et dont nous pouvons déjà tirer quelques implications. Le combat antiraciste, aussi important soit-il, ne suffit pas. A l'encontre de l'individualisme néolibéral et son anonymat (qui connaît ses voisins ?) il faut favoriser, reconstituer, les lieux de socialisation, du «vivre ensemble», de la mixité – et réintroduire une réflexion de fond sur l'éthique de l'engagement et de la lutte.

Dans une telle situation, *tous* les racismes constituent un danger mortel, dont le racisme d'Etat bien entendu, mais pas seulement. Luttons contre ce qui peut alimenter les tensions intercommunautaires, opposer les opprimés les uns aux autres que ce soient le racisme anti-arabe ou la négrophobie, l'antisémitisme ou l'islamophobie, la discrimination des Roms... – et pour cela, nourrissons une culture du vivre ensemble, du respect des droits de toutes et tous.

Nos tâches internationalistes

Les derniers événements (13 novembre, attentats au Sinaï contre l'avion de ligne russe...), ont précipité une évolution des alliances que l'on percevait déjà avant, avec la formation d'une grande coalition : intégration de la Russie, abandon des prétentions à l'autonomie de la France, inquiétudes manifestées jusqu'en Arabie saoudite sur le déploiement de l'Etat islamique... En contrepartie, le régime Assad est conforté alors qu'il est à l'origine de la crise syrienne et coupable des crimes que l'on connaît. Cela suffira-t-il à favoriser un accord temporaire entre puissances régionales appartenant aux dits «blocs» sunnite et chiite ?

Il est encore bien tôt pour mesurer toutes les implications de ce tournant dans la situation internationale. Soulignons pour l'heure les points suivants :

Les compromis entre Occidentaux et la Turquie ou le régime Assad se feront au détriment des forces qui sur le terrain méritent le plus notre soutien : Kurdes, Yezidis, composantes progressistes et non confessionnelles de la résistance au régime. Il faut leur apporter notre solidarité politique et matérielle et exiger qu'ils reçoivent notamment un armement adéquat – ce dont les composantes progressistes de l'ASL n'ont jamais bénéficié (et pourtant, elles résistent !) et ce dont les Kurdes pourraient être privés, en particulier sur le front syrien. Force est de reconnaître que nous n'avons jamais fait en France, en ce domaine, ce que nous aurions dû.

L'intensification des bombardements de la coalition, avec le prix exorbitant payé par les civils, risque de renforcer l'audience de Daech auprès d'autres composantes islamistes opérant en Syrie. Le résultat net de cette politique serait alors de conforter à la fois le régime Assad et les organisations fondamentalistes (à commencer par l'Etat islamique) ! Pour éviter ce piège, il faut rompre avec la logique des grandes puissances : aidons les forces populaires en Syrie, en Irak à poursuivre leur combat au lieu de vouloir se substituer à elles, voire à les marginaliser plus encore.

Luttons donc contre la politique de guerre de nos gouvernants, mais comprenons aussi la spécificité de ce conflit, bien différent des guerres d'Indochine ou d'Algérie : le retrait des troupes françaises ou américaines signifiait alors la fin des principales ingérences étrangères et créait les conditions d'une victoire. Ce n'est pas le cas aujourd'hui au Moyen-Orient : il resterait la Turquie, l'Iran (et le Hezbollah), l'Arabie saoudite, le Qatar, l'Algérie, l'Egypte... Dans une géopolitique aussi complexe, il nous faut écouter les mouvements que nous soutenons pour tenir compte de ce dont ils ont besoin matériellement et politiquement. C'est aux peuples de décider pas aux coalitions impérialistes. Mais, et c'est une dimension particulière de cette guerre, les Kurdes comme les démocrates syriens ont demandé et demande une aide sanitaire et militaire, y compris aux gouvernements occidentaux. Il faut la leur donner. Pas de substitution à la décision et à l'autodétermination des forces démocratiques syriennes et kurdes, mais aucune hésitation à les aider et à faire pression sur nos gouvernements pour qu'ils répondent aux appels qu'ils lancent.

Sur le plan international, l'hypocrisie des forces occidentales doit être dénoncée : d'un côté, elles prétendent combattre le terrorisme et de l'autre elles appuient des régimes comme ceux du Qatar, de l'Arabie saoudite ou de la Turquie.

La coalition qui se constitue n'est en rien une alliance «démocratique» contre une menace totalitaire. Outre nos impérialismes «classiques», elle comprend la Russie de Poutine, l'Arabie saoudite dont le régime est très proche du modèle de société prôné par Daech, le Qatar, la théocratie iranienne, la Turquie d'Erdogan... Quelle que soit la nature de l'Etat islamique, toute analogie avec un «front démocratique antifasciste» est

invalide. Nous ne sommes ni avec la coalition, ni avec Daech, ni avec Assad. Nous sommes pour le droit à l'autodétermination des peuples – dont le peuple palestinien –, contre toutes les barbaries.

Un tournant de la situation nationale

Comme en janvier dernier après le massacre des journalistes de *Charlie*, la mort du personnel de police, l'attaque de l'Hypercacher, l'émotion a submergé le pays – ce qui est évidemment parfaitement normal.

Les actes islamophobes se sont multipliés, mais ils sont le fait d'une frange seulement de la population. Les actes de solidarité et de convivialité se sont aussi multipliés : grand sourire dans le métro quand on croise un Magrébin, galanterie ostentatoire (même si désuète) quand on s'efface pour laisser passer une femme voilée, réoccupation des lieux de fêtes et de mixité, rejet des amalgames... Malheureusement, tous ces gestes-là ne sont pas recensés et n'entrent pas dans les statistiques.

Comme en janvier, aussi, les politiques sécuritaires sont plébiscitées, les forces de l'ordre applaudies. Or, plus encore qu'en janvier, le gouvernement saisit l'occasion pour prendre des mesures liberticides. Ce fut hier le cas de la loi sur le renseignement qui donne des pouvoirs exorbitants aux services secrets. C'est maintenant le cas avec l'instauration de l'état d'urgence, son durcissement par le Parlement, l'appel du gouvernement français à ce que l'Union européenne suive avec, notamment, le fichage des passagers prenant l'avion, et l'annonce par François Hollande d'une réforme constitutionnelle.

La France est déjà dotée de deux régimes d'exception, forgés notamment à l'occasion de la guerre d'Algérie : l'état d'urgence (une demi-loi martiale qui libère les forces de l'ordre du contrôle judiciaire et limite les libertés) et l'état de siège (une loi martiale intégrale donnant les pleins pouvoirs à l'armée). Pourquoi cela ne suffit-il pas à nos gouvernants ? Parce que le recours à l'état d'urgence, par exemple, est limité dans le temps et demande un vote parlementaire – qui en l'occurrence fut presque unanimement favorable : elle a été soutenue par la grande majorité des socialistes, des Verts et des députés communistes. La réforme constitutionnelle permettrait au gouvernement (ou au président ?) de prendre plus librement des mesures d'exception – et de faire finalement de l'exception la règle : intervention de l'armée en matière de police, perquisitions arbitraires, détentions «préventives», interdiction des manifestations ou grèves, censure de la presse, etc. Le texte de loi que rédigerait Hollande n'est pas encore connu, mais ses intentions sont claires. Le régime deviendra de plus en plus autoritaire, la militarisation de société fera un bond en avant.

Bon nombre de personnes s'inquiètent de ce qui se passerait si Marine Le Pen et le Front national emportaient les élections (un scénario qui ne relève pas de la politique fiction), mais ne se demandent pas ce que les Hollande, Valls, Sarkozy ou autres en feront. Il est donc très important de

rappeler ce que les gouvernements «républicains» ont fait par le passé – dont la torture en Algérie et l'adoption d'une loi d'amnistie qui *interdit* de mettre en accusation ses auteurs (on ne peut que les accuser d'apologie de la torture si, après-coup, il en défendent l'usage), l'oubli médiatique du massacre des Algériens de Paris le 17 octobre 1961 (terrorisme d'Etat s'il en est), le putsch des généraux à Alger, de multiples coups fourrés des services secrets, l'attentat contre le Rainbow Warrior de Greenpeace (un mort, terrorisme d'Etat à nouveau), l'assassinat de dirigeants kanaks, etc. En fait, l'ensemble des lois sécuritaires adoptées ces dernières années et les dispositifs de surveillance mis en place permettront au pouvoir quel qu'il soit de mener une guerre civile rampante quand il le désirera. Enfin, au-delà de la marche au tout sécuritaire, il y a un calcul politique. Hollande et Valls comptent sur l'état d'exception pour utiliser une nouvelle fois l'arsenal bonapartiste et se hisser d'une certaine façon, au-dessus des partis et des institutions. Opération qui vise à neutraliser le bilan catastrophique des gouvernements depuis 2012 et à promettre au Parti socialiste de meilleurs résultats électoraux. Pari des plus hasardeux. Hollande et Valls peuvent jouer la carte sécuritaire, appuyée sur les institutions de la V^e République, mais dans la situation politique actuelle où les vents mauvais vont à droite et à l'extrême droite, ce sont ces forces qui risquent de profiter de cette manœuvre.

Les résistances à la prolongation de l'état d'urgence ont été très faibles dans la gauche parlementaire, mais plus importante à la base (au sein du PCF par exemple, contre le vote de ses représentants) ou dans le mouvement social et syndical : Solidaires, mais aussi la CGT.

Le moment politique présent est lourd de très grands dangers. La démocratie politique a déjà été vidée de son contenu, les assemblées élues n'ayant plus prise sur les principales décisions (qui relève de l'Union, de l'OMC, des traités intergouvernementaux...). Ce sont maintenant les libertés civiles, déjà sous contraintes, qui risquent de devenir une coque vide. Le gouvernement veut pouvoir assigner la société à résidence. Or la population n'en a pas conscience.

L'important est de lier entre eux les terrains de résistance, de manifester notre solidarité avec les victimes du terrorisme, donner les moyens matériels, politiques et militaires de survivre et de vaincre aux peuples qui luttent pour leur liberté, d'aider les forces progressistes et non confessionnelles qui luttent sur le terrain tout à la fois contre l'obscurantisme sanguinaire, terroriste, de Daech et celui du régime d'Assad qui l'a tant favorisé. C'est arrêter d'engager des guerres et des bombardements, arrêter de soutenir des régimes absolutistes et de promouvoir les injustices sociales et politiques au Moyen-Orient comme ailleurs.

L'état des forces progressistes en France est assez désastreux, mais, en ce moment clé, des points d'appui pour résister existent : dans les

sentiments de solidarité partagés au sein de la population, dans la réaction de la jeunesse, dans le refus par bon nombre d'associations et syndicats d'accepter des mesures liberticides, un régime permanent d'exception. De quoi construire un front uni en défense des libertés ici et ailleurs, du vivre ensemble, de la solidarité.

Pierre Rousset et François Sabado

Qu'est-ce que la guerre aujourd'hui ? Et de la nécessité de penser une politique de paix

1°) Nous avançons le point suivant: la guerre est entrée dans la pratique quotidienne de nombreux Etats, car elle est devenue, pour ces Etats, pour les gouvernements de ces Etats, la politique elle-même. La pensée qu'ils ont de ce que doit être la politique aujourd'hui se concentre dans la guerre. C'est là une situation nouvelle, certainement ouverte au niveau mondial par l'administration Bush. Cela a pour conséquence immédiate, et vérifiable, de faire vivre des populations entières en état de tensions et de guerre permanente (Etats et pays détruits, bombardements, drones, bases militaires consolidées un peu partout...). Que la guerre soit devenue le seul possible politique pour les Etats a pour conséquence qu'elle est entrée aussi dans le quotidien des gens, et, ce faisant, elle est devenue un possible envisageable : elle est devenue subjectivement possible, donc faisable.

2°) Cette situation demande de s'interroger sur la notion de guerre elle-même aujourd'hui. Les guerres contre l'ex-Yougoslavie et ensuite l'Irak ont ouvert une nouvelle approche, où les guerres ne sont plus déclarées, ne se font plus d'Etat à Etat. Elles n'ont plus pour but d'aboutir à une nouvelle paix, comme c'était le cas jusqu'alors, mais sont des guerres sans fin, menées au nom d'une «morale» (pour rendre la justice, répandre la démocratie, punir le mal au nom du bien, supprimer un dictateur...) et instaurent le chaos de façon durable.

3°) Quand nous parlons de politique de guerre, il faut l'entendre comme se déployant à la fois à l'extérieur des frontières, par rapport aux autres Etats (plus faibles) et aux peuples, mais aussi contre les populations à l'intérieur, ou du moins à l'encontre de pans importants de ces populations. Ce point est plus difficilement pensé et partagé.

4°) La politique gouvernementale est en France, depuis avant la fin de l'ère Chirac, axée sur un rapport tendu à la population : tout se pense et se règle dans la tension, dans l'exacerbation des contradictions. Dans la logique de l'Etat de classe du XX^e siècle, de l'ouvrier au bourgeois, chacun était reconnu, assigné à une place où il devait rester. Aujourd'hui, de plus en plus de gens n'ont plus de place reconnue et sont désignés comme

inutiles, en trop, criminalisés, hors pays. Gouvernement après gouvernement, les politiques ont construit la figure de l'ennemi intérieur, et ont nommé ceux qui en feraient partie et les catégories idéologiques pour le penser (le discours de Sarkozy à Grenoble étant le point d'orgue de ce processus) :

- Par exemple, les jeunes des milieux populaires, constitués en une catégorie dangereuse les «jeunes de banlieue» ; mais aussi les ouvriers qui n'ont pas la nationalité française, «clandestins» en puissance, précarisés par des lois très dures pour le renouvellement de leur titre de séjour (pour beaucoup tous les ans) ; les chômeurs présentés comme fraudeurs et profiteurs à qui sont imposés de plus en plus des stages dits de «reconversion» qui ne correspondent à rien ou à des missions précaires etc.

- Le choix après les meurtres de Janvier de tout expliquer par le doublet terrorisme/laïcité. On en voit l'impasse et les tensions ouvertes à l'encontre des musulmans ; dans la foulée, le doublet terrorisme/jihadisme a permis l'instauration des lois liberticides dites sécuritaires sous le prétexte que l'on serait en guerre. Cette pensée en termes guerriers des situations se manifeste ouvertement dans la politique de rejet et de violence à l'encontre des réfugiés, abandonnés en mer et rejetés sur terre, ce qui s'apparente à des meurtres de civils. Cette situation de guerre menée par l'Etat, structurée par les thèmes du sécuritaire et de l'immigration relayés par les partis, a aussi pour conséquence de donner corps à l'extrême droite. C'est le choix d'aviver systématiquement les tensions qui permet à l'extrême droite d'exister et non l'inverse. Est-ce que tout cela peut se nommer politique de guerre en direction de la population ?

5°) Si les points avancés sont avérés, il faut s'interroger sur la nécessité et la possibilité d'une politique de paix, non pas un pacifisme sans principes, mais l'élaboration, en positif, de points précis. Est en jeu la capacité des gens eux-mêmes à penser et à s'organiser sur ce qui, en France aujourd'hui, là où nous pouvons agir, fait avancer le respect et le compte des gens. Une première décision étant d'affirmer, en situation, que la vie de chacun compte.

CEUX QUI VEULENT LE PAYS POUR TOUS, Toulouse, le 07/11/2015

Site : www.ouvriersgensdici.net

L'État et la qualification de l'ennemi.

Dire actuellement qu'il n'y a pas en France d'État policier ne veut pas dire qu'il n'y a pas de bavures policières commises, de dérives juridiques comme la loi de 2008 sur la rétention de sécurité, des mesures administratives répressives mises en place, le projet de constitutionnaliser des mesures d'exception et plus globalement un changement de logique avec la mise en place d'une justice de prédiction fondée plus sur l'intentionnalité que sur les faits.

Mais reconnaître qu'il y a des mesures d'état d'urgence prises par l'État, ce n'est pas reconnaître non plus que nous serions en voie d'institutionnalisation d'un État d'exception permanent. Il faut faire attention aux mots et au sens des mots qu'on emploie, surtout en ce moment.

Par exemple, la théorie schmittienne de la nécessité d'un État d'exception permanent repose sur l'hypothèse que les ennemis de l'État ne sont plus essentiellement extérieurs comme dans les guerres conventionnelles, mais que le premier ennemi serait un ennemi intérieur¹.

Qu'en est-il concrètement en France ? Il paraît évident que ni dans le cas des accusations contre les «Sept de Tarnac», ni dans le cas des activités des jihadistes de banlieues, l'État français n'en a fait un ennemi et en tout cas pas un ennemi principal de l'intérieur².

Pour les premiers, le fait d'avoir été poursuivis en justice n'en fait pas des ennemis intérieurs et à plus forte raison puisqu'ils se disent innocents de cette accusation. On peut même dire que leur reprise des thèses de Schmitt dans leur argumentaire les a amenés à s'auto-désigner comme tels plus qu'à l'être vraiment reconnu par l'État justement.

Pour les seconds, c'est l'une des raisons qui explique que les différents services de renseignements³ sachant à peu près tout sur les titulaires de fichiers «S» interviennent néanmoins si peu de façon préventive. Comme nous l'avons dit dans notre brochure sur les 6 et 7 janvier 2015, la réforme

¹ Pour plus d'informations sur Carl Schmitt, cf. Jacques Wajnsztein et C. Gzavier: *La tentation insurrectionniste*, Acratie, 2012, p. 35-37.

² Quant à la classe ouvrière désarmée idéologiquement et pratiquement, elle n'est plus une force qui fait peur, elle n'est plus une «classe dangereuse» et Billancourt n'enrhume plus personne.

³ La DGSJ et les nouveaux «Renseignement territoriaux» créés récemment et qui reproduisent finalement l'ancienne division entre RG et DST.

des renseignements sous Sarkozy a non seulement désorganisé les services (suppression des RG), mais elle a orienté le renseignement vers sa branche extérieure (DGSE) au détriment de la branche intérieure (DGSI). L'ennemi désigné est donc bien désigné comme extérieur : Syrie d'Assad, Daech («EI») à l'heure actuelle, Iran puis Libye auparavant.

Ce qui n'est pas conventionnel, du point de vue des experts de la chose militaire, c'est le fait que ces ennemis de l'extérieur s'expriment par l'exportation ou l'utilisation de terroristes non seulement sur le terrain local où existent des forces militaires «occidentales» d'intervention, comme en Syrie aujourd'hui ou en Irak et en Afghanistan depuis déjà de nombreuses années, mais aussi sur le territoire d'origine de ces mêmes forces, contre des populations civiles. Cela ne transforme pas mécaniquement les auteurs de ces attentats en ennemis de l'intérieur, à partir du moment où ils apparaissent comme isolés ici, et non pas comme la partie émergée d'un iceberg islamiste radical ayant pour ambition l'établissement d'un califat mondial non seulement à partir des «terres d'Islam», mais aussi à partir de d'un terreau potentiel au sein des pays occidentaux que seraient devenues «les banlieues de l'Islam».

Nous en sommes donc bien plus actuellement au stade d'un affrontement entre différentes puissances de l'aire musulmane par le biais d'oppositions entre branches de l'Islam qui ont succédé aux oppositions issues de la guerre froide entre nationalismes progressistes et monarchies conservatrices, qu'au stade d'un «choc des civilisations» ou d'une guerre entre Occident et Orient.

Ces oppositions sont en effet incluses aujourd'hui dans une néo-modernité qui fait coexister coups de fouets, décapitation, entreprises high tech et esclavage à l'image de l'Arabie saoudite et du Qatar d'un côté, de l'Iran de l'autre. Difficile de croire que le but de ces puissances soit un panislamisme violent en direction des pays occidentaux. En effet, ce ne sont pas des puissances dominées victimes de l'impérialisme mais des puissances dominantes, non seulement dans leur aire d'influence mais aussi au niveau international puisqu'elles participent aux grandes messes internationales. Il est en tout cas difficile d'imaginer qu'elles pourront continuer à faire le grand écart¹ entre ouverture à la globalisation et

¹ Grand écart qu'on retrouve chez le jihadiste de base : il représente la version banlieusarde du monde néo-moderne (où postmoderne si on veut) parce que tout coexiste chez lui, même si c'est conflictuel. Avant que sonne l'heure de prononcer son *Viva la muerte* il est comme tous les autres jeunes du quartier, de l'avis même de ceux qui l'entourent : il boit, il fume, drague les filles, mange Mac Do et il est le roi du téléphone portable ; il est aussi un grand frère puisqu'il vit le plus souvent encore dans sa famille ; il fait le ramadan, n'est pas particulièrement assidu à la prière, ne travaille pas

fermeture obscurantiste. C'est pour cela que je ne saurais être d'accord avec G. Achcar¹. Malgré l'intérêt de son ouvrage, sa vision d'un fondamentalisme de nature médiévaliste²6 (cf. page 29) me paraît irrecevable. Al-Qaïda et Daech ne sont pas des seigneurs de guerre.

Jacques Wajnsztejn

spécialement, commet quelques actes illégaux relevant de la petite délinquance le plus souvent. Donc il est fondu ou se fond dans la masse, d'où la stupéfaction quand il fait son coming out. Et comment alors survient la décision de partir en Syrie ? Les profils de jihadistes revenus de Syrie ou ceux arrêtés avant d'y partir montrent des individus qui, lorsqu'ils se «convertissent» au jihad se coupent de leur milieu, deviennent mutiques même si pendant un certain temps ils sont obligés de vivre dans leur famille ou dans des squats. Il n'y a plus, alors, de grand écart mais une homogénéité dans la vie chaotique d'un terroriste.

¹ G. Achcar: *Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme*, Sindbad-Actes Sud, 2015.

² Son discours est biaisé par une analyse marxiste en termes de classes. Dans le but, certes louable, de ne pas attribuer aux forces intégristes des objectifs bourgeois, il en fait de simples représentants de la petite bourgeoisie. Dans cette mesure, il ne peut intégrer une perspective telle celle de la communauté despotique qui, justement, ne se pose pas les questions dans ces termes.. Je renvoie ici au dernier texte de J. Guigou.

Seule la Raison peut s'opposer à la Folie

La guerre, dans tous ses états

Lundi 7 décembre 2015, CNT-AIT

Ironie de l'histoire, passée quelque peu inaperçue, ce 11 novembre 2015, les magasins étaient ouverts. A peine clôturé, en 2014, le centenaire de la première guerre mondiale, qu'il n'était plus question de mémoire mais de profits. Aux oubliettes, les réflexions sur l'escalade belliciste à l'origine de cette boucherie, sur les souffrances indicible des soldats, sur la terrible injustice des «fusillés pour l'exemple» ...

En cette date commémorative, il n'y avait vraiment plus rien de nouveau à l'Ouest, sinon cette injonction de travailler tous les jours pour acheter tous les jours.

État de vide : la fabrique des insensés

Après le massacre de masse du «13 Novembre», devant la chute de la consommation, Macron chantre du travail du dimanche, apôtre de la déconstruction du temps commun et de la destruction mémorielle de ce 11-Novembre a évoqué en guise d'explication une «perte de repères». Il aura donc fallu un carnage pour que ce phare du modernisme économique commence à avouer que sa politique cynique, que la perte de sens sur l'autel des marchés, n'est qu'une fabrique à insensés.

Cette montée de l'insignifiant se retrouve dans l'indigence des discours politiques que nous avons dû subir. Hollande a donné le top départ dès sa première allocution guerrière. Il a tourné en rond autour du thème de la peur : *«Ce que les terroristes veulent, c'est nous faire peur, nous saisir d'effroi. Il y a effectivement de quoi avoir peur, il y a l'effroi...»*.

En face l'extrême-gauche a ressorti son bréviaire du XIX^e siècle pour dénoncer les interventions impérialistes (comme si la Tunisie, cible majeure des islamistes nourrissait des visés impérialistes envers qui que ce soit) et cela, elle n'est pas à une contradiction près, tout en continuant à demander une intervention occidentale pour soutenir les Kurdes du PKK. Du mauvais Clemenceau contre du mauvais Jaurès ! Pour finir sur ce rapide état des lieux, les observateurs retiendront que le 13 novembre nous sommes entrés en guerre au soir de la... «Journée mondiale de la gentillesse».

Tout ceci n'est pas seulement un enchaînement de niaiseries abrutissantes mais signale ce qui domine notre époque : le vide sidéral de la pensée qui rend possible toutes sortes de folies collectives.

«États sans raison» versus «exigence de rationnel»

Les «gentils contre les méchants», le «Bien contre le Mal»,... si la pensée religieuse est une pensée magique et simplette, la pensée nationaliste l'est tout autant. Dieu n'existe que pour ceux qui veulent bien y croire et la Nation (ou en d'autres temps la «Classe ouvrière» mythifiée) n'est pas un organisme supérieur à l'individu. L'un et l'autre renvoient une image négative de celui qui ne partage pas les mêmes croyances, qui n'a pas le même Dieu ou la même Nation.

Le mauvais, c'est toujours l'autre. Si l'on continue sur ce lamentable chemin, il y a de quoi nourrir effectivement de longues, très longues guerres. Car, dans les deux cas, domine cette idée absolument folle que des constructions imaginaires telles que Dieu ou la Nation sont supérieures à l'individu, à sa liberté et à sa vie ; en fonction de quoi chacun peut facilement trouver de mauvaises raisons de massacrer l'autre.

Dans notre actualité, pour nous libertaires, inverser cette donne criminelle c'est déjà remettre dans le bon sens la relation entre les abstractions idéologiques et le concret des existences des individus et donc de leur liberté.

Au quotidien c'est défendre non pas simplement une pensée laïque, dont l'inconvénient est qu'elle peut s'intégrer au nationalisme, mais défendre une pensée rationnelle. En fait l'enjeu est bien de sortir d'un manichéisme propre à favoriser la polarisation belliciste pour rentrer dans un débat qui traverse tous les individus : celui de la Raison et du raisonnable.

Guerre asymétrique / terreur / état d'urgence

Dans les médias, les experts se sont succédé pour nous expliquer que nous serions en train de vivre une «guerre asymétrique». La guerre asymétrique est une stratégie militaire destinée à prolonger un conflit armé ; elle est menée par le plus faible contre le plus fort. C'est la petite guerre, la guérilla. De très nombreuses guérillas ont été menées sans pratiquer la Terreur, sans pratiquer des massacres de masse. Ce fut le cas en France, entre 1940 et 1944, dans un conflit asymétrique mené par les maquisards contre les nazis, ce fut aussi le cas en Espagne avec des actions menés par des groupes de résistance anarchiste au franquisme.

La Terreur est tout autre chose. C'est une stratégie politique.

Ses manifestations, au contraire de la guérilla, sont toujours le fait du fort contre le faible. Adossée à toutes sortes d'idéologies, dont le point commun est le mépris absolu de la vie humaine, la férocité assumée de la Terreur s'exerce en vue de la conquête du Pouvoir ou du maintien dans celui-ci. Historiquement, la relation que la Terreur entretient avec son but, la domination totale de l'homme par l'homme, nous renvoie à ce qui est aussi la substance de l'État. C'est pourquoi, si tous les États ne pratiquent

pas la terreur, tous les États en ont la capacité¹. Entre la guerre asymétrique et la Terreur, il existe donc une distinction fondamentale qui aurait dû sauter aux yeux de tous.

Si la confusion est rarement levée, c'est que le concept de terrorisme a été l'objet pour le Pouvoir d'une commode inversion de valeurs. Tout au long du XX^e siècle, les Pouvoirs les plus totalitaires n'ont pas hésité à qualifier de «terroristes» ceux qui n'étaient que des Résistants. Le procédé rhétorique est bien connu : «Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage.» Un marqueur de dérive totalitaire est d'ailleurs la facilité avec laquelle le Pouvoir se permet de traiter ses opposants comme des terroristes ou de les qualifier de tels. Nous en retrouvons, hélas, les germes dans l'utilisation de l'actuel état d'urgence.

Déjà, certains responsables politiques et administratifs commencent à utiliser l'état d'urgence contre de simples opposants à tel ou tel de leurs projets. Il s'agit là d'une faute gravissime car en agissant ainsi, ils font le jeu de Daech et de sa folie criminelle. En traitant, pour satisfaire de petits calculs politiques du moment, toute contestation politique et sociale comme si elle était similaire à la Terreur semée par Daech, non seulement «ils donnent plus d'eau au poisson», mais ils augmentent fatalement le néant réflexif et la confusion, deux facteurs qui ne peuvent faire qu'accroître le pouvoir d'attraction des fanatiques.

Pour la liberté malgré l'État. Capacités d'une société solidaire

On peut comprendre la subtilité qui consiste à ne pas vouloir nommer Daech pour ce qu'il est réellement dans sa substance, mais, de fait, là où il a déjà le pouvoir, Daech pratique la terreur d'État, en s'appuyant sur un corpus idéologique religieux totalitaire et en soumettant une population de 10 à 12 millions d'individus. On peut comprendre également les discussions théoriques autour du terme de «fasciste» – on trouvera d'ailleurs, dans les pages qui suivent des remarques sur ce sujet comme sur plusieurs autres évoqués ici. Mais d'un point de vue opérationnel, qu'on nomme cela comme on voudra, les conséquences sont les mêmes que si nous étions face à un État fasciste développant une dynamique d'expansion

¹ L'idée d'inspirer de la crainte comme préalable à la soumission est en effet très ancienne. Elle se trouve déjà dans un propos célèbre de Caligula : «Qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent !» Machiavel a bien explicité l'emploi de la Terreur comme arme politique «*Or, se ré-emparer du pouvoir voulait dire, selon eux, renouveler cette terreur et cette crainte qu'ils avaient su inspirer à tous les esprits au moment où ils s'en étaient emparé*», «Discours sur la première décade de Tite Live», livre III, chapitre 1.

qui nous concerne directement en ceci qu'elle touche nos lieux et modes de vie.

Nous n'avons rien à attendre de ces politiciens minables qui profitent de l'état d'urgence pour régler des comptes avec des opposants politiques, nous n'avons rien à attendre des intellectuels munichois qui, comme Onfray, parlent déjà de négocier avec Daech comme d'autres parlaient hier de censurer le blasphème, nous n'avons rien à attendre de ces syndicalistes qui, tel celui-ci, éructent que «Il vaut mieux avoir un événement organisé, encadré, que des choses qui fleurissent spontanément¹».

Ce que ces agissements et ces dires nous apprennent aujourd'hui confirme notre expérience historique : dans la lutte contre le fascisme, ce n'est surtout pas dans l'État et ses satellites mais dans la société que nous devons mettre nos espérances.

D'ores et déjà il faut saluer la solidarité dont la population a spontanément fait preuve — malgré les discours politiques l'appelant à la plus grande passivité.

Oui, saluons les actions spontanées de solidarité qui ont fleuri lors de ces journées tragiques. Saluons toutes ces actions d'individus libres et courageux, de celles et ceux qui ont spontanément ouvert leur porte aux rescapés ensanglantés du 13 Novembre, des personnels de santé qui spontanément (et malgré un mouvement de grève) se sont rendus dans les hôpitaux pour soigner les centaines de blessés, des personnes qui, spontanément et par milliers, ont donné leur sang au matin du 14 novembre.

C'est autour de ces capacités de réponse individuelle et collective, de solidarité, c'est en encourageant une réflexion rationnelle, capable d'envisager toutes les éventualités, que les anarchosyndicalistes doivent participer à la résistance populaire et autonome pour défendre le plus précieux de tout : la Liberté.

Anarchosyndicalisme ! n° 147

¹ Bernard Debedan, un des secrétaires départementaux FSU, le vendredi 20 novembre sur «Direct matin».

Islamisme : pour une approche rationnelle

Lundi 7 décembre 2015, par CNT-AIT

Après les événements du 13 Novembre, il est essentiel de revenir sur le «phénomène» islamiste en se débarrassant du côté spectaculaire. Partout et avec insistance, il nous est présenté comme totalement, nouveau, étranger et différent à notre société et à notre histoire. Mais, dès que l'on s'informe un tant soit peu, il s'avère qu'il n'est pas si éloigné de ce qui fait l'histoire commune de l'humanité, malgré un discours dominant particulièrement chauvin qui tend à occulter ce fait.

L'islamisme met constamment en avant sa (prétendue) singularité¹ et revendique une ascendance authentique par l'usage du spectaculaire et d'une violence féroce, tout en se posant, lui-même, comme le destin postcolonial inévitable des populations, des territoires et même des continents «islamiques».

Phénomène récent mais posé, tant par ses défenseurs que par ses détracteurs, comme un creuset transhistorique de tous les musulmans, la «civilisation musulmane» serait seule dépositaire du «sens» et conditionnerait, dès lors et inexorablement, les pensées et les actions de tous les musulmans (et, par une abusive dérive, de tous les «Arabes»).

Devenant soudain des êtres sur-islamisés, ils sont, alors, censés créer des systèmes «islamiques» totalement différents de ceux existants, dans le cadre d'une culture totalisante englobant tous les domaines (économie, politique, législation, sciences, archéologie... et même vestimentaire ou pileux)²i, et dont le caractère, à la fois, orthodoxe et ultra-simpliste l'emporterait sur la complexité encombrante de l'économie, de la société, de l'histoire,... bref de la vie.

¹ Pour qui connaît l'histoire des religions (et celle des dictatures), sa singularité est bien légère...

² Il y a eu sous les régimes stalinien (et il y a toujours en Corée du Nord ou en Chine) une «science socialiste», un «art socialiste» (par opposition à la science, à l'art «bourgeois»). Le même phénomène se produit maintenant avec l'islamisme. Les totalitarismes ont beaucoup de points communs entre eux malgré les différences idéologiques qu'ils affichent !

Prétendant ne pouvoir être reconnu qu'en ses propres termes¹, l'islamisme est d'une cohérence interne prodigieuse². Partant de là, il se présente comme étant le seul à pouvoir décrire et à pouvoir expliquer de façon adéquate tout ce qui concerne les populations et les pays dits musulmans ainsi que toute leur histoire et tout ce qui les concerne³; et il fait injonction à l'ensemble des musulmans de retourner à ce qui les constituerait essentiellement, à leur supposée nature transhistorique dont l'intégrisme serait l'expression sanglante, mais adéquate.

Cette vision des choses entre en totale résonance avec le relativisme des anthropologues postmodernes, lesquels ont «innové» en déterrants une ethnologie de la classification (sortie tout droit du XIX^e siècle) dont l'appareil conceptuel a pourtant été disqualifié par l'avancée des sciences. Ainsi, d'après les postmodernes, la connaissance ne serait pas liée à la cognition, mais à la reconnaissance d'un «soi collectif» à travers une iconostasie disqualifiant toute attitude rationnelle au profit d'une auto-référence intrinsèquement affective.

Cette position idéologique nourrit le discours postcolonialiste dont nous avons eu un pathétique échantillon à Paris-même, peu de jours avant le massacre, le 31 octobre 2015⁴. La défense de la singularité, qui déclare l'irréductibilité de la différence, mène à l'essentialisation de l'identité et à sa réduction en clichés se voulant inattaquables, qu'elle se présente sous un angle xénophobe ou xénophile. Cette vision des choses s'est insinuée dans la société d'aujourd'hui et mine l'opinion publique, sans que celle-ci puisse entendre d'autres sons de cloche. L'approche de la culture d'islam ne pourrait donc se faire qu'à travers l'identification ou l'adhésion à cette religion car, bien trop «spécifique», elle serait inaccessible à toute approche rationnelle. De façon tout aussi pernicieuse, le postmodernisme affirme, dans un même temps, que les catégories d'origine occidentale sont, elles aussi, intransitives, entièrement réductibles à leurs origines, qu'elles leur sont ontologiquement destinées et, par conséquent, qu'elles sont inapplicables – en tant que catégories descriptives et explicatives- à la «communauté musulmane».

Il ne fait pourtant aucun doute qu'on peut⁵ aborder le phénomène

¹ D'où le classique «Vous ne pouvez pas comprendre» qui met, en général, rapidement fin aux discussions.

² C'est le propre des orthodoxies : elles constituent des systèmes de pensée clos, tautologiques, qui «doivent» être acceptés comme intangibles.

³ D'où le classique «Vous ne pouvez pas comprendre» qui met, en général, rapidement fin aux discussions.

⁴ La marche dite de la «dignité» qui, sous des apparences progressistes, cachait un discours identitaire des plus nauséabonds.

⁵ Et, il est tout à fait recommandé et souhaitable de le faire !

islamiste tout à fait rationnellement, en reprenant, en particulier, les conditions de son émergence, laquelle est, et bien que cela ne soit pas diffusé, très récente.

Brève approche historique

Les phénomènes politiques islamiques sont apparus dans les années 1920-30 (dans la période-même qui voyait l'émergence en Europe des mouvements fascistes : Italie, Allemagne, Espagne...) autour, notamment, d'une jeune milice marginale, pieuse et proto-fasciste. Chemises brunes, chemises grises, vertes ou bleues, ... ces jeunes étaient principalement actifs en Égypte et en Syrie et, dans une moindre mesure, dans la zone d'influence de ces pays.

Dans les années 1950-60, les mouvements islamistes connaîtront une grande prospérité financière, grâce aux agences pétro-islamiques et aux organismes obscurantistes «d'éducation»¹ qu'elles avaient créées². Ils étaient portés par un contexte international dominé par la doctrine Truman, dont le cheval de bataille était l'endigement du communisme qui se déployait rapidement aux quatre coins du globe. Dans le monde arabe, la doctrine Truman se traduisit par un choc frontal contre les nationalismes arabes socialisants ou prosoviétiques ; l'islam devenant, pendant la guerre froide, l'axe, à la fois culturel et idéologique, de la défense du «monde libre» contre le communisme dans le monde «arabe» (ainsi qu'en Malaisie et en Indonésie). Tout le monde connaît maintenant les effets catastrophiques et sanglants de cette ligne politique.

Avec des succès inégaux, les mouvements islamiques ont, cependant, mis du temps à occuper le devant de la scène. Il leur a fallu, pour cela, attendre le milieu des années 1970 et des circonstances bien précises.

Les nouvelles conditions internationales liées à la dérégulation économique et à la prédominance financière, enrobées dans une théologie du «marché libre», s'accompagnaient d'un désengagement de l'État qui était, jusqu'alors, revendiqué comme le garant du développement social et culturel (keynésianisme), ce qui leur a ouvert la voie³. S'incrutant dans le

¹ Ben Laden et ses hommes des cavernes en sont de purs produits, même si tardivement.

² Aujourd'hui encore, dans la continuité, l'éducation semble être un des axes de pénétration de l'islamisme – bien que se présentant sous des atours rassurants et engageants – comme, par exemple, avec le WISE (World Innovation Summit for Education).

³ En Europe, cette «évolution» économique (accompagnée du repli de l'État sur son rôle policier) a eu, en matière sociale, les conséquences économiques que chacun connaît ainsi que le développement des idéologies d'extrême droite : la xénophobie virulente étant à la fois une réponse aussi abjecte que confuse aux effets de la globalisation et un bien mauvais

tissu social à travers, notamment, des services caritatifs, s'appuyant, tour à tour, sur le nationalisme et sur la pratique d'un populisme ultra-conservateur, les mouvements islamistes ont pu se développer puis donner libre cours à leur délire apocalyptique. **Apparaissant avec le fascisme en Europe et entrant en parfaite résonance avec l'idéologie postmoderne qui mine la pensée rationnelle, les mouvements islamistes ne constituent donc pas un simple épiphénomène mais une tendance lourde, un véritable courant contre-révolutionnaire – structuré et subventionné.**

Anarchosyndicalisme ! n° 147

remède à l'anomie et à la frustration. C'est aussi la marque de la détermination du pouvoir cherchant à affaiblir la volonté collective, entraînant une baisse de la capacité à s'auto-organiser en dehors de toute tutelle étatique ou religieuse et de trouver collectivement des réponses.

Sommaire

PREMIERE PARTIE : des origines de l’islam politique et comment le combattre	3
Colin Foster : Treize questions sur le terrorisme, l’intégrisme et l’anti-impérialisme (2001)	5
Mansoor Hekmat : Le monde après le 11 septembre (2001)	15
Clive Bradley (AWL) : D’où vient l’islam politique (2002)	34
Vickim : Qu’est-ce que la Muslim Association of Britain ? (2004)	66
Clive Bradley : Quelques ouvrages sur les complexités de l’islamisme, (2005),	70
Ardeshir Mehrad et Yasmine Mather (2006) : Les rapports de classe de l’islam politique avec le Capital et avec les classes sociales	74
Sean Matgamma : L’islam politique, fondamentalisme chrétien, le marxisme et la gauche aujourd’hui (2007)	100
Sarah Ley : Sur le féminisme islamique (2007),	107
Charlie Salmon : Comment rompre avec l’islamisme (2007),	112
NPNF : Quelques brèves remarques sur les motivations des commandos-suicides islamiques (2008)	117
Martin Thomas : De l’islam politique au clérical-fascisme (2008),	120
Martin Thomas : Sur le manifeste classique de l’islamisme politique (2011),	125
Daniel Randall ; Sur la pseudo-théorie du «retour de bâton» (2013),	128
Stephen Wood : Les origines de l’«Etat islamique» (2014),	130
Matt Cooper : A propos d’un livre sur l’Islam britannique – <i>Medina in Birmingham, Najaf in Brent: Inside British Islam</i> d’Innes Bowen (2014)	135
Stuart Jordan : Du parcours scolaire de «Jihadi John» (2015),	142
AWL : Comment lutter contre Daech (2015),	145
Clive Bradley : Comment pouvons-nous saper les islamistes? (2015)	149
Ceux qui veulent le pays pour tous : «Terrorisme» ne permet pas de rendre compte de ce qui s’est passé, c’est d’une proposition en actes, d’une politique criminelle dont il faut parler (2015)	154
Trois textes de Temps critiques	157
Jacques Guigou : Précisions sur le terme de «communauté humaine» (<i>Gemeinwesen</i>)	157
Temps critiques : Al Qaeda un proto-État ? Confusions et méprises (2000)	159
Temps critiques : Soubresauts (2003)	163
DEUXIEME PARTIE : Réactions après les massacres du 13 novembre	187
Stephane Julien : Pas une deuxième fois en se taisant	189
Des anarchistes : Comme tombés du ciel	190

Patsy : Fanatisme religieux et néoconservatisme (Patsy)	195
<i>Ni patrie ni frontières</i> : Sur quelques discours automatiques à propos des massacres du 13 novembre 2015 à Paris	197
Réponse de Patsy	203
<i>Ni patrie ni frontières</i> : Convergences et divergences	214
Parti communiste international : Attentats de Paris: Le capitalisme est responsable. Guerre de classe contre le capitalisme!	221
Karlchen : Vendredi 13 novembre 2015 : Plus que jamais, il faut refuser l'unité nationale !	224
Terrorisme et Etat islamique: présentation de Jacques Wajnsztejn	226
<i>Temps critiques</i> : Vernissage d'une antiquité, le «défaitisme révolutionnaire»	227
Jacques Guigou : Etat islamique ou communauté despotique	233
Mouvement communiste : Combattre la supercherie du discours guerrier de l'État - La guerre de classe est la seule réponse possible aux assassins de masse	236
Nicolas Dessaux :_Qu'est-ce que l'Etat islamique ? Éléments d'analyse marxiste	241
Maryam Namazie : Attaques sur Paris : la réponse doit être une résistance humaine globale à l'islamisme	248
Lettre de Houzan Mahmoud , militante communiste et féministe kurde d'Irak	250
Nicolas Dessaux : Comment François Hollande voudrait lutter contre l'État islamique	252
Regroupement révolutionnaire caennais : Attentats à Paris : des conséquences prévisibles	256
Groupe anarchiste Salvador-Seguí (FA) : Le combat social, voilà la guerre véritable. Après les attentats du 13 novembre, voilà que l'État reprend ses méthodes terroristes	260
Groupe Regard noir (FA) Communiqué	263
André Dréan : Lettre ouverte au site libertaire, «Sous la cendre»	266
NPNF : Bêtisier : Pour éviter de traiter du terrorisme islamique la revue «marxiste» en ligne <i>Période</i> publie une réflexion «morale» sur les crimes de guerre de...(devinez qui ?)	270
Pierre Rousset et François Sabado : Les attentats du 13 novembre à Paris : la terreur de l'Etat islamique, l'état d'urgence en France, nos responsabilités	272
Ceux qui veulent le pays pour tous : Qu'est-ce que la guerre aujourd'hui ? Et de la nécessité de penser une politique de paix	282
Jacques Wajnsztejn : L'Etat et la qualification de l'ennemi	284
CNT-AIT : Seule la Raison peut s'opposer à la folie	287
CNT-AIT : Islamisme, pour une approche rationnelle	291

Depuis septembre 2002
Ni patrie ni frontières a publié

- Revues (photocopiées)

N° 1 : Sur l'URSS – Élections 2002 – Nouveau Parti «anticapitaliste» –
Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €

N° 2 : Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €

N° 3 : Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €

N° 4/5 : États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin (2003), 10 €

N° 6-7 : Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003),
10 €

N° 8-9 : Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et
à Israël (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 1
et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 10 : Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme,
«islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris
dans la compil' n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra), 7,5
€

N° 11-12 : Terrorismes et violences politiques (2004), 10 € (l'essentiel
des textes sont repris dans la compil' n° 4, et de nouveaux articles y ont été
ajoutés, cf. infra)

N° 13-14 : Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €

N° 15 : «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses –
Témoignages (2005), 7, 5 €

N° 16-17 : «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du
mouvement contre le CPE (2006), 10 €

N° 18-19-20 : Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 €
(l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5, et de nouveaux
articles y ont été ajoutés, cf. infra)

- Revues (imprimées)

N° 21-22 : Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues
et guérilla urbaine – Trotskistes et obsessions électorales – Questions noires
en France (2007), 10 €

N° 23-24 : Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €

N° 25-26 : Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€

N° 27-28-29 Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-
papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €

N° 30-31-32 : Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968), 12 €
(2010)

N° 33-34-35 : Les pièges mortels de l'identité nationale (2011), 12€

N° 36-37 : Inventaire de la confusion (2011), 10 €

N° 38-39 : De l'altermondialisme aux Indignés (2012), 10 €

- N° 40-41 : Soulèvements arabes (2012), 10 €
 N° 42-43 : Nos tares politiques, tome 1 : social-patriotisme, xénophobie de gauche (2014), 10 €
 N° 44-45 : Nos tares politiques, tome 2 : Antisémitisme de gauche (2014), 12 €
 N° 46-47 : Nos tares politiques, tome 3 : Increvables négationnistes ! (2014) **10 €**
 N° 48-49 : Exécutions jihadistes. Antisémitisme et racisme antimusulmans. « Islamophobie » (2015) **10 €**
 N° 50-51 : Nos tares politiques, tome 4 : Religion . Post-modernisme. Néostroïkistes et jeunes anarchistes. Fictions autogestionnaires (2015) **10 €**

*** Brochures**

- Emma Goldman et la révolution russe (2002, 4 €)
- *La révolution russe* : L. Goldner, C. Harman, M. Martin (2002, 4 €)
- Voltairine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 4 €) –

- Anthologies et livres :

- Compil' 1 : «Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisionisme (anthologie), 2008, 336 p., 10 €
- Compil' 2 : *Islam, islamisme, «islamophobie»* (anthologie), 2008, 344 p., 10 €
- Compil' 3 : *La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie* (recueil d'articles), 2008, 360 p., 10 €
- Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d'articles) tome 1, 2008, 12 €
- Compil' 4 : *De la violence politique* (anthologie), 2009, 300 p., 10 €
- Compil' 5 : *Religion et politique* (anthologie), 2010, 400 p. 12 €
- Compil' 6 : *Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes* (anthologie), 12 €
- *Encyclopédie anarchiste : La Raison contre Dieu* (anthologie), 484 p, 2010, 12 €
- *Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale* (recueil articles d'Échanges et Mouvement 1979-2009), 230 p, 2010, 6 €
- Patsy, *Le monde comme il va*, Chroniques 1999-2010, 345 p., 2010, 12 €
- G. Munis, *Textes politiques, Œuvres choisies, tome 1. De la guerre d'Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948)*, 400 p., 2012, 12 €
- Michel Roger, *Les années terribles (1926-1945), La Gauche italienne dans l'émigration parmi les communistes oppositionnels*, 326 p., 2012, 12 €
- Karim Landais, *De l'OCI au Parti des travailleurs*, 600 p., 2013, 14 €

– *L'enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires*, 332 p., 2013, 12 €

– *L'anarchisme d'Etat et la Commune de Barcelone* (textes d'Agustin Guillamon, Frank Mintz, Hugo Oehler et extraits du «rapport secret» d'Helmut Rüdiger pour la CNT-AIT), 184 p., 2015, 10 €

COMMANDES : Tous les prix incluent les frais de port. Certaines revues sont épuisées mais nous pouvons les envoyer en format PDF par mail ou les photocopier. Les articles les plus intéressants sont repris dans les «compil'».

Site : mondialisme.org puis cliquer sur *Ni patrie ni frontières* et chaque numéro ou rubrique

Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris ou bien yvescoleman@wanadoo.fr

Livres imprimés sur des papiers labellisés

FSC

Certification garantissant une gestion durable de la forêt

Dépôt légal 3^e trimestre 2014

Achévé d'imprimer sur les presses du

Centre Littéraire d'Impression Provençal

Artizanord n° 203

42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille

www.imprimerie-clip.com

N° d'impression 07100227